

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les tendances psychologiques de la science économique contemporaine, par M. Louis Baudin — Les budgets de 1956 et 1957 et la situation de Trésorerie de 1955 — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Graphiques de la situation économique de la Belgique — Statistiques.

LES TENDANCES PSYCHOLOGIQUES DE LA SCIENCE ECONOMIQUE CONTEMPORAINE

par M. Louis BAUDIN,

*Professeur à la Faculté de Droit de Paris,
Membre de l'Institut.*

Suivant la forte expression d'un penseur moderne, la vie actuelle est « presque entièrement extravertie ». L'homme tend, pour ainsi dire, à se détacher de lui-même en cédant aux appels extérieurs multipliés et intensifiés par une technique puissante. Une publicité scientifiquement établie l'attire sans le rebuter et lui dicte ses décisions; une presse et une radio qui pénètrent dans l'intimité du foyer lui fournissent des idées et des opinions sur toutes choses passées, présentes et futures.

Cette dépersonnalisation attriste ceux qui la considèrent comme une dévalorisation de l'homme, elle réjouit au contraire ceux qui voient dans les masses des forces susceptibles de servir d'instruments de domination. Dans tous les cas, nous devons nous demander ce que devient l'économie politique en cette occurrence, puisqu'elle est une science humaine.

Les classiques ne se posaient pas de question à cet égard. L'homme était pris tel que l'avaient observé les philosophes, c'est-à-dire comme un être mû par son intérêt personnel. Bentham triomphait. Au 19^e siècle, l'école dite psychologique se contentait de perfectionner la méthode antérieure. Malgré quelques dissonances comme celles dont Thornstein Veblen

fut le paradoxal auteur et en dépit de bonnes analyses des mobiles humains telles que celle bien connue d'A. Wagner, le fondement ancien subsistait à la fin du siècle dernier et les partisans des théories de l'équilibre donnaient aux économistes le goût des vastes circuits anonymes sans modifier les infrastructures psychologiques.

Au 20^e siècle la science des richesses se transformait en science du bien-être et Keynes parlait de « propension », mais ce n'était encore qu'une tendance, incertaine.

Enfin, de nos jours, l'économiste regarde au delà de son domaine et s'aperçoit que la psychologie a grandement évolué. L'économie politique étant tout entière fondée sur cette discipline, il prend conscience de son ignorance et des dangers qu'elle comporte. Le voici donc en train d'accomplir un heureux pèlerinage aux sources. La science du bien-être tend à devenir science des comportements.

I. — Analyse de l'homme.

L'homme doit d'abord être reconsidéré. Désormais l'économiste est tenu de l'envisager dans sa totalité, sa qualité et sa complexité.

A. *L'homme total : la révision des mobiles et l'intégration de l'irrationnel.*

C'est mutiler l'individu que de le prendre pour un être exclusivement utilitaire. Voici bien longtemps déjà que l'*homo economicus* est l'objet de critiques et de railleries parfois justifiées, souvent outrancières. Ne peut-on soutenir que derrière les apparences reparaît toujours l'intérêt personnel ? L'acte religieux peut lui-même être provoqué par un intérêt, celui d'obtenir une récompense dans l'au-delà, et l'action destinée à assurer un prestige est évidemment intéressée. Mais l'intérêt par excellence, visé par les classiques, est d'ordre matériel et plus précisément pécuniaire, et c'est ainsi qu'on l'entend dans le sens courant de ce mot. Il est facile de citer des cas où, pris sous cette forme, il est dominé par un autre mobile, par exemple par un sentiment d'amour générateur de sacrifice, ou par un sentiment d'envie ou de haine, capable d'amener un individu à agir à l'encontre de son propre intérêt pécuniaire dans l'espoir d'infliger un préjudice à autrui.

Il existe de nos jours un mobile qui a pris une place prédominante en économique : la peur. Nous avons proposé de qualifier de normales les époques où l'intérêt pécuniaire jouait le rôle de principal animateur, et anormales celles où la peur tendait à le supplanter. Peut-être y a-t-il dans ces épithètes une nuance trop marquée d'optimisme, mais il est un fait certain : un grand nombre de phénomènes de notre temps portent le signe de la peur. L'exemple le plus frappant est celui du « vagabondage » des capitaux à court terme devenus insensibles à l'attrait exercé par les variations du taux de l'escompte et de l'intérêt.

Le processus entier de détérioration de l'épargne, avec ses redoutables répercussions sur l'économie entière, témoigne du rôle joué par ce sinistre mobile : les détenteurs de fonds commencent par désertir peu à peu le marché financier en gardant seulement quelques titres spéculatifs afin de profiter des amples variations de cours coutumières en période de troubles, puis ils s'adressent au marché immobilier où se situent les valeurs réelles et placent leurs économies en terres et en maisons. Ensuite, ils se replient sur la zone intermédiaire de « l'épargne-conservation » où les retraits sont aisés et où le taux d'intérêt, bien que modeste, exerce encore un certain attrait : ils achètent des bons du Trésor ou déposent leurs capitaux à échéance dans les institutions de crédit et surtout dans les caisses d'épargne. L'étape suivante concerne les dépôts à vue dans les banques, les fonds demeurent à portée de la main et peuvent être retirés à première alerte. Enfin, si l'horizon s'obscurcit plus encore, cette évolution se termine par la thésaurisation ou l'exportation des capitaux.

Ce processus se déroule sous l'influence brutale de la peur et le plus souvent instinctivement sans calcul préalable. L'épargnant est un homme-masse. Un de nos meilleurs spécialistes en cette matière, le professeur Pierre Reynaud, estime que 3 à 5 % seulement

du total des fonds épargnés sont investis après réflexion.

Un grand nombre de faits de détail témoignent que cet esprit d'épargne en France est demeuré instinctif et peu rationnel : ainsi le détenteur d'un titre désire le posséder effectivement, connaître son numéro d'ordre et non disposer du droit d'obtenir un titre anonyme perdu dans la masse des valeurs fongibles émises par une société déterminée, ainsi s'explique l'échec de la C.C.D.V.T. (Caisse centrale de dépôts et virements de titres) : quand la possession est atteinte, l'épargnant a l'impression que l'on touche à son droit de propriété. De même, il préfère recevoir une action gratuite plutôt que de voir doubler la valeur de son titre, parce qu'il a davantage l'impression d'un cadeau, d'où en France la multiplication des petites coupures qu'il a fallu ensuite regrouper.

Nous devons procéder, par conséquent, à une révision qui nous semble nécessaire et qui n'a pas encore été opérée. L'individu est obstinément conçu comme rationnel par un grand nombre d'économistes contemporains et non des moindres : non seulement il sait toujours ce qu'il veut, mais on lui suppose souvent une extraordinaire compétence, il compare ses désirs entre eux, il établit des échelles de priorité, il se livre à de savants calculs de valeurs marginales et de « préférence pour la liquidité ». Il suffit de se pencher sur les faits de la vie courante pour s'apercevoir que de telles hypothèses sont en général dénuées de fondement. Depuis longtemps il a été observé que les individus conservent par devers eux, par exemple, des « surplus irrationnels d'encaisse ».

Les psychologues ont éclairci cette question. La plupart du temps le « stimulus » externe commande directement la réponse individuelle sans intervention de la raison. Celle-ci n'intervient pas du tout ou bien elle le fait à posteriori pour tenter de justifier l'acte accompli. Nous savons tous par expérience personnelle que nous laissons notre subconscient se charger d'une quantité de tâches dont parfois il s'acquitte fort mal, par exemple lorsqu'il nous conduit dans un lieu où nous avons l'habitude de nous rendre un jour où nous devons aller ailleurs. Ne lui reprochons cependant pas ses actions intempestives ; sans lui nous serions soumis à une tension d'esprit continue et épuisante.

Insistons sur la nécessité pour l'économiste de tenir compte des phénomènes irrationnels, car cette conception répugne à certains de nos contemporains. L'or nous fournit un bon exemple : parmi ses trois fonctions monétaires de mesure de valeur, d'instrument d'échange et de réservoir de valeur, il est curieux de constater que cette dernière est la plus solide et la mieux capable d'assurer la pérennité du métal jaune en tant que monnaie. Il n'est pas douteux qu'un objet quelconque peut être choisi pour jouer le rôle de monnaie internationale, mais il est non moins certain que le grand public le rejettera et s'en tiendra à l'or. C'est un enfantillage que de vitupérer les fétiches, puisque ceux-ci sont des faits ;

c'est être anti-scientifique que de passer sous silence cette caractéristique essentielle de l'homme d'être un « animal croyant » : l'homme de la rue a foi en l'or, et plus les gouvernants chercheront à lui prouver qu'il a tort, plus il se méfiera et demandera ce métal. Les Français, en dépit de leur cartésianisme et des railleries de bien des auteurs, thésaurisent avec acharnement le métal qui reste ainsi improductif entre leurs mains.

Le domaine où l'irrationnalité s'est exercée peut-être avec le plus de continuité est celui de la consommation. Le luxe et le gaspillage mettent en cause les psychologies plus ou moins rationnelles des acheteurs.

On serait tenté de croire que ce chapitre capital de l'économie politique a été pour ce motif négligé si longtemps par les auteurs. Or si les conséquences des choix irrationnels ont peu d'importance généralement dans les temps d'abondance, elles risquent de devenir catastrophiques dans les temps de disette alors que les équilibres alimentaires sont difficiles à obtenir. Les observations faites en France sous l'occupation allemande suffisent amplement à illustrer cette vérité.

Contrairement à une opinion courante, les chefs d'entreprise n'agissent pas toujours de manière rationnelle. Prétendre que l'entrepreneur arrête le développement de sa firme lorsque le coût marginal est égal au taux marginal de productivité, c'est se livrer à l'abstraction. Des enquêtes et des études récentes ont prouvé que la plupart des entrepreneurs se réfèrent à des bases plus facilement accessibles comme le coût moyen de production, additionné de quelques marges (frais généraux et rémunération propre de l'entrepreneur). Souvent même ils ignorent totalement les données du marginalisme.

Dans tous les domaines cependant, des éléments irrationnels sont utilisés à des fins intéressées, aussi bien par les dirigeants en général que par les meneurs ou les chefs d'entreprise eux-mêmes. La propagande et la publicité se constituent aujourd'hui en chapitres autonomes de la science et se nourrissent de psychologie. L'une et l'autre se servent de moyens visuels et auditifs destinés à susciter l'action irréfléchie du sujet par la voie de la presse, du cinéma, de la radio, de la télévision, en multipliant les appels sous la forme condensée et percutante des images et des slogans.

De nombreux ouvrages fournissent toutes précisions pour porter au maximum la puissance de ces appels grâce à la répétition, à l'intensification et à la simplification des stimulants, afin de disloquer les tableaux de désirs individuels et d'amener l'individu à agir dans le sens voulu par l'opérateur.

Pire encore, la cybernétique fait son apparition dans ce domaine. L'individu préalablement préparé par un meneur réagit automatiquement d'une manière prédéterminée à l'apparition d'un signe extérieur. Un mot comme « capitalisme » ou « trust » engendrera par exemple une répulsion que

le sujet sera généralement incapable de justifier par des arguments valables.

À côté du verbe, le chiffre se situe fréquemment comme porteur d'illusion : éblouissant de précision, il cache en sa moyenne les plus redoutables dispersions et masque sous sa rigueur nominale les plus dangereuses dénivellations réelles.

Les représentations graphiques enfin, pour traduire les hésitations et les insuffisances de la raison, ne devraient pas, dans la plupart des cas, prendre la forme de tracés linéaires. Remplacer les courbes par des lignes épaisses, par des fuseaux ou des zones est insuffisant, il faudrait dessiner des traits flous, des pénombres aux limites en dégradé. Telles, par exemple, devraient être les courbes caractéristiques de l'offre et de la demande sur les marchés.

B. *L'homme qualitatif. Le passage à la sociologie et le découpage de la globalité.*

À côté du principe économique de la rareté relative des biens, qui oblige à effectuer des choix, nous devons placer le principe de la rareté relative des hommes. Mais la comparaison entre les hommes et les choses est toujours dangereuse, car ceux qui l'effectuent risquent de se voir reprocher une tendance regrettable à l'assimilation des premiers aux seconds, comme on l'a bien vu à propos du travail-marchandise. En outre, les partisans du nivellement social se refusent à admettre une diversité humaine qui est cependant éclatante.

Il est certain que l'habitude prise de nos jours par plusieurs de nos contemporains d'envisager des globalités : produit global, revenu global... etc..., en faisant usage de statistiques appropriées, leur fait parfois oublier les différences qualitatives qui existent entre les hommes ainsi additionnés sans précaution. La spécificité des individus s'efface dans l'ensemble, les relations existant entre eux n'apparaissent nulle part, et pourtant nous constatons la présence d'obstacles dans les évolutions et de véritables goulots d'étranglement humains. Par exemple, les pays sous-développés manquent de cadres, d'ingénieurs, de techniciens.

Le découpage de la globalité s'impose et fait glisser l'économiste du plan de la psychologie à celui de la sociologie. La division de la société en deux groupes antagonistes, la bourgeoisie et le prolétariat, à la manière marxiste, est si contraire aux faits et si périmée qu'il ne vaut pas la peine de la prendre en considération. En revanche, la nouvelle division entre la masse et l'élite, coordonnées et harmonisées, mérite de retenir notre attention. Elle constitue un des domaines où l'ignorance persistante de l'économiste à l'égard de la psychologie est particulièrement choquante, car cette dernière science a réalisé de grands progrès en cette matière.

La psychologie de masse ou de foule a été très étudiée depuis Gustave Le Bon. Nous savons ce qu'est cet ensemble humain soumis à un confor-

misme étouffant, agressif, versatile, obéissant aux ordres de meneurs qui le suggestionnent, le domptent, l'entraînent. L'élite au contraire n'a guère été étudiée, nous en avons donné ailleurs les caractéristiques : d'abord elle est composée d'individus ayant une supériorité personnelle et acquise, par conséquent dont l'origine ne se trouve ni dans la fortune, ni dans l'hérédité, ni dans l'admission par autrui, ni dans l'efficacité; l'homme d'élite a une valeur en soi qui lui vient de lui-même, il a surgi de la masse par sa propre volonté et s'est imposé par son propre effort. Ensuite, ce groupement est ouvert, c'est-à-dire qu'un individu, quel qu'il soit, peut en faire partie à condition de satisfaire aux conditions exigées. Enfin, l'homme d'élite présente un aspect moral à la fois par son attitude, car il sert d'exemple, et par son comportement, car il est animé du désir de servir autrui.

Cette division est capitale, elle doit se prolonger dans le domaine de la politique par une domination effective de l'élite. Le sort de la nation dépend de cet impératif.

Le découpage de la globalité peut être exécuté suivant d'autres lignes. La nation est le cadre normal des calculs globaux et précise un caractère qualitatif de l'homme dont les études actuelles de psychologie des peuples ont révélé l'importance. Elle impose un relativisme rigoureux. Ainsi il est devenu très difficile de réduire le salaire nominal en France, même si le coût de la vie fléchit dans la même proportion en sorte que le salaire réel demeure constant. Le salaire nominal forme cran d'arrêt et c'est pourquoi bien des économistes partent de ce pôle fixe pour construire leurs thèses.

Mais il n'en est pas forcément de même ailleurs : en 1955, une grande maison d'Amsterdam a demandé l'autorisation d'élever les salaires de son personnel; or cette autorisation a été refusée par les syndicats ouvriers en raison de la situation économique générale.

La localisation de chacun de nous dans un milieu moins étendu que la nation est d'une analyse moins simple. Ce milieu est appelé « groupe »; mot assez vague qui peut être défini par la communauté d'intérêt (intérêt collectif) et l'analogie des comportements des membres. Le comportement du groupe a donc un sens. Mais une difficulté surgit : le même individu peut appartenir à la fois à plusieurs groupes : religieux, intellectuels, sportifs, etc..., parmi lesquels le groupe professionnel est spécialement intéressant pour l'économiste : commerçant, banquier, ouvrier d'industrie, etc... Cet imbriquement complexe beaucoup l'analyse car les facteurs psychologiques interfèrent les uns avec les autres et tissent un réseau complexe d'influences. Dans le cas de l'ouvrier de village, par exemple, qui est en même temps paysan, il a été établi qu'en France ce dernier caractère l'emporte : la terre prime l'atelier.

L'introduction de la psychologie de groupe dans l'étude de l'économie politique modifie profondément

la physionomie de la répartition. Nous percevons désormais sous la surface apparemment calme d'une société saisie par les statistiques globales, une mêlée confuse : des heurts, des tensions, des dominations se profilent dans la pénombre où s'accordent, se heurtent, se dissocient, se recomposent de multiples groupes.

C'est dans cette perspective que l'on comprend l'effacement des théories anciennes d'équilibre par ajustements mutuels et l'apparition des thèses modernes du salaire, conçu comme revenu dominant à partir de quoi s'édifie toute la structure de la répartition, et de l'intérêt considéré comme revenu dominé et cessant peu à peu de jouer le rôle que lui conféraient les classiques.

Cette lutte met en cause une infinité d'instruments psychologiques que les économistes s'efforcent en vain de quantifier : les effectifs de groupes ont moins d'importance que la valeur des chefs ou que l'occupation de points stratégiques, par exemple le fait de pouvoir tarir les sources d'énergie et de transport en créant des goulots d'étranglement; l'excellence des arguments logiques vaut moins que l'habileté dans le maniement des armes : publicité, propagande, action sur les pouvoirs publics.

C. *L'homme complexe. La liberté et le voile psychologique.*

L'introspection à laquelle se sont livrés les modernes psychologues a révélé dans l'homme une complexité trop longtemps ignorée. Au fur et à mesure que l'étude de la personnalité se poursuit en profondeur, des plans successifs apparaissent.

À la surface se trouve le *moi* directement en rapport avec autrui et placé dans le champ des observateurs; il est connu par ses actions et ses paroles, il se présente sous une forme policée grâce à une éducation appropriée et à la patine dont le temps l'a couvert. C'est un *moi* social, en termes bergsoniens, relativement standardisé, d'un commerce possible sinon agréable.

Chez l'homme-masse, l'origine de la plupart des comportements se trouve dans ce *moi* superficiel qui dépend du milieu dans une large mesure et sur tous les plans : affectif, professionnel, traditionnel.

C'est au delà de ce premier *moi* que se situe le *moi* nommé « caractère » par Le Senne ou « ego » par Freud, où s'inscrivent les désirs, où se construisent les combinaisons nouvelles, où se fixent les attitudes. La raison opère dans cette zone.

Plus loin encore, dans une atmosphère indéfinie, s'esquisse le troisième *moi*, purement qualitatif, inexprimable, où dominent les instincts et les croyances, le *moi* profond de Bergson.

Nous n'avons pas à apprécier ici ces emprunts que l'économiste fait à la psychanalyse, mais nous devons tenir compte des enseignements qu'ils comportent. Cette structure interne de la personnalité explique les différences de comportement des individus.

La zone d'affleurement est un lieu de rencontre d'influences et un terrain favorable aux automatismes; la deuxième zone est celle de l'activité créatrice, de l'invention, de l'initiative, de la prévoyance; la dernière reste assez mystérieuse et par moments presque étrangère aux deux autres, elle est un centre de stockage, d'accumulation; elle remplit une fonction de continuité. La liberté réside dans la zone où se constitue le caractère; elle dépend du degré de la pression exercée à la fois par le moi profond qui marque l'emprise du passé, fréquemment oublié et resté en veilleuse dans le subconscient, et par le moi superficiel qui subit les influences immédiates. Conçue sous sa forme passive, comme une absence de contrainte, elle implique une certaine indépendance de ce dernier ego; envisagée sous sa forme active, comme une initiative propre, elle émane de la deuxième zone de notre personnalité : ainsi l'entendent les économistes qui supposent l'homme capable de procéder à des calculs économiques en matière de production ou de consommation.

Ces libertés sont subjectives, elles supposent un pouvoir de décision et non d'exécution. La liberté objective qui implique ce dernier pouvoir est hypocrite et ne répond nullement au sens commun du mot : serait libre d'agir celui qui disposerait des moyens d'action, par exemple la liberté de circuler n'existerait pas pour celui qui ne pourrait pas payer son billet de chemin de fer ou d'avion, la liberté de lire Shakespeare n'aurait pas de sens pour celui qui ne saurait pas l'anglais. En somme il n'y aurait de circulation libre que gratuite et de lecture libre d'ouvrages en langue étrangère que pour qui serait polyglotte.

Pratiquement une telle conception aboutit à une impasse dont on voit trop bien quelle politique elle tend à servir : en régime libéral le pouvoir d'exécution doit être mérité; qui a épargné peut payer le moyen de transport, qui a travaillé peut lire les ouvrages en langue étrangère; au contraire le régime de liberté objective conduit à l'étatisme puisque les pouvoirs publics seuls peuvent rendre la circulation gratuite et obliger tous les citoyens à recevoir une certaine instruction.

La fusion des différents *egos*, en proportions variables, dans une même personnalité, donne à celle-ci son originalité et mesure son potentiel de liberté. On comprend que la réalité ne soit pas saisie de la même manière par chacun de nous : les facteurs psychologiques que nous venons d'indiquer en estompent l'ensemble et en brouillent les détails. Chacun a son point de vue, son « *ichpunkt* », comme disent les philosophes allemands.

Nous connaissons le « voile monétaire », il n'est qu'une partie de ce que nous nommons le « voile psychologique ». Etudier les faits suffit à qui voit dans l'économie politique la science des richesses, mais pour qui la définit comme une science des comportements, il faut en outre savoir comment les hommes voient ces mêmes faits. Il y a souvent un

écart considérable entre la réalité et l'opinion que les individus se font d'elle. Les facteurs psychologiques forment écran. Les statisticiens établissent aujourd'hui des indices psychologiques du coût de la vie à côté des indices économiques, or ce sont les premiers qui importent puisqu'ils commandent les initiatives individuelles.

Voici quelques exemples typiques qui, mieux que les raisonnements, feront comprendre l'importance présentée par ce voile psychologique.

D'après les statistiques, le salaire réel en France a augmenté d'un tiers de 1949 à 1955, grâce surtout à la stabilisation des prix maintenue depuis 1952, et cette hausse est la plus forte qui ait été constatée en matière de rémunération du travail pendant cette période en Europe occidentale. Or l'Institut français vient de procéder à une enquête et nous révèle que la majorité des ouvriers est persuadée que son niveau de vie n'a pas changé. Ainsi les adversaires du gouvernement modéré qui détenait alors le pouvoir ont si adroitement répandu les critiques qu'ils ont réussi à masquer la réalité aux intéressés, ils ont fait croire à « l'immobilisme » des dirigeants et ils ont lancé le slogan : « il faut que cela change », alors que le changement risquait d'empirer la situation des intéressés eux-mêmes.

En 1936, lors de l'adoption de la loi de 40 heures, les statistiques enseignaient que la durée moyenne du travail dépassait 45 heures et qu'en conséquence les résultats devaient être catastrophiques pour l'économie nationale. Or Léon Blum a écrit quelques années plus tard qu'à ce moment aucun établissement industriel français n'atteignait le chiffre de 40 heures. Sans doute, en affirmant cette contre-vérité, se fiait-il à sa mémoire qui avait gardé le souvenir de l'opinion répandue à cette époque, opinion nettement en contradiction avec les faits. Pourtant, comme l'a remarqué M. Sauvy, Léon Blum aurait dû être bien renseigné sur ce point, puisqu'il était chef du gouvernement en 1936.

Plus généralement et encore à propos des événements de 1936, les ouvriers ont cru que leurs intérêts avaient été sacrifiés par le gouvernement antérieur aux élections, impression inexacte comme le prouvent les statistiques.

Voici enfin un exemple singulier : les pouvoirs publics néerlandais ont décrété en mars 1951 une hausse des salaires nominaux de 5 % et en même temps une réduction des subventions fournies aux denrées alimentaires telle que le coût de la vie est monté de 10 %. Au total le fléchissement du salaire réel a donc atteint 5 %. Les syndicats ont cependant donné leur acceptation à cette combinaison.

On peut se demander jusqu'à quel point le voile psychologique a camouflé l'opération. Le principe de l'irréversibilité du salaire nominal a été respecté; cependant la large discussion de cette mesure ne permet pas de croire qu'elle n'ait pas été comprise. Peut-être faudra-t-il faire intervenir une observation que l'on s'abstient généralement de formuler. Para-

chevons le découpage des ensembles en envisageant la famille : le salaire est perçu par l'homme et en très grande partie dépensé par la femme. Le premier s'attache au chiffre nominal, la seconde s'intéresse au coût de la vie. Le lien entre ces deux références est parfois curieusement relâché. Il en résulte que l'homme se montre satisfait lorsque la somme perçue par lui s'accroît et que la femme a toujours tendance à déclarer que le coût de la vie s'élève parce qu'elle craint de voir son mari amputer, en cas de baisse, la somme qu'il lui remet pour les besoins du ménage. Ces considérations psychologiques généralement méconnues paraissent, dans la pratique, plus importantes qu'on ne le croirait au premier abord.

II. — L'homme et le temps.

A. *Permanence.*

Les facteurs psychologiques présentent toujours un certain degré de permanence, qu'ils soient individuels ou collectifs. Chez l'individu, la quasi-inaltérabilité du moi profond en est une des causes principales; à l'échelle des collectivités, les multiples études de psychologie des peuples ont mis en lumière l'existence de caractéristiques nationales que depuis longtemps déjà l'homme de la rue a notées : le flegme britannique, la prévoyance française, etc...

L'esprit d'épargne nous offre encore un excellent exemple dans ce domaine. Qu'il ait subsisté en France malgré les manipulations monétaires, les réquisitions abusives, les réformes agraires, les impositions excessives, l'acharnement mis par les socialistes à frapper l'épargne sous le nom de capital malgré le danger évident qui en résulte pour l'économie, voilà qui est certainement miraculeux. Notons seulement que le taux de l'intérêt réel est devenu négatif de 1914 à 1939, puisque le montant de l'intérêt nominal ajouté aux plus-values des cours en Bourse n'atteignait pas la hausse du coût de la vie; il se chiffrait à $-0,73$ % pour les valeurs à revenu variable, à $-2,85$ % pour les valeurs à revenu fixe. Autrement dit, coupons et dividendes étaient prélevés sur le capital. Il est clair que le Français n'économisait pas pour gagner davantage, mais pour ne pas être démuné le jour où il ne pourrait plus travailler. Cette prévoyance pure a pu, d'ailleurs, être cachée un certain temps, grâce à une illusion du nominal qui est allée peu à peu en se dissipant. Il faut aujourd'hui stimuler l'épargnant par des garanties, telles que l'indexation.

Le marché financier français a trouvé dans cette puissance de l'épargne une de ses caractéristiques : la rapidité de classement des valeurs mobilières.

La situation est très différente et même presque contraire dans les pays sous-développés. La loi keynésienne suivant laquelle, dans une société progressive, l'épargne croît plus que proportionnellement au revenu, est inexacte dans ces pays dont les habitants considèrent toute augmentation de leurs res-

sources soit comme un pouvoir d'achat immédiatement disponible dont ils ont été trop longtemps privés, soit comme une base de crédit pour la multiplication immédiate de ces ressources et l'extension de ce pouvoir d'achat. Dans les deux cas, le supplément de revenu s'oriente surtout vers les dépenses de luxe et de prestige que commande l'esprit d'imitation très vif chez ces peuples (effet de démonstration); c'est-à-dire vers l'acquisition d'objets que l'industrie nationale est incapable de leur fournir et qui sont importés de l'étranger. Le déséquilibre de la balance des comptes et les mesures restrictives que les gouvernements prennent pour y porter remède sont conséquences de cette mentalité des habitants. La psychologie nationale doit être analysée avec soin par l'économiste désireux d'éviter les erreurs dues à la généralisation hâtive de règles valables dans certaines économies seulement.

Les raisonnements qui portent sur l'économie mondiale doivent tenir compte de ces différences de psychologies nationales. Il existe une structure psychologique du monde selon les nations, comme il y a une structure psychologique des nations selon les groupes et des groupes selon les individus. Certains comportements collectifs, inspirés par des désirs communs aux habitants d'un pays, déterminent des politiques économiques. Quelques auteurs ont pu parler avec raison de « préférences nationales de structure » : les Français par exemple préfèrent un régime protectionniste difficile à maintenir à l'intérieur de l'Organisation européenne de Coopération économique aux efforts que nécessiterait un réajustement des coûts de production également difficile à obtenir à cause de la résistance des salariés. Ces préférences, il est vrai — et cet exemple en apporte la preuve —, sont souvent de simples acceptations de solutions de facilité.

À l'intérieur de la nation, les rapports entre les groupes se modifient constamment dans la durée; les insuffisances d'adaptation, les retards d'ajustement contribuent à disloquer les structures et à aggraver cet aspect de lutte générale que nous avons noté.

Dans le groupe, le chef d'entreprise, individu dominant, apprécie le temps des normes propres. Il travaille dans la durée et, comme le prétendent les philosophes, il ne saurait appréhender le monde extérieur que par une représentation personnelle. Il voit le passé sous forme de « dimension économique », synthèse des faits antérieurs qui surgit spontanément dans la conscience, il entrevoit l'avenir sous forme d'« horizon économique », ensemble des moments qu'il atteint dans ses calculs.

La psychologie individuelle donne une spécificité à cette actualisation et à cette préfiguration. La deuxième dépend de la première dans la mesure où l'individu se décide à la suite d'une extrapolation, consciente ou non.

Plusieurs auteurs ont étudié avec beaucoup de finesse d'esprit les modes de prévision des chefs

d'entreprise. L'école suédoise et celle de la « forme » (Gestalt) ont établi la structure des anticipations et leur caractère plus ou moins global et planifié selon leur éloignement du présent. Elles ont tenu compte des temps de réaction correspondant aux modifications des agents de production, à la réflexion, à l'accoutumance à une situation nouvelle, à la révision du tableau des désirs. Economiquement parlant, les perspectives de profit sont déterminantes, mais elles sont loin d'agir seules, car les autres mobiles que nous avons indiqués et les habitudes exercent leur influence sur les décisions. Les possibilités d'erreur sont considérables puisque l'acte créateur est imprévisible et peut bouleverser toutes les données. Toutefois l'absence ou l'insuffisance de rationalité est parfois une qualité. C'est souvent parce qu'il calcule mal ou ne calcule pas que l'entrepreneur sous-estime le risque qu'il court. Le goût de ce risque, conséquence de « l'activisme » qui entre dans sa définition même et qui le pousse à l'action, est un facteur psychologique fondamental. Le futur se présente, dans une certaine mesure, comme une loterie séduisante par les espoirs de gain qu'il offre lorsque les gouvernants ont la sagesse de ne pas les détruire par des interventions inopportunes telles qu'amputations fiscales ou limitations réglementaires. L'attrait même du jeu incite l'entrepreneur à tenter une aventure en pariant sur la bienveillance du destin.

On sait le succès qu'a obtenu auprès des spécialistes l'idée de considérer les rapports économiques comme des jeux de stratégie; cette conception pourtant n'a pu être utilisée qu'à la condition d'émettre des hypothèses sur la psychologie des joueurs.

Il existe aussi un horizon pour le travailleur. Son effort est commandé en partie par les perspectives d'avenir qui sont les siennes. Depuis quelques années seulement, surtout depuis que des missions de techniciens se sont rendues aux États-Unis, les Français se rendent compte du fondement psychologique de la productivité. Une enquête conduite en 1947 par l'Association Française des Ingénieurs en organisation a mis en lumière l'hostilité des ouvriers à l'égard des essais d'amélioration du rendement tentés dans les entreprises, par incompréhension ou routine surtout.

En France, c'est pour remédier à ce défaut psychologique qu'une série d'étapes est prévue afin de permettre à l'ouvrier et à l'employé de gravir les échelons capables de le conduire à des emplois supérieurs : d'abord l'adaptation, grâce au recours à la psychotechnique tant pour le choix de l'emploi que pour la détermination du rythme du travail, ensuite l'intégration, afin de situer l'homme dans son milieu et de lui faire comprendre le rôle qu'il est appelé à jouer dans l'entreprise, enfin la promotion destinée à permettre le passage dans la catégorie des cadres, agents de maîtrise, chefs d'atelier, etc..., voire même l'accès au patronat à la suite d'apprentissage et d'autres formes d'instruction spécialisée.

B. *Alternance.*

Nous n'avons pas ici à mentionner les théories des crises psychologiques, mais nous devons rappeler que des éléments psychologiques interviennent dans beaucoup d'autres thèses relatives à cette difficile matière. En tant que le phénomène est considéré comme cyclique, ou tout au moins comme comportant une alternance plus ou moins régulière, on ne saurait l'expliquer entièrement par des emprunts à la psychologie, car nul n'a pu établir que l'homme passait par des phases alternées et régulières d'optimisme et de pessimisme. En revanche, il est naturel de chercher dans la psychologie une solution non au problème des causes, mais à celui du caractère catastrophique du cycle. Nous ignorons pourquoi il existe des alternances, mais nous pouvons savoir pourquoi celles-ci sont regardées comme néfastes.

La psychologie de l'entrepreneur est évidemment située au point de départ de toute analyse dans ce domaine puisque ce grand maître de l'économie engage la lutte contre la rareté relative des biens. Si les mouvements engendrés par cette action originale se poursuivaient en traçant sur les graphiques des courbes parallèles, les rapports entre les éléments de l'économie subsisteraient et donc la structure ne serait pas modifiée. Mais il n'en est rien : les différentes catégories de coûts, de prix, de revenus accusent dans leur course des disparités qui provoquent des troubles et des mécontentements. Prix de gros, prix de détail, coût de vie, salaires... etc., divergent plus ou moins rapidement et fortement.

Ces mouvements toutefois ne désorganisent pas l'économie tant que leur amplitude est faible; quand celle-ci s'accroît, les disparités sont plus accusées et la chute, lors de la crise, prend une allure de désastre. En général le crédit est regardé comme coupable d'exagération en période de prospérité et certains groupements, notamment les syndicats et l'État, sont rendus responsables des résistances qui surviennent lors de la dépression. Or, banque, associations, pouvoirs publics, ce sont des hommes à qui rien d'humain n'est étranger. Leurs entraînements, leurs paniques, leurs incompréhensions sont causes de l'amplification des mouvements et donc de la rigueur des dépressions.

C. *Discontinuité.*

Les évolutions ne se poursuivent pas grâce à des modifications minimales et continues comme on l'imaginait autrefois, elles se composent d'étapes successives et s'harmonisent aux théories modernes des mutations et des *quantas*. Ces étages s'encadrent entre des points typiques nommés « seuils » qui sont essentiellement psychologiques, car ils consistent non pas dans un changement dans les faits, mais dans une prise de conscience par les individus de ce changement.

Nous prenons pour exemple l'inflation.

La formule d'Irving Fisher recèle un facteur étroitement soumis aux influences psychologiques : la vitesse de circulation de la monnaie, qui est dans une large mesure fonction de l'opinion publique. La première phase du processus consiste dans une augmentation du volume de la monnaie, sans modification sensible de sa vitesse et sans accroissement correspondant de la production. L'effet psychologique se limite aux chefs d'entreprise qui ont l'impression d'une plus grande abondance monétaire et d'une plus grande facilité d'emprunt, d'où leur optimisme. Cette période est celle de la tension inflationniste.

A un certain moment quelques catégories de population s'aperçoivent que la hausse des prix ainsi amorcée commence à engendrer des conséquences fâcheuses : augmentation du coût de la vie, excès de crédit, difficulté de remplacement des stocks. Le cours du change, plus sensible que le prix intérieur, met les esprits avertis en état d'alerte. On peut admettre que le seuil est atteint lorsque les confédérations ouvrières s'émeuvent et lorsqu'elles réclament une augmentation des salaires. Dès que celle-ci est obtenue, l'inflation est intégrée dans le coût. Jusqu'alors la tension apparaissait comme une manifestation de cette alternance à laquelle nous avons fait allusion et qui semble être en quelque sorte un phénomène respiratoire de la vie économique. Mais à partir du seuil nous entrons dans la phase de l'inflation proprement dite. L'optimisme des chefs d'entreprise s'évanouit.

Quand existe une échelle mobile des salaires, le seuil est connu par avance et les pouvoirs publics font des efforts désespérés pour éviter qu'il ne soit atteint. Les manœuvres auxquelles ils se livrent afin de stabiliser les indices de référence en se désintéressant des produits exclus de ces indices troublent les perspectives, dissocient la hausse officielle et la hausse réelle du coût de la vie. L'effet psychologique de l'inflation peut se manifester avant le passage du seuil parce que les opposants au régime ne manquent

pas d'insister sur cette dichotomie et d'appeler les masses ouvrières à l'action. La tension inflationniste est une inflation latente.

Le seuil de la troisième phase, celle de l'hyperinflation, est marqué par un retournement spectaculaire. Le volume de la monnaie, $M M'$ de la formule de Fisher, était jusque là le « *primum movens* ». Désormais c'est la vitesse de circulation $V V'$ qui mène la danse. Autrement dit, le grand public passe sur le devant de la scène, les phénomènes de masse deviennent déterminants, l'État apparaît totalement impuissant à freiner ou canaliser ces mouvements. Nous connaissons trop bien cette triste histoire.

Le processus entier, on le voit, est inexplicable si l'on fait abstraction des phénomènes psychologiques et le problème essentiel pour les économistes est celui de la fixation des seuils.

*
* *

Conclusion.

L'importance de la psychologie en économie nous amène à croire que les gouvernants devraient s'efforcer d'améliorer la mentalité humaine avant de réformer les institutions. Celles-ci valent ce que valent les individus qui les appliquent, on l'a remarqué depuis longtemps. La propagande affective est déjà mise en œuvre, lors des émissions d'emprunts par exemple, la propagande rationnelle également, notamment en vue d'améliorer la productivité dans les entreprises, mais mieux vaudrait agir en enseignant les lois de la psychologie, en éduquant les masses, en constituant des élites, et surtout — mais c'est là le plus difficile — en s'efforçant de donner à ces élites les leviers de commande qui trop souvent leur échappent de nos jours.

Comme l'a dit Eddington : « Le monde est une grande pensée, non une grande machine ».

LES BUDGETS DE 1956 ET 1957 ET LA SITUATION DE TRESORERIE DE 1955

La présente information est basée sur deux documents parlementaires : l' « Exposé Général du Budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1957 » et la « Situation Générale du Trésor Public au 1^{er} janvier 1956 ». Le premier de ces documents retrace l'évolution des recettes et des dépenses ordinaires de l'Etat depuis 1950, contient de nouvelles prévisions budgétaires pour l'exercice 1956 et analyse le budget de 1957; en outre, il fournit, pour la première fois, une vue synoptique de la situation financière des organismes d'intérêt public soumis à la loi du 16 mars 1954. Les renseignements donnés par le second document permettent d'évaluer les sorties et les rentrées de fonds qu'a entraînées l'exécution des budgets au cours de l'année civile 1955, de préciser la manière dont l'excédent des premières sur les secondes a été financé et de montrer l'incidence que ce financement a eue sur le volume du stock monétaire.

I. Les budgets de l'Etat

A. EVOLUTION DU BUDGET ORDINAIRE DEPUIS L'EXERCICE 1950

Le tableau I résume l'évolution du budget ordinaire au cours des dernières années.

Il convient d'observer que les chiffres des exercices successifs ne sont pas exactement comparables par suite de changements apportés, d'un exercice à l'autre, dans la structure ou la composition du budget ordinaire. Citons, pour les recettes, la formule du budget net, le produit du droit supplémentaire sur l'essence transféré du budget extraordinaire au budget ordinaire, l'introduction du système des paiements anticipés de la taxe professionnelle, les variations de la durée de l'exercice et les retards de perception et de taxation; et pour les dépenses,

Tableau I.

Budget ordinaire (En milliards de francs)

| Exercices | Recettes | | Dépenses | | | Résultat final |
|------------|-----------------------|----------------------------------|------------------|-----------------|--------------------------------------|----------------|
| | Evaluations initiales | Recettes constatées ¹ | Crédits initiaux | Crédits ajustés | Dépenses comptabilisées ¹ | |
| 1950 | 63,1 | 63,3 | 62,3 | 65,6 | 63,1 | + 0,2 |
| 1951 | 63,8 | 76,9 | 63,7 | 68,5 | 66,7 | +10,2 |
| 1952 | 70,5 | 77,6 | 70,4 | 77,4 | 76,4 | + 1,2 |
| 1953 | 77,9 | 76,7 | 77,7 | 80,2 | 77,4 | - 0,7 |
| 1954 | 79,2 | 75,8 | 79,1 | 81,6 | 79,7 | - 3,9 |
| 1955 | 80,6 | 82,0 | 80,6 | 85,6 | 81,1 | + 0,9 |
| 1956 | 84,0 | 90,2 ² | 84,0 | 90,8 | — | — |
| 1957 | 89,2 | — | 88,9 | — | — | — |

¹ 1950-1953 : résultats définitifs.

1954-1955 : résultats provisoires.

² Recettes probables sur base des résultats au 31 juillet 1956.

l'adoption du budget net et la réduction corrélative du budget des Non-Valeurs, les charges de chômage ou autres dépenses transférées de l'ordinaire à l'extraordinaire et réintégréées ensuite à l'ordinaire, les dépenses des troupes stationnées en Allemagne inscrites dans les budgets ajustés de 1955 et 1956, les charges de pensions étalées dans le temps par le système des dotations constantes.

Si les chiffres ne sont pas rigoureusement comparables, leur tendance générale au cours de la période considérée conserve néanmoins une signification valable.

Au surplus, pour les comparaisons faites plus loin par grandes catégories de dépenses, il a été tenu compte des principales modifications intervenues d'un exercice à l'autre.

Sauf pour les exercices 1953 et 1954, affectés par un certain fléchissement de l'activité économique, les recettes se sont accrues d'année en année. A la même exception près, les recettes constatées accusent par rapport aux estimations initiales des plus-values importantes; ces dernières ont permis, d'une façon générale, non seulement de faire face aux accroissements de dépenses au delà des crédits

initiaux, mais en outre, de financer une partie des dépenses extraordinaires.

La moyenne d'augmentation annuelle des dépenses s'établit aux niveaux ci-après :

Chiffres des crédits initiaux : période 1950 à 1957 : augmentation globale de 26,6 milliards, soit un accroissement annuel moyen de 3,8 milliards.

Chiffres des crédits ajustés : période 1950 à 1956 : augmentation globale de 25,2 milliards, soit un accroissement annuel moyen de 4,2 milliards.

Chiffres des dépenses comptabilisées : période 1950 à 1955 : augmentation globale de 18,1 milliards, soit un accroissement annuel moyen de 3,6 milliards.

La conclusion qui se dégage de ces diverses comparaisons est que pour la période envisagée, l'augmentation des dépenses est en moyenne de l'ordre de 4 milliards par an.

Si l'on remontait plus loin dans le passé, on aboutirait d'ailleurs à des conclusions analogues. C'est ainsi que de 1945 à 1949, les dépenses ordinaires (1) ont évolué comme suit :

| | <i>(En milliards de francs)</i> | |
|------------------------|---------------------------------|------|
| | 1945 | 1949 |
| Crédits initiaux | 48,9 | 60,1 |
| Crédits ajustés | 53,5 | 68,7 |

Le budget final de 1949 marque une augmentation de 15,2 milliards par rapport à celui de 1945, soit un accroissement annuel moyen de 3,8 milliards de 1945 à 1949.

Il est intéressant de dégager les causes générales d'augmentation des dépenses. Les comparaisons du tableau II portent non sur les chiffres des dépenses effectives, mais sur ceux des crédits : crédits ajustés pour les exercices 1950 à 1956, crédits initiaux pour l'exercice 1957; il n'était pas possible, en effet, de procéder autrement si l'on désirait inclure 1956 et 1957 dans les comparaisons. Par ailleurs, la période envisagée a été subdivisée en deux parties : 1950 à 1954 et 1954 à 1956 ou 1957; c'est, en effet, au cours de 1954 que s'est atténuée la brève récession qui a suivi le boom post-coréen et qu'a pris essor l'expansion économique actuelle; l'année en question marque à la fois la fin du cycle économique né des événements de Corée, et le début de la reprise conjoncturelle qui se poursuit.

Les comparaisons du tableau II permettent de formuler les remarques générales que voici :

1) Certains groupes de dépenses apparaissent en hausse constante : tel est le cas notamment pour la Dette publique, les Pensions, les dépenses de personnel, les interventions en faveur des finances provinciales et communales, du Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité et de la Société Nationale des Chemins de Fer belges;

2) Dans d'autres secteurs, notamment en matière de dépenses militaires et de subventions aux diverses

branches de l'enseignement subsidié, dépenses qui ont progressé à un rythme rapide pendant la période 1950 à 1954, une certaine stabilisation se constate depuis deux ans;

3) Dans le cadre des activités des Ministères des Affaires Economiques, des Classes moyennes et de l'Agriculture, des interventions majorées de l'Etat ont été consenties en vue de soutenir les secteurs faibles de l'économie;

4) D'autre part, les dépenses de chômage qui n'ont cessé de croître pendant la période 1950-1954, sont depuis lors en sensible réduction; les crédits de 1957 sont en effet en diminution de 3 milliards par rapport à 1954.

En ce qui concerne l'avenir immédiat, il serait téméraire de prétendre que l'évolution générale des dépenses, décrite ci-dessus, a atteint son terme. D'importants problèmes continuent à se poser : pensions des mineurs, allocations familiales, financement des majorations des pensions de guerre déjà décidées, déficit du Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité, situation précaire des finances provinciales et communales et de la Société Nationale des Chemins de Fer belges, hausse de l'index des prix; le financement du budget extraordinaire au cours des prochaines années nécessitera, dans la mesure où il ne pourra être assuré au moyen des bonis du budget ordinaire, de nouveaux appels à l'emprunt, dont les charges d'intérêt et d'amortissement continueront à accroître le budget de la Dette publique. Le problème de l'adaptation de nos forces militaires aux techniques nouvelles se posera aussi, de même que celui résultant éventuellement d'une diminution, voire d'une cessation de la participation allemande dans les dépenses des troupes stationnées en Allemagne.

B. BUDGET DE L'EXERCICE 1956.

Les prévisions les plus récentes pour l'exercice 1956 tiennent compte, en ce qui concerne les recettes, des faits réalisés au 31 juillet 1956, et pour les dépenses, des amendements, des lois spéciales et du feuillet d'ajustement, qui incorporent aux projets initiaux des éléments nouveaux et de notables modifications.

Les recettes ordinaires que l'on peut escompter pour l'exercice 1956 sur base des rentrées comptabilisées après les sept premiers mois, s'établissent à 90.164,8 millions, alors que les évaluations initiales du budget des Voies et Moyens n'atteignaient que 84.033,7 millions; la plus-value totale serait donc de 6.131,1 millions. Une comparaison détaillée des évaluations initiales et des recettes probables est donnée au tableau VIII (p. 362).

Pour les recettes fiscales, la plus-value probable est de 4.533 millions. A fin juillet 1956, les rentrées dépassaient déjà de 2.654 millions les estimations budgétaires; elles accusaient, par rapport aux

(1) Dépenses ordinaires et dépenses de guerre réunies.

Tableau II.

Relevé des principales augmentations ou diminutions de dépenses, 1950-1957

(En milliards de francs)

| | 1950 à 1954 | | 1954 à 1956 | | 1954 à 1957 | |
|--|-------------|---|-------------|--|-------------|--|
| <i>Dette publique</i> | + 3,3 | augmentation de 45,8 milliards de la dette publique; consolidation de 12,5 milliards de dette à moyen terme; baisse du taux d'intérêt. | + 3,0 | augmentation de la dette publique; hausse du taux d'intérêt. | + 4,1 | augmentation de la dette publique (+ 20,7 milliards du 31-12-54 au 30-6-56); hausse du taux d'intérêt. |
| <i>Pensions</i> | + 2,5 | péréquation et index 5 % en 1951; majorations diverses pensions de guerre et de vieillesse; augmentation du nombre de pensionnés. | + 2,0 | augmentation de 5 % index en 1956; pension des indépendants et employés; augmentation du nombre de pensionnés. | + 2,2 | mêmes raisons que ci-contre. |
| <i>Personnel</i> | + 1,9 | péréquation et index 5 % 1951; augmentation des effectifs; augmentations barémiques. | + 0,7 | hausse index 5 % 1956; augmentation des effectifs; augmentations barémiques. | + 1,2 | mêmes raisons que ci-contre. |
| <i>Subsides :</i> | | | | | | |
| <i>Instruction publique</i> | + 2,3 | spécialement enseignements primaire, moyen et technique. | + 0,4 | spécialement enseignements primaire et technique. | + 0,3 | mêmes raisons que ci-contre; diminution des subsides à l'enseignement moyen. |
| <i>Pouvoirs subordonnés</i> ... | + 1,0 | aide aux grandes villes : 0,4; Fonds des communes : 0,4. | + 1,3 | aide aux grandes villes : 0,2; Fonds des communes : 0,3; suppléments instituteurs communaux : 0,5. | + 1,2 | aide aux grandes villes : 0,2; Fonds des communes : 0,5; suppléments instituteurs communaux : 0,3. |
| <i>Agriculture</i> | + 0,2 | | + 0,4 | gel février 1956. | + 0,1 | |
| <i>Chômage</i> | + 2,8 | des crédits importants pour le chômage et la remise au travail des chômeurs figuraient aux budgets extraordinaires (2 milliards en 1950; 0,3 milliard en 1954). | - 1,8 | diminution du nombre de chômeurs (amélioration de la conjoncture). | - 2,7 | mêmes raisons que ci-contre. |
| <i>Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité</i> | + 0,2 | y compris les cotisations payées par l'Etat pour les chômeurs. | + 0,7 | y compris les cotisations payées par l'Etat pour les chômeurs. | + 0,6 | y compris les cotisations payées par l'Etat pour les chômeurs. |
| <i>Société Nationale des Chemins de Fer belges</i> ... | - 0,3 | | + 0,7 | | + 0,7 | |
| <i>Ministère des Affaires Economiques</i> | + 0,3 | dont : industrie charbonnière : 0,1; Office Commercial du Ravitaillement : 0,1. | + 1,1 | dont : industrie charbonnière : 0,5; Office Commercial du Ravitaillement : 0,3. | + 0,2 | dont : industrie charbonnière : - 0,2; Office Commercial du Ravitaillement : + 0,2. |
| <i>Divers</i> | - 3,2 | Non-Valeurs et remboursements (2,5), matériel (0,2), subsides divers. | - 0,9 | Non-Valeurs et remboursements (- 0,8); logement (- 0,6); matériel (+ 0,3). | - 0,6 | |
| <i>Total budgets civils</i> | + 11,0 | | + 7,6 | | + 7,3 | |
| <i>Défense nationale</i> | + 5,0 | augmentation des effectifs; péréquation des traitements; dépenses de matériel : 2,5 milliards. | + 1,6 | incorporation des dépenses en Allemagne en 1956. | + 0,1 | non-incorporation en 1957 du crédit pour les dépenses en Allemagne. |
| TOTAL ... | + 16,0 | | + 9,2 | | + 7,4 | |

Tableau III.

Budget de l'exercice 1956

(En millions de francs)

| | Budget ordinaire | | Budget extraordinaire | |
|--|------------------|---------|-----------------------|---------|
| | | | | |
| <i>Recettes :</i> | | | | |
| Evaluations budgétaires | 84.034 | | 1.342 | |
| Rectification sur base des recettes au 31-7-56 | + 6.131 | | — | |
| Total des recettes | | 90.165 | | 1.342 |
| <i>Dépenses :</i> | | | | |
| Crédits initiaux | 83.983 | | 11.033 | |
| Amendements | 1.105 | | 205 | |
| Lois spéciales | 229 | | — | |
| | | 85.317 | | 11.238 |
| Crédits supplémentaires pour l'exercice courant : | | | | |
| Augmentation | 4.926 | | 3.654 | |
| Réduction | 661 | | 727 | |
| | | + 4.265 | | + 2.927 |
| Total des crédits de l'exercice | | 89.582 | | 14.165 |
| Crédits pour exercices antérieurs | | + 1.119 | | + 24 |
| Total des dépenses | | 90.781 | | 14.189 |
| Déficit | | 616 | | 12.847 |
| | | | | 13.463 |

recettes correspondantes constatées au 31 juillet 1955, un excédent de 4.571 millions.

Tableau IV.

Recettes fiscales de l'exercice 1956

Janvier - juillet 1956

(En millions de francs)

| | Chiffres absolus | Plus-values | Excédents par rapport à la période correspon- dante de l'exercice 1955 |
|---|---------------------|-------------|--|
| Contributions directes ... | 18.668 | + 1.331 | + 1.595 |
| Douanes | 3.182 | + 310 | + 287 |
| Accises et divers | 5.880 | + 151 | + 215 |
| Taxes assimilées au timbre | 15.279 | + 562 | + 2.319 |
| Recettes diverses d'enre- gistrement | 2.685 | + 300 | + 155 |
| Total ... | 45.694 | + 2.654 | + 4.571 |

C'est avant tout à la haute conjoncture que l'on doit les plus-values importantes signalées ci-dessus.

Les recettes non fiscales laisseront une plus-value de 1.598 millions due principalement à l'inscription d'une recette non reprise dans le budget des Voies et Moyens et s'élevant à 1.523 millions. Cette recette représente la quote-part de la République Fédérale allemande dans les dépenses des troupes belges stationnées en Allemagne et trouve sa contrepartie exacte dans les crédits supplémentaires prévus dans

le feuilleton d'ajustement de l'exercice 1956, au titre de seconde tranche de la période qui s'étend du 5 mai 1955 au 4 mai 1956. Rappelons que pour l'ensemble de cette période, les recettes et les dépenses s'élèvent à 3.243 millions et qu'une première tranche a été inscrite dans le feuilleton d'ajustement de l'exercice 1955, pour un montant de 1.720 millions.

Pour la période postérieure au 4 mai 1956, aucune somme n'a encore pu être inscrite dans les budgets, ni en recettes ni en dépenses; sur base du récent accord intervenu entre la Belgique et la République Fédérale allemande, les recettes du chef des troupes stationnées en Allemagne s'élèveront à quelque 1,4 milliard de francs belges pour la période du 5 mai 1956 au 31 mars 1957.

Les ajustements budgétaires que ces opérations impliquent, seront apportés dès que tous les éléments en cause auront pu être recueillis. Quoi qu'il en soit, ils n'auront aucun effet sur le résultat de l'exercice 1956, attendu que recettes et dépenses se compensent.

A la suite d'amendements et d'ajustements, les dépenses ordinaires pour l'exercice 1956 et le règlement de créances des exercices antérieurs ont augmenté de 6.798 millions. Les facteurs d'augmentation les plus importants sont les suivants :

— 1.016 millions de subventions à l'industrie charbonnière, y compris 303 millions de crédits supplémentaires pour les exercices antérieurs, et dont 700 millions pour compenser les effets de la réduction de la durée du travail dans les mines, 134 millions pour la participation de la Belgique au

Fonds de péréquation de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et 182 millions de subventions en plus aux charbonnages marginaux pour la réalisation de leurs programmes d'assainissement;

— 755 millions pour les pensions, dont 72 millions de crédits supplémentaires pour les exercices antérieurs;

— 1.523 millions pour les dépenses de stationnement des troupes belges en Allemagne occidentale, qui sont d'ailleurs couverts par des recettes équivalentes, comme il a été dit ci-avant;

— 500 millions pour couvrir le déficit de la Caisse nationale d'Invalidité;

— 310 millions en raison de l'accroissement de la dette publique;

— 457 millions de subventions à l'agriculture dont 232 millions pour le maintien du prix de la farine et 225 millions pour indemniser les agriculteurs pour dommages subis par les gelées.

Finalement, le budget ordinaire révisé s'établirait à 90.164,8 millions en recettes, et à 90.781,4 millions en dépenses; l'exercice semble à première vue devoir se clôturer par un mali de 616,6 millions.

Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que l'on compare des crédits de dépenses à des estimations de recettes. En raison de leur réévaluation sur base des faits réalisés au cours des sept premiers mois, on peut estimer que le chiffre des recettes sera atteint en fin d'exercice; par contre, une partie des crédits tombe normalement en annulation à la clôture de l'exercice : la moyenne annuelle des crédits inutilisés a été de 2.139,2 millions pour la période 1953-1955.

On peut donc prévoir qu'en réalité, le budget ordinaire de 1956 se clôturera par un boni dont il n'est cependant pas possible de fixer l'importance avant la clôture de l'exercice.

Au 31 juillet 1956, soit après sept mois d'exécution, les résultats de l'exercice 1956 se présentaient comme suit :

| <i>(En millions de francs)</i> | |
|--------------------------------|------------|
| Recettes | 49.268 |
| Dépenses | 45.206 |
| | Boni 4.062 |

Initialement arrêté au montant de 8.071,6 millions en crédits d'engagement et 11.033,2 millions en crédits de paiement, le budget extraordinaire pour 1956 a subi, tout comme le budget ordinaire, des modifications par amendements, lois spéciales, crédits nouveaux et ajustements. Il se trouve arrêté finalement au montant de 13.156,3 millions en crédits d'engagement et 14.164,4 millions en crédits de paiement. Il y a lieu d'y ajouter 24,5 millions de crédits de paiement pour des créances se rapportant aux exercices antérieurs.

C. BUDGET DE L'EXERCICE 1957

1. BUDGET ORDINAIRE.

Les prévisions budgétaires pour l'exercice 1957 s'élèvent à 89.191,7 millions de recettes et à 88.943,3 millions de dépenses. L'excédent est donc évalué à 248,4 millions.

A. DEPENSES ORDINAIRES.

Au total, le budget des dépenses ordinaires pour 1957 est en majoration de 4.960,3 millions sur les chiffres initiaux du budget de 1956. Par rapport aux crédits ajustés globaux de 1956, il s'établit par contre en diminution de 1.838,1 millions. Si l'on fait abstraction des crédits pour créances antérieures à l'exercice 1956, la diminution ne s'établit plus

Tableau V.

Dépenses ordinaires

(En millions de francs)

| Titre | 1956 | | 1957 | Comparaison entre 1957 et 1956 rectifié |
|---|----------|------------|----------|---|
| | Initial | Rectifié 1 | | |
| 1. Dette publique | 14.579,3 | 14.889,7 | 15.966,6 | + 1.076,9 |
| 2. Pensions | 11.944,9 | 12.592,2 | 13.016,5 | + 418,3 |
| 3. Dotations | 281,9 | 291,2 | 305,4 | + 14,2 |
| Total 1 à 3 ... | 26.806,1 | 27.779,1 | 29.288,5 | + 1.509,4 |
| 4. Dépenses d'administration générale (chap. I) : | | | | |
| a) Dépenses de personnel | 17.655,8 | 18.118,9 | 18.787,2 | + 668,3 |
| b) Dépenses de matériel | 7.318,6 | 7.250,1 | 7.223,3 | - 26,8 |
| 5. Subventions (chap. II) | 26.814,0 | 29.538,7 | 28.238,0 | - 1.300,7 |
| 6. Travaux (chap. III) | 1.115,7 | 1.116,4 | 1.057,9 | - 58,5 |
| 7. Autres dépenses (chap. IV) | 3.766,5 | 5.315,1 | 3.888,6 | - 1.426,5 |
| Total 4 à 7 ... | 56.670,6 | 61.339,2 | 59.195,0 | - 2.144,2 |
| Total 1 à 7 ... | 83.476,7 | 89.118,3 | 88.483,5 | - 634,8 |
| 8. Non-valeurs et remboursements | 506,6 | 463,9 | 459,8 | - 4,1 |
| Total général ... | 83.983,3 | 89.582,2 | 88.943,3 | - 638,9 |

¹ Crédits initiaux, amendements et feuilleton de crédits supplémentaires (exercice courant seulement).

qu'à 638,9 millions ainsi qu'il apparaît au tableau V ci-dessus. Cependant, pour apprécier les chiffres des deux exercices, il faut tenir compte encore du fait que les frais relatifs aux troupes belges stationnées en Allemagne, qui avaient donné lieu à inscription de 1.523,2 millions au budget rectifié des dépenses de 1956, ne sont pas reprises dans les prévisions de dépenses au budget de 1957. Ce dernier devra donc être ajusté ultérieurement, ce qui l'amènera finalement à un chiffre très proche de celui de l'exercice antérieur.

Les principales variations d'un exercice à l'autre portent sur les postes suivants :

| | <i>(En millions de francs)</i> | |
|---|--------------------------------|------------------|
| | Augmen- tations | Diminu- tions |
| Emprunt 4 ½ % 1956-1971 | 380 | |
| Emprunt 4 ½ % 1956-1973 | 245 | |
| Intérêts des capitaux à emprunter | 458 | |
| Réduction des charges d'emprunts antérieurs | | 241 |
| Pensions | 418 | |
| Dépenses de personnel | 668 | |
| Contre-valeur de dépenses en D.M. (troupes stationnées en Allemagne) | | 1.523,2 |
| Subventions : | | |
| à l'agriculture — gel 1955 | | 225 |
| aux charbonnages | | 350 |
| Chômage | | 986 |

Dette publique.

L'ensemble des charges pour 1956 de la Dette s'élèvera, après ajustement et sans tenir compte de 6 millions de créances afférentes aux exercices antérieurs, à 14.889,7 millions de francs. Les prévisions pour 1957 sont établies à 15.966,6 millions de francs, ce qui représente, par rapport à l'exercice 1956, une augmentation de 1.076,9 millions de francs.

Parmi les principaux postes en augmentation en 1957 par rapport à 1956, trois retiennent spécialement l'attention :

| <i>(En millions de francs)</i> | |
|--|-------|
| Première annuité de l'emprunt 4 ¼ % 1956-1971 émis au cours du premier semestre de 1956 | 380,5 |
| Première annuité de l'emprunt 4 ¼ % 1956-1973 émis au cours du premier semestre de 1956 | 245,0 |
| Intérêts des capitaux à emprunter | 458,0 |

Ces trois augmentations de crédits totalisent 1.083,5 millions de francs, soit 6,6 millions de francs de plus que l'accroissement net des charges de la Dette.

Parmi les crédits du budget de la Dette Publique, 6.075 millions de francs sont destinés à l'amortissement de la dette consolidée; les intérêts et autres charges analogues forment un total de 9.891,6 millions de francs. Pour 1956, les charges d'amortissement s'élevaient à 5.882,7 millions de francs et les intérêts et autres charges, à 9.013 millions de francs.

En vertu de l'accord conclu avec la Banque Nationale, le 2 décembre 1953, le budget de la

Dette Publique de 1957 se trouve grevé, comme celui de 1956, d'une dépense de 63 millions de francs, du fait que la part de l'Etat dans les bénéfices des exercices sociaux 1953, 1954 et 1955 de la Banque n'a pas été affectée à l'amortissement de la créance consolidée de cette institution sur l'Etat, mais créditée au compte du Trésor de ces exercices et que le remboursement différé sera réparti sur six exercices successifs.

Pensions.

Le budget des Pensions pour 1957 s'élève à 13.016,5 millions de francs, marquant une augmentation de 418,3 millions de francs par rapport à celui de l'exercice 1956.

L'augmentation est due, pour 183,1 millions de francs soit 43 %, à l'index.

Le tableau ci-dessous fournit, par chapitre, les crédits ajustés de 1956, les évaluations pour 1957 et les différences.

Tableau VI.

Budget des Pensions

(En millions de francs)

| Chapitres | 1956 | 1957 | Différence nette |
|--|----------|----------|---------------------|
| Chap. I. — Pensions ci- viles et militaires ... | 4.376,4 | 4.505,0 | + 128,6 |
| Chap. II. — Pensions de guerre | 3.146,3 | 3.325,3 | + 179,0 |
| Chap. III. — Pensions de vieillesse | 4.893,6 | 5.002,6 | + 109,0 |
| Chap. IV. — Pensions provisoires et divers . | 181,9 | 183,6 | + 1,7 |
| Total ... | 12.598,2 | 13.016,5 | + 418,3 |

Il importe de signaler que, comme pour 1956, le budget de l'Etat bénéficie d'une intervention complémentaire d'environ 1 milliard de francs de la Caisse Nationale des pensions de guerre, cette intervention étant compensée à longue échéance par une prolongation de la dotation à verser à cette institution.

Dépenses d'administration générale.

Dépenses de personnel.

La majoration des crédits de personnel résulte surtout de deux causes bien connues :

— les augmentations périodiques prévues par les barèmes de traitement;

— l'augmentation du nombre d'agents.

L'automatisme des augmentations périodiques enlève toute possibilité d'action sur cette cause d'accroissement des dépenses de personnel; il en est de même de l'effet tout aussi automatique de la hausse de l'index des prix de détail.

La seule cause sur laquelle puisse agir le Gouvernement reste donc l'augmentation des effectifs.

Pris dans leur ensemble, les effectifs des ministères marquent, du 30 juin 1955 au 30 juin 1956, une augmentation de 985 unités. Les principales modifications sont les suivantes :

| | | |
|----------------------------|---|-------|
| Instruction publique | + | 86 |
| Communications | + | 1.224 |
| Défense Nationale | - | 271 |

L'augmentation la plus marquante se constate au Ministère des Communications; elle est due, en ordre principal, au recrutement d'auxiliaires à l'Administration des Postes.

Pour l'ensemble des Corps spéciaux, la réduction des effectifs s'élève à 144 unités pour la période envisagée. Cette diminution résulte d'un accroissement important de l'un d'entre eux : le corps enseignant et scientifique de l'Etat, et de diminutions importantes pour les uns, minimes pour les autres, de tous les autres Corps spéciaux :

| | | |
|---|---|-------|
| Corps enseignant et scientifique de l'Etat (enseignement moyen, normal, technique, supérieur, artistique) | + | 1.084 |
| Personnel militaire | - | 1.108 |
| Gendarmerie | - | 85 |
| Autres Corps spéciaux | - | 35 |

L'accroissement de la population scolaire entraîne celui des effectifs du corps enseignant et aussi l'augmentation des tâches du Ministère de l'Instruction Publique. Le Département de la Défense Nationale et le personnel militaire marquent une évolution parallèle mais dans le sens de la réduction.

Pour l'ensemble des Ministères et des Corps spéciaux, les dépenses de personnel passent de 18.118,9 millions de francs en 1956 à 18.787,2 millions de francs pour 1957, ce qui représente une augmentation de 668,3 millions de francs.

La majoration de 5 p.c. des traitements et salaires ensuite de la fixation de l'index à 102,7 a provoqué pour 1957 une charge supplémentaire par rapport à 1956, puisque ce facteur n'a eu d'effet sur les rémunérations que pendant 8 mois, au cours de cette dernière année. On peut estimer à quelque 900 millions de francs l'augmentation résultant de cet élément pour une année, et, dès lors, à 300 millions de francs l'augmentation pour 1957 par rapport à 1956.

Dépenses de matériel.

Pour 1957, les propositions de crédit s'élèvent à 7.223,3 millions de francs, en diminution de 26,8 millions de francs.

La réduction totale en deux ans est de 507,5 millions de francs, soit \pm 7 p.c.

Les dépenses de matériel des départements de l'Instruction Publique et des Communications marquent, par rapport à 1956, des progressions respectives de 26,3 et de 22,6 millions de francs, à la suite de l'extension des effectifs.

La diminution la plus importante des dépenses de matériel se situe au Département de la Défense Nationale : 93,6 millions de francs.

Subventions.

Les crédits groupés dans les budgets des différents départements, au Chapitre des Subventions, représentent à peu près le tiers du budget ordinaire de l'Etat, et, sensiblement, la moitié des dépenses de l'ensemble des Ministères.

On constate d'autre part que ces crédits se situent au même niveau que ceux réunis de la Dette publique et des Pensions. C'est dire toute leur importance.

L'examen des différents budgets permet d'établir par nature, quatre grandes subdivisions :

les subventions économiques, les subventions sociales, les subventions à l'enseignement agréé et les subventions aux pouvoirs subordonnés. Dans un total arrondi de 28,2 milliards de francs, ces quatre branches de subventions interviennent respectivement, en s'en tenant à une large estimation, pour 7,7, 6, 6,6 et 7,9 milliards de francs.

Mais ces données ne donnent qu'une vue imparfaite des interventions de l'Etat dans les domaines économique et social principalement. Il faudrait, en effet, pour être complet, tenir compte encore :

— du point de vue économique, des prêts consentis aux divers secteurs de l'économie nationale à des taux d'intérêt avantageux, par les organismes parastataux de crédit, et

— du point de vue social, des 5 milliards de francs de pensions de vieillesse inscrits au budget des Pensions.

Le total des crédits apparaissant au chapitre des Subventions pour 1957, soit 28.238 millions de francs, est inférieur de 1.300,7 millions de francs à celui de 1956 (29.538,7 millions de francs).

Subventions à caractère économique.

On trouvera ci-après les principaux crédits destinés à subventionner telle ou telle branche de l'activité économique.

| | (En millions de francs) | |
|--|-------------------------|---------|
| | 1956 rectifié | 1957 |
| Subvention à l'Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture | 150 | 160 |
| Participation au Fonds de péréquation de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier | 641 | 500 |
| Indemnités de stockage à l'Office Commercial du Ravitaillement | 402 | 250 |
| Subvention à l'industrie charbonnière en vue de compenser une partie des charges à résulter des modifications des conditions de travail dans les mines | 700 | 350 |
| Interventions en faveur de la Société Nationale des Chemins de Fer belges ... | 2.667,3 | 2.831,6 |
| Versement à la Caisse Autonome des Dommages de Guerre | 2.500 | 2.500 |

Outre ces interventions, il y a lieu de noter que depuis 1953 la Société Nationale des Chemins de Fer belges a été autorisée à surseoir au paiement de la taxe sur les transports : 220 millions de francs en 1956, 250 millions en 1957.

Le problème de la Société Nationale des Chemins de Fer belges sera d'ailleurs repris plus loin dans son ensemble.

Subventions à caractère social.

Le tableau ci-dessous relève les différentes interventions de l'Etat dans le domaine social en 1956 et 1957.

Tableau VII.

Subventions à caractère social (En millions de francs)

| | 1956 | 1957 |
|--|----------|----------|
| I. Sécurité sociale : | | |
| 1. Pensions de vieillesse | 4.893,6 | 5.002,6 |
| 2. Assurance chômage | 2.784,6 | 1.798,8 |
| 3. Assurance maladie-invalidité : | | |
| a) Assujettis | 1.976,0 | 1.956,0 |
| b) Libres | 369,6 | 385,2 |
| 4. Allocations familiales : | | |
| a) Travailleurs salariés | 600,0 | 600,0 |
| b) Employeurs et travailleurs indépendants | 105,0 | 105,0 |
| 5. Allocations aux estropiés, etc. . | 650,0 | 670,0 |
| 6. Congés des ouvriers mineurs ... | 190,0 | 220,0 |
| II. Politique du logement : | | |
| Charges financières (pertes sur intérêts, annuités à rembourser, etc.) | 465,1 | 545,4 |
| III. Politique sanitaire et familiale : | | |
| Subventions diverses du budget de la Santé Publique | 516,0 | 595,3 |
| Total ... | 12.489,9 | 11.818,8 |

Pour les pensions de vieillesse, le total des crédits inscrits pour 1957 s'élève à 5.002,6 millions de francs, marquant par rapport à 1956 une augmentation de 109 millions de francs qui résulte principalement d'un accroissement des subventions à la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie (pensions « ouvriers »), des allocations à la Caisse nationale des pensions pour employés, des subventions au Fonds de solidarité et de garantie (pensions « travailleurs indépendants ») et des pensions des ouvriers mineurs.

En ce qui concerne l'assurance chômage, les prévisions budgétaires ont été établies sur une moyenne journalière de 123.000 chômeurs pour 1957, contre 155.000 en 1956. Les recettes de l'Office National du Placement et du Chômage sont évaluées de ce fait à 2.103,4 millions de francs,

et les dépenses à 3.902,2 millions de francs. L'intervention de l'Etat en vue de couvrir le déficit de l'Office est ainsi fixée à 1.798,8 millions de francs. Dans ce montant se trouve incluse une somme de 367,7 millions de francs pour la mise au travail de 7.000 chômeurs par les pouvoirs locaux.

Pour l'assurance maladie-invalidité, la subvention de l'Etat pour 1957 aux organismes assureurs, calculée sur les mêmes bases qu'en 1956, est de 1.153 millions de francs, contre 1.128 millions de francs en 1956.

D'autre part, la subvention destinée à parer au défaut de cotisation des assujettis chômeurs involontaires est évaluée, pour 1957, à 261,1 millions de francs, contre 306 millions de francs en 1956.

En vue de contribuer à la couverture du déficit de la Caisse nationale de l'invalidité et en attendant la solution du problème, le Gouvernement a décidé d'intervenir à titre exceptionnel pour un montant total de 1 milliard de francs, à répartir en deux tranches de 500 millions de francs, sur les exercices 1956 et 1957.

Les crédits inscrits au budget de 1957 pour les allocations familiales sont identiques à ceux portés au budget de 1956, c'est-à-dire 600 millions de francs destinés à contribuer au paiement des allocations familiales pour salariés, et 105 millions de francs en vue de réaliser l'équilibre financier du régime étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés.

Au budget de 1957 figurent encore deux subventions au Fonds National de Retraite des ouvriers mineurs, l'une de 190 millions de francs, pour compenser la diminution des ressources résultant de la réduction de la cotisation afférente aux congés complémentaires des ouvriers mineurs, l'autre, de 30 millions, destinée à l'octroi aux ouvriers mineurs d'avantages équivalents à ceux accordés aux autres travailleurs en matière de vacances annuelles.

La loi du 27 juin 1956 modifiant et complétant la législation relative au logement, a créé un Institut National du Logement, dont la mission est de tenir un inventaire permanent des besoins et des possibilités de logement et de promouvoir un habitat meilleur, par les recherches, les études et la propagande.

Cette loi prévoit que les programmes de la Société Nationale du Logement sont approuvés par le Ministre de la Santé Publique et de la Famille.

Le budget assure, dans une large mesure, l'application des principales dispositions de la loi du 27 juin 1956, en prévoyant notamment le paiement des garanties de bonne fin des prêts hypothécaires, l'intervention de l'Etat dans le paiement des loyers des personnes évacuées de logements insalubres et des crédits importants pour la lutte contre les taudis. Ces derniers crédits permettent le paiement des allocations de démolition et de déménagement prévues par les arrêtés royaux des 10 et 11 février 1955, et l'octroi de subsides par l'Etat pour les

acquisitions et expropriations des logements insalubres réalisées par les communes et les sociétés immobilières de service public.

Subventions aux pouvoirs subordonnés.

Le Fonds des Communes, le Fonds Communal d'Assistance Publique et le Fonds des Provinces ont été majorés de 10 p.c. indépendamment des augmentations en fonction de l'index, et le Fonds spécial des grandes villes a été porté à 600 millions de francs.

Parallèlement, les critères de répartition ont été adaptés aux réalités telles qu'elles sont apparues après huit années d'application des principes contenus dans la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Cette adaptation a permis la résorption de quelques centaines de millions de francs du déficit général des communes et de quelques dizaines de millions du déficit des provinces.

L'ensemble des crédits pour subsides aux pouvoirs subordonnés porte, pour 1957, sur 7.867,8 millions de francs contre 7.743,1 millions de francs pour 1956. L'augmentation est donc de 274,7 millions de francs. Il faut toutefois tenir compte d'une diminution de 150 millions de francs du crédit prévu pour le remboursement au Crédit Communal des avances exceptionnelles consenties aux communes à situation obérée en application de la loi du 7 mars 1954, modifiée par la loi du 7 février 1955, ce qui ramène l'augmentation par rapport à 1956 à 124,7 millions de francs.

Travaux.

Les crédits de 1957 s'élèvent à 1.057,9 millions de francs, en diminution de 58,5 millions de francs par rapport à 1956 ajusté.

Autres dépenses.

3.888,6 millions de francs de crédits sont prévus pour 1957, soit 1.426,5 millions de francs de moins que pour 1956.

Cette réduction résulte de nombreuses modifications dont la principale est la non-intégration dans le budget de 1957 des crédits destinés à couvrir les dépenses de stationnement dans la République fédérale allemande. Les autres crédits de ce chapitre enregistrent une augmentation de 96,5 millions de francs.

Ce chapitre des budgets ordinaires ne devait contenir à l'origine que des dépenses à caractère essentiellement précaire; il s'est, au fil du temps, transformé en refuge de toute sorte de crédits qui ne trouvaient pas leur place sous les autres rubriques. On s'efforce cependant d'en éliminer progressivement tous les crédits dont la destination justifie l'inscription sous les autres chapitres. La réforme du budget qui sera entreprise dans le cadre des

modifications à apporter à la législation sur la comptabilité publique devra résoudre définitivement ce problème.

B. BUDGET DES VOIES ET MOYENS.

Le tableau VIII donne les évaluations des budgets des Voies et Moyens des exercices 1956 et 1957, de même que les recettes probables de l'exercice 1956, calculées sur la base des recettes constatées au 31 juillet dernier.

Le total des prévisions de recettes pour l'exercice 1957 s'élève à 89.192 millions de francs, en diminution de 973 millions de francs par rapport aux recettes probables de l'exercice 1956.

En réalité, si l'on fait abstraction de la recette de 1.523 millions de francs rattachée à l'exercice 1956, au titre de la quote-part allemande dans les dépenses des troupes stationnées en Allemagne, il y a, par rapport à 1956, une augmentation de 550 millions.

Le produit des impôts perçus par l'Administration des Contributions directes est estimé, en 1957, à 34.622,8 millions de francs, montant supérieur de 304,7 millions de francs au total des recettes réévaluées pour 1956.

Les suppléments de rentrées escomptés pour l'exercice 1957 sont justifiés, tant par l'accroissement des profits réalisés en 1956 et à imposer en 1957 que par les augmentations de rémunérations déjà acquises par le jeu de l'index des prix mais dont l'incidence en 1956 se limite à une partie de l'année, tandis que, vraisemblablement, elle produira ses effets en 1957, pendant l'année entière.

La diminution de 800 millions de francs du chef des produits sur exercices clos est le résultat de la résorption de l'arriéré fiscal.

Les diverses évaluations en matière de contributions directes sont établies dans l'hypothèse où aucun changement notable ne serait apporté à la législation actuelle; elles tiennent évidemment compte des incidences propres à 1957 de certaines lois dont les effets sont temporaires, telle la loi du 1^{er} juillet 1954 tendant à favoriser les investissements productifs.

Tant pour le secteur des douanes que pour celui des accises et des taxes diverses perçues par l'Administration des Douanes et Accises, les montants inscrits au budget des Voies et Moyens pour 1957 ont été calculés en fonction des recettes présumées de 1956 et compte tenu du niveau actuel des prix. Au total, le supplément de recettes prévu pour 1957 par rapport à 1956 est de 54 millions de francs.

Les recettes prévues pour 1957 pour les diverses taxes perçues par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines s'élèvent à 31.360 millions de francs contre 31.146 millions de francs, montant réévalué pour 1956.

Les rubriques du budget des Voies et Moyens relatives aux recettes non fiscales n'appellent que peu d'observations.

Tableau VIII.

Budget des Voies et Moyens

(En millions de francs)

| | Exercice 1956 | | Exercice 1957 |
|--|---------------|--------------------|---------------|
| | Prévisions | Recettes probables | Prévisions |
| 1. Impôts : | | | |
| a) <i>Contributions directes :</i> | | | |
| Contribution foncière | 450 | 455 | 460 |
| Taxe mobilière | 3.360 | 3.500 | 3.500 |
| Taxe professionnelle | 18.770 | 20.775 | 21.425 |
| Impôt complémentaire personnel | 2.715 | 2.725 | 3.100 |
| Contribution nationale de crise | 1.875 | 1.900 | 1.900 |
| Taxes diverses ¹ | 2.270 | 2.338 | 2.438 |
| Recettes des exercices clos | 2.375 | 2.300 | 1.500 |
| Autres produits | 360 | 325 | 300 |
| <i>Total des contributions directes ...</i> | 32.175 | 34.318 | 34.623 |
| b) <i>Douanes et accises :</i> | | | |
| Droits de douane | 4.900 | 5.500 | 5.500 |
| Droits d'accises et taxe de consommation | 10.421 | 10.790 | 10.844 |
| Autres produits ² | 279 | 260 | 260 |
| <i>Total des douanes et accises ...</i> | 15.600 | 16.550 | 16.604 |
| c) <i>Enregistrement :</i> | | | |
| Droits d'enregistrement | 2.600 | 2.850 | 2.900 |
| Droits de succession | 1.250 | 1.430 | 1.500 |
| Droits de timbre et taxes assimilées au timbre | 25.490 | 26.555 | 26.555 |
| Autres produits | 366 | 311 | 405 |
| <i>Total de l'enregistrement ...</i> | 29.706 | 31.146 | 31.360 |
| Total des impôts ... | 77.481 | 82.014 | 82.587 |
| 2. Taxes, péages, redevances | 2.666 | 2.666 | 2.864 |
| 3. Revenus patrimoniaux, financiers et d'exploitation | 1.013 | 1.013 | 1.084 |
| 4. Remboursements | 866 | 2.489 | 1.128 |
| 5. Produits divers | 1.452 | 1.427 | 1.128 |
| 6. Recettes résultant de la guerre | 556 | 556 | 401 |
| TOTAL DES VOIES ET MOYENS ... | 84.034 | 90.165 | 89.192 |

¹ Taxe spéciale sur le droit de chasse, de pêche ou de tanderie. Taxe sur les véhicules automobiles. Taxe sur les jeux et paris.

² Y compris la taxe d'ouverture sur les débits de boissons.

Les modifications les plus importantes à signaler entre les évaluations arrêtées pour les deux exercices concernent les postes ci-après :

— Taxes, péages, redevances : les produits de la Poste augmenteront de 132,9 millions de francs par suite de la progression des recettes d'exploitation et du relèvement de certains tarifs postaux ;

— Remboursements : on s'attend à une diminution de 1.361,1 millions de francs due essentiellement à la non-inscription provisoire des recettes du chef de la quote-part de la République fédérale allemande dans les dépenses de stationnement des troupes belges en Allemagne ; pour 1956, la prévision de recette de ce chef s'élève à 1.523 millions de francs. D'autre part, diverses recettes supplémentaires sont prévues, notamment le remboursement par la Colonie des dépenses relatives au service financier d'emprunts dont le produit a été mis à la disposition du Congo belge (153 millions de francs).

Les recettes fiscales représenteront, en 1957, 93 % du budget des Voies et Moyens, contre 7 % pour les recettes non fiscales. Les impôts directs compteront pour 39 %, l'enregistrement pour 35 %, les douanes et accises pour 19 %. Il s'agit là cepen-

dant d'une classification administrative des impôts directs et indirects, qui ne correspond pas toujours aux définitions de la comptabilité nationale. Tandis que dans l'acception administrative, l'impôt direct s'identifie à celui perçu d'après des listes ou « rôles », pour la comptabilité nationale, l'impôt indirect est l'impôt de consommation.

2. BUDGET EXTRAORDINAIRE.

A. RECETTES EXTRAORDINAIRES.

Les recettes extraordinaires sont évaluées à 701 millions de francs contre 1.342 millions de francs en 1956.

Comme en 1956, le paiement, par les pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, de leur quote-part dans les dépenses militaires d'infra-structure avancées par la Belgique constitue le poste le plus important de ces recettes : 510 millions de francs. Par contre, aucune prévision de recettes n'est plus inscrite pour un prélèvement à effectuer sur l'emprunt de \$ 20 millions consenti à l'Etat belge par la Banque Internationale pour la

Reconstruction et le Développement. C'est ce qui explique la diminution des recettes extraordinaires par rapport à 1956.

B. DEPENSES EXTRAORDINAIRES.

Les crédits d'engagement prévus au budget de 1957 s'élèvent au total à 9.794 millions de francs. Rappelons que des crédits d'engagement ne sont portés au budget qu'en ce qui concerne le chapitre des immobilisations et qu'au sein de ce chapitre ils concernent exclusivement les crédits afférents à des entreprises à réaliser pour compte de l'Etat et ceux couvrant les promesses de subsides aux pouvoirs subordonnés pour l'exécution de travaux dans lesquels l'Etat intervient.

Par contre, aucun crédit d'engagement n'est prévu pour les entreprises qui intéressent les fonds autonomes, que leur financement soit assuré par le budget extraordinaire ou qu'ils fassent appel directement à l'emprunt pour leurs besoins financiers, comme le Fonds des Routes et la Régie des Télégraphes et Téléphones.

Le total des crédits d'engagement ne représente donc pas l'ensemble des obligations que l'Etat pourra contracter pendant l'année 1957. En effet :

a) Aux crédits d'engagement directs il y a lieu d'ajouter les engagements contractés en vue d'entreprises dont l'exécution incombe à des organismes parastataux jouissant d'une autonomie budgétaire et comptable tels la Régie des Voies Aériennes, l'Office National de la Jonction Nord-Midi, le Fonds des constructions scolaires, pour lesquels seuls des crédits de paiement sont inscrits au budget;

b) Doivent également être ajoutés aux crédits d'engagement directs les engagements contractés par le Fonds des Routes à financer au moyen des emprunts placés directement par cet organisme; bien que juridiquement le Fonds constitue une entité distincte de l'Etat, ces engagements n'en constituent pas moins pour l'Etat une obligation à honorer, les sommes prélevées par le Fonds ayant sur le budget de la Dette Publique les mêmes répercussions qu'un emprunt d'Etat;

c) Les crédits de paiement figurant au chapitre des avances et participations ont également le caractère d'obligations budgétaires nouvelles et sont donc à prendre en considération pour fixer le volume global des engagements nouveaux autorisés en 1957;

b) Conformément aux dispositions légales insérées dans le budget extraordinaire de 1956, les crédits d'engagement de cet exercice qui n'auraient pas été utilisés pendant l'année 1956 peuvent être reportés à l'exercice suivant en conservant leur affectation; le volume de ces crédits qui ne saurait être évalué d'une façon précise en ce moment, vient également s'ajouter aux nouveaux crédits d'engagement prévus au budget de 1957;

e) Enfin, pour se faire une idée de la masse globale des autorisations d'engagement dont le Gouver-

nement disposera en 1957, il y a lieu de tenir compte des crédits d'engagement prévus dans le budget des exercices 1955 et antérieurs et qui peuvent être reportés d'année en année, en vertu d'autorisations spéciales. Cette situation se présente principalement au département de la Défense Nationale.

Les crédits de paiement de 1957 s'élèvent au total à 13.495,7 millions de francs contre 14.188,8 millions de francs au budget de 1956 ajusté, dont 24,5 millions de francs pour créances se rapportant à des exercices antérieurs.

Tout comme pour les crédits d'engagement, ce total ne représente qu'une partie des crédits dont le Gouvernement disposera en 1957 pour réaliser son programme d'investissements. Il faut, en effet, ajouter au chiffre précité :

a) Les crédits des exercices 1955 et antérieurs qui seront reportés à l'exercice 1957 par application des dispositions de la loi sur la comptabilité de l'Etat;

b) Les crédits non utilisés de l'exercice 1956 qui pourront, à la fin de cette année, être reportés à l'exercice 1957 par arrêté royal en vertu des dispositions légales insérées dans la loi du budget extraordinaire de 1956;

c) Le disponible éventuel des fonds spéciaux au 1^{er} janvier 1957.

L'ensemble de ces crédits disponibles sera utilisé pour la continuation des entreprises en cours et dont l'exécution s'étend sur plusieurs années et pour les premières tranches de paiement afférentes aux nouvelles entreprises à engager en 1957.

D'autre part, il y a lieu de rappeler que le Fonds des Routes exécutera au moyen de ses fonds propres un ensemble de travaux non repris au budget extraordinaire.

L'exécution complète du budget extraordinaire tel qu'il est présenté conduirait à des décaissements sensiblement supérieurs à ceux de 1956. Aussi le Comité ministériel des investissements publics entend-il suivre de près l'exécution de ce budget de façon à réduire l'appel au marché des capitaux, de donner la priorité à l'achèvement des entreprises en cours et d'opérer un classement suivant leur degré d'urgence dans les entreprises nouvelles à entamer. Son action dans ce domaine sera guidée par le désir d'éviter toute tension exagérée dans l'industrie de la construction.

D. AMENDEMENTS A APPORTER AUX BUDGETS DES EXERCICES 1956 ET 1957 DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DES PRIX (1)

Dans le cadre de la lutte qu'il a déclenchée contre la hausse des prix, le Gouvernement a décidé cer-

(1) D'après une Note complémentaire à l'Exposé Général du Budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1957.

taines détaxations qui se traduiront par les réductions suivantes de recettes ordinaires :

| | <i>(En millions de francs)</i> | |
|--------------------------|--------------------------------|--------------|
| | 1956 | 1957 |
| Douanes et accises | — | 170 |
| Enregistrement | 180 | 1.150 |
| | <u>180</u> | <u>1.320</u> |

La diminution des recettes d'enregistrement doit résulter d'un abaissement du taux de la taxe de transmission sur certains produits de grande consommation et d'une réduction de la taxe d'abatage; celle des douanes et accises provient d'une baisse du prix des cigarettes à la suite d'un allègement de la taxe de transmission sur cet article.

En vue de compenser le manque à gagner résultant de ces dégrèvements, le Gouvernement se propose d'apporter, aux budgets des dépenses ordinaires, des amendements qui réduiront de 513 millions les crédits de l'exercice 1956 et de 1.049 millions ceux de l'exercice 1957. Les budgets sur lesquels s'exerceront les diminutions les plus importantes sont, pour 1956, ceux de la Défense Nationale, des Travaux Publics et de la Reconstruction, et de l'Instruction Publique; pour 1957, l'effort principal de réduction des dépenses portera sur les mêmes budgets, et en outre, sur ceux des Ministères des Affaires Economiques et des Communications.

Après ces diverses modifications de recettes et de dépenses, les budgets ordinaires des exercices 1956 et 1957 se présenteront comme suit :

| | <i>(En millions de francs)</i> | |
|----------------|--------------------------------|--------|
| | 1956 | 1957 |
| Recettes | 89.985 | 87.872 |
| Dépenses | 89.069 | 87.895 |
| Solde | + 916 | — 23 |

Une autre mesure budgétaire est prévue dans le cadre de la politique des prix, à savoir un prélèvement exceptionnel de 10 p.c. sur les bénéfices des entreprises, dont le produit sera bloqué en un compte spécial à la Banque Nationale et constituera une réserve conjoncturelle; l'affectation de cette dernière sera déterminée ultérieurement par le Parlement. Cette mesure n'aura cependant aucune incidence sur les budgets ordinaire et extraordinaire. Les opérations relatives au prélèvement exceptionnel seront, en effet, enregistrées au budget pour ordre.

II. Les organismes d'intérêt public

Le seul examen des budgets et des comptes de l'Etat ne fournit plus qu'une vue tronquée du secteur public.

Il faut en effet tenir compte en outre des opérations des organismes d'intérêt public.

La majorité de ceux-ci sont soumis à la loi du 16 mars 1954.

Le Comité du Budget a été chargé, en ce qui concerne les parastataux, d'une compétence analogue à celle qu'il exerce envers les départements ministériels. Le contrôle défini par la loi du 16 mars 1954 a reçu de la sorte un commencement d'application.

Les interventions du Trésor en faveur des organismes d'intérêt public seront, en 1957, de l'ordre de 15,7 milliards de francs pour le budget ordinaire, et de 3,5 milliards de francs pour le budget extraordinaire.

Les cotisations de la sécurité sociale atteindront plus de 28 milliards de francs.

Du 30 juin 1955 au 30 juin 1956 l'encours des emprunts des organismes parastataux repris à la dette indirecte ou émis sous la garantie de l'Etat s'est accru de plus de 14 milliards de francs.

Ces chiffres montrent à suffisance combien est indispensable l'application de mesures propres à contrôler de très près les activités financières, la politique d'investissement et la politique de crédit des organismes en cause et à les associer étroitement à la politique financière de l'Etat.

On trouvera ci-dessous quelques détails particulièrement marquants sur le financement et l'affectation des dépenses des principaux organismes d'intérêt public.

A. ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

Les renseignements fournis se rapportent aux organismes compris dans la catégorie B prévue à l'article premier de la loi du 16 mars 1954 et notamment les Caisses d'Allocations Familiales, le

Tableau IX.

Interventions de l'Etat en faveur des organismes de sécurité sociale

(En millions de francs)

| | 1956 | 1957 |
|---|--------------|--------------|
| Allocations familiales (y compris les interventions du budget des Pensions) | 933 | 906 |
| Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité | 1.976 | 1.956 |
| Pensions : régimes généraux | 2.628 | 2.692 |
| Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs | 2.015 | 2.120 |
| Accidents du travail et maladies professionnelles | 14 | 5 |
| | <u>7.566</u> | <u>7.679</u> |
| Chômage | 2.785 | 1.799 |
| Total des interventions de l'Etat | 10.351 | 9.478 |

Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité, l'Office National de Sécurité Sociale et l'Office National du Placement et du Chômage.

Les recettes des organismes relevant de ce groupe s'établissent en 1957 à 41,5 milliards, les dépenses

à 40,7 milliards; ces chiffres font abstraction des transferts entre les organismes du groupe.

Les interventions du budget de l'Etat sont énumérées au tableau IX.

La majeure partie des autres recettes est perçue à l'intervention de l'Office National de Sécurité Sociale et du Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs, soit 24,5 milliards pour le premier et 2,9 milliards pour le second.

Dans l'ensemble, les dépenses découlant de la mission statutaire des organismes se maintiennent au niveau de 37,4 milliards de francs depuis 3 ans, les augmentations des divers secteurs (2.011 millions de francs) neutralisant exactement la réduction des dépenses de chômage (2.012 millions de francs).

B. FONDS DES ROUTES

L'intervention de l'Etat en 1957 pour charges d'intérêt et d'amortissement de l'emprunt 1955 est de 189 millions de francs.

Un nouvel emprunt de 2,5 milliards de francs sera émis en temps utile.

Les données ci-après permettent de se rendre compte des opérations du Fonds des Routes en ce qui concerne les engagements et liquidations pour travaux en 1956 et 1957.

| | <i>(En millions de francs)</i> | |
|------------|--------------------------------|--------------|
| | Engagements | Liquidations |
| 1956 | 3.425 | 1.600 |
| 1957 | 3.000 | 2.700 |

C. SOCIETE NATIONALE DU LOGEMENT ET SOCIETE NATIONALE DE LA PETITE PROPRIETE TERRIENNE

Tableau X.

Interventions prévues au budget ordinaire en faveur de l'habitation *(En millions de francs)*

| | 1956 | 1957 |
|--|--------------|--------------|
| Interventions dans les charges d'intérêt et primes de remboursement | 359,6 | 427,3 |
| Autres interventions | 105,5 | 118,1 |
| Service des intérêts et d'amortissement d'emprunts contractés par les deux sociétés nationales | 70,1 | 70,1 |
| | 535,2 | 615,5 |

Les crédits inscrits au budget ordinaire de l'Etat sont recensés au tableau X.

Il est prévu que les opérations d'investissement des deux sociétés nationales donneront lieu en 1957 à des décaissements de 3 milliards de francs, qui seront financés à concurrence de 2,5 milliards de francs par l'emprunt.

D. SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

Le tableau XI compare les diverses interventions prévues au budget ordinaire de l'Etat pour les exercices 1956 et 1957.

Tableau XI.

Interventions prévues au budget ordinaire en faveur des Chemins de Fer *(En millions de francs)*

| Interventions : | 1956 | 1957 |
|---|--------------|--------------|
| — dans les charges de pensions du personnel excédentaire | 350 | 350 |
| — dans les charges de péréquation des pensions | 400 | 410 |
| — en compensation de majorations des pensions aux anciens combattants et assimilés | 204 | 215 |
| — dans le déficit découlant des abonnements ouvriers | 635 | 635 |
| — dans le déficit provenant d'autres réductions tarifaires aux voyageurs | 163 | 159 |
| — dans le déficit provenant des réductions tarifaires aux transports en transit par le Grand-Duché | 20 | 17 |
| — en compensation des réductions de tarifs de transports dans le cadre de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier | 228 | 290 |
| — dans les charges d'emprunts pour l'électrification | 132 | 150 |
| — dans les charges d'autres emprunts | 340 | 373 |
| — dans des charges sociales diverses | 221 | 221 |
| — pour divers | 15 | 18 |
| | 2.708 | 2.838 |
| Taxe sur les transports non perçue | 220 | 250 |
| | 2.928 | 3.088 |

D'autre part, le budget extraordinaire prévoit en 1957 des crédits de paiement pour un montant de 2.898,3 millions de francs.

*
**

III. La situation de Trésorerie en 1955

A. DONNEES COMPTABLES

Les différents chiffres de recettes et de dépenses budgétaires qui ont été cités plus haut avaient tous trait à l'ensemble des opérations rattachées à un exercice donné, quelle que soit l'année civile où elles avaient été comptabilisées. Dans la dernière partie de la présente information, au contraire, nous allons prendre en considération l'ensemble des recettes et des dépenses budgétaires d'une année civile, en l'occurrence l'année civile 1955, quel que soit l'exercice auquel elles se rapportent.

D'après la « Situation Générale du Trésor Public au 1^{er} janvier 1956 » (1), les opérations comptabilisées au cours de l'année civile 1955 pour compte des budgets des exercices 1951 à 1955 ont atteint les montants suivants, en milliards de francs :

| | Budget ordinaire | Budget extra- ordinaire | Budget global |
|--|---------------------|-------------------------------|------------------|
| Recettes, abstraction faite du produit d'emprunts consolidés | 81,8 | 3,4 | 85,2 |
| Dépenses | 81,1 | 18,1 | 99,2 |
| Boni (+) ou mali (—) | + 0,7 | — 14,7 | — 14,0 |

Selon le même document parlementaire, le déficit budgétaire global de 14 milliards enregistré en 1955 a été financé de la façon que voici :

| | (En milliards de francs) |
|--|-----------------------------|
| Produit d'emprunts consolidés | + 9,0 |
| Remboursements d'avances de Trésorerie | + 2,1 |
| Augmentation de la dette flottante | + 5,3 |
| Diminution des Fonds pour ordre | — 2,2 |
| Diminution des Fonds en mouvement ... | — 0,3 |
| Diminution de l'encaisse | + 0,1 |
| | + 14,0 |

Les chiffres qui viennent d'être mentionnés ne correspondent pas en totalité à des rentrées ou à des sorties de fonds. C'est ainsi, par exemple, que certaines dépenses budgétaires constituent de simples régularisations d'avances de Trésorerie; de même, certaines recettes ordinaires représentent seulement l'intégration de fonds pour ordre dans le budget. Dans les pages qui suivent, ces virements dans les écritures et d'autres du même genre seront, dans toute la mesure du possible, éliminés des chiffres reproduits ci-dessus, afin d'obtenir, d'une part, les décaissements nets qu'a occasionnés l'exécution des budgets, et, d'autre part, les rentrées et sorties de fonds dont le solde a permis de financer ces décaissements. On montrera ensuite quelle incidence les opérations financières de l'Etat ont eue sur le stock monétaire.

(1) Document de la Chambre des Représentants n° 516 (1955-1956).

B. RENTREES ET SORTIES DE FONDS

1. DEFICIT BUDGETAIRE.

Une première rectification consiste à prendre exclusivement en considération les exercices 1954 et 1955. Les exercices antérieurs ayant été clôturés avant la fin de 1954, les opérations effectuées en 1955 pour leur compte ne peuvent constituer que des virements dans les écritures; elles comprennent les ajustements en rapport avec le règlement définitif des exercices en question, notamment en matière d'assainissement monétaire.

Les chiffres cités plus haut pour les opérations budgétaires de 1955 se trouvent ainsi ramenés aux montants suivants, en milliards de francs :

| | Budget ordinaire | Budget extra- ordinaire | Budget global |
|--|---------------------|-------------------------------|------------------|
| Recettes, abstraction faite du produit d'emprunts consolidés | 81,9 | 0,3 | 82,2 |
| Dépenses | 81,1 | 15,3 | 96,4 |
| Boni (+) ou mali (—) | + 0,8 | — 15,0 | — 14,2 |

A. RECETTES ORDINAIRES.

Le titre II des Fonds pour ordre comprend les Fonds alimentés par des ressources destinées principalement à être incorporées au budget. Une diminution de ces Fonds signifie, en général, que des recettes budgétaires perçues antérieurement et provisoirement considérées à l'époque de leur perception comme Fonds pour ordre, ont été comptabilisées selon leur nature véritable au cours de la période envisagée. Le chiffre comptable des recettes budgétaires pour cette période comprend donc des sommes qui ont été encaissées au cours de périodes précédentes et qui doivent être déduites pour obtenir les rentrées de fonds.

En 1955, les Fonds à destination budgétaire ont diminué, par solde, de 0,3 milliard à la suite des mouvements suivants :

| | (En millions de francs) |
|---------------------------------|----------------------------|
| Contributions directes | + 83 |
| Douanes | + 92 |
| Enregistrement | — 483 |
| Postes et chèques postaux | + 38 |
| Divers | + 8 |
| | — 262 |

Les rentrées de fonds au titre de recettes ordinaires ont donc atteint 81,9 milliards — 0,3 milliard, soit 81,6 milliards.

B. RECETTES EXTRAORDINAIRES.

Aucune correction ne doit être apportée au chiffre de 0,3 milliard mentionné ci-dessus.

C. DEPENSES ORDINAIRES.

Les rectifications suivantes sont nécessaires :

1) Le titre I des Fonds pour ordre comprend les Fonds alimentés principalement par des crédits

budgétaires. Une augmentation de ces Fonds signifie, en général, qu'une partie des dépenses budgétaires comptabilisées n'a pas donné lieu à décaissement, mais représente un simple transfert aux Fonds pour ordre. En 1955, les Fonds alimentés principalement par des crédits du budget ordinaire ont augmenté d'un milliard à la suite des mouvements suivants :

| | <i>(En millions de francs)</i> |
|---|---|
| Fonds du Commerce Extérieur | + 32 |
| Fonds en vue du paiement des frais d'entretien d'indigents belges et étrangers | + 1 |
| Fonds National du Logement (1) | + 351 |
| Fonds destiné à couvrir les dépenses à engager par l'Office Central des Fournitures | — 56 |
| Fonds de Dotation pour les pensions de guerre, etc. | — 214 |
| Pensions des veuves et orphelins et Caisse des ouvriers de l'Etat | — 62 |
| Ravitaillement du Pays — Institut National de Crédit Agricole | + 73 |
| Service financier des emprunts | + 765 |
| Divers | + 106 |
| | <hr style="width: 100%; border: 0.5px solid black;"/> |
| | + 996 |

1 Le Fonds National du Logement est alimenté par des crédits des budgets ordinaire et extraordinaire. Il n'est donc pas tout à fait correct de considérer le mouvement de ce Fonds comme entièrement attribuable à des transferts en provenance du budget ordinaire. La documentation publiée ne permet pas cependant de procéder autrement.

Un milliard doit donc être déduit du chiffre comptable pour obtenir les dépenses ordinaires ayant donné lieu à des sorties de fonds en 1955.

2) Une partie des dépenses budgétaires comptabilisées en 1955 constitue de simples régularisations d'avances de Trésorerie consenties antérieurement. Les remboursements qui ont été opérés au moyen de crédits du budget ordinaire paraissent être les suivants :

| | <i>(En millions de francs)</i> |
|--|---|
| Avances pour compte du budget de l'exercice 1955 | 1.235 |
| L'article 2 de l'arrêté royal du 13 mars 1952, organisant le service central des dépenses fixes, autorise le paiement des rémunérations du personnel définitif et stagiaire le dernier jour du mois précédent, si le premier jour du mois n'est pas un jour ouvrable. Le Trésor avait avancé le 31 décembre 1954 une somme de 1.235 millions pour effectuer des paiements imputables à charge de l'exercice 1955; ces dépenses ont été prises en charge par le budget intéressé le 3 janvier 1955. | |
| Avances au Gouvernement belge à Londres | 135 |
| Avances à la Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie | 324 |
| Des avances s'élevant à 324 millions consenties dans le courant de l'année 1954, et à 365 millions consenties en avril 1955, ont été régularisées en septembre 1955. | |
| Avances à divers | 92 |
| | <hr style="width: 100%; border: 0.5px solid black;"/> |
| | 1.786 |

1,8 milliard doit donc être déduit du chiffre comptable, au même titre que le milliard mentionné

sous 1) ci-dessus, pour obtenir les dépenses ordinaires ayant donné lieu à des sorties de fonds en 1955.

3) Les Fonds en mouvement comprennent notamment les mandats émis mais non encaissés. Il s'agit essentiellement de mandats remis au Fonds d'Amortissement de la Dette Publique pour lui permettre de faire face aux dépenses dont il a la charge. Une augmentation de ces mandats signifie, en général, que des dépenses ont été comptabilisées au budget ordinaire de la Dette Publique mais ne se sont pas encore traduites par des décaissements. En 1955, les mandats en circulation ont augmenté de 184 millions. Ce montant doit donc être déduit du chiffre comptable, au même titre que le milliard et le 1,8 milliard mentionnés respectivement sous 1) et 2) ci-dessus, pour obtenir les dépenses ordinaires ayant donné lieu à des sorties de fonds en 1955.

En fin de compte, les dépenses ordinaires qui ont donné lieu à des sorties de fonds en 1955 peuvent être évaluées à 78,1 milliards, soit :

| | <i>(En milliards de francs)</i> |
|--|---|
| Dépenses ordinaires comptabilisées à charge des exercices 1954 et 1955 | 81,1 |
| moins Augmentation des Fonds pour ordre alimentés principalement par des crédits du budget ordinaire | — 1,0 |
| moins Régularisations d'avances de Trésorerie au moyen de crédits du budget ordinaire | — 1,8 |
| moins Augmentation des mandats en circulation | — 0,2 |
| | <hr style="width: 100%; border: 0.5px solid black;"/> |
| Dépenses ordinaires ayant donné lieu à des sorties de fonds | 78,1 |

D. DEPENSES EXTRAORDINAIRES.

Les rectifications suivantes sont nécessaires :

1) Les Fonds pour ordre alimentés principalement par des crédits du budget extraordinaire ont diminué d'un milliard en 1955, à la suite des mouvements suivants :

| | <i>(En millions de francs)</i> |
|---|---|
| Fonds destinés à la restauration des biens sinistrés et à la construction d'immeubles nouveaux pour sinistrés | — 2 |
| Fonds des Constructions Scolaires et Universitaires de l'Etat | — 73 |
| Fonds Spécial et Temporaire des Routes (loi du 11 juillet 1952) | — 1.106 |
| Une partie importante des sommes figurant au crédit de ce Fonds a été transférée au Fonds des Routes 1955-1969 en exécution de l'article 17 de la loi du 9 août 1955. | |
| Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes | — 35 |
| Office National pour l'Achèvement de la Jonction Nord-Midi | + 111 |
| Régie des Voies Aériennes | + 150 |
| | <hr style="width: 100%; border: 0.5px solid black;"/> |
| | — 955 |

Cette diminution correspond à des dépenses extraordinaires qui avaient été comptabilisées au cours d'années antérieures, avaient constitué à l'époque de simples transferts aux Fonds pour ordre et se

sont traduites par des décaissements en 1955. Elle doit donc être ajoutée au chiffre comptable pour obtenir les dépenses extraordinaires ayant donné lieu à des sorties de fonds en 1955.

2) Les prêts consentis par le Gouvernement belge aux Gouvernements français et britannique en exécution des conventions de juin 1952 ont été remboursés en 1955 par des fournitures de biens d'armement à concurrence de 235 millions. Des dépenses budgétaires, principalement extraordinaires, de cet import pour achats de biens d'armement ont été comptabilisées, avec comme contrepartie des remboursements d'avances de Trésorerie. Ces dépenses doivent être déduites du chiffre comptable pour obtenir les dépenses extraordinaires ayant donné lieu à des sorties de fonds en 1955.

3) En 1955, une cinquième et une sixième avance récupérable de 400 millions chacune ont été consenties, à charge du budget extraordinaire des exercices 1954 et 1955, par la Belgique au Trésor du Ruanda-Urundi, pour son équipement économique et son développement social. Comme elles ont pris la forme d'une remise de certificats de Trésorerie à moyen terme, elles ne se sont pas traduites par des décaissements; il convient donc d'en faire abstraction. Par contre, il faut tenir compte de 200 millions de certificats de Trésorerie remis au Ruanda-Urundi à l'occasion d'avances antérieures et remboursés en 1955; on peut considérer, en effet, que ces avances se sont traduites par des décaissements au moment où les certificats de Trésorerie qui les représentaient sont arrivés à échéance. Par solde, 0,6 milliard doit donc être déduit du chiffre comptable pour obtenir les dépenses extraordinaires ayant donné lieu à des sorties de fonds en 1955.

En fin de compte, les dépenses extraordinaires qui ont donné lieu à des sorties de fonds en 1955 peuvent être évaluées à 15,5 milliards, soit :

| | <i>(En milliards de francs)</i> |
|--|---------------------------------|
| Dépenses extraordinaires comptabilisées à charge des exercices 1954 et 1955 | 15,3 |
| plus Diminution des Fonds pour ordre alimentés principalement par des crédits du budget extraordinaire | + 1,0 |
| moins Régularisations d'avances de Trésorerie au moyen de crédits du budget extraordinaire | — 0,2 |
| moins Augmentation des certificats de Trésorerie remis au Ruanda-Urundi | — 0,6 |
| Dépenses extraordinaires ayant donné lieu à des sorties de fonds | 15,5 |

Au total, les opérations budgétaires qui ont donné lieu à des rentrées et à des sorties de fonds en 1955 ont atteint les montants que voici, en milliards de francs :

| | Budget ordinaire | Budget extraordinaire | Budget global |
|--|------------------|-----------------------|---------------|
| Recettes, abstraction faite du produit d'emprunts consolidés | 81,6 | 0,3 | 81,9 |
| Dépenses | 78,1 | 15,5 | 93,6 |
| Boni (+) ou mali (—) | + 3,5 | — 15,2 | — 11,7 |

2. PRODUIT D'EMPRUNTS CONSOLIDES.

Le chiffre comptable de 9 milliards comprend une recette de 0,5 milliard pour les exercices 1958 et antérieurs, qui, comme les autres opérations budgétaires comptabilisées en 1955 à charge de ces exercices, doit consister en virements dans les écritures. Le produit d'emprunts consolidés ayant donné lieu à des rentrées de fonds en 1955 s'élève donc à 8,5 milliards, montant qui se décompose comme suit :

| | <i>(En milliards de francs)</i> |
|---|---------------------------------|
| <i>Emprunt intérieur :</i> | |
| Emprunt 4 % 1955-1975 | 6,2 |
| <i>Emprunts extérieurs :</i> | |
| Emprunt 4 % à 10 ans de \$ 15 millions | 0,7 |
| Emprunt 4 5/8 % de \$ 20 millions contracté auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement | 0,3 |
| Emprunt 3,75 % de Fl. 100 millions émis aux Pays-Bas | 1,3 |

3. REMBOURSEMENTS D'AVANCES DE TRÉSORERIE.

Le chiffre comptable de 2,1 milliards comprend 2 milliards de régularisations d'avances de Trésorerie au moyen de crédits budgétaires; le solde, soit 0,1 milliard, représente des remboursements d'avances à l'Office d'Aide Mutuelle et aux missions économiques; ces remboursements paraissent avoir été effectués par des transferts en provenance de l'un des Fonds d'origine étrangère au budget qui constituent le titre III des Fonds pour ordre, à savoir le Fonds « Ravitaillement du Pays — Institut National de Crédit Agricole » (1). Il s'ensuit que les remboursements d'avances de Trésorerie n'ont donné lieu à aucune rentrée de Fonds en 1955.

4. AUGMENTATION DE LA DETTE FLOTTANTE.

Une seule correction doit être apportée au chiffre comptable de 5,3 milliards : l'augmentation de 0,6 milliard des certificats de Trésorerie remis au Ruanda-Urundi doit être éliminée; le 0,8 milliard émis ne s'est pas traduit par un encaissement puisqu'il a été remis au Ruanda-Urundi en représentation des avances consenties à ces territoires; le 0,2 milliard remboursé s'est traduit par un décaissement, mais celui-ci, ainsi qu'il a été dit plus haut, peut être considéré comme une dépense extraordinaire. L'augmentation de la dette flottante a donc

(1) Ce Fonds est distinct de celui du même nom dont il est question supra p. 367 et qui appartient au titre I des Fonds pour ordre.

donné lieu à une rentrée de fonds de 4,7 milliards, qui résulte des mouvements suivants :

| | (En milliards de francs) |
|--|--------------------------------|
| DETTE INTERIEURE : | |
| <i>Court terme :</i> | |
| 1. Certificats de Trésorerie souscrits par : | |
| a) la Banque Nationale | + 1,3 |
| b) les Banques privées ¹ | + 1,2 |
| c) les organismes publics financiers | + 2,1 |
| d) le Trésor colonial et les organismes coloniaux | — 0,1 |
| 2. Avoirs libres des particuliers en Comptes de Chèques Postaux | + 0,5 |
| <i>Moyen terme :</i> | |
| Certificats de Trésorerie souscrits par les Banques privées ¹ | — 0,6 |
| DETTE EXTERIEURE | + 0,3 |

¹ Y compris les certificats spéciaux U.E.P.

5. DIMINUTION DES FONDS POUR ORDRE.

Dans le chiffre comptable de 2,2 milliards sont comprises une augmentation de 0,1 milliard pour le titre I, c'est-à-dire les Fonds alimentés principalement par des crédits budgétaires (1), et une diminution de 0,3 milliard pour le titre II, c'est-à-dire les Fonds alimentés par des ressources destinées principalement à être incorporées au budget. L'une et l'autre, comme on l'a vu plus haut, résultent de virements dans les écritures. Le solde de 2 milliards représente une diminution du titre III, c'est-à-dire des Fonds alimentés principalement par des ressources étrangères au budget de l'Etat (1); il appelle deux corrections :

A. RAVITAILLEMENT DU PAYS — INSTITUT NATIONAL DE CREDIT AGRICOLE.

Ce Fonds a diminué de 204 millions. A concurrence de 100 millions cependant, cette diminution est due au transfert qui a été effectué, ainsi qu'il a été dit plus haut, pour rembourser une partie des avances de Trésorerie à l'Office d'Aide Mutuelle et aux missions économiques. La sortie de fonds attribuable à l'évolution du Fonds sous revue s'est donc limitée à 104 millions.

B. POSTES ET CHEQUES POSTAUX.

Dans le cadre de la réforme monétaire, ce Fonds a été crédité de la valeur des titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire qui ont été émis en faveur des titulaires de comptes bloqués à l'Office des Chèques Postaux et ont été déposés par l'Office

(1) Cette variation ne correspond pas à celle qui ressort du tableau publié aux pp. 63-64 de la « Situation Générale du Trésor Public au 1^{er} janvier 1956 ». La raison en est que le Fonds « Caisse Autonome des Dommages de Guerre » est subdivisé, dans ce document, entre les titres I et III des Fonds pour ordre, alors qu'il est considéré ici comme appartenant entièrement au titre III. Un virement important a, en effet, été effectué en provenance de la partie de ce Fonds appartenant au titre I à destination de la partie appartenant au titre III, et le seul moyen de l'éliminer était de fusionner les deux parties du Fonds.

auprès du Trésor; les titres en question ont, en contrepartie, été englobés dans l'encaisse du Trésor. En 1955, par suite de libérations et de remboursements, 218 millions de titres ont été restitués par le Trésor à l'Office, ce qui a entraîné une diminution de cet import, tant de l'encaisse que du Fonds sous revue. Ce dernier ayant diminué de 672 millions pendant l'année, son évolution a provoqué une sortie de fonds de 454 millions.

En fin de compte, l'évolution des Fonds pour ordre a donné lieu à des sorties de fonds de 1,7 milliard qui se décomposent comme suit :

| | (En milliards de francs) |
|---|--------------------------------|
| Fonds Monétaire | — 0,6 |
| Fonds Agricole | + 0,1 |
| Caisse Autonome des Dommages de Guerre | — 0,5 |
| Ravitaillement du Pays — Institut National de Crédit Agricole | — 0,1 |
| Service financier des emprunts | — 0,4 |
| Fonds de péréquation de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier | + 0,1 |
| Opérations dans le cadre des Traités de Bruxelles et de l'Atlantique-Nord | + 0,1 |
| Impôts | — 0,1 |
| Postes et chèques postaux | — 0,4 |
| Divers | + 0,1 |

6. DIMINUTION DES FONDS EN MOUVEMENT.

Théoriquement, tous les Fonds en mouvement devraient être reclassés dans les autres rubriques. La chose n'a été possible, cependant, que pour l'augmentation de 0,2 milliard des mandats en circulation. Le solde des Fonds en mouvement, soit une diminution de 0,5 milliard, doit être considéré comme des erreurs ou des omissions.

7. DIMINUTION DE L'ENCAISSE.

Le chiffre comptable de 0,1 milliard doit être rectifié pour éliminer la diminution de 0,2 milliard des titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire, ce qui donne une augmentation de l'encaisse de 0,1 milliard.

Les développements qui précèdent permettent de dresser la liste des rentrées et des sorties de fonds qui, par solde, ont servi à financer le déficit budgétaire de l'année civile 1955 :

| | (En milliards de francs) |
|--|--------------------------------|
| Produit d'emprunts consolidés | + 8,5 |
| Augmentation de la dette flottante | + 4,7 |
| Diminution des Fonds pour ordre | — 1,7 |
| Augmentation de l'encaisse | — 0,1 |
| Erreurs et omissions | + 0,3 |
| | <hr/> + 11,7 |

Le poste « Erreurs et omissions » comprend outre les Fonds en mouvement qui n'ont pu être reclassés (— 0,5 milliard), le solde des opérations effectuées

pour compte des budgets des exercices 1953 et antérieurs (+ 0,8 milliard).

**C. INCIDENCE
DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT
SUR LE STOCK MONETAIRE**

Le financement d'un déficit budgétaire provoque un accroissement du stock monétaire dans la mesure où il est assuré par un recours au crédit des organismes monétaires ou par la vente à ces organismes des devises provenant du placement d'emprunts ou de certificats de Trésorerie à l'étranger.

Parmi les rentrées et les sorties de fonds dont le solde a servi à financer le déficit budgétaire de 1955, celles qui sont énumérées ci-dessous se sont traduites par une augmentation ou une diminution de l'endettement du Trésor vis-à-vis des organismes monétaires ou vis-à-vis de l'étranger :

| | <i>(En millions de francs)</i> |
|---|--------------------------------|
| <i>Produit d'emprunts consolidés :</i> | |
| Produits d'emprunts extérieurs | + 2.270 |
| <i>Augmentation de la dette flottante :</i> | |
| Certificats de Trésorerie en francs belges souscrits par la Banque Nationale | + 1.305 |
| Certificats de Trésorerie à court et moyen terme et certificats spéciaux U.E.P. souscrits par les Banques privées | + 617 |
| Certificats de Trésorerie souscrits par le Crédit Communal ¹ | — 950 |
| Avoirs libres des particuliers en comptes de chèques postaux | + 473 |
| Certificats de Trésorerie à court terme souscrits par le Trésor colonial et les organismes coloniaux | — 106 |
| Dette extérieure à moyen terme | + 17 |
| Dette extérieure à court terme | + 271 |
| à reporter | + 3.897 |

| | |
|--|----------------|
| | Report + 3.897 |
| <i>Diminution des Fonds pour ordre :</i> | |
| Fonds Monétaire | — 607 |
| | + 3.290 |

¹ D'après les bilans de cette institution.

Le financement du déficit budgétaire de 1955 paraît donc avoir causé une augmentation de 3,3 milliards du stock monétaire. Il faut, cependant, tenir compte que les dépenses financées comprennent 0,7 milliard d'amortissement d'emprunts extérieurs. Sous réserve de certaines omissions, l'ensemble des opérations financières de l'Etat aurait donc provoqué une expansion de 2,6 milliards du stock monétaire.

Ce chiffre est un peu inférieur à celui de 3,2 milliards qui figure, pour l'année 1955, à la colonne « Financement monétaire des pouvoirs publics » du tableau 85⁴ « Origines des variations du stock monétaire » publié à la p. 411 du présent Bulletin. La différence s'explique de la façon suivante :

1) Le chiffre de 3,2 milliards comprend non seulement le financement de l'Etat, mais aussi celui des pouvoirs subordonnés;

2) Les mouvements de la Dette en devises ne sont pas comptabilisés à des taux de change identiques, ni même parfois aux mêmes dates dans la présente information et dans le tableau des origines des variations du stock monétaire;

3) Pour diverses raisons, plusieurs opérations dont il a été tenu compte pour établir le chiffre de 3,2 milliards, ont été négligées dans les calculs ci-dessus.

Pour préciser l'importance relative des opérations financières de l'Etat en tant que facteur d'expansion du stock monétaire, rappelons que cette expansion a atteint 9,1 milliards en 1955.

BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* d'octobre 1956. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions, ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE

de STRYCKER C., L'état présent du contrôle des changes dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. (*Revue Commerciale, revue mensuelle de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, Bruxelles, n° 10, octobre 1956, pp. 3-6.*)

DREZE J., Monnaie scripturale et monnaie fiduciaire. Pourquoi et comment diffuser l'utilisation du chèque bancaire? (*La Revue de la Banque, Bruxelles, nos 9-10, 1956, pp. 621-654.*)

2. BOURSE — EPARGNE

RINGOOT L., Fonds communs de placement. (*Bulletin de Documentation, Ministère des Finances, Bruxelles, n° 8, août-septembre 1956, pp. 5-15.*)

Tendances des investissements dans les industries du charbon et de l'acier en Belgique. (*Ministère des Affaires Economiques, Bulletin mensuel de la Direction Générale des Etudes et de la Documentation, Bruxelles, n° 10, octobre 1956, pp. 22-34.*)

3. PRIX — SALAIRES

CATTELAÏN P., Considérations sur le régime fiscal belge du tabac, suite à une récente augmentation des prix. (*Société Belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 172, août-septembre-octobre 1956, pp. 689-694.*)

DEREYMAEKER R., L'évolution du revenu national belge de 1948 à 1955. (*Bulletin de Statistique, Institut National de Statistique, Bruxelles, XLII, n° 9, 1956, pp. 1.705-1.724.*)

MATTHYSSENS L., De hypotheekmarkt in België. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, X, n° 3, juin-août 1956, pp. 113-132.*)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

CATTELAÏN P., Considérations sur le régime fiscal belge du tabac, suite à une récente augmentation des prix. (*Société Belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 172, août-septembre-octobre 1956, pp. 689-694.*)

VAN GRONDSVELD J., Le budget de 1956. (*Bulletin de Documentation, Ministère des Finances, Bruxelles, n° 8, août-septembre 1956, pp. 16-22.*)

6. REEQUIPEMENT — LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

VAN MECHELEN F., Naar de industrialisatie van de Kempische grootruimte. (*V.E.V. Berichten, tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXXI, n° 18, 15 octobre 1956, pp. 1.997-2.014.*)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BAUER G., Convertibilité des monnaies et liberté des échanges. (*Imprimerie La Fusion, La Chaux de Fonds, 1955, 26 p.*)

BOLLIER R., Die These einer chronischen Dollar-knappheit. Darstellung und Kritik. (*Polygraphischer Verlag, Zurich, 1956, 239 p.*)

GATZ W., Die quantitativen Wirkungen einer Wiederherstellung der Währungskonvertibilität. (*Weltwirtschaftliches Archiv, Hambourg, LXXVI, n° 1, 1956, pp. 41-135.*)

REUTER P., Institutions internationales. (*Presses Universitaires de France, Paris, 1955, 426 p.*)

The retreat from Bretton Woods. (*The Banker, Londres, CVI, n° 369, octobre 1956, pp. 605-610.*)

8. ASPECTS FINANCIERS DE BENELUX

LAVERDURE L., Convention d'ordre fiscal entre les pays Benelux. (*Bulletin de Documentation, Ministère des Finances, Bruxelles, n° 8, août-septembre 1956, pp. 28-32.*)

9. PLAN SCHUMAN

DUQUESNE de la VINELLE L., Les comptes économiques de l'industrie charbonnière. (*La Revue Nouvelle, Bruxelles, XXIV, n° 10, 15 octobre 1956, pp. 295-310.*)

MANUELLI E., La politica finanziaria della C.E.C.A. e le zone sottosviluppate. (*Bancaria, Rassegna delle Associazioni Bancarie Italiane, Rome, XII, n° 3, août 1956, pp. 859-862.*)

MARTENS J., L'industrie charbonnière belge dans la C.E.C.A. (*Annales des Mines de Belgique, Bruxelles, septembre 1956, pp. 803-833.*)

Tendances des investissements dans les industries du charbon et de l'acier en Belgique. (*Ministère des Affaires Economiques, Bulletin mensuel de la Direction Générale des Etudes et de la Documentation, Bruxelles, n° 10, octobre 1956, pp. 22-34.*)

VITO F., Le développement de la C.E.C.A. et l'avenir de l'intégration européenne. (*Société Belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 172, août-septembre 1956, pp. 689-694.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

I — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Arrêté royal du 12 septembre 1956

transférant la Commission nationale des Artisanats et Industries d'Art auprès du Ministère des Classes Moyennes (Moniteur du 27 octobre 1956, p. 7.174).

Arrêté royal du 19 septembre 1956

instituant une Commission de la Comptabilité nationale (Moniteur du 17 octobre 1956, p. 6.943).

Considérant qu'en vue de formuler la politique économique sociale, budgétaire et fiscale du pays, il importe d'établir la comptabilité nationale;

Considérant que, dans le cadre de ces travaux, des éléments de caractère subjectif sont pris en considération et qu'il apparaît nécessaire d'entourer le choix de ceux-ci du maximum de garanties;

Considérant qu'il apparaît dès lors opportun d'associer à leur détermination les autorités scientifiques les plus qualifiées de l'enseignement supérieur, d'une part, et des représentants des milieux professionnels les plus intéressés, d'autre part;

Article 1^{er}. — Il est institué auprès du Ministre auquel ressortit l'Institut national de Statistique, une Commission chargée d'établir la comptabilité nationale, dont les membres sont nommés par le Ministre qui a l'Institut national de Statistique dans ses attributions.

Art. 2. — La Commission est composée comme suit :

1. Quatre délégués du Conseil supérieur de Statistique appartenant à l'enseignement supérieur;
2. Neuf délégués des organisations les plus représentatives des employeurs de l'Industrie et du Commerce;
3. Neuf délégués des organisations les plus représentatives des travailleurs;
4. Trois délégués des organisations les plus représentatives des Classes moyennes;
5. Trois délégués des organisations les plus représentatives de l'agriculture;

6. Six personnalités choisies par le Ministre qui a l'Institut national de Statistique dans ses attributions.

Art. 3. — La Commission se subdivise en trois sous-commissions de 11 membres, chargées respectivement d'étudier les problèmes se rapportant aux revenus, à la production et aux dépenses.

Sous réserve des dispositions de l'article 4, la Commission désigne elle-même ceux de ses membres qui font partie de ces sous-commissions.

Art. 4. — Le bureau de la Commission se compose d'un président, de trois vice-présidents et d'un rapporteur général, nommés par le Ministre qui a l'Institut national de Statistique dans ses attributions, le président et les vice-présidents parmi les délégués du conseil supérieur de statistique, le rapporteur général parmi les autres membres de la commission.

Art. 5. — Le Ministre désigne également un secrétaire et un secrétaire-adjoint parmi les fonctionnaires de l'Institut national de Statistique.

Art. 6. — Les vice-présidents dirigent les travaux des sous-commissions.

Le rapporteur général, le secrétaire et le secrétaire-adjoint exercent leurs fonctions tant auprès de la commission qu'auprès de chaque sous-commission et du bureau.

Art. 7. — La durée des mandats des membres de la Commission, du rapporteur général, du secrétaire et du secrétaire-adjoint est de deux ans; ces mandats peuvent être renouvelés.

Le membre nommé en remplacement d'un membre démissionnaire ou qui cesse de faire partie de la commission pour tout autre motif achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 8. — La commission et chaque sous-commission peuvent inviter des experts à assister aux réunions.

Le Ministre des Finances, le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre des Classes moyennes, le Ministre du Commerce extérieur, le Service d'Etude et la Direction générale de l'Industrie et du Commerce du Ministère des Affaires économiques, l'Institut national de Statistique, le Service d'Etude et de Coordination économique des Services du Premier Ministre, la Banque Nationale de Belgique et la Caisse générale d'Epargne et de Retraite peuvent se faire représenter par un ou plusieurs délégués, tant auprès de la commission qu'auprès de chaque sous-commission.

Les membres du bureau peuvent assister à toutes les réunions des sous-commissions.

Les personnes qui participent aux travaux d'un collège dont ils ne sont pas membres effectifs, prennent part aux délibérations avec voix consultative.

Art. 9. — La Commission se réunit au moins quatre fois par an au cours de la dernière quinzaine de chaque trimestre. Après chaque réunion elle adresse au Ministre un rapport sur l'état d'avancement de ses travaux.

Art. 10. — Les membres, experts et délégués, prenant part aux travaux de la Commission ou d'une sous-commission ont droit au remboursement à charge du budget du Département des Affaires économiques, des frais de séjour sur la base des indemnités dues aux fonctionnaires du grade de directeur et

des frais de déplacement sur la base du coût d'un billet de première classe pour les parcours en chemins de fer ou en chemins de fer vicinaux.

De plus une indemnité de 200 francs par séance est allouée aux membres désignés en vertu de l'article 2 du présent arrêté.

Art. 11. — La Commission de la Comptabilité nationale arrête elle-même son règlement d'ordre intérieur.

Art. 12. — L'arrêté du Régent du 18 janvier 1949, instituant une Commission du Revenu national, modifié par l'arrêté du Régent du 20 avril 1949 et les arrêtés royaux des 18 juin 1951 et 24 août 1954, est abrogé.

Art. 13. — Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté royal du 12 septembre 1956

modifiant l'arrêté royal du 2 juillet 1955 portant réglementation des subsides aux sociétés d'élevage de bêtes bovines (Moniteur du 18 octobre 1956, p. 6.963).

Arrêté royal du 26 septembre 1956

modifiant les statuts de la Société nationale du Logement (Moniteur des 1-2 octobre 1956, p. 6.587).

Article 1^{er}. — Les modifications suivantes sont apportées aux statuts de la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché, approuvés par l'arrêté royal du 21 avril 1920 :

§ 1^{er}. — L'intitulé est remplacé par le texte suivant : « Statuts de la Société nationale du Logement. »

§ 2. — L'article premier est remplacé par la disposition suivante :

« **Article 1^{er}.** — La Société nationale du Logement est constituée sous forme d'une société par actions, entre l'Etat et les provinces ainsi que les sociétés de logement agréées qui adhèrent aux présents statuts.

» Son siège est établi dans l'agglomération bruxelloise. »

§ 3. L'article 2 est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 2.** — La Société nationale a pour objet :

» 1^o de provoquer la création de sociétés de logement et de les agréer;

» 2^o de faire des avances de fonds à ces sociétés;

» 3^o de réaliser la construction, dans la mesure où les sociétés agréées n'exécutent pas son programme de construction :

» a) des habitations sociales;

» b) des immeubles ou parties d'immeubles d'intérêt social ou collectif qui seraient nécessaires au sein d'un ensemble d'habitations sociales; la Société nationale confie ou cède la gestion de ces habitations ou de ces immeubles et parties d'immeubles d'intérêt social ou collectif à des sociétés agréées. Elle peut toutefois en assumer elle-même la gestion aussi longtemps que l'acte de mandat ou de cession ne sera pas établi;

» 4^o d'aménager, de vendre et de donner en location les immeubles dont elle est propriétaire;

» 5^o de consentir des prêts pour la construction, l'aménagement et l'achat d'immeubles tels que ceux prévus au 3^o;

» 6^o de consentir les prêts pour l'équipement mobilier indispensable des immeubles construits par elle ou par des sociétés agréées;

» 7^o d'acquérir les réserves de terrains nécessaires pour assurer le développement harmonieux de l'habitat social;

» 8^o de céder ces réserves à des sociétés immobilières de service public, de les revendre par parcelles, sans esprit de lucre, à des particuliers, directement ou à l'intervention d'une société agréée, en imposant aux acquéreurs outre l'obligation de construire, des servitudes pour le maintien de l'aspect et de l'agencement fonctionnel des ensembles;

» 9^o d'effectuer toutes opérations se rattachant aux buts précités ainsi qu'à tout autre objet ressortissant à l'œuvre des logements sociaux et pour lequel elle serait habilitée par une loi. »

§ 4. L'article 3 est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 3.** — La Société nationale peut recevoir des dons et des legs, même immobiliers, moyennant autorisation par arrêté royal.

» En vue de la réalisation de son objet, la Société nationale peut acquérir, vendre et donner en location tous immeubles bâtis ou non bâtis. La vente de ces biens se fait par adjudication publique, à l'exception des habitations sociales et des terrains cédés aux sociétés immobilières de service public, qui peuvent être vendus de gré à gré.

» Lorsqu'elle y est autorisée par arrêté royal, la Société nationale peut poursuivre en se conformant aux lois sur la matière, l'expropriation pour cause d'utilité publique, même par zones, d'immeubles bâtis ou de terrains non bâtis. »

§ 5. — Il est inséré un article 3bis rédigé comme suit :

« **Art. 3bis.** — La Société nationale peut organiser un service social d'aide, d'encouragement et de conseil au bénéfice des occupants d'habitations sociales. »

§ 6. — L'article 14, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« La Société nationale est administrée par un conseil composé d'un président et de dix administrateurs de nationalité belge, nommés pour un terme de six ans, sauf l'exception stipulée à l'article 15, alinéa 3. »

§ 7. L'article 15 est remplacé par la disposition suivante :

« **Art. 15.** — Le président et les membres du conseil d'administration sont nommés et peuvent être suspendus ou révoqués par le Roi.

» Cinq administrateurs doivent être choisis sur une liste double établie par l'assemblée des actionnaires autres que l'Etat.

» Tous les deux ans et pour la première fois, lors de l'assemblée générale ordinaire de 1958, quatre membres du conseil d'administration, dont deux nommés sur la présentation de l'assemblée des actionnaires autres que l'Etat, cessent leurs fonctions. A la fin de la période de six ans, les trois membres restants cessent leurs fonctions.

» Un tirage au sort détermine, pour les deux premières fois, l'ordre de sortie. »

§ 8. L'article 16 est abrogé.

§ 9. L'article 20, alinéa 5, est remplacé par la disposition suivante :

« Il agréé les sociétés de logement répondant aux conditions fixées par l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 octobre

1919, modifié par la loi du 27 juin 1956, conformément à un règlement d'ordre général arrêté par le Roi, statue sur leur admission en qualité d'actionnaires et fixe le montant de leur souscription. »

§ 10. — L'article 20, alinéas 7 et 8, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il fixe, par voie de règlement général et moyennant l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre de la Santé publique et de la Famille, les taux et les conditions des prêts de la société nationale. »

» Il accorde des avances de fonds aux sociétés agréées, ainsi que les autres prêts, conformément aux dispositions du règlement précité.

» Il établit les programmes d'acquisition de terrains et de construction d'ensembles d'habitations et les soumet au Ministre de la Santé publique et de la Famille. »

§ 11. — L'article 20, alinéa 10, est remplacé par la disposition suivante :

« Il donne l'avis prévu par l'article 15, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 octobre 1919, modifié par les lois des 7 décembre 1953 et 27 juin 1956. »

§ 12. — L'article 20, alinéa 11, est abrogé.

§ 13. L'article 32, dernier alinéa, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'établissement de la liste double des administrateurs autres que ceux représentant l'Etat, cette limite est calculée, abstraction faite des actions de l'Etat. »

§ 14. L'article 34, alinéa 4, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Elle procède à l'élection des commissaires prévus à l'article 28. Elle établit une liste double des candidats aux fonctions d'administrateur, dont la présentation lui appartient; le représentant de l'Etat ne peut participer à l'établissement de cette liste. »

§ 15. L'article 39 est complété ainsi qu'il suit :

« ainsi que pour les présentations. »

§ 16. A l'article 43, les mots : « Société nationale des Habitations et Logements à bon marché » sont remplacés par les mots : « Société nationale du Logement ».

§ 17. L'article 44, formant le chapitre VII, est abrogé.

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1956.

Art. 3. — Notre Ministre de la Santé publique et de la Famille et Notre Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté ministériel du 1^{er} octobre 1956

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 7 octobre 1956, p. 6.709).

Cet arrêté fixe le montant de ces primes pour le mois d'octobre 1956.

Arrêté royal du 23 octobre 1956

modifiant le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 24 octobre 1956, p. 7.106).

Modifications au Code des taxes assimilées au timbre.

Article 1^{er}. — Dans l'article 20, alinéa 2, du Code des taxes assimilées au timbre, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 27 mai 1955, les taux de 1,15 fr. par kilogramme et de 0,75 fr. par kilogramme sont ramenés respectivement à 0,87 fr. par kilogramme et à 0,56 fr. par kilogramme.

Modifications au Règlement général sur les taxes assimilées au timbre.

Art. 2. — Dans l'article 34¹, alinéa 2, du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre, modifié par l'article 2

de l'arrêté royal du 27 mai 1955, les mots « 10 centimes » sont remplacés par les mots « 8 centimes ».

Art. 3. — L'article 74 du même règlement général, abrogé par l'article 21 de l'arrêté du Régent du 23 juin 1947, est rétabli dans le texte suivant :

« Art. 74. — Par dérogation aux articles 72 et 73, les abattoirs publics sont autorisés à faire application du barème indiqué à l'article 75. »

» L'abattoir qui entend appliquer ce barème notifie son option au contrôleur principal de la taxe de transmission dans le ressort duquel il est établi, par une lettre sous pli recommandé à la poste. Il est alors tenu de s'y conformer pour tous les animaux sans exception. Un changement de barème n'est permis qu'à condition que le barème primitivement adopté ait été appliqué pendant une année au moins et que l'option nouvelle soit immédiatement notifiée au contrôleur principal par une lettre sous pli recommandé à la poste. »

Art. 4. — Les modifications suivantes sont apportées à l'article 75, modifié par l'article 4 de l'arrêté royal du 27 mai 1955 :

A. Dans l'alinéa 1^{er}, les mots « la taxe de transmission de 1,25 fr. ou de 0,85 fr. » sont remplacés par les mots « la taxe de transmission de 0,95 fr. ou de 0,64 fr. ».

B. Les taxes fixes prévues par le dit article, sont ramenées respectivement à 45 francs, 90 francs, 135 francs, 300 francs, 470 francs, 320 francs, 470 francs, 470 francs, 580 francs, 20 francs, 110 francs, 45 francs et 30 francs.

Art. 5. — Le présent arrêté entre en vigueur le 25 octobre 1956.

Art. 6. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté royal du 23 octobre 1956

modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 24 octobre 1956, p. 7.107).

Article 1^{er}. — La disposition temporaire suivante est ajoutée à l'article 31² du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre :

« Disposition temporaire. — Jusqu'au 31 décembre 1957, le taux de la taxe forfaitaire est réduit à 1 p.c. pour le café et pour le riz. »

Art. 2. — La disposition temporaire suivante est ajoutée à l'article 31³ :

« Disposition temporaire. — Jusqu'au 31 décembre 1957, le taux de la taxe forfaitaire est réduit à 5 p.c. pour les sucres et autres produits visés par le présent article. »

Art. 3. — La disposition temporaire suivante est ajoutée à l'article 31⁴, § 3bis :

« Disposition temporaire. — Jusqu'au 31 décembre 1957, le taux de la taxe forfaitaire est également réduit à 5 p.c. pour :

» les légumes et fruits-légumes conservés;

» les fruits frais ci-après : ananas, bananes, citrons, oranges et similaires.

» Jusqu'au 31 décembre 1957, le taux de la taxe forfaitaire est réduit à 1 p.c. pour le cacao en poudre. »

Art. 4. — La disposition temporaire, ajoutée à l'article 32¹ par l'article 2 de l'arrêté royal du 30 décembre 1955, est remplacée par la disposition suivante :

« Disposition temporaire. — Jusqu'au 31 décembre 1957, le taux de la taxe forfaitaire prévue aux §§ 1, 2, 3 et 8 est réduit de 11 p.c. à 1 p.c. :

» 1^o pour les tissus de lin; pour les tissus dont toute la trame ou toute la chaîne est en lin; pour les tissus composés de lin à concurrence de moitié au moins de leur poids;

» 2^o pour les tissus de coton; pour les tissus dont toute la trame ou toute la chaîne est en coton et dont le surplus est en matières textiles végétales autres que le lin, le chanvre et la ramie; pour les tissus composés de coton à concurrence de plus de la moitié de leur poids.

» Pour l'application du 2^o qui précède, le terme tissus comprend les tissus façonnés ou non façonnés, les tissus à

point de gaze, les couvertures, les velours et peluches, les tissus bouclés, les torchons, lavettes et chamoisettes; les tissus de bonneterie et les articles de bonneterie n'y sont pas inclus. »

Art. 5. — La disposition temporaire suivante est ajoutée à l'article 34¹ :

« *Disposition temporaire.* — Jusqu'au 31 décembre 1957, le taux de la taxe forfaitaire due à l'importation est réduit à 5 p.c. pour le lard frais, les viandes conservées et les préparations de viandes. »

Art. 6. — La disposition temporaire suivante est ajoutée à l'article 34², § 6 :

« *Disposition temporaire.* — Jusqu'au 31 décembre 1957, le taux de la taxe forfaitaire due à l'importation est réduit à 5 p.c. pour les viandes conservées et les préparations de viandes. »

Art. 7. — Le présent arrêté entre en vigueur le 25 octobre 1956.

Art. 8. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté royal du 23 octobre 1956

modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur des 29-30 octobre 1956, p. 7.252).

.....
« *Disposition temporaire.* — Jusqu'au 31 décembre 1957, le taux de la taxe forfaitaire est réduit à 1 p.c. pour les cigarettes, le tabac à fumer, le tabac à priser et le tabac à mâcher vendu à l'état sec. »
.....

Arrêté ministériel du 25 octobre 1956

relatif au régime fiscal du tabac (Moniteur des 29-30 octobre 1956, p. 7.253).

III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté royal du 12 septembre 1956

modifiant l'arrêté royal du 2 juillet 1955 portant réglementation des subsides aux sociétés d'élevage de bêtes bovines (Moniteur du 18 octobre 1956, p. 6.963).

IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté ministériel du 1^{er} octobre 1956

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 7 octobre 1956, p. 6.709). (Voir aussi rubrique II).

VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté royal du 20 octobre 1956

concédaient au Port autonome de Liège la gestion des terrains de l'Etat sur le territoire de la Commune d'Angleur, en vue de réaliser l'extension du port de Renory (Moniteur des 29-30 octobre 1956, p. 7.251).

IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté royal du 15 septembre 1956

rendant obligatoire la décision du 7 juin 1956 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire, modifiant la décision du 25 novembre 1955, concernant le rattachement des salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 4 juin 1956 (Moniteur des 1-2 octobre 1956, p. 6.578).

Arrêté royal du 18 septembre 1956

rendant obligatoire la décision du 5 mai 1955 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des ports, relative à la fixation du salaire de base et le rattachement du barème de salaires à l'index-number des prix de détail du Royaume (Moniteur des 1-2 octobre 1956, p. 6.579).

Arrêté ministériel du 25 septembre 1956

relatif à la déclaration des hausses de prix (Moniteur des 1-2 octobre 1956, p. 6.583).

Article 1^{er}. — La déclaration des hausses de prix prescrite à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 7 février 1956, relatif à la déclaration des hausses de prix, doit être faite au plus tard vingt et un jours avant leur application.

Art. 2. — La liste des produits, matières, denrées, marchandises ou prestations mentionnée à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 7 février 1956 relatif à la déclaration de hausses de prix et complétée par les arrêtés ministériels des 16 février et 12 juin 1956, est complétée comme suit :

Cafés torréfiés;

Les produits, matières, denrées, marchandises dont le prix de vente au consommateur est fixé par le producteur ou l'importateur.

.....

Arrêté ministériel du 29 septembre 1956

relatif aux taux des frets à appliquer pour tout contrat d'affrètement conclu à l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure (Moniteur du 13 octobre 1956, p. 6.839).

Arrêté royal du 15 octobre 1956

rendant obligatoire la décision en date du 28 novembre 1955 de la Commission paritaire nationale de l'habillement et des branches connexes, concernant la fixation des salaires des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de l'industrie du vêtement pour hommes et garçonnets (Moniteur des 29-30 octobre 1956, p. 7.239).

Arrêté ministériel du 19 octobre 1956

réglementant les prix maxima de vente au consommateur des viandes bovines et porcines (Moniteur du 21 octobre 1956, p. 7.057).

Arrêté ministériel du 19 octobre 1956

fixant les marges maxima de distribution des charbons et agglomérés de houille ou de lignite (Moniteur du 21 octobre 1956, p. 7.057).

Arrêté ministériel du 19 octobre 1956

complétant l'arrêté ministériel du 3 octobre 1956 portant les mesures nécessaires à l'application de l'arrêté royal du 22 septembre 1955, organique de l'assurance maladie-invalidité en ce qui concerne les barèmes des honoraires médicaux (Moniteur du 27 octobre 1956, p. 7.175).

Arrêté royal du 23 octobre 1956

modifiant le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 24 octobre 1956, p. 7.016) (Voir texte, rubrique II).

Arrêté royal du 23 octobre 1956

modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 24 octobre 1956, p. 7.107). (Voir texte, rubrique II).

Arrêté royal du 23 octobre 1956

modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur des 29-30 octobre 1956, p. 7.252). (Voir aussi rubrique II).

Arrêté ministériel du 25 octobre 1956

relatif au régime fiscal du tabac (Moniteur des 29-30 octobre 1956, p. 7.253).

**X — LEGISLATION SOCIALE
(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)**

Arrêté royal du 30 juillet 1956

portant organisation du Fonds de Solidarité et de Garantie (Moniteur du 10 octobre 1956, p. 6.754).

Arrêté royal du 30 juillet 1956

portant organisation du Conseil supérieur des Pensions pour Travailleurs indépendants (Moniteur du 10 octobre 1956, p. 6.757).

Arrêté royal du 4 août 1956

modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national du placement et du chômage. Errata (Moniteur du 14 octobre 1956, p. 6.858).

Arrêté ministériel du 3 octobre 1956

portant les mesures nécessaires à l'application de l'arrêté royal du 22 septembre 1955, organique de l'assurance maladie-invalidité en ce qui concerne les barèmes des honoraires médicaux (Moniteur du 7 octobre 1956, p. 6.708).

Arrêté ministériel du 18 octobre 1956

pris en exécution de l'arrêté royal organique de l'assurance maladie-invalidité en ce qui concerne les attestations de chômeur mis au travail par les pouvoirs publics (Moniteur des 22-23 octobre 1956, p. 7.084).

Arrêté ministériel du 19 octobre 1956

complétant l'arrêté ministériel du 3 octobre 1956 portant les mesures nécessaires à l'application de l'arrêté royal du 22 septembre 1955, organique de l'assurance maladie-invalidité en ce qui concerne les barèmes des honoraires médicaux (Moniteur du 27 octobre 1956, p. 7.175).

XI — LEGISLATION EN MATIERE DE DOMMAGES DE GUERRE

Arrêté royal du 25 septembre 1956

relatif à la fixation, en matière de dommages de guerre aux bateaux, du coefficient d'indemnisation intégrale applicable à tout le Royaume pour la période du 1^{er} juillet 1956 au 30 septembre 1956 (arrêté n° 26) (Moniteur du 4 octobre 1956, p. 6.636).

Arrêté royal du 17 octobre 1956

modifiant l'arrêté du Régent du 29 juin 1948, organique de la Caisse autonome des dommages de guerre (Moniteur du 27 octobre 1956, p. 7.185).

Article 1^{er}. — Les articles 10 et 11 de l'arrêté du Régent du 29 juin 1948, organique de la Caisse autonome des dommages de guerre, modifiés par l'arrêté du Régent du 15 mars 1950 et par l'arrêté royal du 15 octobre 1951, sont remplacés par les dispositions ci-après :

« *Art. 10. — Le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction contrôle si les indemnités, avances sur indemnités et crédits de restauration reçoivent une affectation conforme aux dispositions de l'article 8, § 3, des lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés coordonnées le 30 janvier 1954, pour autant qu'il ne résulte pas de la décision d'indemnisation elle-même qu'ils ont reçu cette affectation.*

» *Art. 11. — Lorsque le remploi est contrôlé par le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction et dans la mesure où ce remploi est justifié par des factures ou états non payés présentés par le sinistré, le paiement des indemnités, avances sur indemnités et crédits de restauration s'effectue directement aux fournisseurs ou prestataires intéressés, sur mandat du sinistré.*

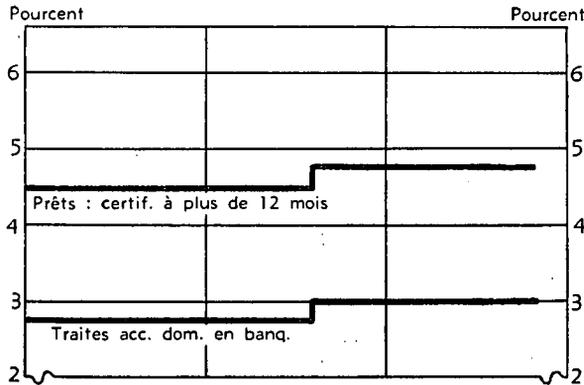
» *Dans tous les autres cas et sans préjudice de l'application des §§ 2 et 3 de l'article 53 des lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, coordonnées le 30 janvier 1954, le paiement est effectué au sinistré, à concurrence du montant du remploi admis. »*

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

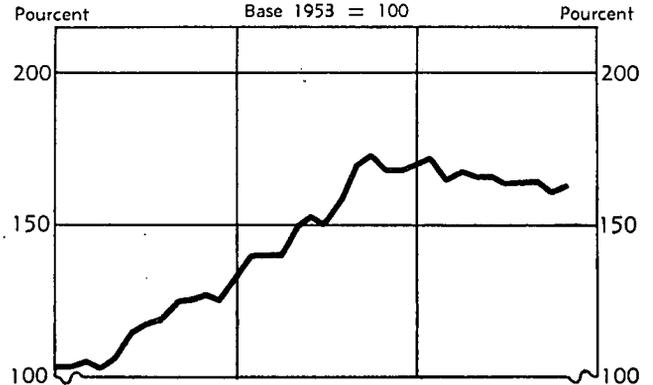
Art. 3. — Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE

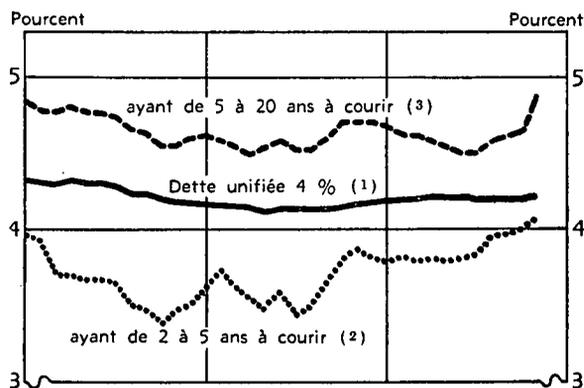
B.N.B. - TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS



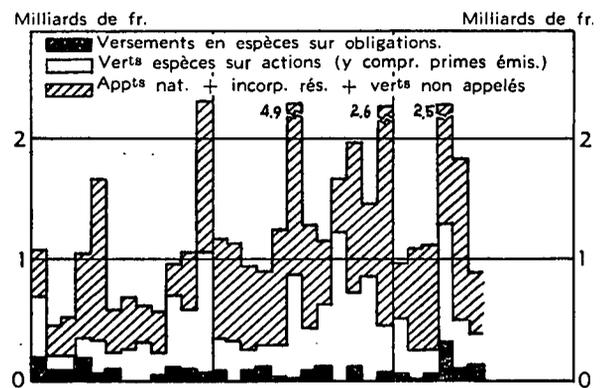
INDICE GENERAL DES ACTIONS



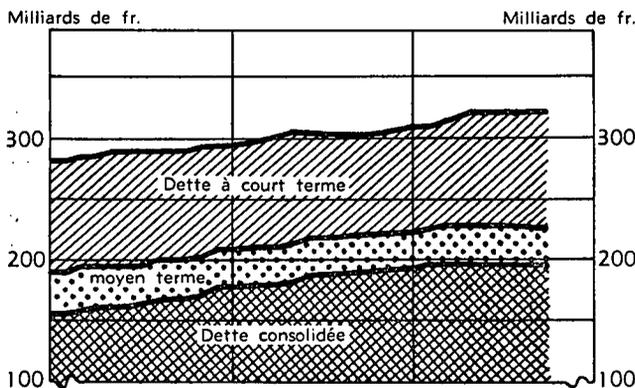
RENDEMENTS D'EMPRUNTS D'ETAT



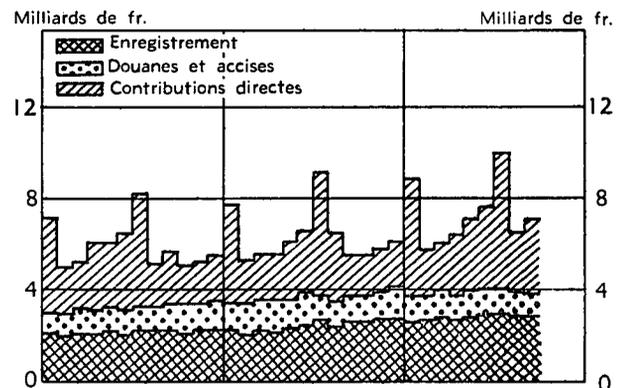
EMISSIONS DE CAPITAUX (4)



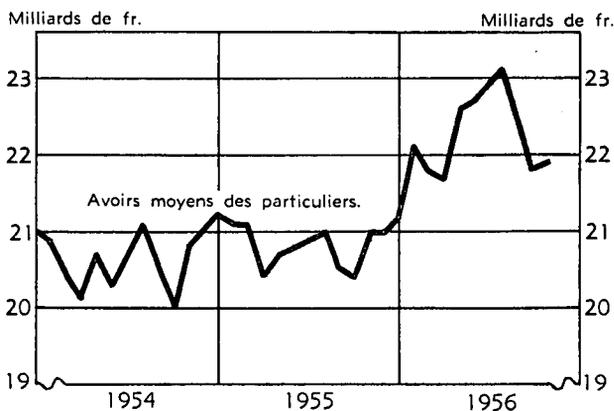
DETTE PUBLIQUE (5)



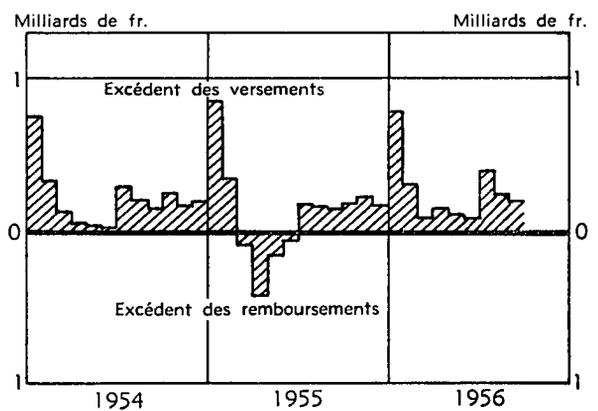
RECETTES FISCALES



AVOIRS A L'OFFICE DES CHEQUES POSTAUX



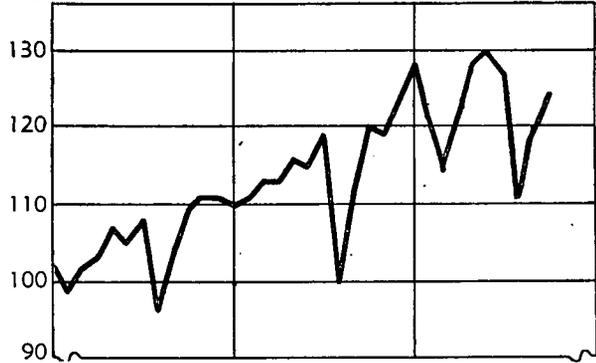
CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE



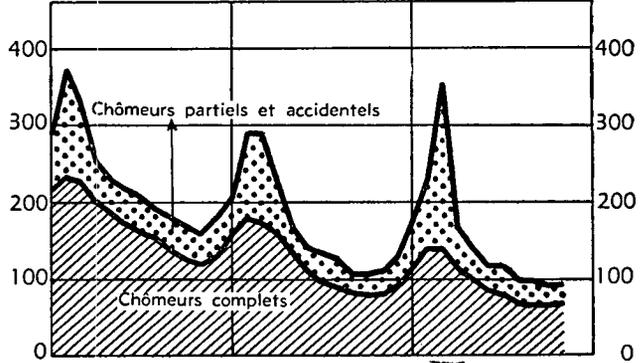
- (1) Rendement eu égard au cours seulement.
- (2) Remboursables à date fixe (3,5 à 4 % nominal).
- (3) Remboursables par annuités variables (4,25 et 4,5 % nominal).
- (4) Sociétés anonymes, commandites par actions, S.P.R.L. belges et sociétés congolaises.
- (5) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918.

GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
Pourcent Base 1953 = 100



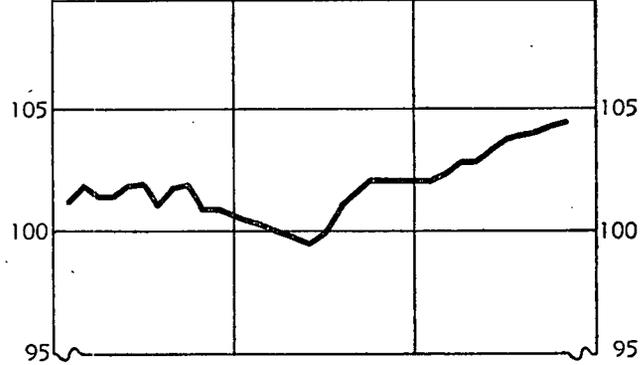
CHOMAGE
Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés.
Milliers



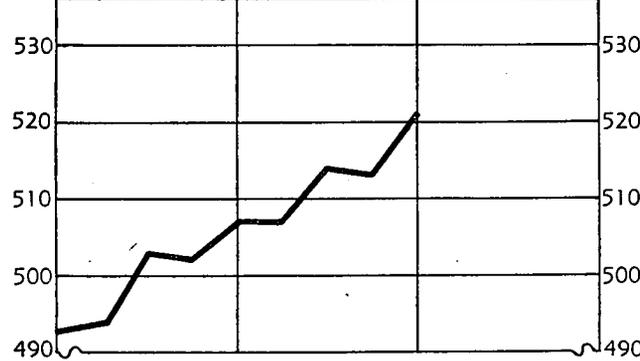
INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS
Pourcent Base 1936 à 1938 = 100



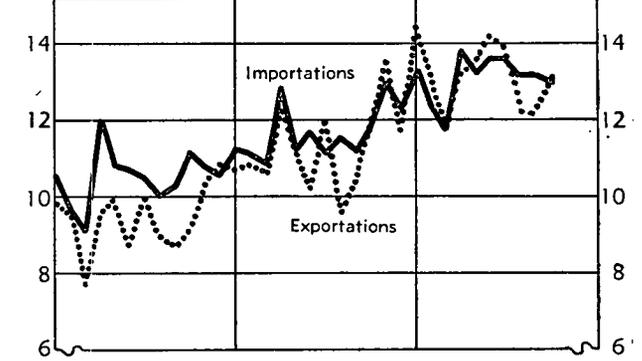
INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL
Pourcent Base 1953 = 100



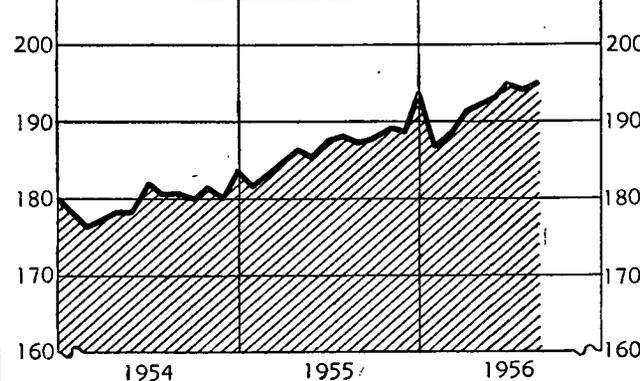
INDICE DES SALAIRES HORAIRES MOYENS
Pourcent Base 1936 à 1938 = 100



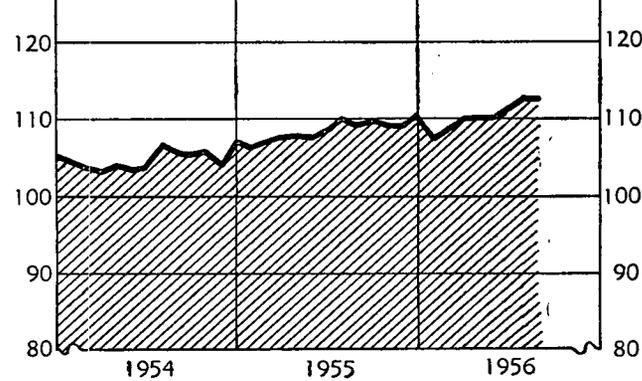
COMMERCE EXTERIEUR
Milliards de fr.



STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES
Total
Milliards de fr.



STOCK DE MONNAIE FIDUCIAIRE
Milliards de fr.



STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

MARCHE DE L'ARGENT

Ia. — TAUX OFFICIELS D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

2

| Epoques | Taux officiels de la Banque Nationale de Belgique | | | | | | | | |
|-----------------------|--|---|---|---|-----------|--|--|---|-----------------------|
| | Escompte | | | | | Prêts et avances sur * | | | |
| | Traites acceptées domiciliées en banque Warrants et acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B. | Traites acceptées non domiciliées en banque | Traites non acceptées domiciliées en banque | Traites non acceptées non domiciliées en banque | Promesses | Certificats ayant maximum 120 jours à courir | Certificats ayant maximum 12 mois à courir | Certificats à plus de 12 mois et emprunts à moyen terme | Autres effets publics |
| 1954 Moyenne | 2,75 | 3,25 | 4,25 | 4,25 | 4,50 | 2,— | 2,375 | 4,50 | 4,50 |
| 1955 Moyenne | 2,85 | 3,46 | 4,35 | 4,46 | 4,60 | 2,0781 | 2,2969 | 4,60 | 4,60 |
| 1955 Août (dep. le 4) | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |
| Septembre | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |
| Octobre | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |
| Novembre | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |
| Décembre | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |
| 1956 Janvier | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |
| Février | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |
| Mars | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |
| Avril | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |
| Mai | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |
| Juin | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |
| Juillet | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |
| Août | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |
| Septembre | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |
| Octobre | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 |

* Quotité de l'avance au 31 octobre 1956 :

| | |
|---|-----------|
| Certificats de trésorerie émis à court terme | max. 95 % |
| Certificats de trésorerie émis à 2 ou 8 ans | » 90 % |
| Obligations Emprunt 4 ½ %, 1951 à 10 ou 15 ans | » 90 % |
| Obligations Emprunt 4 ½ %, 1952-1962, à 10 ans | » 90 % |
| Obligations Emprunt 4 ½ %, 1952-1964, à 12 ans | » 90 % |
| Certificats de trésorerie 3 ½ % à 15 ans au plus 1942 | » 90 % |
| Certificats de trésorerie 4 % à 5, 10 ou 20 ans 1948 | » 90 % |
| Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans 1947 | » 90 % |

| | |
|---|-----------|
| Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans 1948 | max. 90 % |
| Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans 1949 | » 90 % |
| Certificats de trésorerie 4 % à 5 ans 1954 | » 90 % |
| Certificats de trésorerie 3,75 % à 5 ans 1954 | » 90 % |
| Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge | » 90 % |
| Obligations 4 % 1950-1960 Congo belge | » 90 % |
| Obligations 3 ½ % de l'Assain. Monét. 3e, 4e et 5e séries ... | » 90 % |
| Autres effets publics | » 80 % |

Ib. — TAUX DU CALL ET DES CERTIFICATS DE TRESORERIE A TRES COURT TERME

| Moyennes | Call 1 | | | Certificats de Trésorerie à très court terme | | |
|--------------------|--------|-------------------|-------------------|--|-------------------|-------------------|
| | 1 jour | 5 jours | 10 jours | 5 jours | 10 jours | 15 jours |
| 1954 | 1,25 | — | — | — | — | — |
| 1955 | 1,35 | — | — | — | — | — |
| 1955 Août | 1,48 | — | — | — | — | — |
| Septembre | 1,50 | — | — | — | — | — |
| Octobre | 1,50 | — | — | — | — | — |
| Novembre | 1,50 | — | — | — | — | — |
| Décembre | 1,50 | — | — | — | — | — |
| 1956 Janvier | 1,50 | — | — | — | — | — |
| Février | 1,50 | 1,60 ² | 1,70 ² | — | — | — |
| Mars | 1,50 | 1,60 | 1,70 | — | — | — |
| Avril | 1,50 | 1,60 | 1,70 | — | — | — |
| Mai | 1,47 | 1,61 | 1,71 | 1,60 ³ | 1,70 ³ | 1,80 ³ |
| Juin | 1,46 | 1,63 | 1,72 | 1,60 | 1,71 | 1,78 |
| Juillet | 1,58 | 1,68 | 1,78 | 1,65 | 1,75 | 1,85 |
| Août | 1,64 | 1,74 | 1,84 | 1,65 | 1,75 | 1,85 |
| Septembre | 1,65 | 1,75 | 1,85 | 1,65 | 1,75 | 1,85 |
| Octobre | 1,70 | 1,80 | 1,90 | 1,70 | 1,80 | 1,90 |

1 Taux en compensation et hors compensation.

2 Depuis le 27 février 1956.

3 Depuis le 7 mai 1956.

II. — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

| Epoques | Banques — Comptes de dépôts à * | | | | | Casse Gén. d'Epargne (dépôts sur livrets) | | |
|--------------------|---------------------------------|---------------------|--------|--------|--------|---|-----------------------|-----------------------|
| | vue | 15 jours de préavis | 1 mois | 3 mois | 6 mois | jusqu'à 100.000 fr. | 100.001 à 160.000 fr. | 160.001 à 150.000 fr. |
| 1954 Moyenne ... | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| 1955 Moyenne ... | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| 1955 Août | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Septembre | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Octobre | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Novembre | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Décembre | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| 1956 Janvier | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Février | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Mars | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Avril | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Mai | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Juin | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Juillet | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Août | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Septembre | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Octobre | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |

* Moyenne de quatre banques.

1 Jusqu'au 31 décembre 1954 : 3 % jusqu'à 75.000 fr. — 1,50 % de 75.001 à 150.000 fr.; 0,50 % au delà de 150.000 fr.

III. — Marché du call ¹
(millions de francs)

Cours des métaux précieux ¹

| Moyennes journalières | Capitaux prêtés | | | Capitaux empruntés | | |
|-----------------------|----------------------------------|--------------------------------|-------|---|-------|--------------------------------|
| | par des organismes compensateurs | | Total | par des organismes non compensateurs ³ | | hors compensation ⁵ |
| | Banques de dépôts | Autres organismes ² | | en compensation ⁴ | | |
| 1954 | 2.330 | 422 | 2.752 | 2.584 | 2.731 | 2.605 |
| 1955 | 2.325 | 388 | 2.663 | 2.976 | 2.663 | 2.976 |
| 1956 Mars | 2.464 | 309 | 2.773 | 2.288 | 2.770 | 2.291 |
| Avril | 2.508 | 299 | 2.807 | 2.186 | 2.780 | 2.213 |
| Mai | 2.286 | 399 | 2.685 | 2.384 | 2.685 | 2.384 |
| Juin | 2.353 | 268 | 2.621 | 2.040 | 2.538 | 2.123 |
| Juillet | 2.201 | 300 | 2.501 | 1.405 | 2.501 | 1.405 |
| Août | 2.154 | 247 | 2.401 | 2.401 | 2.356 | 2.446 |
| Septembre .. | 2.356 | 224 | 2.580 | 2.233 | 2.567 | 2.246 |
| Octobre ... | 2.747 | 302 | 3.049 | 2.132 | 3.049 | 2.132 |
| 28/9 au 4 . | 2.433 | 106 | 2.539 | 1.911 | 2.539 | 1.911 |
| 5 au 11 . | 2.693 | 132 | 2.825 | 1.894 | 2.825 | 1.894 |
| 12 au 18 . | 3.160 | 260 | 3.420 | 2.147 | 3.420 | 2.147 |
| 19 au 25 . | 2.672 | 596 | 3.268 | 2.224 | 3.268 | 2.224 |
| 26 au 31 . | 2.553 | 379 | 2.932 | 2.535 | 2.932 | 2.535 |
| Novembre : | | | | | | |
| 2 au 8 . | 2.692 | 180 | 2.872 | 3.426 | 2.872 | 3.426 |

| Moyennes journalières | Londres ¹ | Bombay ² | |
|-----------------------|-----------------------------|--|--|
| | Or en sh. et d. par oz. fin | Or Conversion en sh. et d. par oz. fin | Argen. Conversion en pence par oz. fin |
| 1954 | 249/9½ ³ | 350/11 | 76 |
| 1955 | 250/11 | 376/5 | 79 |
| 1955 Août | 251/4¼ | 380/0 | 79 |
| Septembre .. | 251/1½ | 379/6 | 80 |
| Octobre ... | 250/6¾ | 379/3 | 81 |
| Novembre . | 249/8¾ | 385/6 | 82 |
| Décembre . | 249/6¾ | 376/3 | 83 |
| 1956 Janvier ... | 249/4¼ | 382/4 | 85 |
| Février ... | 249/3¾ | 391/0 | 84 |
| Mars | 249/5 | 412/0 | 85 |
| Avril | 249/2 | 421/4¼ | 87 |
| Mai | 249/2½ | 415/8½ | 85 |
| Juin | 249/7½ | 409/9½ | 82 |
| Juillet | 250/6½ | 404/10¼ | 83 |
| Août | 251/7¼ | 414/2½ | 83 |
| Septembre . | 251/6¾ | 412/4 | 83 |
| Octobre ... | 251/5¾ | 414/6¾ | 83 |

¹ Depuis le 27 février 1956 les chiffres comprennent l'encours du call à 5 et 10 jours, s'il y a lieu.
² Notamment le Crédit Communal de Belgique et la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.
³ Notamment la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et l'Office National de Sécurité Sociale.
⁴ Notamment l'Institut de Réescote et de Garantie et l'Office National du Ducroirs.
⁵ Notamment le Fonds des Rentes et l'Office Central de Crédit hypothécaire.

¹ Prix de l'oz d'or fin : 1o) à New-York : 85 \$ depuis le 1er février 1934; 2o) à Londres : 248 sh. du 18 sept. 1949 au 19 mars 1954. — Réouverture du marché libre de l'or le 22 mars 1954.
² Cotations originales en roupies et annas respectivement par fine tola et par 100 fine tolas.
³ Moyenne des 9 derniers mois.

MARCHE DES CHANGES

I. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles ¹⁰
(francs belges)

| Moyennes | 1 franc suisse | 1 \$ U.S.A. | 100 francs français | 1 \$ canadien | 1 Livre Sterling | 100 Escudos | 1 fl. P.B. | 1 Cr. suéd. | 1 Cr. dan. | 1 D. M. | 1 Cr. norv. | \$ Accord Argentine U.E.B.L. | Lire italienne |
|------------------|----------------|-------------|---------------------|---------------|------------------|-------------|------------|-------------|------------|---------|-------------|------------------------------|-------------------|
| 1954 | 11,46 | 50,05 | 14,27 | 51,44 | 140,05 | 174,04 | 13,18 | 9,64 | 7,21 | 11,94 | 7,00 | — | — |
| 1955 | 11,41 | 50,23 | 14,27 | 50,94 | 139,56 | 174,04 | 13,15 | 9,64 | 7,21 | 11,89 | 6,98 | 49,29 ¹ | 7,97 ² |
| 1955 Août | 11,44 | 50,31 | 14,29 | 51,08 | 139,07 | 174,02 | 13,11 | 9,67 | 7,19 | 11,89 | 6,96 | 48,69 | — |
| Septembre . | 11,43 | 50,31 | 14,27 | 50,94 | 139,10 | 174,04 | 13,14 | 9,66 | 7,19 | 11,90 | 6,96 | 48,63 | 7,99 ³ |
| Octobre ... | 11,42 | 50,22 | 14,19 | 50,48 | 139,40 | 174,04 | 13,14 | 9,66 | 7,21 | 11,89 | 6,97 | 48,58 | 7,95 |
| Novembre . | 11,41 | 50,10 | 14,22 | 50,12 | 139,67 | 174,05 | 13,14 | 9,63 | 7,23 | 11,89 | 6,98 | 48,51 | 7,94 |
| Décembre . | 11,41 | 50,03 | 14,22 | 50,05 | 139,77 | 174,05 | 13,15 | 9,63 | 7,23 | 11,91 | 6,98 | 49,19 | 7,95 |
| 1956 Janvier ... | 11,40 | 49,99 | 14,18 | 50,05 | 139,69 | 174,05 | 13,15 | 9,61 | 7,23 | 11,91 | 6,98 | 49,75 | 7,96 |
| Février | 11,40 | 50,00 | 14,19 | 50,03 | 139,50 | 174,06 | 13,13 | 9,60 | 7,22 | 11,90 | 6,97 | 50,00 | 7,96 |
| Mars | 11,40 | 49,94 | 14,18 | 50,00 | 139,53 | 174,05 | 13,11 | 9,60 | 7,21 | 11,91 | 6,97 | 50,00 | 7,96 |
| Avril | 11,39 | 49,91 | 14,18 | 50,07 | 139,69 | 174,04 | 13,11 | 9,60 | 7,21 | 11,90 | 6,98 | 50,00 | 7,96 |
| Mai | 11,39 | 49,92 | 14,18 | 50,34 | 139,64 | 174,02 | 13,08 | 9,60 | 7,20 | 11,91 | 6,98 | 50,00 | 7,95 |
| Juin | 11,40 | 49,92 | 14,18 | 50,66 | 139,18 | 174,02 | 13,06 | 9,61 | 7,19 | 11,91 | 6,96 | 50,00 | 7,95 |
| Juillet | 11,41 | 49,81 | 14,18 | 50,74 | 139,00 | 174,02 | 13,06 | 9,64 | 7,19 | 11,91 | 6,95 | — ⁴ | 7,96 |
| Août | 11,42 | 49,87 | 14,18 | 50,82 | 139,11 | 174,01 | 13,07 | 9,66 | 7,19 | 11,90 | 6,96 | — | 7,97 |
| Septembre . | 11,41 | 49,83 | 14,18 | 50,96 | 139,20 | 174,01 | 13,10 | 9,66 | 7,20 | 11,90 | 6,97 | — | 7,99 |
| Octobre ... | 11,42 | 49,79 | 14,21 | 51,14 | 139,65 | 174,01 | 13,14 | 9,65 | 7,22 | 11,93 | 6,98 | — | 7,97 |

¹ Moyenne du 1er mars au 31 décembre 1955. — ² Moyenne du 22 août au 31 décembre 1955. — ³ A partir du 22 août 1955. — ⁴ Compte clôturé le 30 juin 1956; plus de cotations à Bruxelles.

II. — Cours officiels, au 31 octobre 1956, fixés par la Banque Nationale de Belgique ¹⁰
en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1er mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil
(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)
(francs belges)

| Devises | Cours contractuel | Transferts | |
|-------------------------------------|-------------------|----------------|---------------|
| | | Cours acheteur | Cours vendeur |
| 100 francs congolais | — | 100,— | 100,— |
| 100 francs luxembourgeois | — | 100,— | 100,— |
| 100 couronnes tchécoslovaques | 694,44225 | 692,50 | 696,50 |
| 100 schillings autrichiens | 192,30769 | 191,72 | 192,90 |

MARCHE DES CAPITAUX

I. — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

| Désignation des titres | Cotation pour | Cours au | | | | |
|--|---------------|----------------|-------------|------------------|----------------|-----------------|
| | | 2 juillet 1956 | 1 août 1956 | 8 septembre 1956 | 1 octobre 1956 | 2 novembre 1956 |
| I. — Dette intér. dir. de l'Etat Belge (Intérêts à bonif.) | | | | | | |
| Dette 3 1/2 %, 1937 ^{1 2} | 100,— | 89,— | 89,15 | 89,20 | 89,10 | 89,— |
| Dette 3 1/2 %, 1943 ^{1 2} | 100,— | 90,15 | 90,30 | 90,35 | 89,10 | 87,20 |
| Dette unifiée 4 % 1 ^{re} s. ^{1 2} | 100,— | 95,70 | 95,70 | 95,65 | 95,— | 94,85 |
| Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 ² | 100,— | 94,05 | 94,40 | 94,80 | 93,95 | 93,— |
| Emprunt 4 1/2 %, 1952-1962, à 10 ans ² | 100,— | 102,10 | 101,55 | 101,25 | 101,25 | 100,65 |
| Emprunt 4 1/2 %, 1952-1964, à 12 ans ² | 100,— | 101,25 | 101,— | 100,60 | 100,15 | 99,50 |
| Emprunt 4 1/2 %, 1953-1973, à 20 ans ² | 100,— | 100,10 | 100,— | 99,80 | 98,— | 97,— |
| Emprunt 4 1/2 %, 1953-1968, à 15 ans ² | 100,— | 99,95 | 99,85 | 99,55 | 98,10 | 97,15 |
| Emprunt 4 1/2 %, 1954-1972, à 18 ans ² | 100,— | 99,80 | 99,75 | 99,50 | 97,85 | 96,40 |
| Emprunt 4 1/4 %, 1954-1974, à 20 ans, 1 ^{re} série ² | 100,— | 97,05 | 97,05 | 96,70 | 95,— | 94,90 |
| Emprunt 4 1/4 %, 1954-1974, à 20 ans, 2 ^e série ² | 100,— | 96,50 | 96,70 | 95,90 | 94,10 | 94,— |
| Emprunt 4 %, 1955-1975, à 20 ans ² | 100,— | 93,55 | 93,55 | 93,10 | 91,30 | 90,90 |
| Emprunt 4 1/4 %, 1956-1971, à 15 ans ² | 100,— | 97,25 | 97,20 | 96,40 | 95,— | 94,70 |
| Certif. de Trés. à 15 ans au plus, 3 1/2 %, 1942, 1 ^{re} série ^{1 2} | 100,— | 115,— | 115,05 | 115,— | 115,— | 115,— |
| Certif. de Trés. à 20 ans au plus, 3 1/2 %, 1943, 1 ^{2 3} | 100,— | 108,05 | 108,25 | 108,20 | 107,85 | 107,75 |
| Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 ² | 100,— | 105,50 | 105,55 | 105,50 | 105,60 | 105,40 |
| Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 ² | 100,— | 107,90 | 107,75 | 107,60 | 107,80 | 107,75 |
| Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 ² | 100,— | 103,50 | 103,55 | 103,45 | 103,15 | 103,— |
| Certif. de Trés. à 5 ans, 4 %, 1954 ² | 100,— | 100,10 | 100,10 | 100,05 | 100,— | 100,— |
| Certif. de Trés. à 5 ans, 3 3/4 %, 1954 ² | 100,— | 99,30 | 99,20 | 99,10 | 98,95 | 98,65 |
| Emprunts à lots 1941 (4 % depuis 1951) | 1.000,— | 1.000,— | 1.001,— | 1.003,— | 997,— | 993,— |
| Emprunts à lots 1953 (2 %, 5 % dès 1967) ² | 1.000,— | 1.046,— | 1.045,— | 1.049,— | 1.044,— | 1.038,— |
| Emprunt de l'Exposition à Lots 1958, 2 % ² | 1.000,— | 1.032,— | 1.036,— | 1.034,— | 1.020,— | 1.018,— |
| II. — Dette indir. et dette gar. par l'Etat (Int. à bonif.) | | | | | | |
| Dommages de guerre à lots 1923, 4 % | 1.050,— | 1.057,— | 1.061,— | 1.055,— | 1.063,— | 1.064,— |
| Empr. de la Reconstr. 1 ^{re} tr. 1947 (2 %, 5 % dès 1957) ² .. | 1.000,— | 1.035,— | 1.035,— | 1.036,— | 1.027,— | 1.020,— |
| Empr. de la Reconstr. 2 ^e tr. 1949 (2 %, 5 % dès 1958) ² .. | 1.000,— | 1.049,— | 1.049,— | 1.048,— | 1.044,— | 1.035,— |
| Empr. de la Reconstr. 3 ^e tr. 1950 (2 %, 5 % dès 1960) ² .. | 1.000,— | 1.056,— | 1.057,— | 1.056,— | 1.048,— | 1.040,— |
| Emprunt du Fonds des Routes 4 1/4 % (à 10 ans) 1955-1965 ² .. | 100,— | 98,05 | 98,— | 98,— | 96,10 | 95,— |
| Soc. Nat. Ch. de fer belges (tr. belge), act. priv. 4 % ^{1 2} .. | 500,— | 498,— | 498,— | 500,— | 485,— | 487,— |
| Caisse autonome des Domm. de Guerre 1 ^{re} tr. 5 % 1953 ² .. | 100,— | 102,65 | 102,70 | 102,70 | 101,60 | 100,75 |
| Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 1/2 %, 1953, 1 ^{re} s. ² .. | 100,— | 100,90 | 100,85 | 100,85 | 99,30 | 97,50 |
| Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 1/2 %, 1953, 2 ^e s. ² .. | 100,— | 100,85 | 100,80 | 100,65 | 99,15 | 97,20 |
| Régie des Télégr. et Téléph. à 20 ans, 4 1/4 %, 1954, 1 ^{re} s. ² .. | 100,— | 97,10 | 97,10 | 96,95 | 94,60 | 93,65 |
| Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 1/4 %, 1954-1974 ² | 100,— | 97,10 | 96,70 | 96,40 | 94,10 | 93,45 |
| Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 %, 1955-1975 1 ^{re} s. ² | 100,— | 93,70 | 93,70 | 93,60 | 91,20 | 90,80 |
| Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 1/2 %, 1951 ² | 100,— | 102,10 | 102,05 | 102,— | 101,50 | 100,65 |
| Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 1/2 %, 1952 2 ^e s. ² .. | 100,— | 102,60 | 102,70 | 102,75 | 102,45 | 100,85 |
| III. — Dette directe de la Colonie. | | | | | | |
| <i>Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888 ...</i> | | | | | | |
| 100,— | 252,— | 256,— | 253,— | 245,— | 240,— | 4 |
| <i>Intérêts à bonifier :</i> | | | | | | |
| Dette coloniale 1936, 4 % | 100,— | 94,85 | 94,85 | 94,90 | 93,— | 90,45 |
| Dette coloniale 1954-1974, 4 1/4 % ² | 100,— | 97,35 | 97,20 | 96,90 | 94,20 | 93,30 |
| Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 ² | 100,— | 103,— | 103,10 | 103,45 | 103,35 | 103,10 |

¹ Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944. — ² Titres créés après le 6 octobre 1944. — ³ Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948. — ⁴ Cours au 31 octobre 1956.

II. — INDICES MENSUELS DES ACTIONS COTEES AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS 15¹

MARCHE AU COMPTANT : VALEURS BELGES ET COLONIALES

Source : Institut National de Statistique.

| Dates | Indice général | Secteur financier et immobilier | Sociétés à portefeuille (non spécialisées) | Holdings (Transports & électricité) | Transports | Entreprises d'électricité et de gaz | Distribution d'eau | Industries de la métallurgie | Industries des fabrications métalliques | Métaux non ferreux | Industries chimiques | Charbonnages | Glaceries et verreries | Industries de la construction | Industries textiles | Industries de l'alimentation | Industries diverses | Commerce et services | Sociétés coloniales | Plantations |
|---|----------------|---------------------------------|--|-------------------------------------|------------|-------------------------------------|--------------------|------------------------------|---|--------------------|----------------------|--------------|------------------------|-------------------------------|---------------------|------------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|-------------|
| Indices par rapport aux cours du mois précédent | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 1 ^{er} octobre. | 102 | 101 | 104 | 103 | 103 | 100 | 99 | 109 | 102 | 105 | 102 | 107 | 96 | 105 | 105 | 100 | 102 | 105 | 101 | 101 |
| 2 novembre | 96 | 97 | 96 | 95 | 95 | 93 | 98 | 89 | 95 | 94 | 97 | 87 | 98 | 94 | 104 | 99 | 94 | 99 | 98 | 97 |
| Indices par rapport à la moyenne de l'année 1953 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1955 2 novembre | 167 | 141 | 175 | 185 | 132 | 138 | 173 | 145 | 122 | 220 | 136 | 124 | 249 | 168 | 89 | 169 | 196 | 149 | 185 | 134 |
| 1 ^{er} décemb. | 170 | 143 | 179 | 180 | 136 | 138 | 173 | 144 | 123 | 222 | 136 | 123 | 259 | 175 | 88 | 173 | 200 | 150 | 193 | 137 |
| 1956 3 janvier | 172 | 146 | 180 | 180 | 134 | 136 | 169 | 147 | 121 | 222 | 136 | 127 | 269 | 173 | 92 | 177 | 195 | 151 | 198 | 144 |
| 1 ^{er} février | 166 | 146 | 175 | 175 | 135 | 137 | 166 | 145 | 117 | 209 | 132 | 125 | 238 | 174 | 90 | 174 | 189 | 154 | 187 | 143 |
| 1 ^{er} mars | 168 | 147 | 178 | 178 | 138 | 138 | 173 | 150 | 119 | 215 | 136 | 128 | 240 | 176 | 88 | 170 | 189 | 155 | 189 | 138 |
| 3 avril | 166 | 143 | 173 | 179 | 139 | 139 | 168 | 149 | 117 | 213 | 137 | 132 | 235 | 180 | 84 | 170 | 192 | 159 | 183 | 141 |
| 2 mai | 166 | 142 | 179 | 176 | 143 | 145 | 173 | 160 | 119 | 223 | 139 | 140 | 249 | 181 | 84 | 172 | 204 | 162 | 176 | 143 |
| 1 ^{er} juin | 162 | 139 | 174 | 174 | 143 | 145 | 167 | 155 | 117 | 219 | 138 | 143 | 244 | 180 | 84 | 173 | 201 | 171 | 168 | 141 |
| 2 juillet | 163 | 136 | 176 | 174 | 144 | 145 | 170 | 159 | 120 | 220 | 140 | 150 | 237 | 190 | 84 | 167 | 217 | 173 | 166 | 142 |
| 1 ^{er} août | 164 | 138 | 175 | 175 | 149 | 146 | 165 | 170 | 121 | 229 | 144 | 154 | 259 | 188 | 84 | 172 | 212 | 190 | 164 | 148 |
| 3 sept. | 160 | 138 | 173 | 168 | 146 | 144 | 164 | 169 | 124 | 221 | 141 | 135 | 256 | 190 | 85 | 169 | 197 | 190 | 159 | 145 |
| 1 ^{er} octobre | 163 | 139 | 180 | 173 | 150 | 144 | 163 | 185 | 126 | 232 | 144 | 144 | 246 | 200 | 89 | 169 | 201 | 200 | 160 | 146 |
| 2 novembre | 156 | 135 | 172 | 164 | 142 | 134 | 159 | 165 | 120 | 218 | 140 | 125 | 240 | 187 | 93 | 167 | 188 | 197 | 157 | 141 |

III. — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

15²

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

| Périodes | Nombre de séances | Obligations de sociétés | | Actions 1 | | Total 1 | |
|--------------------|-------------------|-------------------------|---------------------------------------|--------------------|---------------------------------------|--------------------|---------------------------------------|
| | | Milliers de titres | Capitaux traités (millions de francs) | Milliers de titres | Capitaux traités (millions de francs) | Milliers de titres | Capitaux traités (millions de francs) |
| 1954 | 249 | 129 | 127 | 20.654 | 27.191 | 20.783 | 27.318 |
| 1955 | 246 | 126 | 126 | 23.523 | 37.187 | 23.649 | 37.313 |
| 1955 Août | 22 | 13 | 13 | 2.233 | 3.976 | 2.246 | 3.989 |
| Septembre | 22 | 15 | 15 | 2.575 | 3.982 | 2.589 | 3.997 |
| Octobre | 20 | 10 | 10 | 1.801 | 3.029 | 1.810 | 3.039 |
| Novembre | 19 | 9 | 9 | 1.588 | 2.618 | 1.597 | 2.627 |
| Décembre | 21 | 9 | 9 | 1.269 | 2.090 | 1.278 | 2.099 |
| 1956 Janvier | 21 | 9 | 9 | 1.540 | 2.590 | 1.549 | 2.599 |
| Février | 21 | 7 | 8 | 1.206 | 1.938 | 1.213 | 1.946 |
| Mars | 21 | 8 | 9 | 1.362 | 2.483 | 1.370 | 2.491 |
| Avril | 19 | 8 | 8 | 1.240 | 2.303 | 1.248 | 2.311 |
| Mai | 19 | 8 | 9 | 1.325 | 2.607 | 1.333 | 2.616 |
| Juin | 21 | 8 | 8 | 1.276 | 2.169 | 1.284 | 2.177 |
| Juillet | 21 | 9 | 9 | 1.334 | 2.591 | 1.343 | 2.600 |
| Août | 22 | 11 | 12 | 1.208 | 2.188 | 1.219 | 2.200 |
| Septembre | 20 | 8 | 9 | 1.086 | 2.122 | 1.094 | 2.131 |
| Octobre | 23 | 11 | 11 | 1.451 | 2.511 | 1.462 | 2.522 |

1 Marchés au comptant et à terme.

IV. — RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES

16

(en pourcentages)

| Début de mois | Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement) | Echéance de 2 à 5 ans | | Echéance de 5 à 10 ans | | | Echéance de 5 à 20 ans | | Echéance à plus de 20 ans | | Taux médian (non compris la Dette unifiée) |
|--------------------|---|-----------------------------|---------------------------------|--|---------------------------|----------------|------------------------|---------------------|---------------------------|-----------------|--|
| | | Etat | Paraétat. et Villes | Paraétat. et Villes (remboursement à date fixe et par ann. const.) | Emprunts de sociétés émis | | Etat | Paraét. et Villes 1 | Etat Emprunts à lots | | |
| | | | | | de 1936 à 1938 | de 1943 à 1948 | | | Dette directe | Dette indirecte | |
| | | (remboursement à date fixe) | (remboursement par ann. const.) | (remboursements par annuités variables) | 4 % | 4 % | | | | | |
| | 4 % 1 ^{re} s. | 3,5 à 4 % | 4 à 4,5 % | 4 à 4,5 % | 4,5 et 5 % | 4 et 4,5 % | 4 à 4,5 % | 8 à 4,5 % | 4 % | 4 % | |
| 1955 Août | 4,15 | 3,65 | 3,88 | 4,32 | 4,30 | 5,01 | 4,60 | 4,49 | 4,44 | 4,86 | 4,4 |
| Septembre | 4,15 | 3,78 | 4,08 | 4,42 | 4,46 | 5,09 | 4,72 | 4,62 | 4,46 | 4,98 | 4,5 |
| Octobre | 4,15 | 3,83 | 4,05 | 4,43 | 4,34 | 5,12 | 4,73 | 4,61 | 4,48 | 5,— | 4,5 |
| Novembre | 4,17 | 3,78 | 3,99 | 4,43 | 4,41 | 5,18 | 4,73 | 4,62 | 4,45 | 4,98 | 4,5 |
| Décembre | 4,17 | 3,75 | 3,98 | 4,42 | 4,44 | 5,08 | 4,68 | 4,62 | 4,44 | 5,01 | 4,5 |
| 1956 Janvier | 4,18 | 3,80 | 3,99 | 4,41 | 4,57 | 5,17 | 4,63 | 4,71 | 4,38 | 4,94 | 4,6 |
| Février | 4,18 | 3,79 | 3,97 | 4,41 | 4,37 | 5,07 | 4,63 | 4,70 | 4,36 | 4,89 | 4,5 |
| Mars | 4,19 | 3,82 | 4,01 | 4,42 | 4,49 | 5,10 | 4,60 | 4,69 | 4,37 | 4,86 | 4,5 |
| Avril | 4,18 | 3,81 | 4,01 | 4,43 | 4,41 | 5,10 | 4,56 | 4,66 | 4,35 | 4,90 | 4,5 |
| Mai | 4,18 | 3,82 | 4,04 | 4,44 | 4,37 | 4,98 | 4,54 | 4,65 | 4,35 | 4,91 | 4,5 |
| Juin | 4,18 | 3,84 | 4,03 | 4,40 | 4,55 | 5,11 | 4,54 | 4,65 | 4,36 | 4,89 | 4,5 |
| Juillet | 4,18 | 3,94 | 4,10 | 4,40 | 4,48 | 5,08 | 4,58 | 4,65 | 4,37 | 4,88 | 4,6 |
| Août | 4,18 | 3,95 | 4,09 | 4,43 | 4,43 | 4,99 | 4,60 | 4,65 | 4,37 | 4,88 | 4,6 |
| Septembre | 4,18 | 3,98 | 4,14 | 4,42 | 4,34 | 5,03 | 4,66 | 4,67 | 4,35 | 4,88 | 4,6 |
| Octobre | 4,21 | 4,04 | 4,36 | 4,58 | 4,53 | 5,16 | 4,85 | 4,89 | 4,38 | 4,94 | 4,8 |

1 Depuis le 1^{er} janvier 1956, l'échantillon de cette rubrique a été élargi et porté sur une valeur nominale de 25 milliards de francs environ. N.B. Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation de février 1956 p. 84.

Tableau rétrospectif

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

| Périodes | Constitutions de sociétés | | | Augmentations de capital | | | | Emissions d'obligations | | Ensemble des émissions | Primes d'émission | Libération sans espèces | | Emissions nettes |
|----------|---------------------------|-----------------|----------------------------------|--------------------------|----------------|-----------------------|----------------------------------|-------------------------|-----------------|------------------------|-------------------|-------------------------|---|------------------|
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur val. nominale | Nombre | Capital ancien | Augmentation nominale | Montant libéré sur val. nominale | Nombre | Montant nominal | Montant nominal | | 1 | 2 | |

A. — Sociétés belges (sociétés anonymes et en commandite par actions, sociétés de personnes à responsabilité limitée)

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------|-------|-------|-------|-----|--------|--------|-------|----|--------------------|--------|-------|-------|-------|-------|
| 1954 | 2.181 | 1.835 | 1.628 | 756 | 12.113 | 5.711 | 5.083 | 82 | 1.794 ⁵ | 9.340 | 537,7 | 1.672 | 2.456 | 4.861 |
| 1955 | 2.304 | 4.772 | 4.421 | 839 | 12.351 | 10.582 | 9.897 | 77 | 1.509 | 16.863 | 731,1 | 4.955 | 5.315 | 5.946 |
| 1955 7 prem. mois . | 1.417 | 4.093 | 3.804 | 438 | 6.588 | 4.537 | 4.154 | 17 | 326 | 8.956 | 99,8 | 4.042 | 2.441 | 1.901 |
| 1956 7 prem. mois . | 1.476 | 1.595 | 1.452 | 423 | 12.388 | 6.889 | 6.414 | 19 | 682 | 9.166 | 43,2 | 4.236 | 1.712 | 2.643 |
| 1955 Juillet | 183 | 155 | 142 | 53 | 278 | 301 | 288 | 3 | 60 | 516 | 24,6 | 121 | 119 | 270 |
| Août | 133 | 87 | 74 | 33 | 707 | 599 | 598 | 3 | 95 | 781 | 63,0 | 301 | 12 | 517 |
| Septembre ... | 148 | 74 | 69 | 62 | 1.328 | 1.034 | 1.022 | — | — | 1.108 | 443,2 | 60 | 302 | 1.172 |
| Octobre | 184 | 167 | 162 | 80 | 1.217 | 1.431 | 1.238 | 2 | 110 | 1.708 | 76,8 | 128 | 844 | 615 |
| Novembre | 141 | 148 | 126 | 73 | 3.283 | 1.155 | 1.083 | — | — | 1.303 | 48,4 | 82 | 362 | 815 |
| Décembre | 281 | 202 | 188 | 154 | 1.225 | 1.828 | 1.803 | 3 | 57 | 2.087 | — | 345 | 1.355 | 348 |
| 1956 Janvier | 261 | 280 | 250 | 48 | 919 | 335 | 324 | 2 | 35 | 650 | 29,4 | 242 | 17 | 379 |
| Février | 222 | 331 | 309 | 43 | 345 | 279 | 197 | 1 | 10 | 620 | — | 351 | 18 | 147 |
| Mars | 244 | 195 | 183 | 75 | 2.062 | 733 | 650 | 2 | 56 | 984 | — | 162 | 522 | 291 |
| Avril | 199 | 227 | 203 | 68 | 2.447 | 1.400 | 1.329 | 8 | 311 | 1.938 | 10,4 | 186 | 515 | 1.152 |
| Mai | 168 | 239 | 225 | 86 | 3.999 | 1.186 | 985 | 2 | 95 | 1.520 | 0,4 | 444 | 526 | 335 |
| Juin | 206 | 217 | 184 | 62 | 239 | 224 | 207 | 2 | 110 | 551 | 3,0 | 151 | 99 | 254 |
| Juillet | 176 | 105 | 98 | 41 | 2.377 | 2.731 | 2.722 | 2 | 65 | 2.901 | — | 2.701 | 14 | 170 |
| Août | p | 67 | 62 | — | — | 173 | 99 | — | 71 | 311 | 7,3 | 35 | 67 | 137 |
| Septembre ... p | — | 147 | 130 | — | — | 251 | 220 | — | 6 | 404 | 51,5 | 139 | 38 | 230 |

B. — Sociétés congolaises (sociétés par actions et sociétés de personnes)

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------|-----|-------|-----|-----|-------|-------|-------|---|-----|-------|------|-----|-----|-------|
| 1954 | 301 | 1.354 | 879 | 87 | 1.604 | 1.218 | 1.121 | 5 | 260 | 2.832 | 9,0 | 706 | 182 | 1.381 |
| 1955 | 314 | 1.104 | 790 | 108 | 2.918 | 2.445 | 1.928 | 3 | 225 | 3.774 | 32,0 | 690 | 737 | 1.405 |
| 1955 6 prem. mois . | 149 | 518 | 386 | 56 | 1.485 | 1.169 | 756 | 1 | 25 | 1.712 | 30,3 | 248 | 143 | 806 |
| 1956 6 prem. mois . | 136 | 1.202 | 591 | 55 | 1.353 | 799 | 706 | 1 | 20 | 2.021 | 13,9 | 486 | 118 | 727 |
| 1955 Avril | 25 | 102 | 80 | 11 | 192 | 121 | 104 | — | — | 223 | — | 65 | 13 | 106 |
| Mai | 21 | 52 | 49 | 13 | 239 | 145 | 112 | — | — | 197 | 12,1 | 45 | 24 | 104 |
| Juin | 29 | 57 | 40 | 9 | 313 | 216 | 204 | — | — | 273 | — | 17 | 79 | 148 |
| Juillet | 32 | 168 | 84 | 12 | 508 | 560 | 551 | — | — | 728 | 0,1 | 40 | 425 | 170 |
| Août | 25 | 132 | 66 | 6 | 270 | 164 | 164 | — | — | 296 | — | 25 | 94 | 111 |
| Septembre ... | 24 | 90 | 85 | 5 | 10 | 10 | 10 | — | — | 100 | — | 53 | — | 42 |
| Octobre | 20 | 41 | 35 | 14 | 179 | 146 | 98 | — | — | 187 | — | 73 | 5 | 55 |
| Novembre | 22 | 37 | 30 | 4 | 19 | 27 | 27 | — | — | 64 | — | 11 | 2 | 44 |
| Décembre | 28 | 105 | 96 | 11 | 455 | 868 | 322 | — | — | 473 | 1,0 | 247 | 64 | 108 |
| 1956 Janvier | 21 | 63 | 59 | 10 | 278 | 229 | 221 | 1 | 20 | 312 | — | 138 | 5 | 157 |
| Février | 30 | 376 | 182 | 9 | 50 | 52 | 51 | — | — | 428 | — | 113 | 17 | 103 |
| Mars | 17 | 46 | 44 | 7 | 112 | 46 | 40 | — | — | 92 | — | 40 | — | 44 |
| Avril | 17 | 540 | 148 | 8 | 36 | 35 | 35 | — | — | 575 | — | 35 | 16 | 132 |
| Mai | 28 | 138 | 120 | 11 | 402 | 151 | 126 | — | — | 289 | 0,5 | 82 | — | 164 |
| Juin | 23 | 38 | 38 | 10 | 475 | 286 | 233 | — | — | 324 | 13,4 | 76 | 80 | 129 |

1 Non comprises dans les montants libérés.

2 Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

3 Compris dans les augmentations de capital.

4 Comprendent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations sans espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

5 Dont emprunts de conversion pour un montant total de 54 millions de francs.

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES

17²

(millions de francs)

JUIN 1956

Source : Institut National de Statistique.

| Rubriques | Constitutions de sociétés | | | | | | Augmentations de capital Sociétés par actions et sociétés de personnes | | | Emissions d'obligations | | | Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés) | Libérations sans espèces | | | | Dissolutions Sociétés par actions et sociétés de personnes | | | | Réductions de capital soc. par act. et soc. de personnes | | | | |
|-----------|---------------------------|--------------------|---|--------------|--------------------|---|--|-------------------|-------------------------------|---|--------|--------------------|---|--------------------------------------|------------------------------|-----------------|-----------------------------|--|--------------|---------|---------|--|--------|---------|--------|---------|
| | par actions | | | de personnes | | | Nombre | Capital ancien | Augmen- tation nominale | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | | dont emprunts de conversion | Apports en nature | | | | Liquidations | | Fusions | | Nombre | Montant | | |
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | | | | | | | | | Constitutions de sociétés | de personnes | Augmentations de capital | Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital) | Nombre | Montant | Nombre | Montant | | | Nombre | Montant |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Détail des émissions

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------|----------|------------|------------|-----------|-------------|-------------|-----------|--------------|--------------|--------------|----------|----------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|----------|-------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|--------------|---|
| Banques, soc. financières ... | — | — | — | — | — | — | 1 | 1,0 | 35,0 | 35,0 | — | — | — | — | — | 35,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 99,0 | |
| Sociétés commerciales | 1 | 1,0 | 1,0 | 12 | 26,6 | 26,6 | 1 | 4,5 | 0,2 | 0,2 | — | — | — | — | 23,9 | — | — | 5 | 12,0 | — | — | — | — | — | 1 | 0,1 | |
| Sociétés industrielles | — | — | — | 4 | 5,0 | 4,8 | 4 | 373,3 | 123,0 | 123,0 | — | — | — | — | — | — | 32,5 | 1 | 0,6 | — | — | — | — | — | 4 | 50,0 | |
| Mines | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Construction, bâtiments ... | — | — | — | 3 | 1,8 | 1,7 | — | — | — | — | — | — | — | — | 1,0 | — | — | 1 | 0,5 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Sociétés agricoles | 1 | 2,2 | 2,2 | 2 | 1,8 | 1,8 | 4 | 96,0 | 128,0 | 74,9 | — | — | 13,4 | 1,1 | 0,8 | 14,2 | 47,5 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Transports | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Divers | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Totaux ... | 2 | 3,2 | 3,2 | 21 | 35,2 | 34,9 | 10 | 474,8 | 286,2 | 233,1 | — | — | 13,4 | 1,1 | 25,7 | 49,2 | 80,0 | 7 | 13,1 | — | — | — | — | — | 6 | 149,1 | |

Groupement des sociétés selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------|----------|------------|------------|-----------|-------------|-------------|-----------|--------------|--------------|--------------|----------|----------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|----------|-------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|--------------|-----|
| 1 million et moins | 1 | 1,0 | 1,0 | 13 | 7,9 | 7,6 | 2 | 4,8 | 0,7 | 0,7 | — | — | — | — | 2,9 | — | — | 3 | 1,4 | — | — | — | — | — | — | 1 | 0,1 |
| de 1 à 5 millions | 1 | 2,2 | 2,2 | 6 | 11,3 | 11,3 | 1 | 21,0 | 3,0 | 3,0 | — | — | — | 1,1 | 6,8 | — | — | 4 | 11,7 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| de 5 à 10 millions | — | — | — | 2 | 16,0 | 16,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | 16,0 | — | 8,0 | — | — | — | — | — | — | — | 2 | 13,6 | |
| de 10 à 20 millions | — | — | — | — | — | — | 1 | — | 14,2 | 14,2 | — | — | — | — | — | 14,2 | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 14,4 | |
| de 20 à 50 millions | — | — | — | — | — | — | 4 | 429,0 | 147,0 | 147,0 | — | — | — | — | — | 35,0 | 77,0 | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 22,0 | |
| de 50 à 100 millions | — | — | — | — | — | — | 2 | 20,0 | 121,3 | 68,2 | — | — | 11,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 99,0 | |
| plus de 100 millions | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Totaux ... | 2 | 3,2 | 3,2 | 21 | 35,2 | 34,9 | 10 | 474,8 | 286,2 | 233,1 | — | — | 13,4 | 1,1 | 25,7 | 49,2 | 80,0 | 7 | 13,1 | — | — | — | — | — | 6 | 149,1 | |

Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------|----------|------------|------------|-----------|-------------|-------------|-----------|--------------|--------------|--------------|----------|----------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|----------|-------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|--------------|---|
| Sociétés de droit belge | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Sociétés de droit congolais | 2 | 3,2 | 3,2 | 21 | 35,2 | 34,9 | 10 | 474,8 | 286,2 | 233,1 | — | — | 13,4 | 1,1 | 25,7 | 49,2 | 80,0 | 7 | 13,1 | — | — | — | — | — | 6 | 149,1 | |
| Totaux ... | 2 | 3,2 | 3,2 | 21 | 35,2 | 34,9 | 10 | 474,8 | 286,2 | 233,1 | — | — | 13,4 | 1,1 | 25,7 | 49,2 | 80,0 | 7 | 13,1 | — | — | — | — | — | 6 | 149,1 | |

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES
Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance
du capital nominal émis ou annulé
(millions de francs)

174

Source : Institut National de Statistique.

| Classification | Constitutions de sociétés | | | | | | Augmentations de capital (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (soc. de pers. à resp. lim.) | | | Emissions d'obligations | | | Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés) | Libérations sans espèces | | Dissolutions | | Réductions de capital Montant | |
|----------------|---|--------------------|--|---|--------------------|--|--|----------------|--------------------------|--|--------|--------------------|---|--------------------------------|----------------------|-------------------------------|--------------|----------------------------------|---------|
| | anonymes et en command. par actions | | | de personnes à responsabilité limitée | | | Nombre | Capital ancien | Augmentation nominale | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | | dont emprunts de conversion | Apports en nature | Incorporations de réserves | Liquidations | | Fusions |
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | | | | | | | | | | | Montant | | Montant |

1. — Selon le lieu où s'exerce leur activité

JUILLET 1956

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------|----|------|------|-----|------|------|----|---------|---------|---------|--------|---|---|---------|------|------|---------|-----|
| Belgique | 47 | 42,8 | 36,9 | 129 | 61,9 | 60,8 | 41 | 2.376,7 | 2.731,4 | 2.722,0 | 2.65,0 | — | — | 2.701,1 | 13,8 | 37,0 | 1.191,1 | 3,9 |
| Etranger | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 13,8 | 20,0 | — |
| Totaux ... | 47 | 42,8 | 36,9 | 129 | 61,9 | 60,8 | 41 | 2.376,7 | 2.731,4 | 2.722,0 | 2.65,0 | — | — | 2.701,1 | 13,8 | 50,8 | 1.211,1 | 3,9 |

2. — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------|----|------|------|-----|------|------|----|---------|---------|---------|--------|------|---|---------|---------|------|---------|---------|-----|
| 1 million et moins ... | 36 | 16,7 | 14,2 | 123 | 30,8 | 29,7 | 19 | 18,3 | 7,5 | 6,9 | — | — | — | — | 24,5 | 0,7 | 15,8 | 1,1 | 1,0 |
| de 1 à 5 millions | 11 | 26,1 | 22,7 | 3 | 4,9 | 4,9 | 13 | 44,5 | 36,5 | 32,3 | — | — | — | — | 28,4 | 7,1 | 21,2 | — | 2,9 |
| de 5 à 10 millions | — | — | — | 2 | 13,7 | 13,7 | 4 | 24,9 | 26,4 | 21,8 | — | — | — | — | 23,2 | 6,0 | 13,8 | 9,0 | — |
| de 10 à 20 millions | — | — | — | 1 | 12,5 | 12,5 | — | — | — | — | — | — | — | — | 10,0 | — | — | 20,0 | — |
| de 20 à 50 millions | — | — | — | — | — | — | 1 | 4,0 | 46,0 | 46,0 | 2 | 65,0 | — | — | — | — | — | 31,0 | — |
| de 50 à 100 millions | — | — | — | — | — | — | 1 | 445,0 | 75,0 | 75,0 | — | — | — | — | 75,0 | — | — | — | — |
| plus de 100 millions | — | — | — | — | — | — | 3 | 1.840,0 | 2.540,0 | 2.540,0 | — | — | — | — | 2.540,0 | — | — | 1.150,0 | — |
| Totaux ... | 47 | 42,8 | 36,9 | 129 | 61,9 | 60,8 | 41 | 2.376,7 | 2.731,4 | 2.722,0 | 2.65,0 | — | — | 2.701,1 | 13,8 | 50,8 | 1.211,1 | 3,9 | |

VI. — EMPRUNTS
DES POUVOIRS PUBLICS
ET DES ORGANISMES
D'UTILITE PUBLIQUE ¹

18

(long et moyen terme)

| Périodes | Emissions publiques en Belgique | Emprunts à l'étranger |
|------------------|--|--|
| | (millions de francs) | |
| 1954 | 38.221 | fr. s. 129 fl. P.-B. 132,5 \$ 50 |
| 1955 | 14.765 | |
| 1955 Octobre ... | 2.500 | — |
| Novembre . | — | |
| Décembre . | 2.100 | — |
| 1956 Janvier ... | 5.436 | |
| Février ... | — | — |
| Mars | 2.000 | |
| Avril | 1.200 | — |
| Mai | 2.850 | |
| Juin | 5.250 | fr. s. 60 |
| Juillet | — | |
| Août | 450 | — |
| Septembre . | 600 | |
| Octobre ... | 1.000 | — |

VII. — OPERATIONS BANCAIRES
DU CREDIT COMMUNAL

19

(Avances et remboursements opérés sur emprunts
consentis aux pouvoirs publics et aux organismes
d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

| Périodes | Dépenses extraordinaires | | Dépenses ordinaires |
|------------------|----------------------------------|--------------------------|------------------------|
| | Prélèvements sur comptes 2 | Rembourse- ments nets | |
| | (millions de francs) | | |
| 1954 Moyenne ... | 474 | 86 | 209 |
| 1955 Moyenne ... | 503 | 87 | 217 |
| 1955 Septembre | 608 | 22 | 187 |
| Octobre ... | 700 | 71 | 191 |
| Novembre . | 557 | 38 | 123 |
| Décembre . | 651 | 92 | 137 |
| 1956 Janvier ... | 606 | 644 | 113 |
| Février ... | 603 | 40 | 305 |
| Mars | 500 | 38 | 397 |
| Avril | 446 | 90 | 189 |
| Mai | 525 | 18 | 282 |
| Juin | 488 | 36 | 351 |
| Juillet | 520 | 64 | 392 |
| Août | 575 | 22 | 400 |
| Septembre | 534 | 33 | 187 |

VIII. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES ²

20

| Périodes | Montant selon droits d'inscription perçus |
|------------------|---|
| | (millions de francs) |
| 1954 Moyenne ... | 1.652 |
| 1955 Moyenne ... | 1.670 |
| 1955 Septembre | 1.718 |
| Octobre ... | 1.705 |
| Novembre . | 1.634 |
| Décembre . | 2.018 |
| 1956 Janvier ... | 1.504 |
| Février ... | 1.542 |
| Mars | 1.885 |
| Avril | 1.570 |
| Mai | 1.602 |
| Juin | 2.123 |
| Juillet | 1.735 |
| Août | 2.057 |
| Septembre | 1.666 |

¹ Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie). — ² Y compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat — ³ Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

FINANCES PUBLIQUES

I. — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE (millions de francs)

25¹

| Fin de mois | Dettes consolidées | | | | Dettes à moyen terme ³ | | | Dettes à court terme ⁴ | | | Avoirs des partic. en C.C.P. | Dettes totales ^{1 5} |
|----------------|--------------------|-----------|---------|---------------------------|-----------------------------------|-------------------------|--------|-----------------------------------|-------------------------|--------|------------------------------|-------------------------------|
| | intérieure | | | extérieure ^{1 2} | intérieure | extérieure ² | totale | intérieure ⁵ | extérieure ² | totale | | |
| | directe | indirecte | totale | | | | | | | | | |
| 1955 Juillet | 158.843 | 11.702 | 170.545 | 17.477 | 26.061 | 2.557 | 28.618 | 64.088 | 3.514 | 67.597 | 20.140 | 304.377 |
| 1955 Août | 158.745 | 11.717 | 170.462 | 17.508 | 26.064 | 2.555 | 28.619 | 63.574 | 3.854 | 67.428 | 20.045 | 304.062 |
| 1955 Septembre | 158.655 | 11.791 | 170.446 | 17.456 | 26.064 | 2.552 | 28.616 | 63.937 | 3.870 | 67.807 | 20.254 | 304.579 |
| 1955 Octobre | 158.285 | 14.243 | 172.528 | 17.455 | 26.046 | 2.060 | 28.106 | 63.849 | 5.049 | 68.898 | 20.956 | 307.943 |
| 1955 Novembre | 157.650 | 14.237 | 171.887 | 17.426 | 25.944 | 2.057 | 28.001 | 66.482 | 5.044 | 71.526 | 20.630 | 309.470 |
| 1955 Décembre | 157.235 | 14.231 | 171.466 | 17.372 | 25.850 | 2.056 | 27.906 | 66.800 | 4.870 | 71.670 | 22.849 | 311.263 |
| 1956 Janvier | 161.415 | 14.205 | 175.620 | 17.417 | 25.465 | 2.055 | 27.520 | 63.002 | 5.213 | 68.215 | 21.610 | 310.382 |
| 1956 Février | 161.033 | 14.193 | 175.226 | 17.441 | 25.404 | 1.565 | 26.969 | 66.572 | 5.718 | 72.290 | 21.931 | 313.257 |
| 1956 Mars | 161.249 | 14.977 | 176.226 | 17.364 | 25.005 | 1.318 | 26.323 | 69.294 | 5.968 | 75.262 | 21.637 | 316.812 |
| 1956 Avril | 161.727 | 14.960 | 176.687 | 17.412 | 24.732 | 1.318 | 26.050 | 70.798 | 5.969 | 76.767 | 22.010 | 318.926 |
| 1956 Mai | 161.612 | 14.946 | 176.558 | 17.370 | 24.629 | 1.318 | 25.947 | 71.274 | 5.236 | 76.510 | 22.372 | 318.757 |
| 1956 Juin | 162.577 | 14.897 | 177.474 | 17.189 | 24.535 | 1.317 | 25.852 | 69.443 | 5.740 | 75.183 | 22.931 | 318.629 |
| 1956 Juillet | 164.251 | 14.835 | 179.086 | 17.209 | 24.447 | 1.318 | 25.765 | 65.673 | 5.007 | 70.680 | 22.555 | 315.295 |
| 1956 Août | 164.127 | 14.816 | 178.943 | 17.258 | 24.079 | 1.319 | 25.398 | 68.872 | 5.515 | 74.387 | 21.931 | 317.917 |
| 1956 Septembre | 164.020 | 14.800 | 178.820 | 17.236 | 24.007 | 1.318 | 25.325 | 67.784 | 5.513 | 73.297 | 21.567 | 316.245 |

¹ Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918. — ² Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. — ³ Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an. — ⁴ Certificats à un an d'échéance au plus. — ⁵ Non compris la Dotation des Combattants.

II. — AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (millions de francs)

25²

| Fin de mois | A 120 jours au maximum | A plus de cinq ans | | Total |
|----------------|--|--|---------------------------------------|--------|
| | Certificats de trésorerie ¹ | Créance consolidée sur l'Etat ² | Effets publics nationaux ³ | |
| 1953 Mars | 7.819 | 34.660 | 1.565 | 44.044 |
| 1953 Juin | 6.009 | 34.660 | 1.653 | 42.322 |
| 1953 Septembre | 8.965 | 34.660 | 1.678 | 45.303 |
| 1953 Décembre | 8.040 | 34.660 | 1.678 | 44.378 |
| 1954 Mars | 5.449 | 34.660 | 1.781 | 41.890 |
| 1954 Juin | 7.983 | 34.660 | 1.790 | 44.433 |
| 1954 Septembre | 8.681 | 34.660 | 1.792 | 45.133 |
| 1954 Décembre | 7.999 | 34.660 | 1.792 | 44.391 |
| 1955 Mars | 7.882 | 34.660 | 1.902 | 44.444 |
| 1955 Juin | 7.664 | 34.660 | 1.901 | 44.225 |
| 1955 Septembre | 8.047 | 34.660 | 1.913 | 44.620 |
| 1955 Décembre | 8.918 | 34.660 | 1.914 | 45.492 |
| 1956 Mars | 7.517 | 34.660 | 2.069 | 44.246 |
| 1956 Juin | 7.283 | 34.660 | 2.066 | 44.009 |
| 1956 Septembre | 7.973 | 34.660 | 2.071 | 44.704 |

¹ Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 18 de la loi organique de la B.N.B. — ² Art. 3 § b), de la loi du 23 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la B.N.B. — ³ Art. 14 de la loi organique de la B.N.B.

III. — APERÇU DE L'EXECUTION DES BUDGETS (millions de francs)

25³

Source : *Moniteur belge*.

| Recettes | Du 1/I au 31/VIII/1956 | | Dépenses | Du 1/I au 31/VIII/1956 | |
|-----------------------------------|-------------------------|-------------------------|---|-------------------------|-------------------------|
| | Pour compte exerc. 1955 | Pour compte exerc. 1956 | | Pour compte exerc. 1955 | Pour compte exerc. 1956 |
| Voies et moyens : | | | Dépenses ordinaires : | | |
| Impôts | 5.446 | 57.928 | Dettes publiques | 1.876 | 7.679 |
| Taxes, péages et redevances | 57 | 1.865 | Pensions | 853 | 8.963 |
| Revenus patrimoniaux | 511 | 462 | Dotations | 13 | 236 |
| Remboursements | 156 | 556 | Non-valeurs et remboursements | 95 | 292 |
| Produits divers | — 177 | 839 | Administration générale | 150 | 14.397 |
| Impôts d'assainissement monétaire | 112 | 216 | matériel | 1.122 | 3.570 |
| Recettes résultant de la guerre | 213 | 397 | Subventions | 2.989 | 19.530 |
| | | | Travaux | 157 | 425 |
| | | | Autres dépenses | 776 | 2.225 |
| Total ... | 6.318 | 62.263 | Total ... | 8.031 | 57.317 |
| Recettes extraordinaires : | | | Dépenses extraordinaires : | | |
| Produits d'emprunts consolidés | 266 | 9.985 | Service de la dette publique | — | — |
| Diverses | 47 | 400 | Crédits relatifs aux avances | 55 | 1.364 |
| | | | Crédits relatifs aux participations | — | 70 |
| | | | Crédits relatifs { immob. nouv. ... | 2.552 | 6.101 |
| | | | aux immobilis. { rest. du dom. pub. | 364 | 444 |
| | | | Autres dépenses | — | — |
| | | | Résorption du chômage | 194 | 341 |
| | | | Contrepartie de l'aide E.R.P. 1950/1951 | 22 | 12 |
| Total ... | 313 | 10.385 | Total ... | 3.187 | 8.332 |
| TOTAL GENERAL ... | 6.631 | 72.648 | TOTAL GENERAL ... | 11.218 | 65.649 |
| Mali ... | 4.587 | | Boni ... | | 6.999 |

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

| Périodes | Contributions directes 1 | Douanes et Accises | Enregistrement | Recettes globales 1 | Recettes globales cumulatives depuis janvier 1 |
|------------------------|-----------------------------|--------------------|----------------|------------------------|--|
| 1954 Moyenne mensuelle | 2.711 | 1.122 | 2.057 | 5.890 | — |
| 1955 Moyenne mensuelle | 2.678 | 1.301 | 2.335 | 6.314 | — |
| 1955 Juillet | 5.549 | 1.290 | 2.472 | 9.311 | 46.430 |
| Août | 2.767 | 1.307 | 2.280 | 6.354 | 52.784 |
| Septembre | 1.726 | 1.373 | 2.492 | 5.591 | 58.375 |
| Octobre | 1.677 | 1.927 | 2.530 | 5.534 | 63.909 |
| Novembre | 1.888 | 1.308 | 2.596 | 5.792 | 69.701 |
| Décembre | 1.964 | 1.485 | 2.621 | 6.070 | 75.771 |
| 1956 Janvier | 5.047 | 1.249 | 2.391 | 8.687 | 8.687 |
| Février | 1.980 | 1.147 | 2.526 | 5.653 | 14.340 |
| Mars | 2.012 | 1.437 | 2.565 | 6.014 | 20.354 |
| Avril | 2.539 | 1.281 | 2.458 | 6.278 | 26.632 |
| Mai | 2.985 | 1.437 | 2.577 | 6.999 | 33.631 |
| Juin | 3.306 | 1.419 | 2.713 | 7.438 | 41.069 |
| Juillet | 5.946 | 1.389 | 2.736 | 10.071 | 51.140 |
| Août | 1.910 | 1.404 | 2.575 | 5.889 | 57.029 |
| Septembre | 2.431 | 1.361 | 2.553 | 6.345 | 63.374 |

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 30 septembre 1956 pour les exercices 1955 et 1956

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

| | Exercice 1955 2 | | Exercice 1956 | | Septembre 1956 |
|---|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---|
| | Recettes effectuées | Evaluations budgétaires | Recettes effectuées | Evaluations budgétaires | Recettes effectuées pour l'exerc. 1956 |
| I. Contributions directes 1 | 32.243 | 33.862 | 23.010 | 21.434 | 2.431 |
| II. Douanes et accises | 15.656 | 15.033 | 11.827 | 11.324 | 1.361 |
| dont douanes | 4.990 | 4.595 | 4.068 | 3.699 | 473 |
| accises | 9.703 | 10.193 | 7.144 | 7.415 | 834 |
| taxes spéciales de consommat. | 672 | | 460 | | 45 |
| III. Enregistrement | 28.011 | 25.374 | 23.091 | 21.966 | 2.553 |
| dont enregistrement | 2.752 | 2.600 | 2.155 | 1.884 | 214 |
| successions | 1.404 | 1.150 | 1.053 | 897 | 144 |
| timbres et taxes assimilées ... | 23.561 | 21.265 | 19.647 | 18.966 | 2.174 |
| Total 1 ... | 75.910 | 74.269 | 57.928 | 54.724 | 6.345 |
| Différence par rapport aux éval. budgét. | + 1.641 | | + 3.204 | | + 325 |

1 Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle.

2 L'exercice 1955 commencé le 1er janvier 1955 a été clôturé le 31 mars 1956.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

REVENUS ET EPARGNE

30¹

I. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en mai 1956

Source : Institut National de Statistique.

| Rubriques | Nombre de sociétés | | | Capital versé | Réserves | Résultats nets | | Dividen- de brut mis en paiement | Dette obliga- taire 1 | Coupons d'obliga- tions bruts 2 |
|-----------|--------------------|---------------------|-------------|---------------|----------|----------------|-------|---|--------------------------------|---|
| | recen- sées | en béné- fice | en perte | | | Bénéfice | Perte | | | |

(millions de francs)

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

| | | | | | | | | | | |
|--|--------------|--------------|------------|-----------------|-----------------|----------------|--------------|----------------|----------------|--------------|
| Banques | 4 | 4 | — | 65,5 | 29,8 | 10,4 | — | 5,4 | 303,3 | 9,9 |
| Assurances | 46 | 44 | 2 | 567,7 | 508,8 | 399,9 | 0,1 | 191,6 | — | — |
| Opérations financières et immobilières ... | 234 | 183 | 51 | 2.522,1 | 4.354,7 | 496,1 | 8,9 | 353,8 | 1.789,2 | 66,9 |
| Commerce de détail | 96 | 83 | 13 | 183,6 | 164,4 | 39,6 | 1,0 | 1,0 | 4,4 | 0,3 |
| Commerce de gros et commerce extérieur | 538 | 412 | 126 | 1.393,3 | 1.017,8 | 320,1 | 44,8 | 93,4 | 6,7 | 0,9 |
| Fabrications métalliques | 290 | 233 | 57 | 2.818,7 | 1.455,3 | 495,7 | 46,2 | 218,5 | 107,1 | 6,0 |
| Métallurgie du fer | 23 | 18 | 5 | 3.687,2 | 5.437,5 | 813,2 | 7,2 | 536,6 | 150,4 | 8,1 |
| Métaux non ferreux | 21 | 16 | 5 | 445,3 | 298,1 | 117,0 | 0,4 | 40,2 | 5,0 | 0,2 |
| Industries textiles | 212 | 140 | 72 | 2.995,9 | 2.198,1 | 229,8 | 66,7 | 99,0 | 22,3 | 1,2 |
| Industries alimentaires | 129 | 99 | 30 | 1.093,1 | 815,9 | 132,8 | 18,1 | 44,7 | 26,2 | 1,2 |
| Industrie du bois | 54 | 46 | 8 | 103,3 | 87,5 | 18,9 | 0,5 | 1,0 | 1,0 | 0,0 |
| Industries chimiques | 151 | 110 | 41 | 4.179,7 | 2.939,7 | 768,3 | 10,2 | 442,9 | 166,5 | 9,1 |
| Industrie du verre | 10 | 7 | 3 | 321,0 | 215,4 | 38,4 | 1,3 | 31,2 | — | — |
| Electricité | 20 | 19 | 1 | 7.455,8 | 1.040,1 | 756,7 | — | 687,1 | 216,1 | 12,9 |
| Gaz | 4 | 4 | — | 199,7 | 77,7 | 30,4 | — | 15,9 | — | — |
| Eau | 1 | 1 | — | 5,0 | 0,1 | 0,9 | — | 0,1 | — | — |
| Cuir | 28 | 20 | 8 | 149,1 | 132,2 | 5,7 | 10,3 | 0,5 | — | — |
| Papier et imprimerie | 59 | 47 | 12 | 809,6 | 523,9 | 159,9 | 2,1 | 77,7 | 14,7 | 0,9 |
| Transport | 133 | 105 | 28 | 1.647,4 | 1.533,5 | 311,4 | 10,3 | 180,6 | 60,5 | 3,5 |
| Tourisme | 47 | 32 | 15 | 46,5 | 76,2 | 4,8 | 8,2 | 0,3 | — | — |
| Intermédiaires | 106 | 82 | 24 | 102,4 | 24,7 | 20,2 | 1,7 | 5,1 | — | — |
| Déchets et matières de récupération | 8 | 6 | 2 | 24,1 | 11,8 | 3,1 | 0,1 | 1,2 | 0,3 | 0,0 |
| Construction | 109 | 90 | 19 | 562,1 | 161,4 | 74,6 | 9,2 | 26,2 | 7,5 | 0,5 |
| Charbon | 17 | 14 | 3 | 2.678,7 | 1.875,8 | 498,6 | 4,1 | 400,0 | 111,9 | 6,4 |
| Terre cuite | 19 | 16 | 3 | 182,3 | 106,4 | 18,2 | 1,2 | 7,0 | — | — |
| Ciment et industries connexes | 27 | 21 | 6 | 640,8 | 399,5 | 205,9 | 1,7 | 82,3 | 35,0 | 2,0 |
| Carrières | 24 | 21 | 3 | 324,4 | 161,2 | 52,3 | 0,1 | 40,5 | 1,0 | 0,1 |
| Chaux | 11 | 9 | 2 | 68,0 | 27,3 | 4,4 | 1,0 | 0,3 | — | — |
| Industries céramiques | 13 | 7 | 6 | 151,3 | 140,9 | 13,5 | 17,1 | 6,2 | — | — |
| Industrie du tabac | 9 | 9 | — | 200,0 | 41,8 | 19,5 | — | 13,4 | — | — |
| Industrie du diamant | 5 | 4 | 1 | 7,7 | 7,8 | 4,3 | 0,1 | — | — | — |
| Editions, librairies, presse | 37 | 25 | 12 | 107,5 | 19,2 | 8,8 | 3,5 | 2,3 | 1,2 | 0,1 |
| Films, théâtres, attractions | 37 | 23 | 14 | 51,3 | 23,4 | 4,3 | 1,2 | 1,8 | — | — |
| Artisanat | 98 | 69 | 29 | 122,3 | 182,4 | 25,7 | 4,1 | 2,5 | 1,0 | 0,1 |
| Agriculture, horticulture, élevage, pêche | 12 | 11 | 1 | 12,0 | 3,5 | 1,7 | 0,1 | — | — | — |
| Divers non dénommés | 111 | 89 | 22 | 294,8 | 128,8 | 41,4 | 3,2 | 13,3 | 5,0 | 0,3 |
| TOTAL ... | 2.743 | 2.119 | 624 | 36.219,2 | 26.222,6 | 6.146,5 | 284,7 | 3.623,6 | 3.036,3 | 130,6 |

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge

| | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|-----------|-----------|-----------|----------------|----------------|--------------|------------|--------------|-------------|------------|
| Banques, sociétés financières | 12 | 11 | 1 | 604,0 | 180,2 | 58,9 | — | 38,8 | 1,6 | 0,0 |
| Sociétés commerciales | 11 | 7 | 4 | 347,7 | 1.075,0 | 139,6 | 1,1 | 2,1 | — | — |
| Sociétés industrielles | 15 | 11 | 4 | 582,7 | 59,3 | 106,8 | 5,1 | 65,7 | 57,9 | 3,7 |
| Sociétés agricoles | 8 | 6 | 2 | 163,2 | 76,2 | 39,9 | 1,6 | 25,1 | 20,0 | 1,2 |
| Mines | 1 | 1 | — | 100,0 | 11,7 | 25,4 | — | 12,5 | — | — |
| Construction | 1 | — | 1 | 3,0 | — | — | 0,1 | — | — | — |
| Transport | 1 | 1 | — | 200,0 | 96,1 | 11,9 | — | 11,5 | — | — |
| Sociétés diverses | 6 | 6 | — | 231,5 | 22,2 | 33,4 | — | 22,4 | — | — |
| TOTAL ... | 55 | 43 | 12 | 2.232,1 | 1.520,7 | 415,9 | 7,9 | 178,1 | 79,5 | 4,9 |

C. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

| | | | | | | | | | | |
|--|--------------|--------------|------------|-----------------|-----------------|----------------|--------------|----------------|----------------|--------------|
| Electricité | 2 | 2 | — | 100,9 | 635,4 | 68,3 | — | 22,0 | — | — |
| Chemins de fer | 1 | 1 | — | 3,5 | 1,6 | 1,6 | — | — | — | — |
| Tramways | 2 | — | 2 | 25,5 | 31,1 | — | 4,3 | — | — | — |
| Plantations, sociétés coloniales | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Sociétés diverses | 10 | 8 | 2 | 2.012,3 | 2.590,5 | 701,7 | 0,9 | 467,8 | 8,0 | 0,2 |
| TOTAL ... | 15 | 11 | 4 | 2.142,2 | 3.258,6 | 771,6 | 5,2 | 489,8 | 3,0 | 0,2 |
| TOTAL GENERAL ... | 2.813 | 2.173 | 640 | 40.593,5 | 31.001,9 | 7.334,0 | 297,8 | 4.291,5 | 3.118,8 | 135,7 |

¹ Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

² En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de mai 1956 :

| | (millions de francs) |
|--|----------------------|
| Coupons d'emprunts de l'Etat | 19,7 |
| Coupons d'emprunts de la Colonie | 93,5 |
| Coupons d'emprunts des Provinces et Communes | 27,2 |
| Coupons d'emprunts d'organismes divers | 261,9 |
| | 402,3 |
| Coupons d'emprunts extérieurs | 81,1 |

Tableau rétrospectif

Source : Institut National de Statistique.

| Périodes | Nombre de sociétés | | | Capital versé | Réserves | Résultats nets | | Dividende brut mis en paiement | Dettes obligataires ¹ | Coupons d'obligations bruts |
|-------------------------|--------------------|--------------|----------|---------------|----------|----------------|-------|--------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|
| | recensées | en bénéfique | en perte | | | bénéfice | perte | | | |
| | | | | | | | | | | |
| 1954 ² | 13.661 | 9.607 | 4.054 | 142.385 | 92.998 | 23.734 | 1.957 | 13.367 | 37.584 ³ | 1.627 |
| 1955 ² | 13.798 | 10.054 | 3.744 | 147.912 | 98.267 | 26.831 | 1.809 | 15.492 | 42.395 ³ | 1.884 |
| 1955 Mars | 1.592 | 1.214 | 378 | 12.785 | 10.857 | 2.187 | 150 | 1.199 | 2.850 | 125 |
| Avril | 2.622 | 1.918 | 704 | 22.906 | 11.715 | 2.927 | 338 | 1.653 | 3.530 | 163 |
| Mai | 2.785 | 2.090 | 695 | 34.174 | 27.382 | 6.255 | 362 | 3.684 | 2.672 | 116 |
| Juin | 1.491 | 1.109 | 382 | 22.410 | 12.653 | 3.938 | 194 | 2.099 | 2.967 | 132 |
| Juillet | 574 | 435 | 139 | 15.819 | 11.551 | 5.627 | 136 | 3.612 | 3.698 | 167 |
| Août | 176 | 125 | 51 | 1.762 | 1.727 | 359 | 47 | 228 | 2.518 | 102 |
| Septembre | 310 | 228 | 82 | 1.783 | 1.556 | 287 | 45 | 121 | 2.828 | 123 |
| Octobre | 560 | 411 | 149 | 9.787 | 4.956 | 1.369 | 111 | 793 | 3.063 | 138 |
| Novembre | 389 | 278 | 111 | 9.791 | 6.014 | 1.573 | 95 | 954 | 2.824 | 126 |
| Décembre | 376 | 266 | 110 | 7.115 | 4.074 | 752 | 83 | 337 | 3.982 | 190 |
| 1956 Janvier | 113 | 82 | 31 | 2.482 | 855 | 291 | 12 | 165 | 4.018 | 183 |
| Février | 200 | 156 | 44 | 719 | 1.728 | 402 | 14 | 198 | 3.287 | 142 |
| Mars | 1.529 | 1.184 | 345 | 11.309 | 9.037 | 2.343 | 204 | 1.262 | 3.250 | 142 |
| Avril | 2.714 | 2.052 | 662 | 24.500 | 13.012 | 3.566 | 434 | 1.858 | 3.955 | 182 |
| Mai | 2.813 | 2.173 | 640 | 40.594 | 31.002 | 7.334 | 298 | 4.292 | 3.119 | 136 |

¹ En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.² Déduction faite des doubles emplois.³ Au 31 décembre.

II. — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

31

a) Dépôts sur livrets particuliers
à la Caisse d'Épargne¹ (épargne pure)

(millions de francs)

| Périodes | Versements | Remboursements | Excédents | Solde des dépôts à fin de période |
|------------------|------------|----------------|-----------|-----------------------------------|
| 1954 Moy. mens. | 1.115 | 897 | 218 | 49.459 ² |
| 1955 Moy. mens. | 1.135 | 1.015 | 120 | 52.354 ² |
| 1955 Août | 1.117 | 917 | 200 | 50.299 |
| Septembre .. | 1.082 | 899 | 183 | 50.482 |
| Octobre ... | 1.131 | 941 | 190 | 50.672 |
| Novembre .. | 1.040 | 809 | 231 | 50.903 |
| Décembre .. | 1.301 | 1.296 | 5 | 52.354 ² |
| 1956 Janvier ... | 1.641 | 839 | 802 | 53.156 |
| Février ... | 1.033 | 724 | 309 | 53.465 |
| Mars | 1.118 | 1.030 | 88 | 53.553 |
| Avril ... p | 1.169 | 1.009 | 160 | 53.713 |
| Mai | 1.178 | 1.072 | 106 | 53.819 |
| Juin ... p | 1.269 | 1.192 | 77 | 53.896 |
| Juillet ... p | 1.442 | 1.040 | 402 | 54.298 |
| Août ... p | 1.208 | 972 | 236 | 54.534 |
| Septemb. p | 1.102 | 985 | 117 | 54.651 |
| Octobre . p | 1.259 | 1.052 | 207 | 54.858 |

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés
à la Caisse de Retraite^{*}

(millions de francs)

| Périodes | Loi de 1865 | Lois coordonnées de 1946 | | Employés (Lois des 10-8-1925 et 18-6-1930) | Totaux |
|------------------|-------------|--|------------------------|--|--------|
| | | Versements obligat. (travailleurs manuels) | Versements facultatifs | | |
| 1954 Moy. mens. | 4,7 | | 12,3 | 26,3 | |
| 1955 Moy. mens. | 4,9 | 1,5 | 11,0 | 26,2 | 43,6 |
| 1954 Décembre . | 6,6 | 1,9 | 12,0 | 27,7 | 48,2 |
| 1955 Janvier ... | 5,3 | 1,9 | 12,7 | 25,6 | 45,5 |
| Février ... | 4,9 | 1,6 | 10,8 | 25,3 | 42,6 |
| Mars | 6,5 | 1,6 | 11,9 | 26,4 | 46,4 |
| Avril | 5,0 | 1,7 | 11,0 | 26,8 | 44,5 |
| Mai | 5,6 | 1,6 | 11,4 | 25,1 | 43,7 |
| Juin | 6,0 | 1,3 | 10,6 | 26,0 | 43,9 |
| Juillet ... | 5,2 | 1,4 | 10,4 | 26,0 | 43,0 |
| Août | 3,6 | 1,6 | 10,4 | 25,8 | 41,4 |
| Septembre . | 3,0 | 1,7 | 11,2 | 26,3 | 42,2 |
| Octobre ... | 4,6 | 1,3 | 10,2 | 27,3 | 43,4 |
| Novembre . | 4,5 | 1,0 | 9,9 | 25,9 | 41,3 |
| Décembre . | 4,8 | 0,9 | 11,1 | 28,5 | 45,3 |
| 1956 Janvier ... | 4,6 | 0,6 | 10,5 | 25,9 | 41,6 |
| Février ... | 2,7 | 0,4 | 10,5 | 25,9 | 39,5 |

* Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 219,3 millions de francs en 1954 et 221,3 millions de francs en 1955. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)

Le montant des versements effectués auprès des organismes d'assurance agréés pour l'exécution de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, à l'exclusion des versements effectués à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, s'élève pour les années 1952, 1953 et 1954 respectivement à 1.225 millions, 1.236 millions et 1.239 millions de francs.

¹ Y compris les livrets des prisonniers de guerre. Nombre de livrets au 31 décembre 1954 : 6.541.547 et au 31 décembre 1955 : 6.557.757.² Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice.

III. — INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES (Période 1936 à 1938 = 100)
Conditions d'utilisation et méthode d'établissement : voir notre Bulletin de mai 1949, p. 233

32

| Périodes | Indice général * | Indices par industries | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|------------------|------------------------|------------------------------------|-------------|--------------------|--|----------|------------------------------------|----------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------|----------|---------------------------------|---------------------|----------------|--------|-----------|------------------------------|------------------|--------------------------------|------------------|------------|--------------------|
| | | Cokeries | Carrières, cimenteries, marbreries | Métallurgie | | | | Industries céramiques briqueteries | Industries verreries | Industries alimentaires | Industries textiles | | | Construction et travaux publics | Bois et ameublement | Peaux et cuirs | Tabacs | Papier | | Art et précision | Transports | | | Gaz et électricité |
| | | | | Sidérurgie | Métaux non ferreux | Fonderies, constructions mécaniques et métalliques | Ensemble | | | | Lin, coton chanvre et jute | Laine, tapis, bonneterie | Ensemble | | | | | Fabriques | Imprimerie et transformation | | Travail des ports, camionneurs | Chemins de fer 1 | Ensemble 1 | |
| a) Indice des salaires horaires moyens | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1940 Mars | 113 | 117 | 110 | 123 | 115 | 114 | 118 | 107 | 114 | 110 | 112 | 113 | 112 | 113 | 109 | 118 | 110 | 119 | 106 | 106 | 112 | 104 | 106 | 114 |
| 1953 Juin | 487 | 505 | 475 | 493 | 491 | 497 | 495 | 440 | 459 | 467 | 513 | 493 | 503 | 459 | 488 | 458 | 414 | 464 | 463 | 496 | 445 | 453 | 452 | 528 |
| Septembre | 487 | 499 | 480 | 485 | 497 | 497 | 492 | 444 | 464 | 469 | 512 | 489 | 501 | 458 | 488 | 457 | 414 | 481 | 461 | 491 | 449 | 455 | 454 | 530 |
| Décembre | 493 | 507 | 491 | 493 | 522 | 496 | 498 | 447 | 469 | 478 | 525 | 501 | 513 | 459 | 487 | 458 | 413 | 494 | 463 | 484 | 455 | 459 | 458 | 538 |
| 1954 Mars | 494 | 501 | 485 | 494 | 513 | 498 | 498 | 445 | 473 | 479 | 524 | 506 | 515 | 462 | 485 | 466 | 428 | 511 | 495 | 479 | 450 | 458 | 457 | 533 |
| Juin | 503 | 523 | 495 | 509 | 533 | 499 | 507 | 468 | 486 | 486 | 530 | 513 | 521 | 480 | 494 | 472 | 440 | 514 | 497 | 496 | 459 | 460 | 460 | 556 |
| Septembre | 502 | 516 | 505 | 499 | 519 | 507 | 507 | 465 | 477 | 480 | 531 | 508 | 519 | 496 | 487 | 479 | 429 | 516 | 499 | 493 | 461 | 461 | 461 | 554 |
| Décembre | 507 | 531 | 507 | 509 | 529 | 510 | 512 | 468 | 497 | 489 | 536 | 516 | 526 | 499 | 485 | 475 | 428 | 516 | 508 | 493 | 472 | 463 | 465 | 558 |
| 1955 Mars | 508 | 518 | 496 | 510 | 522 | 512 | 512 | 468 | 491 | 491 | 532 | 513 | 523 | 504 | 486 | 468 | 432 | 535 | 508 | 487 | 467 | 465 | 465 | 556 |
| Juin | 514 | 528 | 494 | 518 | 535 | 520 | 521 | 471 | 495 | 499 | 541 | 519 | 530 | 511 | 491 | 469 | 431 | 535 | 505 | 494 | 498 | 461 | 468 | 566 |
| Septembre ² | 513 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Décembre | 522 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1940 Mars | 115 | 113 | 112 | 126 | 117 | 114 | 119 | 107 | 111 | 110 | 112 | 111 | 111 | 114 | 109 | 120 | 112 | 118 | 107 | 126 | 113 | — | — | 115 |
| 1953 Juin | 470 | 448 | 448 | 445 | 471 | 472 | 462 | 413 | 449 | 449 | 496 | 499 | 498 | 458 | 446 | 466 | 419 | 472 | 493 | 470 | 410 | — | — | 529 |
| Septembre | 470 | 445 | 448 | 440 | 478 | 472 | 461 | 411 | 457 | 453 | 490 | 506 | 498 | 458 | 442 | 459 | 419 | 472 | 491 | 458 | 410 | — | — | 531 |
| Décembre | 475 | 446 | 454 | 447 | 483 | 472 | 464 | 406 | 458 | 458 | 511 | 518 | 515 | 458 | 446 | 461 | 419 | 489 | 498 | 462 | 410 | — | — | 531 |
| 1954 Mars | 478 | 458 | 454 | 452 | 481 | 474 | 466 | 408 | 468 | 463 | 507 | 524 | 515 | 462 | 440 | 465 | 431 | 499 | 516 | 459 | 410 | — | — | 539 |
| Juin | 483 | 465 | 457 | 462 | 485 | 477 | 472 | 428 | 469 | 467 | 512 | 523 | 518 | 476 | 448 | 472 | 431 | 502 | 520 | 468 | 410 | — | — | 553 |
| Septembre | 484 | 465 | 464 | 455 | 483 | 484 | 473 | 428 | 469 | 467 | 513 | 520 | 516 | 493 | 447 | 473 | 432 | 503 | 510 | 452 | 410 | — | — | 555 |
| Décembre | 488 | 467 | 463 | 464 | 492 | 488 | 479 | 426 | 469 | 474 | 516 | 530 | 523 | 493 | 438 | 472 | 431 | 503 | 519 | 465 | 410 | — | — | 555 |
| 1955 Mars | 490 | 469 | 464 | 464 | 488 | 488 | 479 | 423 | 469 | 474 | 509 | 546 | 528 | 497 | 441 | 467 | 431 | 527 | 528 | 448 | 410 | — | — | 560 |
| Juin | 496 | 470 | 465 | 468 | 489 | 492 | 483 | 424 | 474 | 482 | 516 | 557 | 537 | 505 | 442 | 465 | 432 | 527 | 522 | 458 | 431 | — | — | 562 |
| Septembre ² | 496 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Décembre | 504 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1940 Mars | 113 | 112 | 112 | 125 | 117 | 109 | 116 | 106 | 113 | 111 | 112 | 112 | 112 | 113 | 106 | 116 | 113 | 118 | 106 | 119 | 108 | — | — | 116 |
| 1953 Juin | 470 | 451 | 464 | 465 | 507 | 473 | 474 | 475 | 427 | 432 | 486 | 501 | 494 | 456 | 488 | 423 | 431 | 430 | 444 | 501 | 457 | — | — | 485 |
| Septembre | 469 | 448 | 464 | 457 | 505 | 477 | 473 | 475 | 432 | 435 | 483 | 498 | 490 | 456 | 481 | 418 | 431 | 430 | 443 | 499 | 457 | — | — | 486 |
| Décembre | 475 | 449 | 476 | 466 | 514 | 476 | 477 | 475 | 432 | 442 | 495 | 516 | 506 | 456 | 486 | 424 | 431 | 452 | 444 | 495 | 457 | — | — | 486 |
| 1954 Mars | 475 | 452 | 473 | 470 | 515 | 479 | 480 | 475 | 444 | 446 | 493 | 513 | 503 | 456 | 485 | 429 | 442 | 462 | 467 | 487 | 457 | — | — | 495 |
| Juin | 479 | 457 | 473 | 477 | 524 | 481 | 485 | 495 | 444 | 448 | 492 | 514 | 503 | 475 | 471 | 433 | 442 | 465 | 476 | 495 | 457 | — | — | 510 |
| Septembre | 483 | 457 | 479 | 476 | 512 | 494 | 490 | 495 | 444 | 449 | 491 | 514 | 503 | 496 | 477 | 435 | 442 | 466 | 480 | 509 | 457 | — | — | 510 |
| Décembre | 489 | 460 | 481 | 483 | 523 | 496 | 495 | 500 | 466 | 449 | 515 | 527 | 521 | 497 | 482 | 433 | 442 | 466 | 505 | 520 | 457 | — | — | 511 |
| 1955 Mars | 493 | 462 | 484 | 483 | 518 | 498 | 495 | 500 | 469 | 452 | 521 | 527 | 524 | 501 | 483 | 436 | 442 | 472 | 508 | 511 | 457 | — | — | 505 |
| Juin | 497 | 462 | 487 | 483 | 516 | 501 | 496 | 500 | 471 | 459 | 518 | 540 | 529 | 507 | 478 | 435 | 441 | 472 | 504 | 517 | 479 | — | — | 505 |
| Septembre ² | 498 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Décembre | 507 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

* L'indice général comprend les salaires dans les charbonnages et les industries chimiques.

¹ Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

² Etant donné que l'Institut National de Statistique élabore un indice des salaires pour certains secteurs, la présente publication est dorénavant limitée à la communication des indices généraux.

MOUVEMENT DES AFFAIRES

I. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

35

Mouvement du débit

| Périodes | Nombre de chambres à fin de période | Bruxelles | | | | | | | | | | Province | | Bruxelles et province | |
|--------------|-------------------------------------|-------------------------|---------------------|----------------------------------|---------------------|------------------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|
| | | Call money ¹ | | Titres effets publics et coupons | | Virem. chèques prom., quitt., etc. | | Opérations sur l'étranger | | Totaux | | | | | |
| | | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs |
| 1954 Moyenne | 38 | 2,4 | 138,1 | 1,6 | 8,5 | 169,8 | 79,8 | 2,6 | 3,3 | 176,5 | 229,7 | 199,6 | 55,2 | 376,1 | 285,0 |
| 1955 Moyenne | 38 | 2,4 | 133,2 | 1,5 | 7,6 | 182,9 | 83,9 | 2,9 | 3,9 | 189,7 | 228,6 | 210,2 | 56,0 | 399,9 | 284,5 |
| 1955 Août | 38 | 2,5 | 141,2 | 1,4 | 4,5 | 183,1 | 82,7 | 2,9 | 3,7 | 189,9 | 232,2 | 210,4 | 56,9 | 400,3 | 289,1 |
| Septembre | 38 | 2,3 | 128,5 | 1,3 | 4,8 | 178,3 | 78,8 | 3,1 | 4,2 | 185,1 | 216,3 | 209,1 | 56,8 | 394,2 | 273,0 |
| Octobre | 38 | 2,3 | 144,3 | 1,5 | 9,3 | 190,9 | 85,0 | 3,2 | 4,1 | 198,0 | 242,7 | 217,7 | 58,9 | 415,7 | 301,6 |
| Novembre | 38 | 2,1 | 121,2 | 1,2 | 6,7 | 179,8 | 84,8 | 2,8 | 3,6 | 186,0 | 216,4 | 208,4 | 53,9 | 394,3 | 270,2 |
| Décembre | 38 | 2,4 | 146,3 | 1,7 | 7,9 | 206,6 | 96,5 | 3,1 | 4,2 | 213,8 | 254,9 | 234,9 | 65,5 | 448,7 | 320,5 |
| 1956 Janvier | 38 | 2,3 | 142,3 | 1,7 | 4,7 | 197,9 | 93,2 | 3,0 | 4,4 | 204,8 | 254,7 | 215,5 | 62,3 | 420,3 | 317,0 |
| Février | 38 | 2,3 | 114,6 | 1,3 | 5,7 | 184,1 | 80,7 | 2,9 | 3,7 | 190,6 | 204,7 | 204,3 | 54,4 | 395,0 | 259,0 |
| Mars | 38 | 2,3 | 130,2 | 1,5 | 8,6 | 190,8 | 84,5 | 3,3 | 4,5 | 197,9 | 227,8 | 211,8 | 60,9 | 409,7 | 288,7 |
| Avril | 38 | 2,3 | 112,2 | 1,5 | 8,7 | 209,5 | 92,7 | 3,0 | 4,9 | 216,3 | 218,5 | 225,6 | 62,1 | 441,9 | 280,6 |
| Mai | 38 | 2,1 | 116,1 | 1,6 | 6,2 | 208,0 | 88,9 | 2,9 | 4,6 | 214,6 | 215,8 | 220,4 | 64,6 | 435,0 | 280,3 |
| Juin | 38 | 2,3 | 117,7 | 1,9 | 11,5 | 221,0 | 101,4 | 3,4 | 6,3 | 228,6 | 236,9 | 227,5 | 60,1 | 456,1 | 297,0 |
| Juillet | 38 | 2,2 | 115,5 | 2,0 | 9,2 | 211,2 | 103,4 | 3,1 | 6,9 | 218,5 | 235,0 | 219,2 | 57,7 | 437,8 | 292,7 |
| Août | 38 | 2,3 | 112,0 | 1,6 | 8,1 | 200,1 | 93,7 | 3,1 | 5,2 | 207,1 | 219,0 | 215,4 | 60,3 | 422,4 | 279,3 |
| Septembre | 38 | 2,4 | 119,8 | 1,5 | 9,1 | 190,6 | 90,4 | 3,7 | 9,0 | 198,2 | 228,3 | 207,0 | 58,0 | 405,2 | 286,3 |
| Octobre | 38 | 2,4 | 148,5 | 1,6 | 11,6 | 231,9 | 98,3 | 3,4 | 5,2 | 239,3 | 263,6 | 249,3 | 69,3 | 488,6 | 332,9 |

¹ Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en *call money*.

II. — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

36

(milliards de francs)

| Périodes | Milliers de comptes de fin de période | Avoir global * | Avoirs des particuliers * | Crédit | | Débit | | Mouvement général | Opérations sans emploi de numéraire % | Vitesse de circulation ² |
|--------------|---------------------------------------|----------------|---------------------------|------------|-----------|-------------------|-----------|-------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
| | | | | Versements | Virements | Chèques et divers | Virements | | | |
| 1954 Moyenne | 678 ¹ | 27,8 | 20,6 | 29,7 | 74,1 | 29,5 | 74,1 | 207,4 | 91 | 3,86 |
| 1955 Moyenne | 703 ¹ | 28,3 | 20,8 | 30,5 | 76,2 | 30,3 | 76,2 | 213,3 | 91 | 3,84 |
| 1955 Août | 685 | 28,0 | 20,5 | 30,0 | 74,8 | 30,7 | 74,8 | 210,4 | 91 | 3,78 |
| Septembre | 684 | 27,5 | 20,4 | 29,2 | 72,5 | 27,9 | 72,5 | 202,2 | 91 | 3,64 |
| Octobre | 690 | 27,9 | 21,0 | 30,5 | 77,8 | 31,4 | 77,8 | 217,4 | 91 | 3,90 |
| Novembre | 696 | 27,5 | 21,0 | 30,2 | 76,8 | 30,4 | 76,8 | 214,2 | 92 | 4,21 |
| Décembre | 703 | 28,0 | 21,2 | 34,6 | 82,6 | 29,5 | 82,6 | 229,4 | 92 | 3,84 |
| 1956 Janvier | 711 | 32,0 | 22,1 | 34,5 | 90,9 | 38,2 | 90,9 | 254,5 | 92 | 4,00 |
| Février | 717 | 28,9 | 21,8 | 29,5 | 75,7 | 30,0 | 75,7 | 210,8 | 92 | 3,78 |
| Mars | 718 | 28,5 | 21,7 | 31,9 | 79,3 | 30,7 | 79,3 | 221,2 | 91 | 3,69 |
| Avril | 720 | 29,5 | 22,6 | 31,3 | 77,8 | 31,9 | 77,8 | 218,8 | 91 | 4,00 |
| Mai | 723 | 30,2 | 22,7 | 31,1 | 77,3 | 30,3 | 77,3 | 215,9 | 92 | 3,83 |
| Juin | 725 | 30,7 | 22,9 | 33,4 | 83,2 | 32,0 | 83,2 | 231,8 | 91 | 3,73 |
| Juillet | 727 | 32,8 | 23,1 | 36,8 | 89,9 | 38,2 | 89,9 | 254,9 | 91 | 4,02 |
| Août | 730 | 29,6 | 22,4 | 32,5 | 80,6 | 33,2 | 80,6 | 226,9 | 91 | 3,81 |
| Septembre | 734 | 28,8 | 21,8 | 30,0 | 76,2 | 29,4 | 76,2 | 211,8 | 92 | 3,77 |
| Octobre | 737 | 29,1 | 21,9 | 32,6 | 84,2 | 33,9 | 84,2 | 234,9 | 91 | 3,85 |

¹ Au 31 décembre.

² Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

* Ces avoirs comprennent : les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

| Périodes | Indice général | Produits agricoles du règne animal | Produits agricoles du règne végétal | Matières grasses | Produits minéraux | | | | | | Produits chimiques | | | Peaux et cuirs |
|-------------------------------|----------------|------------------------------------|-------------------------------------|------------------|--------------------------|----------|--------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------|-------------------|----------------|
| | | | | | Indice général du groupe | Charbon | Sous-produits du charbon | Produits pétroliers | Mine-raux et métaux bruts | Produits des carrières | Indice général du groupe | Produits chimiques | Engrais chimiques | |
| Nombre de produits ... | 135 | 13 | 14 | 2 | 19 | 4 | 4 | 3 | 5 | 3 | 11 | 8 | 3 | 5 |
| 1954 Moyenne | 410 | 384 | 458 | 334 | 422 | 550 | 438 | 278 | 410 | 450 | 304 | 317 | 271 | 341 |
| 1955 Moyenne | 419 | 378 | 429 | 343 | 433 | 551 | 458 | 283 | 432 | 446 | 317 | 337 | 270 | 324 |
| 1955 Juillet | 418 | 366 | 429 | 349 | 432 | 551 | 456 | 279 | 432 | 447 | 316 | 339 | 260 | 321 |
| Août | 419 | 388 | 417 | 339 | 433 | 551 | 458 | 285 | 430 | 447 | 316 | 340 | 260 | 321 |
| Septembre | 420 | 390 | 423 | 344 | 432 | 552 | 458 | 285 | 427 | 447 | 317 | 340 | 261 | 321 |
| Octobre | 420 | 392 | 434 | 345 | 433 | 552 | 458 | 285 | 428 | 448 | 319 | 340 | 269 | 320 |
| Novembre | 420 | 382 | 429 | 349 | 434 | 552 | 459 | 285 | 434 | 447 | 320 | 340 | 270 | 328 |
| Décembre | 423 | 374 | 440 | 364 | 439 | 552 | 459 | 285 | 452 | 447 | 321 | 342 | 271 | 330 |
| 1956 Janvier | 426 | 379 | 442 | 374 | 445 | 552 | 459 | 295 | 464 | 448 | 321 | 342 | 272 | 328 |
| Février | 430 | 402 | 446 | 386 | 447 | 552 | 459 | 299 | 470 | 448 | 324 | 343 | 278 | 329 |
| Mars | 429 | 386 | 449 | 392 | 446 | 552 | 467 | 294 | 465 | 448 | 324 | 343 | 278 | 331 |
| Avril | 429 | 388 | 454 | 401 | 443 | 552 | 467 | 288 | 459 | 448 | 323 | 342 | 275 | 332 |
| Mai | 427 | 380 | 452 | 403 | 447 | 556 | 485 | 288 | 454 | 450 | 322 | 340 | 277 | 327 |
| Juin | 426 | 378 | 447 | 384 | 448 | 556 | 485 | 288 | 455 | 455 | 318 | 340 | 265 | 323 |
| Juillet | 426 | 400 | 423 | 381 | 450 | 556 | 485 | 292 | 461 | 457 | 316 | 340 | 259 | 322 |
| Août | 427 | 403 | 424 | 371 | 451 | 556 | 485 | 288 | 466 | 457 | 316 | 340 | 259 | 323 |
| Septembre | 428 | 393 | 437 | 369 | 451 | 556 | 488 | 288 | 466 | 458 | 316 | 340 | 261 | 322 |

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE (suite)

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

| Périodes | Caout-chouc | Bois | Papiers et cartons | Produits textiles | | | | | | Matériaux de construction | Métaux et produits métalliques | | | |
|-------------------------------|-------------|----------|--------------------|--------------------------|----------|----------|----------|----------|----------------------|---------------------------|--------------------------------|-------------|-------------------|-------------|
| | | | | Indice général du groupe | Laine | Lin | Coton | Jute | Fibres artificielles | | Indice général du groupe | Sidé-rurgie | Fabr. métalliques | Non ferreux |
| Nombre de produits ... | 1 | 6 | 4 | 21 | 5 | 5 | 6 | 2 | 3 | 13 | 26 | 9 | 13 | 4 |
| 1954 Moyenne | 233 | 629 | 465 | 379 | 436 | 325 | 483 | 347 | 252 | 464 | 427 | 471 | 392 | 450 |
| 1955 Moyenne | 386 | 677 | 489 | 375 | 405 | 317 | 485 | 421 | 244 | 471 | 460 | 524 | 408 | 505 |
| 1955 Juillet | 450 | 682 | 487 | 380 | 410 | 331 | 489 | 405 | 244 | 470 | 459 | 521 | 410 | 502 |
| Août | 469 | 680 | 487 | 373 | 402 | 320 | 486 | 395 | 242 | 470 | 464 | 528 | 411 | 514 |
| Septembre | 489 | 678 | 488 | 368 | 391 | 315 | 484 | 378 | 243 | 473 | 467 | 530 | 411 | 530 |
| Octobre | 421 | 669 | 497 | 363 | 385 | 313 | 479 | 361 | 242 | 473 | 467 | 530 | 415 | 521 |
| Novembre | 430 | 668 | 500 | 362 | 384 | 310 | 472 | 381 | 240 | 473 | 472 | 536 | 417 | 533 |
| Décembre | 433 | 668 | 500 | 359 | 390 | 299 | 472 | 384 | 236 | 473 | 481 | 551 | 417 | 563 |
| 1956 Janvier | 380 | 668 | 508 | 363 | 393 | 302 | 482 | 387 | 236 | 476 | 484 | 560 | 419 | 556 |
| Février | 341 | 669 | 509 | 368 | 394 | 302 | 483 | 428 | 239 | 477 | 486 | 561 | 419 | 567 |
| Mars | 323 | 679 | 507 | 366 | 391 | 304 | 476 | 430 | 236 | 477 | 487 | 561 | 422 | 561 |
| Avril | 309 | 685 | 507 | 366 | 392 | 304 | 476 | 426 | 236 | 478 | 487 | 562 | 426 | 550 |
| Mai | 273 | 678 | 496 | 365 | 401 | 301 | 468 | 423 | 235 | 478 | 486 | 564 | 427 | 527 |
| Juin | 300 | 678 | 496 | 366 | 419 | 303 | 452 | 423 | 235 | 478 | 484 | 563 | 428 | 516 |
| Juillet | 323 | 678 | 496 | 364 | 422 | 294 | 457 | 414 | 236 | 478 | 484 | 564 | 427 | 513 |
| Août | 333 | 678 | 496 | 364 | 422 | 298 | 443 | 437 | 236 | 478 | 489 | 564 | 433 | 525 |
| Septembre | 316 | 669 | 496 | 367 | 436 | 295 | 445 | 452 | 235 | 478 | 492 | 572 | 434 | 528 |

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE **45²**
ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1953 = 100

| Périodes | Belgique (Ministère des Affaires économiques) | Etats-Unis (Department of Labor Bureau Labor Statistics) | France (Statistique générale de la France) | Pays-Bas (Central Bureau voor de Statistiek) | Royaume-Uni (Board of Trade) | | Suède (Administration du Commerce) | Suisse (Office fédéral de l'industrie, des Arts et Métiers et du Travail) | Allemagne occidentale (Statistische Bundesamt) |
|--------------|---|--|--|--|------------------------------|-------------------------|------------------------------------|---|--|
| | | | | | Matières de base 1 | Produits manufacturés 2 | | | |
| 1954 Moyenne | 99 | 100 | 98 | 101 | 98 | 100 | 100 | 101 | 100 |
| 1955 Moyenne | 101 | 101 | 98 | 102 | 105 | 104 | 104 | 101 | 103 |
| 1955 Juillet | 101 | 100 | 97 | 102 | 106 | 104 | 105 | 101 | 103 |
| Août | 101 | 105 | 98 | 102 | 107 | 104 | 104 | 101 | 103 |
| Septembre | 101 | 101 | 99 | 102 | 107 | 105 | 105 | 101 | 103 |
| Octobre | 101 | 101 | 99 | 102 | 105 | 105 | 105 | 101 | 104 |
| Novembre | 101 | 101 | 99 | 102 | 105 | 105 | 107 | 101 | 105 |
| Décembre | 102 | 101 | 100 | 102 | 107 | 106 | 107 | 101 | 105 |
| 1956 Janvier | 103 | 102 | 100 | 103 | 106 | 106 | 108 | 101 | 104 |
| Février | 104 | 102 | 103 | 104 | 106 | 107 | 109 | 102 | 106 |
| Mars | 103 | 102 | 101 | 104 | 107 | 108 | 109 | 102 | 106 |
| Avril | 103 | 103 | 102 | 106 | 106 | 108 | 110 | 102 | 106 |
| Mai | 103 | 104 | 103 | 104 | 107 | 108 | 109 | 104 | 106 |
| Juin | 103 | 104 | 102 | 104 | 106 | 108 | 110 | 104 | 105 |
| Juillet | 103 | 104 | 101 | 103 | 106 | p108 | 109 | 103 | 104 |
| Août | 103 | 104 | p103 | 104 | p107 | p108 | 109 | 104 | p105 |
| Septembre | 103 | 105 | p102 | 104 | p108 | p109 | 104 | 104 | p105 |

1 Matières de base (à l'exclusion de combustibles) utilisées dans les industries manufacturières non alimentaires.

2 Tous produits manufacturés autres que combustibles, produits alimentaires et tabac.

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL **46**
EN BELGIQUE

Base : moyenne 1953 = 100

Source : Ministère des Aff. économ. (Service de l'Index).

| Périodes | Indice général | Produits alimentaires | Produits non alimentaires | Services |
|-----------------|----------------|-----------------------|---------------------------|----------|
| Nombre de prod. | 65 | 35 | 25 | 5 |
| 1954 Moyenne | 100,3 | 102,7 | 99,2 | 100,0 |
| 1955 Moyenne | 100,8 | 101,6 | 99,2 | 101,0 |
| 1955 Août | 101,4 | 102,3 | 99,6 | 101,1 |
| Septembre | 101,8 | 102,8 | 99,9 | 101,2 |
| Octobre | 101,8 | 102,8 | 99,8 | 101,3 |
| Novembre | 102,1 | 103,0 | 99,9 | 102,6 |
| Décembre | 102,2 | 103,1 | 100,0 | 102,7 |
| 1956 Janvier | 102,2 | 103,0 | 100,1 | 103,0 |
| Février | 102,4 | 103,2 | 100,3 | 103,2 |
| Mars | 102,9 | 104,0 | 100,5 | 103,4 |
| Avril | 102,9 | 103,6 | 100,8 | 103,8 |
| Mai | 103,3 | 104,0 | 101,1 | 104,3 |
| Juin | 103,58 | 104,2 | 101,5 | 104,6 |
| Juillet | 103,72 | 103,9 | 101,9 | 105,9 |
| Août | 103,84 | 104,0 | 102,0 | 106,6 |
| Septembre | 104,13 | 104,4 | 102,2 | 107,1 |
| Octobre | 104,61 | 105,0 | 102,5 | 107,5 |

PRODUCTION

I. — COMBUSTIBLES ET PRODUITS METALLURGIQUES

55¹

Source : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines).

| Périodes | Mines de houille | | | | | | | | | |
|-------------------|---|----------------|--|--------|-----------|-------|---------|--------------------|------------------------------------|---|
| | Nombre moyen d'ouvriers présents (milliers) | | Production par bassin (milliers de tonnes) | | | | | | Nombre moyen de jours d'extraction | Stock à fin de période (milliers de tonnes) |
| | du fond | fond. et surf. | Mons | Centre | Charleroi | Liège | Campine | Total | | |
| 1936-1938 Moyenne | 87 | 125 | 408 | 353 | 640 | 451 | 541 | 2.425 ¹ | 24,0 | 1.502 |
| 1954 Moyenne | 91 | 126 | 356 | 300 | 596 | 414 | 771 | 2.437 | 24,0 | 2.815 |
| 1955 Moyenne | 87 | 120 | 344 | 306 | 602 | 401 | 845 | 2.498 | 24,6 | 371 |
| 1955 Août | 85 | 117 | 354 | 308 | 598 | 372 | 837 | 2.469 | 25,4 | 860 |
| Septembre | 86 | 119 | 360 | 325 | 626 | 417 | 861 | 2.590 | 25,7 | 721 |
| Octobre | 89 | 121 | 373 | 346 | 649 | 426 | 897 | 2.691 | 25,8 | 593 |
| Novembre | 93 | 126 | 351 | 321 | 625 | 410 | 857 | 2.564 | 23,8 | 497 |
| Décembre | 94 | 127 | 383 | 351 | 703 | 435 | 914 | 2.786 | 25,5 | 371 |
| 1956 Janvier | 95 | 127 | 358 | 320 | 632 | 418 | 880 | 2.608 | 23,9 | 281 |
| Février | 92 | 123 | 319 | 282 | 554 | 372 | 863 | 2.390 | 23,0 | 449 |
| Mars | 94 | 126 | 383 | 351 | 668 | 450 | 998 | 2.850 | 26,1 | 377 |
| Avril | 92 | 125 | 344 | 324 | 620 | 391 | 864 | 2.543 | 23,1 | 316 |
| Mai | 91 | 124 | 345 | 329 | 636 | 403 | 872 | 2.585 | 23,7 | 301 |
| Juin | 90 | 123 | 380 | 310 | 594 | 404 | 901 | 2.589 | 23,7 | 275 |
| Juillet | 84 | 116 | 252 | 224 | 452 | 286 | 828 | 2.042 | 20,1 | 240 |
| Août | 83 | 114 | 265 | 249 | 520 | 314 | 838 | 2.186 | 22,2 | 228 |
| Septembre | 82 | 114 | 305 | 275 | 527 | 341 | 778 | 2.226 | 22,7 | 218 |
| Octobre | p | | 368 | 328 | 614 | 407 | 924 | 2.641 | | 231 |

1Y compris 82.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

I. — COMBUSTIBLES ET PRODUITS METALLURGIQUES (suite)

55²

Sources : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines et Institut National de Statistique) — Ministère des Finances (Acoises).

| Périodes | Cokes | | Agglomérés | | Pétroles bruts | Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période) | Production métallurgique (milliers de tonnes) | | |
|-------------------------|---------------------------------|-------------------------|---------------------------------|-------------------------|--|--|---|------------|--------------------|
| | Production (milliers de tonnes) | Nombre moyen d'ouvriers | Production (milliers de tonnes) | Nombre moyen d'ouvriers | mise en œuvre (milliers de kilolitres) | | Fonte | Acier brut | Acier et fer finis |
| 1936-1938 Moyenne | 435 | 3.831 | 142 | 855 | — | 37 | 261 | 253 | 202 |
| 1954 Moyenne | 512 | 4.592 | 115 | 560 | 365 | 47 | 385 | 413 | 302 |
| 1955 Moyenne | 550 | 4.328 | 129 | 571 | 453 | 50 | 449 | 492 | 366 |
| 1955 Juillet | 556 | 4.347 | 80 | 542 | 480 | 51 | 434 | 455 | 287 |
| Août | 570 | 4.336 | 116 | 538 | 520 | 50 | 440 | 481 | 359 |
| Septembre | 541 | 4.364 | 135 | 574 | 533 | 51 | 460 | 512 | 395 |
| Octobre | 457 | 4.110 | 152 | 590 | 473 | 48 | 441 | 501 | 393 |
| Novembre | 562 | 4.383 | 150 | 608 | 498 | 51 | 459 | 500 | 371 |
| Décembre | 600 | 4.409 | 166 | 579 | 487 | 51 | 490 | 542 | 416 |
| 1956 Janvier | 600 | 4.444 | 156 | 609 | 536 | 51 | 489 | 542 | 416 |
| Février | 561 | 4.451 | 119 | 600 | 502 | 51 | 442 | 493 | 379 |
| Mars | 609 | 4.528 | 164 | 592 | 547 | 51 | 498 | 560 | 429 |
| Avril | 590 | 4.542 | 155 | 604 | 594 | 51 | 474 | 524 | 390 |
| Mai | 608 | 4.628 | 157 | 595 | 622 | 50 | 476 | 519 | 360 |
| Juin | 594 | 4.642 | 155 | 580 | 593 | 51 | 493 | 561 | 422 |
| Juillet | 605 | 4.667 | 120 | 584 | 552 | 49 | 451 | 463 | 320 |
| Août | 620 | 4.635 | 142 | 578 | 562 | p 50 | p 483 | p 543 | p 396 |
| Septembre | 609 | 4.717 | 147 | 572 | | | | p 515 | |

II. — PRODUITS TEXTILES

56¹

Source : Institut National de Statistique.

| Périodes | Production de fils (tonnes) | | | | | | | Production de rayonne (tonnes) | Production de tissus écorus tombés de métiers (pour compte propre, services publics et ordres à façon) (tonnes) | | | | |
|------------------|-----------------------------|-------------|----------------|--------------|-------|--------------|--------|--------------------------------|---|--------|-------|---------|---------|
| | Fil de lin | Fil de jute | Fil de chanvre | Fil de coton | | Fil de laine | | | Lin | Jute 1 | Coton | Laine 2 | Rayonne |
| | | | | fin | cardé | peignée | cardée | | | | | | |
| 1954 Moyenne . | 729 | 6.062 | 181 | 7.662 | 565 | 1.831 | 1.371 | 2.597 | 629 | 3.284 | 6.425 | 2.091 | 604 |
| 1955 Moyenne . | 731 | 6.337 | 193 | 7.378 | 511 | 1.996 | 1.474 | 2.655 | 592 | 3.513 | 6.176 | 2.371 | 586 |
| 1955 Juin | 694 | 6.927 | 197 | 7.876 | 480 | 2.003 | r1.578 | 2.645 | 615 | 3.881 | 6.319 | 2.469 | 617 |
| Juillet | 514 | 5.179 | 192 | 4.077 | 341 | 1.078 | r1.147 | 1.988 | 482 | 3.187 | 4.798 | 1.891 | 402 |
| Août | 555 | 5.847 | 205 | 6.896 | 423 | 2.155 | 1.418 | 2.723 | 423 | 3.192 | 5.396 | 2.217 | 520 |
| Septembre . | 676 | 6.762 | 159 | 8.602 | 512 | 2.216 | 1.561 | 2.653 | 504 | 3.889 | 6.370 | 2.555 | 631 |
| Octobre ... | 788 | 6.855 | 181 | 7.444 | 571 | 2.304 | 1.657 | 2.721 | 600 | 3.570 | 6.695 | 2.619 | 659 |
| Novembre . | 733 | 6.681 | 155 | 7.334 | 534 | 2.382 | 1.566 | 2.738 | 645 | 3.882 | 6.557 | 2.561 | 659 |
| Décembre . | 757 | 7.435 | 182 | 8.668 | 610 | 2.456 | 1.632 | 2.782 | 679 | 4.021 | 6.953 | 2.563 | 722 |
| 1956 Janvier ... | 844 | 7.002 | 220 | 7.702 | 566 | 2.246 | 1.521 | 2.753 | 618 | 3.496 | 6.570 | 2.530 | 662 |
| Février ... | 721 | 6.884 | 205 | 7.478 | 483 | 2.253 | 1.449 | 2.617 | 609 | 3.316 | 6.036 | 2.468 | 615 |
| Mars | 734 | 8.091 | 193 | 8.630 | 467 | 2.265 | 1.653 | 2.896 | 656 | 3.301 | 6.890 | 2.654 | 762 |
| Avril | 742 | 6.506 | 200 | 7.023 | 450 | 2.056 | 1.421 | 2.708 | 582 | 3.150 | 5.997 | 2.441 | 670 |
| Mai | 648 | 6.093 | 158 | 7.476 | 472 | 2.130 | 1.517 | 2.807 | 548 | 3.349 | 5.985 | 2.454 | 615 |
| Juin | 787 | 6.102 | 227 | 7.632 | 485 | 2.184 | 1.683 | 2.645 | 602 | 3.386 | 6.496 | 2.749 | 693 |
| Juillet | 585 | 4.837 | 121 | 4.480 | 363 | 1.659 | 1.257 | 1.927 | 492 | 2.634 | 5.259 | 2.420 | 528 |
| Août | 655 | 5.740 | 113 | 8.402 | 389 | 2.007 | 1.570 | | 510 | 2.618 | 6.170 | 2.338 | 598 |

1 Y compris les tapis en jute.

2 Y compris couvertures et tapis en laine.

r Chiffres rectifiés.

III. — PRODUITS DIVERS

56²

Source : Institut National de Statistique et Administration des Douanes et Accises.

| Périodes | Ciment | Chaux | Calcaires | Ammoniaque de synthèse et dérivés | | | Engrais composés | Papier | | Briques | | Sucres | | | | Brasseries 4 | Distilleries (milliers d'hectolitres) | Allumettes (millions de tiges) | Pêche Vente de poisson 5 | |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------------------|------------------------------|------|------------------|--------|----------------------|--------------------|---------------------|--------------|-----------------|---------------------------------|--------------------------|--------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| | | | | Azote primaire | Azote dans les engrais finis | | | Papier | Cartons | Briques ordinaires | Briques de parement | Production | | Stocks (sucres bruts et raf.) 3 | Déclarations en consomm. | | | | Quantités (milliers de tonnes) | Valeurs (millions de francs) |
| | | | | | | | | | | | | sucres bruts | sucres raffinés | | | | | | | |
| (milliers de tonnes) | | | | | | | | | (milliers de tonnes) | | | | | | | | | | | |
| 1936-1938 Moy | 250 ¹ | 117 ² | 154 ² | 18,6 | 17,2 | 10,8 | 21,6 | 3,8 | 174 | 12,5 | 17,5 | 17,2 | 159 | 20,7 | 16,4 | 35,0 | 4.421 | 2,9 | 7,2 | |
| 1954 Moyenne | 365 | 130 | 146 | 17,4 | 16,3 | 10,9 | 21,6 | 3,8 | 174 | 12,5 | 26,6 | 14,5 | 254 | 20,8 | 12,6 | 19,7 | 4.757 | 3,4 | 34,0 | |
| 1955 Moyenne | 391 | 151 | 148 | 17,4 | 16,3 | 10,9 | 22,8 | 4,0 | 190 | 12,7 | 30,2 | 15,2 | 267 | 21,3 | 13,2 | 21,5 | 4.473 | 3,8 | 35,9 | |
| 1955 Juillet | 457 | 137 | 156 | 19,3 | 18,1 | 3,0 | 18,7 | 2,9 | 248 | 13,7 | — | 13,4 | 80 | 24,1 | 15,5 | 18,4 | 3.709 | 3,0 | 28,1 | |
| Août | 449 | 149 | 203 | 19,6 | 18,3 | 7,6 | 20,8 | 3,7 | 245 | 14,5 | — | 12,7 | 46 | 23,7 | 14,6 | 14,7 | 3.575 | 3,7 | 30,2 | |
| Septembre | 493 | 163 | 185 | 16,6 | 15,4 | 13,1 | 23,9 | 4,3 | 257 | 14,6 | 0,2 | 13,2 | 18 | 21,9 | 14,2 | 28,1 | 3.525 | 3,6 | 32,4 | |
| Octobre | 466 | 153 | 190 | — | — | 7,9 | 23,9 | 4,2 | 244 | 15,6 | 123,9 | 24,1 | 106 | 20,4 | 11,9 | 20,1 | 4.927 | 3,7 | 40,0 | |
| Novembre | 403 | 150 | 126 | 17,0 | 15,8 | 17,5 | 21,9 | 4,1 | 204 | 12,6 | 181,1 | 28,4 | 234 | 24,6 | 12,2 | 20,8 | 4.750 | 3,8 | 38,0 | |
| Décembre | 373 | 163 | 125 | 20,9 | 19,3 | 22,1 | 24,8 | 4,4 | 170 | 11,3 | 50,0 | 14,8 | 267 | 22,7 | 13,2 | 31,4 | 5.071 | 2,9 | 36,2 | |
| 1956 Janvier | 283 | 149 | 97 | 20,8 | 19,8 | 19,5 | 24,8 | 4,2 | 128 | 10,6 | — | 12,4 | 243 | 18,7 | 10,9 | 15,6 | 5.142 | 3,3 | 40,0 | |
| Février | 92 | 143 | 50 | 17,2 | 17,0 | 7,6 | 25,8 | 4,1 | 88 | 9,1 | 2,7 | 13,2 | 225 | 17,1 | 9,3 | 18,7 | 4.726 | 4,5 | 34,9 | |
| Mars | 322 | 158 | 141 | 21,0 | 20,4 | 21,8 | 26,2 | 4,8 | 105 | 10,3 | 1,0 | 16,2 | 200 | 21,5 | 14,2 | 34,4 | 5.460 | 5,2 | 45,9 | |
| Avril | 427 | 149 | 160 | 20,4 | 19,8 | 18,6 | 21,3 | 4,3 | 142 | 10,9 | 2,7 | 13,2 | 174 | 17,0 | 14,3 | 13,1 | 4.932 | 4,0 | 36,3 | |
| Mai | 442 | 152 | 203 | 20,8 | 20,0 | 12,4 | 22,8 | 4,0 | 218 | 12,1 | 1,8 | 12,7 | 151 | 20,2 | 15,0 | 14,7 | 4.944 | 3,7 | 36,6 | |
| Juin | 480 | 162 | 203 | 19,7 | 19,1 | 4,5 | 24,6 | 4,8 | 217 | 8,0 | 0,1 | 11,2 | 120 | 22,1 | 15,7 | 29,4 | 4.977 | 2,7 | 32,2 | |
| Juillet | 486 | 140 | 229 | 19,9 | 19,1 | 2,2 | 19,2 | 2,9 | 219 | 9,1 | — | 12,0 | 90 | 23,2 | 13,9 | 23,5 | 4.127 | 3,3 | 30,4 | |
| Août | 479 | p150 | p250 | 19,9 | 18,3 | 9,7 | 22,5 | 4,1 | p216 | p 8,6 | — | 13,2 | 57 | 23,8 | 14,6 | 13,2 | 4.343 | 3,3 | 29,1 | |
| Septembre | p457 | | | 19,5 | 18,8 | 14,6 | p23,4 | p4,6 | | | 0,2 | 13,9 | 20 | 24,9 | 12,5 | 29,6 | | | | |

1 Moyenne 1938.

2 Moyenne 1937-1938-1939.

3 Fin de période.

4 Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substances sucrées). Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

5 Vente aux minques d'Ostende, Nieuport, Zeebrugge et Blankenberghe; en 1936-1937-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement. Non compris les harengs, esprotts et crevettes.

IV. — ENERGIE ELECTRIQUE *

58

(millions de kWh)

Source : Ministère des Affaires économiques — Direction Energie Electrique.

| Périodes | Production 1 | | | | Importations | Exportations | Total énergie absorbée par les réseaux (7) = (4) + (5) - (6) |
|-------------------|---|----------------------|--|--|--------------|--------------|--|
| | Centrales des producteurs-distributeurs | | Centrales des auto-producteurs industriels 2 | Total pour la Belgique (4) = (1) + (2) + (3) | | | |
| | Régies communales (1) | Sociétés privées (2) | | | | | |
| 1936-1938 Moyenne | 20,4 | 190 | 228 | 438 | 5,5 | 2,2 | 441 |
| 1954 Moyenne | 35,0 | 442 | 404 | 881 | 16,6 | 16,3 | 881 |
| 1955 Moyenne | 33,1 | 464 | 436 | 933 | 21,7 | 10,7 | 944 |
| 1955 Juin | 30,8 | 423 | 421 | 875 | 30,9 | 1,8 | 904 |
| Juillet | 20,9 | 391 | 386 | 798 | 22,0 | 10,0 | 810 |
| Août | 28,3 | 450 | 420 | 899 | 22,7 | 13,0 | 908 |
| Septembre | 29,8 | 476 | 425 | 931 | 18,1 | 6,0 | 943 |
| Octobre | 29,7 | 480 | 463 | 962 | 12,3 | 26,6 | 948 |
| Novembre | 29,9 | 513 | 471 | 1.014 | 12,6 | 25,8 | 1.001 |
| Décembre | 39,5 | 559 | 494 | 1.093 | 17,0 | 24,9 | 1.085 |
| 1956 Janvier | 45,5 | 537 | 458 | 1.041 | 24,4 | 20,6 | 1.044 |
| Février | 40,9 | 521 | 442 | 1.003 | 20,7 | 22,8 | 1.001 |
| Mars | 38,8 | 529 | 474 | 1.041 | 20,5 | 33,4 | 1.028 |
| Avril | 33,3 | 489 | 435 | 957 | 20,0 | 28,2 | 949 |
| Mai | 29,6 | 467 | 425 | 922 | 29,3 | 9,8 | 941 |
| Juin | 33,2 | 462 | 417 | 912 | 41,4 | 5,2 | 948 |
| Juillet | 23,0 | 423 | 387 | 833 | 32,5 | 6,1 | 859 |
| Août | 30,3 | 470 | 421 | 921 | 33,5 | 8,6 | 946 |

* Nombre de centrales en activité au début de l'année 1954 et 1955 : 218.

1 Production nette des centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

2 Jusqu'en décembre 1955 : production brute.

V. — GAZ
(Production, Importation et Exportation) ¹

59

(millions de mètres cubes)

Source : Ministère des Affaires économiques (Administration de l'Industrie).

| | Production | | | | | Importations | Exportations | Solde importation exportation | Total de gaz disponible en Belgique |
|--------------------|------------------------|--------------|---|--------------------------|-------|--------------|--------------------|-------------------------------------|---|
| | des usines à gaz | des cokeries | | des charbon- nages | total | | | | |
| | | total | dont production destinée aux fournitures industrielles directes | | | | | | |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (1) + (2) + (3) | (6) | (7) | (8) = (6) - (7) | (9) = (5) + (8) | |
| 1954 Moyenne | 1,10 | 152,45 | 83,74 | 8,94 | 162 | 0,07 | 3,62 | -3,55 | 159 |
| 1955 Moyenne | 0,62 | 158,71 | 91,74 | 12,77 | 172 | 0,31 | 3,94 | -3,63 | 168 |
| 1955 Juin | 0,90 | 156,69 | 92,56 | 12,25 | 170 | 0,33 | 4,10 | -3,77 | 166 |
| Juillet | 0,55 | 150,63 | 88,39 | 9,73 | 161 | 0,19 | 3,99 | -3,80 | 157 |
| Août | 0,43 | 158,15 | 95,36 | 10,48 | 169 | 0,43 | 2,51 | -2,08 | 167 |
| Septembre | 0,40 | 155,69 | 90,85 | 12,60 | 169 | 0,38 | 4,31 | -3,93 | 165 |
| Octobre | 0,36 | 125,83 | 65,74 | 17,64 | 144 | 0,75 | 4,15 | -3,40 | 141 |
| Novembre | 0,32 | 158,41 | 93,17 | 15,49 | 174 | 0,41 | 4,62 | -4,21 | 170 |
| Décembre | 0,26 | 172,86 | 101,88 | 16,43 | 190 | 0,43 | 5,19 | -4,76 | 185 |
| 1956 Janvier | 0,27 | 178,09 | 103,73 | 18,28 | 197 | 0,44 | 5,70 | -5,26 | 191 |
| Février | 1,37 | 176,70 | 92,01 | 19,65 | 198 | 0,62 | 6,53 | -5,91 | 192 |
| Mars | 0,29 | 177,32 | 101,52 | 16,69 | 194 | 0,41 | 6,47 | -6,06 | 188 |
| Avril | 0,27 | 165,79 | 97,96 | 16,69 | 183 | 0,39 | 5,70 | -5,31 | 177 |
| Mai | 0,31 | 169,66 | 99,78 | 14,38 | 184 | 0,41 | 5,85 | -5,44 | 179 |
| Juin | 0,30 | 168,10 | 99,45 | 13,16 | 182 | 0,39 | 5,79 | -5,40 | 176 |
| Juillet | 0,32 | 157,11 | 92,09 | 13,25 | 171 | 0,19 | 5,59 | -5,40 | 165 |
| Août | 0,32 | 168,25 | 98,25 | 11,59 | 180 | 0,40 | 3,09 | -2,69 | 177 |

¹ La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgaz des synthèses chimiques, du gaz des hauts fourneaux et du méthane. Elle comprend également la production de méthane en provenance directe des charbonnages ainsi que le gaz de pétrole liquéfié transporté par canalisation, tous ces gaz étant destinés à la distribution publique.

La présente statistique ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgaz, gaz des hauts fourneaux, gaz méthane ou gaz liquéfié qui sont mélangés en dehors de l'usine de production au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries, gaz de houille ou autres et utilisés pour leurs besoins propres, chauffage des fours etc.

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (3) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

c) La production de gaz renseignée à la colonne (4) comprend le gaz de charbonnage livré tel quel et le gaz de charbonnage réformé auxquels sont mélangés éventuellement des gaz de pétrole liquéfiés, réformés ou non.

d) Les volumes de gaz produit par les cokeries et les charbonnages sont ramenés à 4.250 kcal, 0° C., 760 mm. Hg.

e) Le nombre total de cokeries (sociétés privées produisant du gaz en 1955 et 1956) s'élève à 18.

CONSOMMATION *

I. — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

65¹

A. — Indices des ventes mensuelles : base moyenne 1936 à 1938 = 100

Source : Banque Nationale de Belgique.

| Mois | Grands magasins | | | | | | Magasins à succursales | | Coopératives et magasins patronaux | | | | | |
|-----------------|------------------------|------|--------------------------|------|---------------------------------------|-------|------------------------|------|------------------------------------|------|--------------|------|-----------|------|
| | Vêtements ¹ | | Ameublement ¹ | | Art. de ménage et divers ¹ | | Alimentation | | Boulangerie | | Alimentation | | Vêtements | |
| | 1954 | 1955 | 1954 | 1955 | 1954 | 1955 | 1954 | 1955 | 1954 | 1955 | 1954 | 1955 | 1954 | 1955 |
| Septembre | 499 | 491 | 620 | 667 | 695 | 771 | 408 | 446 | 235 | 235 | 637 | 672 | 541 | 591 |
| Octobre | 602 | 639 | 574 | 629 | 701 | 794 | 427 | 445 | 244 | 244 | 650 | 696 | 595 | 674 |
| Novembre | 572 | 566 | 544 | 583 | 995 | 1.124 | 433 | 429 | 226 | 224 | 638 | 670 | 515 | 564 |
| Décembre | 629 | 662 | 605 | 637 | 1.160 | 1.290 | 505 | 525 | 256 | 256 | 781 | 828 | 533 | 603 |
| | 1955 | 1956 | 1955 | 1956 | 1955 | 1956 | 1955 | 1956 | 1955 | 1956 | 1955 | 1956 | 1955 | 1956 |
| Janvier | 421 | 593 | 543 | 581 | 616 | 688 | 431 | 446 | 223 | 225 | 674 | 706 | 716 | 707 |
| Février | 366 | 377 | 550 | 520 | 604 | 609 | 423 | 456 | 220 | 235 | 647 | 744 | 527 | 589 |
| Mars | 460 | 601 | 626 | 700 | 661 | 837 | 446 | 488 | 247 | 258 | 698 | 755 | 574 | 686 |
| Avril | 565 | 528 | 636 | 643 | 742 | 765 | 445 | 425 | 241 | 230 | 664 | 665 | 582 | 567 |
| Mai | 518 | 608 | 624 | 668 | 718 | 835 | 424 | 465 | 234 | 233 | 659 | 703 | 521 | 587 |
| Juin | 551 | 583 | 575 | 689 | 716 | 882 | 430 | 464 | 241 | 248 | 658 | 720 | 475 | 529 |
| Juillet | 586 | 647 | 572 | 605 | 813 | 912 | 444 | 459 | 231 | 227 | 671 | 690 | 440 | 481 |
| Août | 572 | 444 | 514 | 587 | 753 | 883 | 422 | 474 | 231 | 241 | 662 | 741 | 425 | 498 |
| Septembre | 491 | 494 | 667 | 660 | 771 | 831 | 446 | 495 | 235 | 235 | 672 | 737 | 591 | 566 |

* Pour la consommation de sucre, voir tableau no 563.

¹ Indices rectifiés.

B. — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1953 = 100

65³

Source : Institut National de Statistique.

| Mois | Grands magasins à rayons multiples | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------|------------------------------------|--------------|---------------|------------|-------|--------------|---------------|---------------|---|-------------|----------|--------------------|--------|--------------------|---------------------------------|--------|-----------------------|-----------|-----------|-------|----------|-----------------------------|
| | Indice général | Alimentation | | | | Habilleme nt | | | | Ameublement | | | Ménage | | | Tabacs | Librairie-Papeterie | | | Parf. | | |
| | | Périsable | Non périsable | Restaurant | Total | Annages | Dessus hommes | Dessus femmes | Bonneterie, lingerie, chemiserie, chapel. | Total 1 | Textiles | Meubles, lustrerie | Total | Articles de ménage | Appareils ménagers, électricité | Total | Articles pour fumeurs | Librairie | Papeterie | Total | Toilette | Jeux, jouets sports, voyage |
| 1955 Septembre | 111 | 119 | 107 | 114 | 114 | 98 | 106 | 100 | 105 | 103 | 116 | 139 | 127 | 112 | 155 | 119 | 105 | 93 | 178 | 166 | 107 | 48 |
| 1955 Octobre | 120 | 126 | 113 | 123 | 121 | 108 | 168 | 147 | 126 | 131 | 106 | 108 | 107 | 114 | 182 | 125 | 109 | 111 | 103 | 105 | 107 | 84 |
| 1955 Novembre | 131 | 120 | 129 | 126 | 123 | 99 | 131 | 106 | 126 | 119 | 102 | 100 | 101 | 99 | 160 | 109 | 120 | 256 | 139 | 156 | 106 | 378 |
| 1955 Décembre | 158 | 158 | 186 | 147 | 166 | 91 | 139 | 119 | 165 | 146 | 108 | 115 | 111 | 140 | 206 | 151 | 248 | 264 | 219 | 225 | 161 | 226 |
| 1956 Janvier | 107 | 123 | 111 | 119 | 119 | 98 | 90 | 85 | 135 | 107 | 133 | 89 | 113 | 99 | 140 | 106 | 114 | 97 | 105 | 104 | 99 | 38 |
| 1956 Février | 96 | 138 | 127 | 97 | 130 | 79 | 61 | 55 | 89 | 77 | 87 | 93 | 90 | 91 | 136 | 99 | 100 | 90 | 85 | 85 | 89 | 31 |
| 1956 Mars | 132 | 158 | 157 | 136 | 155 | 139 | 148 | 131 | 131 | 128 | 132 | 126 | 129 | 127 | 144 | 130 | 126 | 122 | 108 | 110 | 123 | 66 |
| 1956 Avril | 110 | 124 | 114 | 128 | 121 | 114 | 136 | 107 | 108 | 108 | 113 | 110 | 112 | 112 | 143 | 117 | 101 | 95 | 97 | 97 | 107 | 60 |
| 1956 Mai | 119 | 119 | 116 | 118 | 118 | 119 | 158 | 134 | 139 | 129 | 111 | 130 | 120 | 117 | 161 | 125 | 105 | 86 | 92 | 91 | 113 | 84 |
| 1956 Juin | 120 | 128 | 118 | 123 | 124 | 101 | 145 | 105 | 145 | 120 | 114 | 125 | 119 | 122 | 163 | 129 | 126 | 97 | 89 | 90 | 120 | 95 |
| 1956 Juillet | 121 | 103 | 104 | 129 | 106 | 101 | 160 | 130 | 172 | 135 | 115 | 120 | 117 | 119 | 160 | 126 | 121 | 111 | 88 | 92 | 129 | 122 |
| 1956 Août | 111 | 115 | 118 | 125 | 117 | 73 | 102 | 88 | 109 | 95 | 106 | 110 | 108 | 124 | 149 | 128 | 121 | 106 | 180 | 169 | 121 | 77 |
| 1956 Septembre | 113 | 121 | 126 | 115 | 122 | 92 | 104 | 99 | 102 | 98 | 117 | 126 | 121 | 117 | 196 | 131 | 116 | 96 | 190 | 176 | 107 | 49 |

1 Le total comprend, en outre, les rubriques : mercerie, rubans, patrons; chaussures, pantoufles; articles divers de parure.

65³

| Mois | Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement | | | Coopératives | | | | | | | | | | Magasins à succursales | | Gros-sistes | |
|----------------|---|-------|---|----------------|-------------|-------------------------------|-------------|-------------|--------------------|--------|---------------------|------------------------------|----------------------|------------------------|--|-------------|-----------------------|
| | Hommes | Dames | Sous-vêtements, accessoires, articles de parure | Indice général | Boulangerie | Alimentation sauf boulangerie | Habillement | Ameublement | Articles de ménage | Tabacs | Librairie papeterie | Parfumerie, articles de luxe | Restaurant, tea-room | Divers | Sous-vêtements et mercerie, articles de parure | Chaussures | Alimentation générale |
| | 1955 Septembre | 93 | 89 | 57 | 116 | 104 | 118 | 111 | 179 | 98 | 96 | 136 | 80 | 108 | 124 | 87 | 95 |
| 1955 Octobre | 140 | 144 | 87 | 121 | 108 | 122 | 131 | 189 | 106 | 100 | 126 | 77 | 109 | 119 | 102 | 100 | 108 |
| 1955 Novembre | 110 | 83 | 66 | 112 | 99 | 115 | 117 | 151 | 100 | 97 | 119 | 102 | 105 | 103 | 101 | p 78 | 108 |
| 1955 Décembre | 114 | 86 | 110 | 133 | 115 | 143 | 127 | 103 | 112 | 132 | 133 | 156 | 123 | 114 | 126 | p104 | 125 |
| 1956 Janvier | 107 | 78 | 98 | 120 | 99 | 129 | 111 | 131 | 93 | 101 | 68 | 108 | 92 | 118 | 92 | p 75 | p106 |
| 1956 Février | 64 | 39 | 48 | 122 | 103 | 127 | 115 | 92 | 94 | 92 | 53 | 111 | 78 | 151 | 74 | p 70 | p117 |
| 1956 Mars | 164 | 122 | 107 | 126 | 114 | 131 | 136 | 146 | 122 | 106 | 78 | 141 | 105 | 102 | 109 | p 85 | p122 |
| 1956 Avril | 151 | 120 | 96 | 111 | 101 | 116 | 114 | 160 | 98 | 102 | 77 | 116 | 110 | 89 | 84 | p 98 | p110 |
| 1956 Mai | 144 | 116 | 100 | 117 | 102 | 122 | 119 | 123 | 109 | 90 | 89 | 138 | 117 | 108 | 110 | p134 | p128 |
| 1956 Juin | 124 | 88 | 103 | 125 | 109 | 126 | 103 | 108 | 105 | 99 | 123 | 116 | 107 | 191 | 104 | p 99 | p121 |
| 1956 Juillet | 120 | 94 | 126 | 113 | 99 | 118 | 88 | 198 | 97 | 105 | 153 | 139 | 122 | 112 | p132 | p119 | p117 |
| 1956 Août | 80 | 58 | 58 | 120 | 106 | 127 | 91 | 117 | 103 | 105 | 146 | 119 | 109 | 144 | p 76 | p 76 | p136 |
| 1956 Septembre | 100 | 83 | 77 | | | | | | | | | | | | p 87 | | |

II. — CONSOMMATION DE TABAC (Fabrication et importation)

66

Source : Administration des Douanes et Accises.

| Périodes | Cigares | Cigarillos | Cigarettes | Tabacs à fumer priser et mâcher |
|----------------|----------------------|------------|------------|---------------------------------|
| | (millions de pièces) | | | (tonnes) |
| 1936-1938 Moy. | 16,2 | 49,4 | 430 | 1.097 |
| 1954 Moyenne | 12,3 | 42,4 | 688 | 819 |
| 1955 Moyenne | 13,1 | 44,7 | 720 | 788 |
| 1955 Octobre | 19,4 | 47,4 | 716 | 814 |
| 1955 Novembre | 16,4 | 52,8 | 702 | 746 |
| 1955 Décembre | 13,9 | 50,0 | 712 | 798 |
| 1956 Janvier | 12,2 | 55,5 | 947 | 980 |
| 1956 Février | 10,2 | 31,4 | 348 | 471 |
| 1956 Mars | 9,6 | 31,2 | 626 | 678 |
| 1956 Avril | 12,7 | 48,2 | 851 | 781 |
| 1956 Mai | 12,4 | 41,5 | 748 | 796 |
| 1956 Juin | 14,4 | 53,6 | 722 | 800 |
| 1956 Juillet | 12,4 | 46,4 | 830 | 798 |
| 1956 Août | 15,3 | 50,2 | 773 | 756 |
| 1956 Septembre | 17,1 | 56,1 | 772 | 766 |
| 1956 Octobre | 22,1 | 55,7 | 769 | 798 |

III. — ABATTAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

67

| Périodes | Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses) | Chevaux | Veaux | Porcs, porcelets | Moutons, agneaux, chèvres |
|----------------|---|---------|-------|------------------|---------------------------|
| | (milliers de têtes) | | | | |
| 1936-1938 Moy. | 16,5 | 0,7 | 12,2 | 26,7 | 6,5 |
| 1954 Moyenne | 20,1 | 4,1 | 11,1 | 31,6 | 6,1 |
| 1955 Moyenne | 21,0 | 3,7 | 10,9 | 31,3 | 5,6 |
| 1955 Septembre | 21,7 | 3,6 | 9,5 | 29,6 | 3,8 |
| 1955 Octobre | 21,7 | 3,9 | 9,3 | 32,9 | 9,5 |
| 1955 Novembre | 23,2 | 4,3 | 9,5 | 34,0 | 13,1 |
| 1955 Décembre | 19,5 | 4,2 | 8,2 | 31,1 | 9,5 |
| 1956 Janvier | 20,5 | 4,2 | 8,5 | 33,7 | 9,1 |
| 1956 Février | 20,2 | 3,8 | 10,1 | 34,7 | 8,6 |
| 1956 Mars | 18,3 | 3,8 | 10,9 | 31,1 | 3,5 |
| 1956 Avril | 19,4 | 3,6 | 10,9 | 33,0 | 2,4 |
| 1956 Mai | 20,0 | 3,5 | 12,1 | 36,0 | 2,4 |
| 1956 Juin | 16,7 | 3,2 | 9,3 | 32,0 | 1,8 |
| 1956 Juillet | 16,6 | 3,4 | 8,6 | 31,0 | 1,5 |
| 1956 Août | 20,1 | 3,6 | 10,1 | 35,2 | 1,9 |
| 1956 Septembre | 17,7 | 3,4 | 8,1 | 31,0 | 2,8 |

TRANSPORTS

I. — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

70¹

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

| Périodes | Recettes | | | | Dépenses | Excédent des recettes totales sur les dépenses | Coefficient d'exploitation |
|---------------------------------|----------------------|--------------|-----------------------|-------|----------|--|----------------------------|
| | Voyageurs et bagages | Marchandises | Diverses ² | Total | | | |
| 1938 Moyenne ¹ | 74 | 147 | 5 | 226 | 239 | — 13 | 106 |
| 1954 Moyenne | 291 | 557 | 107 | 955 | 956 | — 1 | 100 |
| 1955 Moyenne | 319 | 604 | 111 | 1.034 | 996 | 38 | 96 |
| 1955 Juin | 321 | 611 | 108 | 1.040 | 985 | 55 | 95 |
| Juillet | 400 | 527 | 124 | 1.051 | 997 | 54 | 95 |
| Août | 369 | 597 | 109 | 1.075 | 1.011 | 64 | 94 |
| Septembre | 331 | 625 | 108 | 1.064 | 1.006 | 58 | 94 |
| Octobre | 307 | 648 | 113 | 1.068 | 1.009 | 59 | 94 |
| Novembre | 284 | 657 | 109 | 1.050 | 986 | 64 | 94 |
| Décembre | 313 | 629 | 116 | 1.060 | 978 | 82 | 92 |
| 1956 Janvier p | 325 | 584 | 140 | 1.049 | 1.015 | 34 | 97 |
| Février p | 271 | 566 | 126 | 963 | 1.022 | — 59 | 106 |
| Mars p | 308 | 706 | 137 | 1.151 | 1.035 | 116 | 90 |
| Avril p | 328 | 624 | 129 | 1.081 | 982 | 99 | 91 |
| Mai p | 326 | 624 | 128 | 1.078 | 1.017 | 61 | 94 |
| Juin p | 320 | 650 | 153 | 1.123 | 1.035 | 88 | 92 |
| Juillet p | 406 | 571 | 135 | 1.112 | 1.020 | 92 | 92 |
| Août p | 385 | 603 | 132 | 1.120 | 1.100 | 20 | 98 |

¹ Y compris le Nord-Belge.

² Y compris les subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

b) Nombre de wagons fournis à l'industrie ¹

c) Statistique du trafic 1° Trafic général

70²

| Périodes | A | B | C | A + C | Voyageurs | | Wagons complets ² | | | | |
|---------------------------------|-----|-----|----|-------|------------|---------------|------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------|------------|
| | | | | | Nombre | Voyageurs km. | Tonnes transp. | Tonnes-km. | | | Total |
| | | | | | | | | Service interne belge | Service international | Transit | |
| | | | | | (milliers) | | | | (millions) | | (milliers) |
| 1938 Moyenne ³ | 389 | 115 | 91 | 480 | 16,8 | 595 | 6.169 | 186 | 154 | 88 | 428 |
| 1954 Moyenne | 264 | 97 | 58 | 322 | 18,9 | 630 | 5.104 | 162 | 218 | 90 | 470 |
| 1955 Moyenne | 279 | 100 | 67 | 346 | 19,4 | 654 | 5.745 | 175 | 261 | 111 | 547 |
| 1955 Juin | 283 | 96 | 68 | 351 | 19,1 | 657 | 5.857 | 181 | 257 | 111 | 549 |
| Juillet | 242 | 78 | 64 | 306 | 17,3 | 701 | 4.953 | 149 | 241 | 94 | 484 |
| Août | 288 | 97 | 65 | 353 | 17,9 | 681 | 5.814 | 183 | 257 | 108 | 548 |
| Septembre | 300 | 98 | 68 | 368 | 19,8 | 659 | 5.935 | 193 | 262 | 101 | 555 |
| Octobre | 302 | 95 | 69 | 371 | 19,8 | 647 | 6.210 | 197 | 268 | 106 | 571 |
| Novembre | 297 | 97 | 71 | 368 | 20,6 | 670 | 6.224 | 197 | 268 | 129 | 594 |
| Décembre | 298 | 106 | 76 | 374 | 21,0 | 683 | 6.276 | 184 | 236 | 146 | 617 |
| 1956 Janvier p | 263 | 99 | 64 | 327 | 20,4 | 660 | 5.592 | 162 | 261 | 118 | 541 |
| Février p | 225 | 81 | 63 | 288 | 19,2 | 596 | 4.799 | 143 | 235 | 138 | 516 |
| Mars p | 305 | 108 | 78 | 383 | 21,2 | 685 | 6.463 | 201 | 295 | 153 | 649 |
| Avril p | 277 | 96 | 64 | 341 | 21,0 | 692 | 5.851 | 185 | 257 | 109 | 551 |
| Mai p | 284 | 96 | 63 | 347 | 20,6 | 721 | 5.772 | 186 | 244 | 117 | 547 |
| Juin p | 301 | 96 | 71 | 372 | 19,5 | 697 | 6.267 | 203 | 277 | 127 | 607 |
| Juillet p | 258 | 80 | 63 | 321 | 18,8 | 747 | 5.331 | 169 | 260 | 117 | 546 |
| Août p | 272 | 84 | 63 | 335 | 18,9 | 718 | 5.773 | 177 | 264 | 124 | 565 |

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.
 B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.
 C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

¹ Wagons chemins de fer et particuliers.

² Depuis janvier 1956, y compris les transports militaires.

³ Y compris le Nord-Belge, sauf en ce qui concerne les tonnes-km.

c) Statistique du trafic

2° Transport des principales grosses marchandises

A. — Ensemble du trafic ¹

| Périodes | Tonnes-km. | Total | Produits agricoles et aliment. | Combustibles, huiles et graisses | Minerais | Produits métallurgiques | Matériaux de constructions, produits des carrières | Textiles | Produits chimiques | Divers |
|--------------------|------------|-------|--------------------------------|----------------------------------|----------|-------------------------|--|----------|--------------------|--------|
| | (millions) | | | | | | | | | |
| 1954 Moyenne | 470 | 5.103 | 194 | 2.239 | 794 | 681 | 894 | 27 | 254 | 20 |
| 1955 Moyenne | 547 | 5.745 | 185 | 2.504 | 946 | 792 | 1.011 | 27 | 259 | 21 |
| 1955 Mai | 527 | 5.486 | 110 | 2.346 | 956 | 753 | 1.048 | 18 | 236 | 19 |
| Juin | 549 | 5.857 | 106 | 2.521 | 962 | 779 | 1.206 | 18 | 245 | 20 |
| Juillet | 484 | 4.953 | 88 | 2.084 | 924 | 601 | 1.004 | 15 | 218 | 19 |
| Août | 548 | 5.814 | 83 | 2.509 | 976 | 767 | 1.154 | 43 | 264 | 18 |
| Septembre | 555 | 5.935 | 94 | 2.499 | 961 | 767 | 1.232 | 81 | 281 | 20 |
| Octobre | 571 | 6.210 | 450 | 2.412 | 983 | 833 | 1.267 | 19 | 224 | 22 |
| Novembre | 594 | 6.224 | 569 | 2.405 | 957 | 861 | 1.070 | 22 | 316 | 24 |
| Décembre | 617 | 6.276 | 257 | 2.650 | 1.034 | 951 | 1.009 | 23 | 330 | 22 |
| 1956 Janvier | 541 | 5.592 | 108 | 2.474 | 961 | 861 | 796 | 19 | 304 | 69 |
| Février | 516 | 4.799 | 114 | 2.056 | 798 | 897 | 488 | 23 | 348 | 75 |
| Mars | 649 | 6.463 | 180 | 2.741 | 1.063 | 1.040 | 1.004 | 27 | 338 | 70 |
| Avril | 551 | 5.851 | 122 | 2.418 | 1.007 | 878 | 1.092 | 24 | 242 | 68 |
| Mai | 547 | 5.772 | 114 | 2.402 | 898 | 880 | 1.131 | 26 | 256 | 65 |
| Juin | 607 | 6.267 | 92 | 2.445 | 1.036 | 1.012 | 1.247 | 22 | 342 | 71 |
| Juillet | 546 | 5.331 | 81 | 2.074 | 919 | 768 | 1.133 | 16 | 272 | 68 |

¹ Depuis janvier 1956, y compris les transports militaires.B. — Service interne belge ¹

| Périodes | Total | Produits agricoles et aliment. | Combustibles, huiles et graisses | Minerais | Produits métallurgiques | Matériaux de constructions, produits des carrières | Textiles | Produits chimiques | Divers | II Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux T.-km. transportées (milliers) |
|--------------------|-------|--------------------------------|----------------------------------|----------|-------------------------|--|----------|--------------------|--------|--|
| | | | | | | | | | | |
| 1954 Moyenne | 2.867 | 100 | 1.546 | 171 | 268 | 636 | 8 | 135 | 3 | 1.423 |
| 1955 Moyenne | 3.028 | 95 | 1.625 | 180 | 307 | 688 | 8 | 122 | 3 | 1.201 |
| 1955 Juin | 3.135 | 26 | 1.587 | 197 | 312 | 871 | 2 | 137 | 3 | 929 |
| Juillet | 2.515 | 29 | 1.264 | 180 | 238 | 696 | 1 | 105 | 2 | 781 |
| Août | 3.078 | 27 | 1.580 | 190 | 311 | 827 | 23 | 117 | 3 | 957 |
| Septembre | 3.194 | 33 | 1.621 | 183 | 327 | 844 | 52 | 131 | 3 | 1.021 |
| Octobre | 3.399 | 330 | 1.594 | 191 | 325 | 867 | 3 | 87 | 2 | 2.744 |
| Novembre | 3.371 | 419 | 1.629 | 190 | 299 | 710 | 1 | 120 | 3 | 2.453 |
| Décembre | 3.206 | 131 | 1.771 | 198 | 341 | 629 | 2 | 133 | 1 | 1.552 |
| 1956 Janvier | 2.866 | 28 | 1.669 | 156 | 338 | 530 | 1 | 128 | 16 | 690 |
| Février | 2.229 | 31 | 1.405 | 111 | 297 | 256 | 1 | 115 | 13 | 368 |
| Mars | 3.300 | 39 | 1.864 | 170 | 369 | 676 | 2 | 164 | 16 | 795 |
| Avril | 3.140 | 30 | 1.671 | 193 | 324 | 771 | 1 | 131 | 19 | 818 |
| Mai | 3.142 | 24 | 1.656 | 181 | 322 | 807 | 1 | 134 | 17 | 790 |
| Juin | 3.319 | 28 | 1.671 | 186 | 383 | 872 | 1 | 162 | 16 | 906 |
| Juillet | 2.690 | 29 | 1.352 | 169 | 272 | 715 | 1 | 135 | 17 | 778 |
| Août | 2.979 | 30 | 1.488 | 183 | 312 | 810 | 5 | 137 | 14 | |

¹ Depuis janvier 1956, y compris les transports militaires.

III. — MOUVEMENT DES PORTS

71¹

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

| Périodes | Navigation maritime | | | | | | Navigation fluviale | | | | | |
|----------------|---------------------|---|--|-------------------|----------|--|---------------------|--|--|-------------------|--|--|
| | Entrées | | | Sorties | | | Entrées | | | Sorties | | |
| | Nombre de navires | Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹ | Nombre de navires | | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹ | Nombre de bateaux | Capacité (milliers de m ³) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ² | Nombre de bateaux | Capacité (milliers de m ³) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ² |
| | | | | chargés | sur lest | | | | | | | |
| 1954 Moyenne | 1.075 | 2.634 | 1.276 | 924 | 150 | 1.091 | 3.563 | 1.561 | 679 | 3.575 | 1.570 | 853 |
| 1955 Moyenne | 1.144 | 2.830 | 1.439 | 979 | 163 | 1.234 | 3.632 | 1.636 | 697 | 3.640 | 1.643 | 934 |
| 1955 Septembre | 1.224 | 3.120 | 1.660 | 999 | 201 | 1.167 | 3.802 | 1.727 | 722 | 3.691 | 1.686 | 986 |
| Octobre | 1.183 | 2.895 | 1.540 | 984 | 189 | 1.425 | 3.967 | 1.797 | 741 | 3.833 | 1.717 | 1.009 |
| Novembre | 1.263 | 3.144 | 1.593 | 1.091 | 185 | 1.036 | 3.749 | 1.688 | 654 | 3.775 | 1.703 | 993 |
| Décembre | 1.257 | 3.165 | 1.644 | 1.081 | 187 | 1.782 | 3.744 | 1.676 | 617 | 3.941 | 1.786 | 1.109 |
| 1956 Janvier | 1.243 | 2.983 | 1.414 | 1.057 | 171 | 1.321 | 3.845 | 1.775 | 759 | 3.771 | 1.696 | 1.049 |
| Février | 1.169 | 2.943 | 1.671 | 967 | 169 | 1.426 | 1.809 | 822 | 244 | 1.723 | 800 | 541 |
| Mars | 1.392 | 3.192 | 1.958 | 1.209 | 240 | 1.262 | 4.000 | 1.804 | 695 | 4.254 | 1.941 | 1.270 |
| Avril | 1.309 | 3.150 | 1.651 | 1.100 | 182 | 1.305 | 4.043 | 1.909 | 790 | 3.975 | 1.879 | 1.163 |
| Mai | 1.281 | 3.091 | 1.678 | 1.117 | 180 | 1.284 | 4.202 | 1.923 | 781 | 3.998 | 1.816 | 1.123 |
| Juin | 1.343 | 3.245 | 1.912 | 1.149 | 197 | 1.504 | 4.253 | 1.920 | 734 | 4.078 | 1.856 | 1.166 |
| Juillet | 1.331 | 3.302 | 2.031 | 1.010 | 353 | 1.066 | 4.324 | 1.990 | 781 | 4.238 | 1.943 | 1.319 |
| Août | 1.308 | 3.402 | | 1.076 | 231 | | 4.371 | 2.044 | 744 | 4.384 | 2.076 | 1.424 |
| Septembre | 1.259 | 3.013 | | 1.025 | 216 | | 4.292 | 1.966 | 765 | 4.298 | 1.977 | 1.348 |

¹ Trafic international. — ² Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

71²

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

| Périodes | Navigation maritime | | | | | | Navigation fluviale | |
|----------------|---------------------|---------------------------------------|--|-------------------|---------------------------------------|--|---------------------------|---------|
| | Entrées | | | Sorties | | | Marchandises ¹ | |
| | Nombre de navires | Tonnage (milliers de tonnes de jauge) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹ | Nombre de navires | Tonnage (milliers de tonnes de jauge) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹ | Entrées | Sorties |
| | | | | | | | | |
| 1954 Moyenne | 146 | 119 | 113 | 144 | 115 | 85 | 133 | 62 |
| 1955 Moyenne | 184 | 154 | 155 | 182 | 152 | 118 | 144 | 155 |
| 1955 Septembre | 179 | 164 | 150 | 171 | 157 | 103 | 152 | 196 |
| Octobre | 166 | 144 | 189 | 165 | 151 | 88 | 185 | 212 |
| Novembre | 153 | 129 | 175 | 149 | 127 | 64 | 129 | 131 |
| Décembre | 216 | 180 | 162 | 208 | 166 | 106 | 112 | 97 |
| 1956 Janvier | 208 | 183 | 175 | 203 | 170 | 91 | 101 | 87 |
| Février | 177 | 154 | 134 | 184 | 166 | 103 | 53 | 65 |
| Mars | 205 | 182 | 221 | 198 | 189 | 89 | 103 | 63 |
| Avril | 183 | 146 | 186 | 188 | 134 | 72 | 159 | 119 |
| Mai | 200 | 178 | 180 | 203 | 183 | 102 | 157 | 95 |
| Juin | 191 | 183 | 201 | 186 | 178 | 97 | 163 | 108 |
| Juillet | 201 | 175 | 234 | 197 | 187 | 80 | 164 | 96 |
| Août | 197 | 193 | | 191 | 178 | | | |
| Septembre | 199 | 189 | | 201 | 203 | | | |

¹ Trafic international.

IV. — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Source : Institut National de Statistique.

| Périodes | Bateaux chargés | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------|------------------|--------------|--------------|---------|----------------------|------------------|--------------|--------------|--------------|----------------------|------------------|--------------|----------------------|---------|----------------------|
| | Trafic intérieur | | | | Importations | | | | Exportations | | | | Ensemble des trafics | | |
| | Trafic intérieur | Importations | Exportations | Transit | Ensemble des trafics | Trafic intérieur | Importations | Exportations | Transit | Ensemble des trafics | Trafic intérieur | Importations | Exportations | Transit | Ensemble des trafics |
| | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1954 Moyenne | 6.838 | 3.672 | 2.914 | 580 | 14.004 | 1.745 | 1.317 | 1.062 | 134 | 4.258 | 169,7 | 86,2 | 69,3 | 17,8 | 343,0 |
| 1955 Moyenne | 7.161 | 3.845 | 3.379 | 698 | 15.083 | 1.881 | 1.370 | 1.319 | 167 | 4.737 | 184,8 | 92,1 | 84,8 | 23,1 | 384,8 |
| 1955 Mai | 7.584 | 4.205 | 3.710 | 699 | 16.198 | 1.938 | 1.478 | 1.369 | 163 | 4.948 | 196,1 | 102,2 | 90,5 | 22,6 | 411,4 |
| Juin | 7.200 | 4.534 | 3.928 | 768 | 16.430 | 1.869 | 1.629 | 1.524 | 182 | 5.204 | 186,4 | 111,4 | 93,3 | 25,3 | 416,4 |
| Juillet | 6.870 | 4.224 | 3.672 | 824 | 15.590 | 1.738 | 1.459 | 1.428 | 197 | 4.822 | 171,3 | 104,6 | 91,1 | 27,3 | 394,3 |
| Août | 7.583 | 4.285 | 3.811 | 732 | 16.411 | 1.929 | 1.434 | 1.496 | 180 | 5.039 | 191,6 | 94,4 | 94,9 | 24,4 | 405,3 |
| Septembre | 8.024 | 4.013 | 3.723 | 738 | 16.498 | 2.111 | 1.377 | 1.409 | 177 | 5.074 | 197,5 | 93,4 | 89,8 | 24,9 | 405,6 |
| Octobre | 8.187 | 4.216 | 3.583 | 742 | 16.728 | 2.129 | 1.507 | 1.398 | 182 | 5.216 | 206,3 | 100,6 | 89,9 | 26,0 | 422,8 |
| Novembre | 7.394 | 3.728 | 3.118 | 747 | 14.987 | 1.934 | 1.322 | 1.130 | 180 | 4.566 | 180,5 | 91,8 | 70,9 | 25,7 | 368,9 |
| Décembre | 7.661 | 3.484 | 3.078 | 875 | 15.098 | 2.038 | 1.261 | 1.167 | 204 | 4.670 | 193,9 | 83,9 | 79,0 | 28,4 | 385,2 |
| 1956 Janvier | 6.839 | 3.120 | 3.054 | 626 | 13.639 | 1.886 | 1.145 | 1.157 | 150 | 4.338 | 186,8 | 71,6 | 74,8 | 22,0 | 355,2 |
| Février | 2.701 | 1.140 | 1.069 | 217 | 5.127 | 716 | 457 | 442 | 51 | 1.666 | 51,8 | 22,0 | 24,8 | 7,7 | 106,3 |
| Mars | 7.186 | 3.448 | 3.055 | 702 | 14.391 | 1.978 | 1.251 | 1.191 | 167 | 4.587 | 197,5 | 77,4 | 76,3 | 23,1 | 374,3 |
| Avril | 7.585 | 3.934 | 3.628 | 728 | 15.875 | 1.976 | 1.389 | 1.371 | 171 | 4.907 | 196,2 | 98,7 | 90,7 | 24,0 | 409,6 |
| Mai | 7.955 | 4.297 | 3.589 | 727 | 16.568 | 2.107 | 1.572 | 1.345 | 170 | 5.195 | 201,3 | 105,4 | 92,0 | 23,8 | 422,5 |

COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.)

75

Source : Institut National de Statistique.

| Périodes | (0) Produits alimen- taires | (1) Boissons et tabacs | (2) Mat. brutes non comest. à l'ex- ception des car- burants | (3) Com- bustibles miné- raux, lu- brifiants et produits connexes | (4) Huiles et graisses d'origine animale ou végétale | (5) Produits chimi- ques | (6) Art. manuf., classés princi- palement d'après la mat. première | (7) Ma- chines et matériel de transport | (8) Articles manu- facturés divers | (9) Mar- chandises non dénom- mées ailleurs | Totaux | Prix moyen par tonne (francs) | Excédent (+) ou déficit (-) de la balance commerciale (millions de francs) | Rapport des exporta- tions aux importa- tions en p.c. |
|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------|--|---|---|-----------------------------------|--|---|--|---|--------|---|---|--|
| Valeurs (millions de francs) | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Importations.</i> | | | | | | | | | | | | | | |
| 1954 Moyenne | 1.709 | 176 | 2.441 | 1.065 | 122 | 556 | 2.269 | 1.712 | 476 | 98 | 10.624 | 2.881 | | |
| 1955 Moyenne | 1.589 | 177 | 2.725 | 1.208 | 164 | 645 | 2.796 | 1.918 | 529 | 99 | 11.850 | 2.879 | | |
| 1955 Septembre ... | 1.619 | 182 | 2.667 | 1.278 | 140 | 606 | 2.791 | 1.778 | 620 | 109 | 11.790 | 2.655 | | |
| Octobre | 1.919 | 181 | 2.805 | 1.257 | 150 | 715 | 3.524 | 1.782 | 624 | 97 | 13.054 | 2.858 | | |
| Novembre | 1.764 | 198 | 2.974 | 1.262 | 110 | 746 | 2.834 | 1.772 | 548 | 107 | 12.315 | 2.847 | | |
| Décembre | 1.708 | 227 | 3.057 | 1.362 | 114 | 744 | 3.021 | 2.336 | 537 | 127 | 13.233 | 3.091 | | |
| 1956 Janvier | 1.594 | 157 | 3.133 | 1.259 | 143 | 676 | 2.967 | 1.950 | 433 | 35 | 12.347 | 3.074 | | |
| Février | 1.398 | 139 | 2.540 | 1.204 | 129 | 640 | 3.017 | 2.074 | 494 | 40 | 11.675 | 3.549 | | |
| Mars | 1.877 | 184 | 2.946 | 1.537 | 240 | 770 | 3.014 | 2.635 | 671 | 63 | 13.937 | 3.155 | | |
| Avril | 1.562 | 184 | 2.886 | 1.359 | 125 | 701 | 3.479 | 2.341 | 556 | 48 | 13.241 | 2.956 | | |
| Mai | 1.799 | 194 | 2.966 | 1.441 | 142 | 710 | 3.456 | 2.374 | 578 | 39 | 13.699 | 3.024 | | |
| Juin | 1.672 | 216 | 3.275 | 1.346 | 97 | 702 | 2.905 | 2.869 | 572 | 33 | 13.687 | 2.934 | | |
| Juillet | 1.618 | 171 | 2.866 | 1.511 | 118 | 671 | 3.176 | 2.453 | 533 | 39 | 13.156 | 2.751 | | |
| Août | p | | | | | | | | | | 13.128 | 2.639 | | |
| Septembre ... p | | | | | | | | | | | 12.899 | 2.804 | | |
| <i>Exportations.</i> | | | | | | | | | | | | | | |
| 1954 Moyenne | 375 | 14 | 802 | 610 | 67 | 727 | 5.460 | 1.081 | 387 | 75 | 9.598 | 4.532 | -1.026 | 90,3 |
| 1955 Moyenne | 415 | 20 | 870 | 778 | 92 | 781 | 6.730 | 1.291 | 458 | 145 | 11.580 | 4.547 | - 270 | 97,7 |
| 1955 Septembre ... | 341 | 22 | 797 | 914 | 71 | 848 | 6.853 | 1.198 | 538 | 132 | 11.714 | 4.324 | - 76 | 99,4 |
| Octobre | 513 | 19 | 905 | 922 | 75 | 818 | 8.103 | 1.457 | 567 | 160 | 13.539 | 4.746 | + 485 | 103,7 |
| Novembre | 548 | 18 | 846 | 751 | 66 | 570 | 6.922 | 1.439 | 533 | 120 | 11.813 | 5.087 | - 502 | 95,9 |
| Décembre | 634 | 20 | 1.014 | 892 | 87 | 1.124 | 8.525 | 1.333 | 605 | 190 | 14.424 | 4.671 | +1.191 | 109,0 |
| 1956 Janvier | 493 | 18 | 928 | 913 | 85 | 893 | 7.791 | 1.334 | 471 | 149 | 13.075 | 5.064 | + 728 | 105,9 |
| Février | 499 | 17 | 844 | 521 | 103 | 885 | 6.994 | 1.288 | 478 | 156 | 11.725 | 6.263 | + 50 | 100,5 |
| Mars | 524 | 30 | 882 | 730 | 119 | 863 | 7.883 | 1.587 | 557 | 155 | 13.330 | 6.098 | - 607 | 95,6 |
| Avril | 600 | 21 | 850 | 927 | 130 | 818 | 7.845 | 1.687 | 553 | 152 | 13.593 | 4.988 | + 352 | 102,7 |
| Mai | 637 | 27 | 970 | 933 | 123 | 900 | 8.064 | 1.825 | 529 | 167 | 14.175 | 4.869 | + 476 | 103,5 |
| Juin | 511 | 30 | 949 | 949 | 65 | 911 | 8.253 | 1.478 | 556 | 171 | 13.873 | 4.717 | + 186 | 101,4 |
| Juillet | 399 | 29 | 793 | 786 | 71 | 802 | 7.059 | 1.558 | 516 | 135 | 12.148 | 4.773 | -1.008 | 92,3 |
| Août | 452 | 29 | 697 | 888 | 68 | 851 | 6.864 | 1.537 | 571 | 174 | 12.131 | 4.511 | p- 997 | p 92,4 |
| Septembre ... p | | | | | | | | | | | 13.003 | 4.986 | + 104 | 100,8 |
| Quantités (milliers de tonnes) | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Importations.</i> | | | | | | | | | | | | | | |
| 1954 Moyenne | 298 | 9,8 | 1.986 | 1.102 | 10,2 | 112 | 129 | 33,5 | 4,8 | 1,8 | 3.687 | | | |
| 1955 Moyenne | 256 | 9,8 | 2.273 | 1.245 | 13,4 | 123 | 153 | 35,4 | 5,2 | 1,9 | 4.116 | | | |
| 1955 Septembre ... | 257 | 9,9 | 2.499 | 1.358 | 11,2 | 108 | 163 | 26,9 | 6,1 | 1,7 | 4.441 | | | |
| Octobre | 364 | 9,9 | 2.550 | 1.272 | 12,4 | 143 | 165 | 42,8 | 5,9 | 2,2 | 4.567 | | | |
| Novembre | 355 | 10,3 | 2.324 | 1.294 | 9,4 | 147 | 149 | 27,4 | 5,6 | 3,0 | 4.325 | | | |
| Décembre | 260 | 11,5 | 2.248 | 1.389 | 9,5 | 148 | 170 | 36,5 | 5,5 | 3,1 | 4.281 | | | |
| 1956 Janvier | 245 | 9,3 | 2.108 | 1.296 | 11,5 | 141 | 165 | 33,8 | 4,5 | 1,8 | 4.016 | | | |
| Février | 206 | 6,9 | 1.634 | 1.149 | 10,8 | 122 | 123 | 31,4 | 4,6 | 2,1 | 3.290 | | | |
| Mars | 280 | 10,9 | 2.239 | 1.465 | 19,3 | 175 | 165 | 52,6 | 5,9 | 3,7 | 4.417 | | | |
| Avril | 228 | 10,6 | 2.462 | 1.370 | 9,9 | 169 | 170 | 51,2 | 5,4 | 2,7 | 4.479 | | | |
| Mai | 280 | 11,4 | 2.449 | 1.417 | 11,0 | 149 | 162 | 42,3 | 6,0 | 2,2 | 4.530 | | | |
| Juin | 249 | 12,2 | 2.708 | 1.333 | 7,2 | 139 | 159 | 50,0 | 6,2 | 1,6 | 4.665 | | | |
| Juillet | 245 | 62,1 | 2.644 | 1.483 | 9,2 | 124 | 160 | 47,4 | 5,8 | 1,9 | 4.783 | | | |
| Août | p | | | | | | | | | | 4.975 | | | |
| Septembre ... p | | | | | | | | | | | 4.601 | | | |
| <i>Exportations.</i> | | | | | | | | | | | | | | |
| 1954 Moyenne | 51 | 0,8 | 341 | 687 | 5,0 | 279 | 684 | 26,6 | 4,4 | 38,9 | 2.118 | | | |
| 1955 Moyenne | 71 | 1,8 | 408 | 853 | 6,6 | 306 | 811 | 29,6 | 5,0 | 54,6 | 2.547 | | | |
| 1955 Septembre ... | 51 | 2,1 | 489 | 904 | 5,3 | 356 | 814 | 27,0 | 5,1 | 55,3 | 2.709 | | | |
| Octobre | 85 | 1,0 | 459 | 957 | 5,4 | 303 | 941 | 29,4 | 6,0 | 66,4 | 2.853 | | | |
| Novembre | 100 | 5,8 | 402 | 746 | 4,9 | 208 | 772 | 28,3 | 5,0 | 49,9 | 2.322 | | | |
| Décembre | 111 | 1,7 | 453 | 894 | 6,2 | 448 | 1.054 | 26,3 | 6,5 | 87,6 | 3.088 | | | |
| 1956 Janvier | 83 | 1,4 | 380 | 857 | 5,9 | 341 | 815 | 24,7 | 5,3 | 68,8 | 2.582 | | | |
| Février | 64 | 2,5 | 230 | 466 | 7,1 | 336 | 661 | 26,7 | 5,1 | 74,0 | 1.872 | | | |
| Mars | 56 | 1,3 | 289 | 648 | 7,9 | 286 | 789 | 31,7 | 6,4 | 71,0 | 2.186 | | | |
| Avril | 89 | 1,8 | 531 | 827 | 8,4 | 317 | 848 | 36,7 | 6,3 | 59,9 | 2.725 | | | |
| Mai | 98 | 2,3 | 602 | 865 | 7,4 | 351 | 862 | 39,0 | 6,0 | 78,4 | 2.911 | | | |
| Juin | 63 | 2,7 | 580 | 823 | 4,6 | 398 | 952 | 30,9 | 5,9 | 81,2 | 2.941 | | | |
| Juillet | 45 | 2,2 | 572 | 666 | 4,7 | 334 | 829 | 35,8 | 4,7 | 51,9 | 2.545 | | | |
| Août | 51 | 4,6 | 538 | 758 | 4,5 | 353 | 853 | 39,2 | 5,6 | 82,0 | 2.689 | | | |
| Septembre ... p | | | | | | | | | | | 2.608 | | | |

CHOMAGE

I. — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

81¹

Source : Office National du Placement et du Chômage.

| Périodes | Nombre de chômeurs contrôlés | | | | | | Nombre de journées perdues | | |
|--------------------|------------------------------------|-------------------------|--------|---------------------|-------------------------|------------|----------------------------|-------------------------|--------|
| | Chômeurs inscrits au cours du mois | | | Moyenne journalière | | | Chômeurs | | Totaux |
| | Chômeurs | | Totaux | Chômeurs | | Totaux | complets | partiels et accidentels | |
| | complets | partiels et accidentels | | complets | partiels et accidentels | | | | |
| (milliers) | | | | | | (milliers) | | | |
| 1955 Octobre | 116 | 125 | 241 | 82 | 31 | 113 | 2.383 | 894 | 3.277 |
| Novembre | 124 | 116 | 240 | 97 | 33 | 130 | 2.228 | 764 | 2.992 |
| Décembre | 141 | 172 | 313 | 115 | 57 | 172 | 2.761 | 1.378 | 4.139 |
| 1956 Janvier | 166 | 298 | 464 | 136 | 100 | 236 | 4.081 | 3.007 | 7.088 |
| Février | 151 | 324 | 475 | 136 | 206 | 342 | 3.268 | 4.931 | 8.199 |
| Mars | 148 | 161 | 309 | 116 | 50 | 166 | 2.789 | 1.181 | 3.970 |
| Avril | 129 | 118 | 247 | 101 | 34 | 135 | 2.817 | 958 | 3.775 |
| Mai | 109 | 98 | 207 | 85 | 30 | 115 | 1.880 | 652 | 2.532 |
| Juin | 97 | 127 | 225 | 78 | 35 | 113 | 1.868 | 852 | 2.720 |
| Juillet | 96 | 91 | 187 | 73 | 25 | 98 | 2.101 | 734 | 2.835 |
| Août | 85 | 204 | 289 | 67 | 33 | 100 | 1.539 | 755 | 2.294 |
| Septembre | | | | 66 | 21 | 87 | | | |
| Octobre | | | | 66 | 23 | 89 | | | |

II. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR PROVINCE

81²

Source : Office National du Placement et du Chômage.

| Périodes | Semaine | | Nombre de jours ouvrables | Royaume | Anvers | Brabant | Flandre occidentale | Flandre orientale | Hainaut | Liège | Limbourg | Luxembourg | Namur |
|------------|---------|----|---------------------------|---------|--------|---------|---------------------|-------------------|---------|-------|----------|------------|-------|
| | du | au | | | | | | | | | | | |
| (milliers) | | | | | | | | | | | | | |

Moyenne journalière par mois

| | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------|---|---|----|-------|------|------|------|------|------|------|------|-----|-----|
| 1955 Octobre | — | — | 29 | 113,0 | 24,0 | 16,5 | 21,5 | 28,7 | 9,6 | 7,9 | 2,6 | 0,4 | 1,8 |
| Novembre | — | — | 23 | 129,9 | 27,5 | 19,4 | 25,7 | 32,6 | 10,3 | 8,4 | 3,4 | 0,6 | 2,0 |
| Décembre | — | — | 24 | 172,5 | 34,8 | 25,4 | 33,5 | 43,6 | 13,7 | 10,8 | 5,7 | 2,1 | 2,9 |
| 1956 Janvier | — | — | 30 | 236,2 | 45,0 | 35,6 | 44,2 | 55,7 | 20,6 | 15,5 | 10,4 | 3,9 | 5,3 |
| Février | — | — | 24 | 341,6 | 60,5 | 51,4 | 62,5 | 78,5 | 34,8 | 22,3 | 15,7 | 6,5 | 9,4 |
| Mars | — | — | 24 | 166,0 | 32,7 | 26,3 | 30,4 | 40,7 | 13,1 | 10,5 | 7,2 | 1,9 | 3,2 |
| Avril | — | — | 28 | 134,7 | 27,6 | 21,6 | 25,0 | 34,8 | 10,9 | 7,8 | 4,4 | 0,5 | 2,1 |
| Mai | — | — | 22 | 115,2 | 22,1 | 18,8 | 21,1 | 30,7 | 9,9 | 7,0 | 3,6 | 0,2 | 1,8 |
| Juin | — | — | 24 | 113,1 | 21,9 | 18,5 | 18,6 | 29,5 | 13,0 | 6,5 | 3,1 | 0,2 | 1,8 |
| Juillet | — | — | 29 | 97,7 | 18,5 | 17,4 | 15,8 | 26,9 | 8,6 | 6,0 | 2,7 | 0,2 | 1,6 |
| Août | — | — | 23 | 99,7 | 16,3 | 16,4 | 13,2 | 24,0 | 15,9 | 7,7 | 4,4 | 0,2 | 1,6 |
| Septembre | — | — | 30 | 87,3 | 17,3 | 15,6 | 13,7 | 22,3 | 7,8 | 6,0 | 2,7 | 0,3 | 1,6 |
| Octobre | — | — | 23 | 89,5 | 18,6 | 15,5 | 15,1 | 21,6 | 7,5 | 6,3 | 2,9 | 0,4 | 1,6 |

Moyenne journalière par semaine

| | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------|----|------|---|------|------|------|------|------|-----|-----|-----|-----|-----|
| 1956 Octobre | 7 | 13 | 6 | 87,3 | 18,3 | 15,1 | 14,2 | 21,2 | 7,4 | 6,4 | 2,8 | 0,3 | 1,6 |
| | 14 | 20 | 6 | 87,4 | 17,9 | 15,1 | 14,8 | 21,5 | 7,4 | 6,0 | 2,8 | 0,3 | 1,6 |
| | 21 | 27 | 6 | 87,0 | 18,5 | 15,1 | 14,6 | 21,1 | 7,1 | 6,0 | 2,7 | 0,3 | 1,6 |
| | 28 | 3/11 | 5 | 97,6 | 19,8 | 16,7 | 17,3 | 23,0 | 8,0 | 6,8 | 3,5 | 0,7 | 1,8 |
| Novembre | 4 | 10 | 6 | 94,5 | 19,5 | 16,3 | 16,0 | 23,2 | 7,6 | 6,3 | 3,4 | 0,5 | 1,7 |

III. — MOYENNE JOURNALIERE DES CHOMEURS CONTROLES

81³

Source : Office National du Placement et du Chômage.

| Périodes | Total | | | Chômeurs complets | | | Chômeurs partiels | | |
|--------------------|------------|--------|-------|-------------------|--------|-------|-------------------|--------|-------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| | (milliers) | | | | | | | | |
| 1954 Moyenne | 147,7 | 77,1 | 224,8 | 107,4 | 59,5 | 166,9 | 40,3 | 17,6 | 57,9 |
| 1955 Moyenne | 114,2 | 58,2 | 172,4 | 75,1 | 41,4 | 116,5 | 39,1 | 16,8 | 55,9 |
| 1955 Octobre | 66,4 | 46,6 | 113,0 | 48,1 | 34,0 | 82,1 | 18,3 | 12,6 | 30,9 |
| Novembre | 79,8 | 50,1 | 129,9 | 60,5 | 36,1 | 96,6 | 19,3 | 14,0 | 33,3 |
| Décembre | 114,0 | 58,5 | 172,5 | 76,9 | 38,1 | 115,0 | 37,1 | 20,4 | 57,5 |
| 1956 Janvier | 174,8 | 61,4 | 236,2 | 95,6 | 40,4 | 136,0 | 79,2 | 21,0 | 100,2 |
| Février | 279,4 | 62,2 | 341,6 | 96,7 | 39,5 | 136,2 | 182,7 | 22,7 | 205,4 |
| Mars | 115,6 | 50,4 | 166,0 | 80,5 | 35,7 | 116,2 | 35,1 | 14,7 | 49,8 |
| Avril | 86,9 | 47,8 | 134,7 | 67,2 | 33,8 | 100,5 | 19,7 | 14,5 | 34,2 |
| Mai | 71,3 | 43,9 | 115,2 | 54,8 | 30,6 | 85,4 | 16,5 | 13,3 | 29,8 |
| Juin | 70,9 | 42,2 | 113,1 | 49,6 | 28,2 | 77,8 | 21,3 | 14,0 | 35,3 |
| Juillet | 61,1 | 36,6 | 97,7 | 47,3 | 25,1 | 72,4 | 13,8 | 11,5 | 25,3 |
| Août | 66,1 | 33,6 | 99,7 | 43,2 | 23,7 | 66,9 | 22,9 | 9,9 | 32,8 |
| Septembre | 55,2 | 32,1 | 87,3 | 42,6 | 23,4 | 66,0 | 12,6 | 8,7 | 21,3 |
| Octobre | 56,9 | 32,6 | 89,5 | 42,6 | 23,7 | 66,3 | 14,3 | 8,9 | 23,2 |

IV. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés) (milliers)

Source : Office National du Placement et du Chômage.

| Périodes | Agriculture | Forêts chasse, pêche | Mines | Pierre | Céramique, verre | Diamant | Construction | Bois, ameuble- ment | Métal | Chimie | Papier | Livre | Textile | Vêtement | Cuir, peaux, chausseure | Alimentation Tabac | Transport | Docters | Réparateurs de navires | Hôtels- restaurants | Geus de maison | Services personnels et biens | Employés | Artistes | Total |
|---|-------------|----------------------------|-------|--------|---------------------|---------|--------------|---------------------------|-------|--------|--------|-------|---------|----------|----------------------------|-----------------------|-----------|---------|---------------------------|------------------------|-------------------|------------------------------------|----------|----------|-------|
| Chômeurs complets | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1955 Août | 4,0 | 0,4 | 0,7 | 0,6 | 1,6 | 1,0 | 8,8 | 3,3 | 9,2 | 1,2 | 0,8 | 0,7 | 15,3 | 7,1 | 2,1 | 4,5 | 7,4 | — | — | 2,1 | 3,2 | 0,2 | 7,8 | 0,8 | 82,8 |
| Septembre ... | 4,1 | 0,4 | 0,7 | 0,6 | 1,9 | 1,1 | 8,5 | 3,1 | 8,7 | 1,1 | 0,7 | 0,7 | 14,7 | 6,1 | 1,8 | 4,5 | 7,0 | — | — | 3,4 | 3,3 | 0,2 | 7,9 | 0,9 | 81,4 |
| Octobre | 3,1 | 0,4 | 0,7 | 0,6 | 2,7 | 1,1 | 9,5 | 3,2 | 8,8 | 1,1 | 0,7 | 0,7 | 14,1 | 5,5 | 1,9 | 4,3 | 7,0 | — | — | 4,5 | 3,3 | 0,3 | 8,0 | 0,7 | 82,2 |
| Novembre | 7,4 | 0,4 | 0,8 | 0,7 | 3,7 | 1,2 | 13,3 | 3,9 | 9,6 | 1,2 | 0,7 | 0,7 | 15,0 | 6,3 | 2,1 | 4,8 | 7,4 | — | — | 4,9 | 3,4 | 0,3 | 8,0 | 0,8 | 96,6 |
| Décembre | 10,3 | 0,5 | 0,8 | 0,9 | 4,6 | 1,3 | 19,9 | 5,0 | 10,9 | 1,3 | 0,8 | 0,7 | 16,2 | 8,0 | 2,4 | 5,7 | 8,2 | — | — | 4,8 | 3,4 | 0,3 | 8,2 | 0,8 | 115,0 |
| 1956 Janvier | 12,2 | 0,6 | 0,9 | 1,2 | 5,6 | 1,4 | 28,8 | 5,9 | 12,2 | 1,5 | 0,8 | 0,8 | 17,7 | 9,0 | 2,6 | 6,8 | 9,7 | — | — | 5,0 | 3,5 | 0,3 | 8,6 | 0,9 | 136,0 |
| Février | 12,3 | 0,6 | 0,9 | 1,4 | 5,9 | 1,4 | 30,1 | 6,3 | 11,9 | 1,5 | 0,8 | 0,8 | 16,9 | 8,7 | 2,5 | 6,6 | 9,3 | — | — | 5,1 | 3,5 | 0,3 | 8,5 | 0,9 | 136,2 |
| Mars | 10,2 | 0,5 | 0,9 | 1,0 | 4,1 | 1,4 | 22,0 | 5,0 | 10,9 | 1,4 | 0,9 | 0,8 | 16,0 | 6,6 | 2,3 | 6,6 | 8,8 | — | — | 4,4 | 3,2 | 0,3 | 8,1 | 0,8 | 116,2 |
| Avril | 8,5 | 0,4 | 0,9 | 0,8 | 2,1 | 1,4 | 16,8 | 4,1 | 9,8 | 1,3 | 0,8 | 0,7 | 14,7 | 5,5 | 2,1 | 6,2 | 8,1 | — | — | 4,0 | 3,2 | 0,3 | 7,9 | 0,9 | 100,5 |
| Mai | 5,0 | 0,4 | 0,8 | 0,7 | 1,5 | 1,3 | 13,0 | 3,3 | 8,8 | 1,3 | 0,7 | 0,6 | 13,6 | 5,0 | 2,0 | 5,2 | 7,2 | — | — | 3,4 | 3,0 | 0,2 | 7,4 | 1,0 | 85,4 |
| Juin | 4,7 | 0,4 | 0,7 | 0,6 | 1,4 | 1,2 | 11,3 | 2,9 | 8,0 | 1,1 | 0,7 | 0,5 | 12,4 | 4,9 | 1,9 | 4,4 | 6,5 | — | — | 3,0 | 2,9 | 0,2 | 7,1 | 1,0 | 77,8 |
| Juillet | 5,5 | 0,4 | 0,7 | 0,5 | 1,2 | 1,2 | 10,6 | 2,6 | 7,3 | 1,0 | 0,6 | 0,5 | 11,5 | 5,1 | 1,8 | 3,5 | 6,0 | — | — | 1,9 | 2,8 | 0,2 | 6,7 | 0,8 | 72,4 |
| Août | 3,9 | 0,4 | 0,7 | 0,5 | 1,2 | 0,9 | 9,9 | 2,4 | 7,0 | 1,0 | 0,5 | 0,5 | 10,4 | 5,0 | 1,7 | 3,2 | 5,7 | — | — | 1,8 | 2,7 | 0,2 | 6,5 | 0,8 | 66,9 |
| Chômeurs partiels et accidentels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1955 Août | 0,7 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,3 | 1,3 | 0,8 | 1,8 | 0,4 | 0,2 | 0,2 | 10,3 | 4,3 | 1,8 | 1,3 | 1,4 | 1,8 | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | 23,1 |
| Septembre ... | 0,8 | 0,3 | 0,1 | 0,1 | 0,4 | 0,3 | 1,9 | 0,7 | 1,9 | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 9,0 | 3,8 | 1,4 | 1,3 | 1,4 | 3,3 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 23,5 |
| Octobre | 0,7 | 0,4 | 0,1 | 0,1 | 0,4 | 0,2 | 2,2 | 0,8 | 2,4 | 0,4 | 0,2 | 0,1 | 8,4 | 4,2 | 2,3 | 1,5 | 1,5 | 3,8 | 0,1 | 0,3 | 0,3 | 0,1 | 0,4 | 0,0 | 30,9 |
| Novembre | 0,8 | 0,3 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,2 | 2,9 | 1,2 | 2,1 | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 8,4 | 5,6 | 3,0 | 1,6 | 1,6 | 3,5 | 0,0 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 33,3 |
| Décembre | 1,3 | 0,9 | 0,1 | 0,4 | 0,4 | 0,2 | 14,8 | 2,3 | 3,0 | 0,5 | 0,3 | 0,1 | 10,7 | 9,4 | 4,3 | 2,2 | 2,5 | 2,8 | 0,1 | 0,4 | 0,4 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 57,5 |
| 1956 Janvier | 2,3 | 1,8 | 0,1 | 2,2 | 0,9 | 0,2 | 45,2 | 5,1 | 4,7 | 0,7 | 0,3 | 0,2 | 12,4 | 9,3 | 2,7 | 2,6 | 4,4 | 3,3 | 0,0 | 0,3 | 0,4 | 0,1 | 0,5 | 0,0 | 100,2 |
| Février | 4,0 | 3,2 | 0,2 | 5,4 | 1,9 | 0,2 | 127,3 | 8,8 | 8,2 | 0,8 | 0,4 | 0,2 | 14,9 | 10,7 | 3,9 | 3,3 | 6,1 | 4,4 | 0,1 | 0,4 | 0,4 | 0,1 | 0,5 | 0,0 | 205,4 |
| Mars | 1,0 | 0,5 | 0,1 | 0,5 | 0,5 | 0,4 | 13,6 | 2,0 | 3,0 | 0,4 | 0,3 | 0,2 | 11,0 | 4,8 | 2,2 | 1,8 | 2,7 | 3,8 | 0,0 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 49,8 |
| Avril | 0,5 | 0,3 | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,5 | 1,9 | 0,8 | 1,8 | 0,4 | 0,2 | 0,2 | 10,9 | 4,1 | 2,6 | 1,7 | 1,9 | 5,0 | 0,0 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 34,2 |
| Mai | 0,5 | 0,2 | 0,1 | 0,0 | 0,2 | 0,4 | 1,2 | 0,7 | 1,5 | 0,4 | 0,2 | 0,1 | 10,1 | 3,5 | 2,7 | 1,4 | 1,6 | 4,0 | 0,0 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 29,8 |
| Juin | 1,7 | 0,2 | 3,9 | 0,0 | 0,4 | 0,4 | 1,5 | 0,6 | 1,4 | 0,3 | 0,1 | 0,1 | 8,2 | 4,4 | 3,9 | 1,7 | 1,7 | 4,0 | 0,0 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | 35,4 |
| Juillet | 0,8 | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,4 | 0,5 | 1,3 | 0,6 | 1,3 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 7,0 | 4,3 | 2,5 | 1,1 | 1,4 | 2,7 | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 25,3 |
| Août | 0,9 | 0,2 | 11,2 | 0,0 | 0,3 | 0,2 | 1,2 | 0,6 | 1,3 | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 5,9 | 3,7 | 1,3 | 1,1 | 1,3 | 2,3 | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 32,8 |
| Total des chômeurs contrôlés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1955 Août | 4,7 | 0,6 | 0,8 | 0,8 | 1,9 | 1,2 | 10,0 | 4,1 | 11,1 | 1,6 | 1,0 | 0,8 | 25,6 | 11,3 | 3,9 | 5,8 | 8,8 | 1,8 | 0,0 | 2,3 | 3,6 | 0,2 | 8,2 | 0,8 | 110,9 |
| Septembre ... | 4,9 | 0,7 | 0,9 | 0,7 | 2,3 | 1,4 | 10,4 | 3,8 | 10,6 | 1,4 | 0,9 | 0,8 | 23,6 | 9,9 | 3,2 | 5,8 | 8,4 | 3,3 | 0,2 | 3,7 | 3,5 | 0,3 | 8,3 | 0,9 | 109,9 |
| Octobre | 3,8 | 0,7 | 0,8 | 0,7 | 3,1 | 1,3 | 11,7 | 4,1 | 11,2 | 1,5 | 0,9 | 0,8 | 22,6 | 9,8 | 4,2 | 5,7 | 8,5 | 3,8 | 0,1 | 4,8 | 3,6 | 0,3 | 8,4 | 0,7 | 113,1 |
| Novembre | 8,2 | 0,7 | 0,8 | 0,8 | 4,0 | 1,4 | 16,2 | 5,0 | 11,7 | 1,5 | 0,9 | 0,8 | 23,4 | 12,0 | 5,1 | 6,3 | 9,1 | 3,5 | 0,0 | 5,3 | 3,7 | 0,3 | 8,4 | 0,8 | 129,9 |
| Décembre | 11,6 | 1,4 | 0,9 | 1,3 | 5,0 | 1,5 | 34,7 | 7,3 | 13,8 | 1,8 | 1,1 | 0,9 | 26,9 | 17,3 | 6,7 | 8,0 | 10,7 | 2,8 | 0,1 | 5,2 | 3,8 | 0,3 | 8,6 | 0,8 | 172,5 |
| 1956 Janvier | 14,6 | 2,3 | 1,1 | 3,4 | 6,5 | 1,6 | 73,9 | 11,0 | 17,0 | 2,1 | 1,1 | 1,0 | 30,1 | 18,8 | 5,3 | 9,4 | 14,1 | 3,3 | 0,0 | 5,4 | 3,8 | 0,4 | 9,1 | 0,9 | 236,2 |
| Février | 16,3 | 3,8 | 1,1 | 6,7 | 7,8 | 1,6 | 157,4 | 15,1 | 20,2 | 2,3 | 1,2 | 1,0 | 31,8 | 19,4 | 6,4 | 9,9 | 15,5 | 4,4 | 0,1 | 5,4 | 3,9 | 0,4 | 9,0 | 0,9 | 341,6 |
| Mars | 11,2 | 0,9 | 1,0 | 1,6 | 4,7 | 1,8 | 35,6 | 7,0 | 14,0 | 1,8 | 1,1 | 1,0 | 27,0 | 11,4 | 4,5 | 8,3 | 11,4 | 3,8 | 0,0 | 4,7 | 3,6 | 0,3 | 8,5 | 0,8 | 166,0 |
| Avril | 9,0 | 0,7 | 0,9 | 0,9 | 2,3 | 1,9 | 18,7 | 4,9 | 11,6 | 1,7 | 1,0 | 0,9 | 25,6 | 9,6 | 4,7 | 7,9 | 10,1 | 5,0 | 0,0 | 4,3 | 3,5 | 0,3 | 8,2 | 1,0 | 134,7 |
| Mai | 5,5 | 0,6 | 0,9 | 0,7 | 1,7 | 1,7 | 14,2 | 4,0 | 10,2 | 1,6 | 0,9 | 0,7 | 23,7 | 8,6 | 4,7 | 6,6 | 8,8 | 4,0 | 0,0 | 3,7 | 3,3 | 0,3 | 7,8 | 1,0 | 115,2 |
| Juin | 6,4 | 0,6 | 4,6 | 0,6 | 1,7 | 1,6 | 12,7 | 3,6 | 9,4 | 1,4 | 0,8 | 0,7 | 20,6 | 9,3 | 5,7 | 6,1 | 8,2 | 4,0 | 0,0 | 3,3 | 3,2 | 0,2 | 7,4 | 1,0 | 113,1 |
| Juillet | 6,2 | 0,6 | 0,7 | 0,6 | 1,6 | 1,7 | 11,9 | 3,2 | 8,6 | 1,3 | 0,7 | 0,6 | 18,4 | 9,3 | 4,3 | 4,6 | 7,5 | 2,7 | 0,0 | 2,1 | 3,1 | 0,2 | 6,9 | 0,9 | 97,7 |
| Août | 4,8 | 0,6 | 11,9 | 0,5 | 1,5 | 1,1 | 11,1 | 3,0 | 8,3 | 1,3 | 0,7 | 0,6 | 16,3 | 8,8 | 3,0 | 4,3 | 7,0 | 2,3 | 0,0 | 2,0 | 2,9 | 0,2 | 6,7 | 0,8 | 99,7 |

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

I. — BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES ¹ (millions de francs)

85¹

| Rubriques | 1956 31 janvier | 1956 29 février | 1956 31 mars | 1956 30 avril | 1956 31 mai | 1956 30 juin | 1956 31 juillet | 1956 31 août |
|--|--------------------|--------------------|-----------------|------------------|----------------|-----------------|--------------------|-----------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| B. Disponible et réalisable : | | | | | | | | |
| Caisse, Banque Nation., Chèques post. | 2.734 | 2.656 | 4.521 | 2.693 | 2.987 | 2.990 | 2.884 | 2.812 |
| Prêts au jour le jour | 1.290 | 1.966 | 1.208 | 2.634 | 1.884 | 1.864 | 1.369 | 2.252 |
| Banquiers | 3.972 | 4.413 | 4.669 | 4.417 | 4.285 | 4.626 | 4.533 | 4.336 |
| Maison-mère, succursales et filiales ... | 882 | 667 | 735 | 671 | 765 | 671 | 575 | 727 |
| Autres valeurs à recevoir à court terme | 3.916 | 4.099 | 4.171 | 4.301 | 4.830 | 4.918 | 4.510 | 4.432 |
| Portefeuille-effets | 45.421 | 46.697 | 49.004 | 49.190 | 48.356 | 47.298 | 46.186 | 47.788 |
| a) Portefeuille commercial ² | 14.586 | 16.108 | 17.933 | 17.694 | 16.667 | 15.431 | 14.542 | 15.930 |
| b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ... | 9.651 | 9.891 | 9.540 | 9.465 | 10.151 | 9.613 | 8.975 | 10.923 |
| c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 % | 21.184 | 20.698 | 21.531 | 22.031 | 21.538 | 22.254 | 22.669 | 20.935 |
| Report et avances sur titres | 1.292 | 1.261 | 1.291 | 1.289 | 1.251 | 1.278 | 1.332 | 1.237 |
| Débiteurs par acceptations | 9.486 | 9.571 | 9.790 | 9.391 | 9.772 | 9.564 | 10.094 | 9.976 |
| Débiteurs divers | 19.325 | 18.947 | 18.304 | 19.521 | 20.129 | 20.054 | 19.482 | 19.523 |
| Portefeuille-titres | 23.493 | 23.408 | 24.090 | 23.949 | 23.696 | 24.214 | 23.763 | 23.550 |
| a) Valeurs de la réserve légale | 280 | 280 | 284 | 285 | 283 | 286 | 286 | 286 |
| b) Fonds publics belges | 20.721 | 20.718 | 21.169 | 21.202 | 21.039 | 21.479 | 21.056 | 20.802 |
| c) Fonds publics étrangers | 82 | 102 | 102 | 154 | 131 | 136 | 125 | 126 |
| d) Actions de banques | 1.078 | 1.077 | 1.076 | 1.079 | 1.079 | 1.080 | 1.080 | 1.081 |
| e) Autres titres | 1.332 | 1.231 | 1.459 | 1.229 | 1.164 | 1.233 | 1.216 | 1.255 |
| Divers | 1.027 | 783 | 1.019 | 793 | 788 | 1.343 | 1.055 | 778 |
| Capital non versé | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| Total disponible et réalisable ... | 112.843 | 114.473 | 118.807 | 118.854 | 118.748 | 118.825 | 115.788 | 117.416 |
| C. Immobilisé : | | | | | | | | |
| Frais de constitut. et de premier établ. | 7 | 7 | 7 | 7 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| Immeubles | 938 | 939 | 959 | 958 | 961 | 961 | 962 | 964 |
| Participation dans les filiales immobil. | 270 | 270 | 270 | 270 | 270 | 270 | 270 | 266 |
| Créances sur filiales immobilières | 298 | 301 | 305 | 302 | 304 | 306 | 313 | 316 |
| Matériel et mobilier | 118 | 119 | 119 | 121 | 123 | 121 | 123 | 125 |
| Total de l'immobilisé ... | 1.631 | 1.636 | 1.660 | 1.658 | 1.666 | 1.666 | 1.676 | 1.679 |
| Total général actif ... | 114.474 | 116.109 | 120.467 | 120.512 | 120.414 | 120.491 | 117.464 | 119.095 |
| PASSIF | | | | | | | | |
| A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| B. Exigible : | | | | | | | | |
| Créanciers privilégiés ou garantis | 384 | 403 | 1.048 | 1.186 | 677 | 1.271 | 392 | 388 |
| Emprunts au jour le jour | 19 | 57 | 47 | 55 | 26 | 42 | 62 | 34 |
| Banquiers | 8.332 | 8.351 | 9.315 | 8.530 | 7.758 | 7.180 | 7.501 | 7.885 |
| Maison-mère, succursales et filiales ... | 2.250 | 2.028 | 2.060 | 2.180 | 1.852 | 1.522 | 1.481 | 1.518 |
| Acceptations | 9.486 | 9.571 | 9.790 | 9.391 | 9.772 | 9.564 | 10.094 | 9.975 |
| Autres valeurs à payer à court terme | 2.303 | 1.984 | 2.272 | 2.394 | 2.800 | 2.598 | 2.386 | 2.421 |
| Créditeurs pour effets à l'encaissement | 787 | 804 | 756 | 784 | 802 | 817 | 835 | 859 |
| Dépôts et comptes courants | 76.087 | 78.164 | 80.567 | 80.685 | 81.467 | 82.059 | 78.942 | 80.299 |
| a) A vue et à un mois au plus ³ ... | 65.079 | 66.590 | 67.971 | 67.978 | 68.674 | 69.456 | 68.199 | 69.090 |
| b) A plus d'un mois | 11.008 | 11.574 | 12.596 | 12.707 | 12.793 | 12.602 | 10.743 | 11.209 |
| Obligations et bons de caisse | 3.870 | 3.938 | 4.006 | 4.058 | 4.092 | 4.130 | 4.179 | 4.205 |
| Montants à libérer sur titres et partic. | 658 | 658 | 650 | 626 | 627 | 679 | 680 | 680 |
| Divers | 3.118 | 2.961 | 2.724 | 3.292 | 3.197 | 3.199 | 3.842 | 3.401 |
| Total de l'exigible ... | 107.294 | 108.919 | 113.235 | 113.181 | 113.070 | 113.061 | 110.034 | 111.665 |
| C. Non exigible : | | | | | | | | |
| Capital | 4.214 | 4.215 | 4.223 | 4.223 | 4.250 | 4.250 | 4.250 | 4.250 |
| Fonds indispos. par prime d'émission | 173 | 173 | 173 | 173 | 174 | 175 | 175 | 175 |
| Réserve légale (art. 13, A. R. 185) . | 283 | 283 | 288 | 289 | 287 | 290 | 290 | 290 |
| Réserve disponible | 2.432 | 2.442 | 2.465 | 2.562 | 2.549 | 2.642 | 2.642 | 2.642 |
| Provisions | 78 | 77 | 83 | 84 | 84 | 78 | 73 | 73 |
| Total du non exigible ... | 7.180 | 7.190 | 7.232 | 7.331 | 7.344 | 7.430 | 7.430 | 7.430 |
| Total général passif ... | 114.474 | 116.109 | 120.467 | 120.512 | 120.414 | 120.491 | 117.464 | 119.095 |

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

² L'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale de Belgique et aux instituts parastatutaires s'élevait aux 31 janvier, 29 février, 31 mars, 30 avril, 31 mai, 30 juin, 31 juillet et 31 août 1956 respectivement à 6.570, 6.815, 5.938, 5.803, 5.948, 6.040, 7.322 et 6.185 millions de francs, montants qui ne sont pas compris dans le portefeuille commercial.

³ Y compris les dépôts inscrits en carnets ou livrets sur lesquels il peut être disposé à concurrence de 5.000 francs par période de quatorze jours, et, à concurrence de 50.000 francs maximum, par période de quatorze jours, moyennant un préavis de quatorze jours au moins. Pour les mois de janvier, février, mars, avril, mai, juin, juillet et août 1956, ces dépôts s'élevaient respectivement à 10.499, 10.566, 10.617, 10.588, 10.589, 10.567, 10.588 et 10.648 millions de francs.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

85²

(millions de francs)

| Rubriques | 1956 18 septembre | 1956 20 septembre | 1956 27 septembre | 1956 4 octobre | 1956 11 octobre | 1956 18 octobre | 1956 25 octobre | 1956 31 octobre |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse en or | 48.591 | 48.586 | 48.586 | 48.586 | 48.333 | 48.190 | 47.460 | 47.460 |
| Avoirs sur l'étranger | 1.442 | 1.363 | 1.003 | 1.313 | 1.655 | 1.543 | 2.096 | 1.975 |
| Devises étrangères et or à recevoir | 1.224 | 1.224 | 1.224 | 1.224 | 971 | 1.337 | 1.337 | 1.337 |
| Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement : | | | | | | | | |
| a) U.E.P. | 10.035 | 10.035 | 10.035 | 9.913 | 9.912 | 9.810 | 9.810 | 9.762 |
| b) pays membres de l'U.E.P. | 1.288 | 1.594 | 1.949 | 2.592 | 2.739 | 819 | 953 | 1.025 |
| c) autres pays | 708 | 713 | 634 | 650 | 624 | 632 | 641 | 634 |
| Débiteurs pour change et or, à terme ... | 499 | 499 | 499 | 499 | 499 | 534 | 1.262 | 1.227 |
| Effets commerciaux sur la Belgique | 3.983 | 4.408 | 5.229 | 5.492 | 4.954 | 4.355 | 4.621 | 5.996 |
| Avances sur nantissement | 409 | 561 | 310 | 573 | 592 | 446 | 327 | 773 |
| Effets publics (art. 20 des statuts. Con- ventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) : | | | | | | | | |
| a) certificats du Trésor | 8.365 | 7.460 | 7.895 | 7.990 | 8.085 | 8.085 | 7.760 | 8.695 |
| b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat | 562 | 967 | 722 | 1.406 | 1.115 | 951 | 919 | 588 |
| c) autres effets publics belges | 161 | 136 | 118 | 63 | 51 | 62 | 50 | 83 |
| Monnaies divisionnaires et d'appoint | 718 | 730 | 737 | 712 | 728 | 742 | 744 | 700 |
| Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ... | 2 | 2 | 2 | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) | 34.660 | 34.660 | 34.660 | 34.660 | 34.660 | 34.660 | 34.660 | 34.660 |
| Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts) | 2.071 | 2.071 | 2.071 | 2.071 | 2.071 | 2.066 | 2.072 | 2.072 |
| Immeubles, matériel et mobilier | 1.179 | 1.179 | 1.179 | 1.179 | 1.179 | 1.179 | 1.179 | 1.179 |
| Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel | 848 | 848 | 848 | 848 | 848 | 850 | 850 | 850 |
| Divers | 1.213 | 1.149 | 919 | 851 | 772 | 813 | 857 | 876 |
| | 117.958 | 118.185 | 118.620 | 120.623 | 119.790 | 117.076 | 117.600 | 119.894 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Billets en circulation | 108.917 | 108.252 | 108.238 | 110.555 | 109.787 | 108.806 | 108.518 | 110.733 |
| Comptes courants : | | | | | | | | |
| Trésor public { Compte ordinaire ... | 4 | 4 | 2 | 2 | 5 | 1 | 2 | 6 |
| Comptes Accord de Coop. Economique | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| Banques à l'étranger : comptes ordin. | 257 | 255 | 281 | 254 | 160 | 157 | 156 | 156 |
| Comptes courants divers | 1.229 | 1.295 | 1.336 | 1.104 | 1.257 | 1.240 | 1.290 | 1.439 |
| Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement : | | | | | | | | |
| Pays membres de l'U.E.P. | 1.413 | 2.075 | 2.522 | 2.390 | 2.481 | 299 | 382 | 375 |
| Autres pays | 419 | 403 | 440 | 516 | 546 | 599 | 549 | 490 |
| Total des engagements à vue | 112.279 | 112.324 | 112.859 | 114.861 | 114.276 | 111.142 | 110.937 | 113.239 |
| Provisions spéciales : | | | | | | | | |
| Convention du 14-9-54 : S.N.C.I. | 250 | 325 | 325 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 |
| Convention du 11-5-55 : S.N.C.I. | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Devises étrangères et or à livrer | 1.740 | 1.842 | 1.734 | 1.735 | 1.481 | 1.882 | 2.606 | 2.577 |
| Caisse de Pensions du Personnel | 848 | 848 | 848 | 848 | 848 | 850 | 850 | 850 |
| Divers | 767 | 772 | 780 | 805 | 811 | 828 | 833 | 854 |
| Capital | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| Réserves et comptes d'amortissement ... | 1.674 | 1.674 | 1.674 | 1.674 | 1.674 | 1.674 | 1.674 | 1.674 |
| | 117.958 | 118.185 | 118.620 | 120.623 | 119.790 | 117.076 | 117.600 | 119.894 |

DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI

(millions de francs)

| Rubriques | 1956 29 février | 1956 31 mars | 1956 30 avril | 1956 31 mai | 1956 30 juin | 1956 31 juillet | 1956 31 août | 1956 30 septembre |
|--|--------------------|-----------------|------------------|----------------|-----------------|--------------------|-----------------|----------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse or | 5.804 | 5.808 | 5.812 | 5.831 | 5.834 | 5.948 | 6.063 | 6.091 |
| Avoirs en monnaies convertibles en or ... | 3.734 | 3.873 | 3.922 | 3.867 | 3.896 | 3.863 | 4.231 | 4.051 |
| Avoirs en francs belges : | | | | | | | | |
| Banques et divers organismes | 90 | 40 | 127 | 119 | 106 | 23 | 35 | 56 |
| Certificats du Trésor belge | 1.783 | 1.600 | 1.550 | 1.145 | 1.395 | 1.420 | 1.922 | 1.222 |
| Autres avoirs | 1.252 | 1.114 | 746 | 627 | 1.662 | 2.160 | 2.285 | 2.551 |
| Avoirs en autres monnaies | 59 | 37 | 29 | 27 | 30 | 20 | 24 | 23 |
| Monnaies étrangères et or à recevoir | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Débiteurs pour change et or à terme | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Effets commerc. sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi | 106 | 117 | 114 | 114 | 160 | 164 | 119 | 101 |
| Avances sur fonds publ. et subs. précieuses | 77 | 97 | 136 | 146 | 128 | 158 | 92 | 54 |
| Avoirs aux Offices des Chèques postaux ... | 8 | 2 | 6 | 14 | 12 | 9 | 6 | 11 |
| Effets publics belges émis en francs cong. | 3.993 | 3.993 | 3.993 | 3.993 | 3.993 | 3.993 | 3.993 | 3.993 |
| Fonds publics (art. 6, § 1, litt. 12 et 13 des Statuts) | 779 | 792 | 800 | 807 | 987 | 994 | 1.000 | 1.002 |
| Immeubles, matériel et mobilier | 184 | 190 | 193 | 186 | 193 | 198 | 202 | 211 |
| Divers | 66 | 81 | 92 | 100 | 105 | 137 | 141 | 170 |
| | 17.935 | 17.744 | 17.520 | 16.976 | 18.501 | 19.087 | 19.513 | 19.536 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Billets et monnaies métalliques en circul. | 4.969 | 4.943 | 4.891 | 4.942 | 5.305 | 5.506 | 5.474 | 5.353 |
| Comptes courants et créditeurs divers : | | | | | | | | |
| Congo Belge | 6.053 | 5.942 | 6.055 | 6.174 | 6.033 | 6.003 | 5.730 | 5.787 |
| Ruanda-Urundi | 1.011 | 1.052 | 1.031 | 1.029 | 1.022 | 1.040 | 1.063 | 1.033 |
| Comptes courants divers | 2.341 | 2.516 | 2.435 | 2.190 | 1.811 | 1.594 | 1.704 | 1.944 |
| Valeurs à payer | 161 | 167 | 210 | 158 | 194 | 132 | 196 | 167 |
| <i>Total des engagements à vue</i> | 14.535 | 14.620 | 14.622 | 14.493 | 14.365 | 14.275 | 14.167 | 14.284 |
| Créditeurs pour change et or à terme ... | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Engagements en francs belges : | | | | | | | | |
| A vue | 929 | 571 | 634 | 529 | 481 | 911 | 535 | 608 |
| A terme | 1.823 | 1.868 | 1.512 | 1.142 | 2.812 | 3.061 | 3.595 | 3.279 |
| Engagements en monnaies étrangères : | | | | | | | | |
| En monnaies convertibles | 10 | 9 | 8 | 8 | 32 | 33 | 411 | 49 |
| En autres devises | 6 | 12 | 7 | 9 | 8 | 13 | 6 | 7 |
| Monnaies étrangères et or à livrer | 18 | 30 | 79 | 115 | 65 | 33 | 16 | 506 |
| Divers | 345 | 365 | 389 | 340 | 398 | 421 | 443 | 463 |
| Capital | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| Fonds de réserve et d'amortissement | 119 | 119 | 119 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 |
| | 17.935 | 17.744 | 17.520 | 16.976 | 18.501 | 19.087 | 19.513 | 19.536 |

| Comptes chèques postaux 1 | | Dépôts à vue dans les banques 2 3 | |
|---------------------------|------|-----------------------------------|------|
| Mois | | Mois | |
| 1955 Juillet | 4,18 | 1955 Juillet | 2,02 |
| 1955 Août | 3,78 | 1955 Août | 1,83 |
| 1955 Septembre | 3,64 | 1955 Septembre | 1,83 |
| 1955 Octobre | 3,90 | 1955 Octobre | 1,89 |
| 1955 Novembre | 4,21 | 1955 Novembre | 2,02 |
| 1955 Décembre | 3,84 | 1955 Décembre | 2,13 |
| 1956 Janvier | 4,00 | 1956 Janvier | 1,93 |
| 1956 Février | 3,78 | 1956 Février | 1,82 |
| 1956 Mars | 3,69 | 1956 Mars | 1,82 |
| 1956 Avril | 4,00 | 1956 Avril | 2,15 |
| 1956 Mai | 3,83 | 1956 Mai | 2,20 |
| 1956 Juin | 3,73 | 1956 Juin | 2,09 |
| 1956 Juillet | 4,02 | 1956 Juillet | 2,09 |
| 1956 Août | 3,81 | 1956 Août | 1,83 |
| 1956 Septembre | 3,77 | 1956 Septembre | 1,79 |

1 Voir tableau n° 36.

2 Méthode d'établissement : voir notre *Bulletin d'Information et de Documentation* d'octobre 1950, p. 222.

3 Nouvelle série : chiffres réduits en mois-type de 25 jours.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, parce qu'ils ne sont pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONÉTAIRE INTÉRIEUR

(en milliards de francs)

| Dates | Monnaie fiduciaire | | | Monnaie scripturale détenue par | | | | | Total du stock monétaire | Pourcentage de monnaie fiduciaire | Mouvements du stock monétaire total | |
|------------|-------------------------------|--|-------------------------------|---|--|-----------------------------|--|------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-------|
| | Billets et monnaies du Trésor | Billets de la Banque Nationale de Belgique | Stock de monnaie fiduciaire * | le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés | les entreprises et particuliers ** | | | Stock de monnaie scripturale | | | | |
| | | | | | Comptes courants à la Banque Nationale de Belgique * | Avoirs en chèques postaux * | Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements para-banquaires * | | | | | Total |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) = (4) + (8) | (10) = (3) + (9) | (11) = (3) / (10) | (12) | |
| 1951 30-6 | 5,4 | 88,2 | 92,2 | 6,6 | 0,5 | 17,4 | 40,4 | 58,3 | 64,9 | 157,1 | 58,7 | + 2,8 |
| 1951 30-9 | 5,7 | 91,6 | 96,0 | 6,9 | 0,6 | 17,4 | 41,7 | 59,7 | 66,6 | 162,6 | 59,0 | + 5,5 |
| 1951 31-12 | 5,6 | 95,0 | 99,1 | 7,4 | 0,7 | 18,2 | 43,1 | 62,0 | 69,4 | 168,5 | 58,8 | + 5,9 |
| 1952 31-3 | 5,7 | 94,8 | 99,0 | 7,3 | 0,5 | 18,3 | 44,8 | 63,6 | 70,9 | 169,9 | 58,3 | + 1,4 |
| 1952 30-6 | 5,8 | 96,3 | 100,6 | 6,8 | 0,5 | 18,8 | 44,9 | 64,2 | 71,0 | 171,6 | 58,6 | + 1,7 |
| 1952 30-9 | 5,9 | 96,0 | 100,3 | 7,0 | 0,5 | 19,1 | 45,4 | 65,0 | 72,0 | 172,3 | 58,2 | + 0,7 |
| 1952 31-12 | 5,9 | 97,8 | 102,0 | 7,4 | 0,7 | 18,0 | 46,4 | 65,1 | 72,5 | 174,5 | 58,5 | + 2,2 |
| 1953 31-3 | 5,9 | 97,3 | 101,4 | 6,9 | 0,5 | 18,7 | 45,8 | 65,0 | 71,9 | 173,3 | 58,5 | - 1,2 |
| 1953 30-6 | 5,8 | 98,4 | 102,6 | 6,9 | 0,6 | 19,6 | 46,1 | 66,3 | 73,2 | 175,8 | 58,4 | + 2,5 |
| 1953 30-9 | 5,9 | 100,1 | 104,4 | 7,3 | 0,5 | 19,7 | 46,3 | 66,5 | 73,8 | 178,2 | 58,6 | + 2,4 |
| 1953 31-12 | 5,9 | 101,6 | 105,9 | 7,1 | 0,6 | 19,9 | 46,8 | 67,3 | 74,4 | 180,3 | 58,7 | + 2,1 |
| 1954 31-3 | 5,9 | 98,8 | 102,9 | 7,5 | 0,5 | 19,6 | 46,4 | 66,5 | 74,0 | 176,9 | 58,2 | - 3,4 |
| 1954 30-6 | 5,9 | 100,2 | 104,3 | 8,1 | 0,7 | 20,2 | 49,0 | 69,9 | 78,0 | 182,3 | 57,2 | + 5,4 |
| 1954 30-9 | 5,9 | 101,2 | 105,2 | 7,9 | 0,5 | 19,1 | 47,5 | 67,1 | 75,0 | 180,2 | 58,4 | - 2,1 |
| 1954 31-12 | 5,9 | 102,7 | 106,7 | 7,4 | 0,5 | 20,6 | 48,4 | 69,5 | 76,9 | 183,6 | 58,1 | + 3,4 |
| 1955 31-3 | 5,9 | 104,0 | 107,5 | 7,1 | 0,4 | 19,0 | 50,7 | 70,1 | 77,2 | 184,7 | 58,2 | + 1,1 |
| 1955 30-6 | 5,8 | 105,3 | 108,6 | 7,3 | 0,6 | 20,4 | 50,7 | 71,7 | 79,0 | 187,6 | 57,9 | + 2,9 |
| 1955 30-9 | 5,7 | 106,4 | 109,7 | 7,4 | 0,3 | 20,0 | 50,0 | 70,3 | 77,7 | 187,4 | 58,5 | - 0,2 |
| 1955 31-12 | 5,6 | 107,6 | 110,7 | 7,9 | 0,6 | 21,0 | 52,5 | 74,1 | 82,0 | 192,7 | 57,5 | + 4,1 |
| 1956 31-1 | 5,6 | 104,7 | 107,8 | 7,3 | 0,4 | 21,3 | 50,1 | 71,8 | 79,1 | 186,9 | 57,7 | - 5,8 |
| 1956 29-2 | 5,5 | 106,1 | 109,2 | 6,4 | 0,4 | 21,0 | 51,4 | 72,8 | 79,2 | 188,4 | 58,0 | + 1,5 |
| 1956 31-3 | 5,4 | 106,4 | 109,5 | 7,5 | 0,4 | 21,0 | 52,6 | 74,0 | 81,5 | 191,0 | 57,3 | + 2,6 |
| 1956 30-4 | 5,4 | 107,0 | 110,0 | 6,9 | 0,4 | 21,7 | 52,8 | 74,9 | 81,8 | 191,8 | 57,4 | + 0,8 |
| 1956 31-5 | 5,4 | 107,2 | 110,1 | 6,9 | 0,4 | 22,0 | 53,5 | 75,9 | 82,8 | 192,9 | 57,1 | + 1,1 |
| 1956 30-6 | 5,4 | 108,4 | 111,4 | 6,7 | 0,3 | 22,6 | 54,1 | 77,0 | 83,7 | 195,1 | 57,1 | + 2,2 |
| 1956 31-7 | 5,4 | 110,1 | 113,1 | 6,0 | 0,4 | 22,3 | 52,6 | 75,3 | 81,3 | 194,4 | 58,2 | - 0,7 |
| 1956 31-8 | 5,4 | 109,9 | 113,0 | 6,5 | 0,3 | 21,6 | 53,5 | 75,4 | 81,9 | 194,9 | 58,0 | + 0,5 |

* Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.

** Y compris des organismes para-banquaires administratifs.

BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES
(en milliards de francs)

85⁴

| Dates | Stock monétaire | | | | Avoirs extérieurs nets | | | | Créances sur le Trésor et créances obligataires sur d'autres emprunteurs publics | | | | Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique | | Divers | | | Comptes pour balance | Total | Sous déduction de | | | | | Différence (20) — à (25) | |
|------------------|--------------------|---|----------------------------------|-------|------------------------|---|-----------------|---|--|------------------|--|-----------------------------|---|--------------------------------------|---|---|---|----------------------|-------|---|--|---|-----------------------|---|--------------------------|-------|
| | Monnaie fiduciaire | Monnaie scripturale | | | Total | Avoirs et engagements à vue (montants nets) | | | Total | Dettes de l'Etat | Dette obligatoire d'autres emprunteurs publics | Avances au Fonds des Rentes | Total | Logés dans les organismes monétaires | Pour mémoire Logés dans et hors des organismes monétaires | Solde des opérations au Crédit Communal de Belgique, de la Caisse Nationale de Crédit professionnel et du Fonds Monétaire autres qu'à court terme | Opérations spécifiques de prêts et emprunts avec des organismes financiers non monétaires | | | Solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux | Engagements quasi monétaires des organismes émetteurs de monnaie envers l'économie nationale | | | Emprunts obligataires (banques de dépôts) | | |
| | | détenue par les entreprises et particuliers | détenue par les pouvoirs publics | Total | | B.N.B. | Banques privées | Autres avoirs et engagements nets (montants nets) | | | | | | | | | | | | | Détenus par les entreprises et particuliers | Dépôts en devises détenus par les entreprises et particuliers | Détenus par le Trésor | | | |
| | | (1) | (2) | (3) | | (4) | (5) | (6) | | | | | | | | | | | | | (7) | (8) | (9) | | | (10) |
| 1951 31 décembre | 99,1 | 62,0 | 7,4 | 69,4 | 168,5 | +50,2 | -13,4 | +1,7 | 38,5 | 113,1 | 1,0 | 1,6 | 115,7 | 36,2 | 42,1 | +1,4 | +0,7 | -2,0 | +2,1 | 192,6 | -14,6 | -2,4 | -1,1 | -5,4 | -0,6 | 168,5 |
| En p.c. de (20) | 51,5 | 32,2 | 3,8 | 36,0 | 87,5 | 26,1 | -7,0 | 0,9 | 20,0 | 58,7 | 0,5 | 0,8 | 60,0 | 18,8 | 42,1 | 0,7 | 0,4 | -1,0 | 1,1 | 100,0 | -7,6 | -1,2 | -0,6 | -2,8 | -0,3 | 87,5 |
| 1952 31 décembre | 102,0 | 65,1 | 7,4 | 72,5 | 174,5 | +51,0 | -4,3 | +3,7 | 50,4 | 115,2 | 1,0 | 0,3 | 116,5 | 36,5 | 43,3 | +0,4 | -0,1 | -1,6 | +0,2 | 202,3 | -18,6 | -1,6 | -1,4 | -5,2 | -1,0 | 174,5 |
| En p.c. de (20) | 50,4 | 32,2 | 3,7 | 35,9 | 86,3 | 25,2 | -2,1 | 1,8 | 24,9 | 56,9 | 0,5 | 0,2 | 57,6 | 18,0 | 43,3 | 0,2 | - | -0,8 | 0,1 | 100,0 | -9,2 | -0,8 | -0,7 | -2,5 | -0,5 | 86,3 |
| 1953 30 juin | 102,6 | 66,3 | 6,9 | 73,2 | 175,8 | +48,8 | -4,0 | +2,7 | 47,5 | 118,5 | 1,0 | 0,7 | 120,2 | 36,1 | 43,7 | -0,9 | +0,6 | -1,4 | +1,5 | 203,6 | -19,3 | -1,6 | -0,5 | -5,2 | -1,2 | 175,8 |
| En p.c. de (20) | 50,4 | 32,5 | 3,4 | 35,9 | 86,3 | 24,0 | -2,0 | 1,3 | 23,3 | 58,2 | 0,5 | 0,3 | 59,0 | 17,7 | 43,7 | -0,4 | 0,3 | -0,7 | 0,8 | 100,0 | -9,5 | -0,8 | -0,2 | -2,6 | -0,6 | 86,3 |
| 31 décembre | 105,9 | 67,3 | 7,1 | 74,4 | 180,3 | +52,4 | -4,8 | +2,7 | 50,3 | 120,4 | 1,1 | - | 121,5 | 38,7 | 45,4 | +0,1 | +0,1 | -1,9 | +1,0 | 209,8 | -20,6 | -1,5 | -0,2 | -5,3 | -1,9 | 180,3 |
| En p.c. de (20) | 50,5 | 32,0 | 3,4 | 35,4 | 85,9 | 25,0 | -2,3 | 1,3 | 24,0 | 57,4 | 0,5 | - | 57,9 | 18,5 | 45,4 | - | - | -0,9 | 0,5 | 100,0 | -9,8 | -0,7 | -0,1 | -2,6 | -0,9 | 85,9 |
| 1954 30 juin | 104,3 | 69,9 | 8,1 | 78,0 | 182,3 | +49,7 | -4,8 | +2,9 | 47,8 | 121,9 | 1,2 | 0,2 | 123,3 | 38,2 | 46,2 | +0,6 | +1,0 | -1,9 | +2,6 | 211,6 | -19,6 | -1,6 | -0,1 | -5,5 | -2,5 | 182,3 |
| En p.c. de (20) | 49,3 | 33,1 | 3,8 | 36,9 | 86,2 | 23,5 | -2,3 | 1,4 | 22,6 | 57,6 | 0,6 | 0,1 | 58,3 | 18,0 | 46,2 | 0,3 | 0,5 | -0,9 | 1,2 | 100,0 | -9,3 | -0,7 | - | -2,6 | -1,2 | 86,2 |
| 31 décembre | 106,7 | 69,5 | 7,4 | 76,9 | 183,6 | +50,5 | -3,7 | +1,5 | 48,3 | 119,9 | 1,4 | 1,2 | 122,5 | 41,7 | 49,8 | +2,0 | +1,0 | -1,2 | +1,6 | 215,9 | -21,3 | -2,0 | -0,1 | -6,0 | -2,9 | 183,6 |
| En p.c. de (20) | 49,4 | 32,2 | 3,4 | 35,6 | 85,0 | 23,4 | -1,7 | 0,7 | 22,4 | 55,5 | 0,6 | 0,6 | 56,7 | 19,3 | 49,8 | 0,9 | 0,5 | -0,5 | 0,7 | 100,0 | -9,9 | -0,9 | - | -2,8 | -1,4 | 85,0 |
| 1955 31 mars | 107,5 | 70,1 | 7,1 | 77,2 | 184,7 | +53,7 | -4,6 | +2,3 | 51,4 | 120,5 | 1,7 | 0,1 | 122,3 | 41,3 | 49,6 | +1,5 | +1,3 | -1,4 | +1,3 | 217,7 | -22,3 | -1,7 | -0,1 | -5,7 | -3,2 | 184,7 |
| En p.c. de (20) | 49,4 | 32,2 | 3,3 | 35,5 | 84,9 | 24,7 | -2,1 | 1,0 | 23,6 | 55,3 | 0,8 | - | 56,1 | 19,0 | 49,6 | 0,7 | 0,6 | -0,6 | 0,6 | 100,0 | -10,2 | -0,8 | - | -2,6 | -1,5 | 84,9 |
| 30 juin | 108,6 | 71,7 | 7,3 | 79,0 | 187,6 | +52,9 | -4,8 | +2,7 | 50,8 | 121,1 | 1,9 | 0,9 | 123,9 | 43,0 | 50,1 | +2,1 | +1,3 | -2,0 | +2,2 | 221,3 | -22,4 | -1,7 | -0,1 | -6,1 | -3,4 | 187,6 |
| En p.c. de (20) | 49,0 | 32,4 | 3,3 | 35,7 | 84,7 | 23,9 | -2,1 | 1,2 | 23,0 | 54,7 | 0,9 | 0,4 | 56,0 | 19,4 | 50,1 | 0,9 | 0,6 | -0,9 | 1,0 | 100,0 | -10,2 | -0,8 | - | -2,8 | -1,5 | 84,7 |
| 30 septembre | 109,7 | 70,3 | 7,4 | 77,7 | 187,4 | +54,3 | -4,8 | +2,9 | 52,4 | 120,9 | 1,9 | 1,4 | 124,2 | 41,5 | 49,5 | +2,9 | +1,3 | -1,9 | +1,0 | 221,4 | -22,2 | -2,0 | -0,1 | -6,2 | -3,5 | 187,4 |
| En p.c. de (20) | 49,5 | 31,8 | 3,3 | 35,1 | 84,6 | 24,5 | -2,1 | 1,3 | 23,7 | 54,6 | 0,9 | 0,6 | 56,1 | 18,7 | 49,5 | 1,3 | 0,6 | -0,8 | 0,4 | 100,0 | -10,1 | -0,9 | - | -2,8 | -1,6 | 84,6 |
| 31 décembre | 110,7 | 74,1 | 7,9 | 82,0 | 192,7 | +56,1 | -4,8 | +3,4 | 54,7 | 122,4 | 2,1 | 0,7 | 125,2 | 44,4 | 52,0 | +3,7 | +1,3 | -1,8 | +0,9 | 228,4 | -23,4 | -2,4 | -0,1 | -6,0 | -3,8 | 192,7 |
| En p.c. de (20) | 48,5 | 32,4 | 3,5 | 35,9 | 84,4 | 24,6 | -2,1 | 1,4 | 23,9 | 53,6 | 0,9 | 0,3 | 54,8 | 19,4 | 52,0 | 1,6 | 0,6 | -0,8 | 0,5 | 100,0 | -10,2 | -1,1 | - | -2,6 | -1,7 | 84,4 |
| 1956 31 mars | 109,5 | 74,0 | 7,5 | 81,5 | 191,0 | +58,8 | -4,9 | +3,6 | 57,5 | 121,8 | 2,2 | 0,7 | 124,7 | 43,4 | 52,0 | +2,7 | +1,1 | -1,6 | +0,5 | 228,2 | -24,5 | -2,4 | -0,1 | -6,2 | -4,0 | 191,0 |
| En p.c. de (20) | 48,0 | 32,4 | 3,3 | 35,7 | 83,7 | 25,8 | -2,1 | 1,5 | 25,2 | 53,4 | 1,0 | 0,3 | 54,7 | 19,0 | 52,0 | 1,2 | 0,4 | -0,7 | 0,2 | 100,0 | -10,7 | -1,1 | - | -2,7 | -1,8 | 83,7 |
| 30 juin | 111,4 | 77,0 | 6,7 | 83,7 | 195,1 | +59,2 | -3,8 | +3,1 | 58,5 | 124,2 | 2,6 | 1,4 | 128,2 | 42,1 | 52,6 | +2,5 | +1,4 | -1,4 | +1,9 | 233,2 | -24,5 | -2,8 | -0,1 | -6,6 | -4,1 | 195,1 |
| En p.c. de (20) | 47,8 | 33,0 | 2,9 | 35,9 | 83,7 | 25,4 | -1,6 | 1,3 | 25,1 | 53,3 | 1,1 | 0,6 | 55,0 | 18,1 | 52,6 | 1,0 | 0,6 | -0,6 | 0,8 | 100,0 | -10,5 | -1,2 | - | -2,8 | -1,8 | 83,7 |

* Y compris les comptes d'organismes paraétatiques administratifs.

ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(mouvements en milliards de francs)

85⁴

| Périodes | Variations du stock monétaire | Variations des liquidités quasi monétaires | | | | Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (6) = (1) + (5) | Solde des opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics et des donations officielles) | Financement monétaire des pouvoirs publics * | Monétisation de la dette de l'Etat et autres fonds publics | Mouvements des crédits d'es-compte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers nationaux, logés dans les organismes monétaires | Variations de l'écart entre fonds propres et immobilisations + participations des organismes monétaires | Emprunts obligataires des banques de dépôts | Soldes des opérations autres qu'à court terme du Fonds Monétaire, du Crédit Communal et de la Caisse Nationale de Crédit professionnel | Divers | | Comptes pour balance | Total (17) = de (7) à (16) |
|--------------------------------------|-------------------------------|---|--------------------------------|------------------|-------|---|--|--|--|--|---|---|--|---|--|----------------------|---|
| | | Dépôts à terme et comptes spéciaux des exportateurs vers l'U.E.P. | Dépôts en devises de nationaux | Avoirs du Trésor | Total | | | | | | | | | Opérations spécifiques de prêts et d'emprunts avec des organismes financiers non monétaires | Soldes des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux | | |
| | (1) | (2) | (8) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (10) | (11) | (12) | (13) | (14) | (15) | (16) | (17) |
| 1951 Année | + 12,4 | + 0,9 | + 0,5 | + 1,1 | + 2,5 | + 14,9 | + 10,5 | + 4,5 | - 1,6 | + 3,0 | - 0,7 | - 0,3 | + 0,2 | - 0,2 | + 0,2 | - 0,7 | + 14,9 |
| 1952 Année | + 6,0 | + 4,0 | - 0,8 | + 0,3 | + 3,5 | + 9,5 | + 6,4 | + 5,3 | + 0,3 | + 0,3 | + 0,2 | - 0,4 | - 1,0 | - 0,8 | + 0,4 | - 1,2 | + 9,5 |
| 1953 1 ^{er} semestre | + 1,3 | + 0,7 | — | - 0,9 | - 0,2 | + 1,1 | - 1,1 | + 1,6 | + 1,1 | - 0,4 | — | - 0,2 | - 1,3 | + 0,6 | + 0,2 | + 0,6 | + 1,1 |
| 2 ^e semestre | + 4,5 | + 1,3 | - 0,1 | - 0,3 | + 0,9 | + 5,4 | + 0,1 | + 4,2 | — | + 2,6 | - 0,1 | - 0,7 | + 1,0 | - 0,5 | - 0,5 | - 0,7 | + 5,4 |
| Total ... | + 5,8 | + 2,0 | - 0,1 | - 1,2 | + 0,7 | + 6,5 | - 1,0 | + 5,8 | + 1,1 | + 2,2 | - 0,1 | - 0,9 | - 0,3 | + 0,1 | - 0,3 | - 0,1 | + 6,5 |
| 1954 1 ^{er} semestre | + 2,0 | - 1,0 | + 0,1 | - 0,1 | - 1,0 | + 1,0 | - 3,8 | + 1,6 | + 1,2 | - 0,5 | - 0,2 | - 0,6 | + 0,5 | + 0,9 | — | + 1,9 | + 1,0 |
| 2 ^e semestre | + 1,3 | + 1,7 | + 0,4 | — | + 2,1 | + 3,4 | - 0,9 | - 1,2 | + 2,0 | + 3,5 | - 0,5 | - 0,4 | + 1,4 | — | + 0,7 | - 1,2 | + 3,4 |
| Total ... | + 3,3 | + 0,7 | + 0,5 | - 0,1 | + 1,1 | + 4,4 | - 4,7 | + 0,4 | + 3,2 | + 3,0 | - 0,7 | - 1,0 | + 1,9 | + 0,9 | + 0,7 | + 0,7 | + 4,4 |
| 1955 1 ^{er} trimestre | + 1,1 | + 1,0 | - 0,3 | — | + 0,7 | + 1,8 | + 1,4 | + 2,2 | - 0,6 | - 0,4 | + 0,3 | - 0,3 | - 0,5 | + 0,2 | - 0,1 | - 0,4 | + 1,8 |
| 2 ^e trimestre | + 2,9 | + 0,1 | + 0,1 | — | + 0,2 | + 3,1 | + 0,5 | - 1,0 | + 1,6 | + 1,7 | - 0,4 | - 0,2 | + 0,6 | + 0,1 | - 0,6 | + 0,8 | + 3,1 |
| 3 ^e trimestre | - 0,2 | - 0,2 | + 0,2 | — | — | - 0,2 | + 1,7 | - 0,3 | + 0,6 | - 1,5 | - 0,1 | - 0,2 | + 0,8 | — | — | - 1,2 | - 0,2 |
| 4 ^e trimestre | + 5,3 | + 1,2 | + 0,4 | — | + 1,6 | + 6,9 | + 0,5 | + 2,3 | + 0,4 | + 2,9 | + 0,2 | - 0,2 | + 0,8 | - 0,1 | + 0,2 | - 0,1 | + 6,9 |
| Total ... | + 9,1 | + 2,1 | + 0,4 | — | + 2,5 | + 11,6 | + 4,1 | + 3,2 | + 2,0 | + 2,7 | — | - 0,9 | + 1,7 | + 0,2 | - 0,5 | - 0,9 | + 11,6 |
| 1956 1 ^{er} trimestre | - 1,7 | + 1,1 | — | — | + 1,1 | - 0,6 | + 3,2 | - 1,4 | + 0,2 | - 1,0 | - 0,2 | - 0,2 | - 1,0 | - 0,2 | + 0,2 | - 0,2 | - 0,6 |
| 2 ^e trimestre | + 4,1 | — | + 0,4 | — | + 0,4 | + 4,5 | + 1,9 | + 1,2 | + 1,3 | - 1,3 | - 0,4 | - 0,1 | - 0,2 | + 0,4 | + 0,2 | + 1,5 | + 4,5 |

* Mouvement des crédits directs au Trésor + solde des opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger.

II. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

86¹

| Rubriques | 1956 9 février | 1956 5 avril | 1956 9 mai | 1956 7 juin | 1956 5 juillet | 1956 9 août | 1956 6 septembre | 1956 4 octobre |
|--|-------------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|-------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse or | 301 | 301 | 301 | 301 | 301 | 301 | 301 | 301 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 198 | 178 | 162 | 152 | 144 | 128 | 113 | 106 |
| Monnaies divisionnaires | 18 | 18 | 18 | 17 | 16 | 17 | 17 | 16 |
| Comptes courants postaux | 32 | 45 | 48 | 34 | 42 | 33 | 36 | 41 |
| Av. au Fonds de Stabilisat. des changes ¹ | 191 | 182 | 183 | 183 | 157 | 135 | 131 | 140 |
| Bon du Trésor négociable : Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| Prêts sans intérêts à l'Etat ² | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| Av. provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 ³ ... | 426 | 426 | 426 | 426 | 426 | 426 | 426 | 426 |
| Avances provisoires à l'Etat ⁴ | 183 | 183 | 183 | 183 | 183 | 179 | 179 | 158 |
| Avances spéciales à l'Etat ⁵ | 59 | 23 | 13 | 31 | 20 | 3 | 20 | — |
| Portefeuille d'escompte | 1.278 | 1.381 | 1.348 | 1.396 | 1.444 | 1.535 | 1.588 | 1.670 |
| <i>Effets escomptés sur la France</i> | 632 | 625 | 648 | 621 | 637 | 679 | 657 | 662 |
| <i>Effets escomptés sur l'étranger</i> | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 1 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 |
| <i>Effets garant. par l'Office des céréales</i> ⁶ | 33 | 20 | 17 | 9 | 4 | 2 | 3 | 14 |
| <i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i> | 613 | 736 | 683 | 765 | 803 | 904 | 928 | 994 |
| Effets négociables achetés en France ⁷ ... | 186 | 194 | 265 | 210 | 300 | 282 | 275 | 256 |
| Avances à 30 jours sur effets publics ... | 8 | 16 | 18 | 11 | 16 | 16 | 6 | 8 |
| Avances sur titres | 8 | 9 | 9 | 9 | 10 | 8 | 9 | 11 |
| Avances sur or | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Hôtel et mobilier de la Banque | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Rentes pourvues d'affectations spéciales ⁸ | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Effets en cours de recouvrement | 15 | 46 | 31 | 16 | 21 | 15 | 20 | 34 |
| Divers | 49 | 49 | 50 | 50 | 51 | 52 | 52 | 53 |
| Total ... | 3.006 | 3.105 | 3.109 | 3.073 | 3.185 | 3.234 | 3.227 | 3.274 |

| | | | | | | | | |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| PASSIF | | | | | | | | |
| Engagements à vue : | | | | | | | | |
| Billets au porteur en circulation | 2.802 | 2.879 | 2.882 | 2.866 | 2.961 | 2.978 | 3.001 | 3.021 |
| Comptes courants créditeurs | 136 | 150 | 149 | 138 | 146 | 174 | 143 | 150 |
| <i>Compte courant du Trésor public</i> ... | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,0 |
| <i>Comptes courants des accords de coopération économique</i> | 0,3 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| <i>Comptes courants des banques et in- stitutions financières françaises et étrangères</i> | 67 | 83 | 76 | 70 | 75 | 99 | 73 | 81 |
| <i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres en- gagements à vue</i> | 69 | 67 | 73 | 68 | 71 | 75 | 70 | 69 |
| Capital de la Banque | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Bénéfices en addition au capital ⁹ | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Réserves mobilières légales ⁸ | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Réserve immobilière | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Divers | 68 | 76 | 78 | 69 | 78 | 82 | 82 | 103 |
| Total ... | 3.006 | 3.105 | 3.109 | 3.073 | 3.185 | 3.234 | 3.227 | 3.274 |

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 18 juin 1878 prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 20 décembre 1918 et 25 juin 1928, convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947.

³ Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 28 mars, 17 mai et 20 juillet 1944.

⁴ Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1^{er} septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 28 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1^{er} octobre 1947, convention du 22 janvier 1958 approuvée par la loi du 28 janvier 1958.

⁵ Convention du 11 juillet 1953 approuvée par la loi du même jour.

⁶ Loi du 15 août 1933, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1941.

⁷ Décret du 17 juin 1938.

⁸ Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857.

⁹ Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897.

BANK OF ENGLAND
(millions de £)

86²

| Rubriques | 1956 7 mars | 1956 4 avril | 1956 9 mai | 1956 6 juin | 1956 4 juillet | 1956 8 août | 1956 5 septembre | 1956 10 octobre |
|-----------|----------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|--------------------|
|-----------|----------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|--------------------|

Département d'émission

ACTIF

| | | | | | | | | |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Dette de l'Etat | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| Autres fonds publics | 1.810 | 1.860 | 1.860 | 1.885 | 1.935 | 1.985 | 1.910 | 1.910 |
| Autres titres | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Monnaies autres que monnaies d'or | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Montant de l'émission fiduciaire | 1.825 | 1.875 | 1.875 | 1.900 | 1.950 | 2.000 | 1.925 | 1.925 |
| Monnaies d'or et lingots | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| | 1.825 | 1.875 | 1.875 | 1.900 | 1.950 | 2.000 | 1.925 | 1.925 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|-------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Billets émis : | | | | | | | | |
| En circulation | 1.801 | 1.852 | 1.855 | 1.871 | 1.906 | 1.977 | 1.900 | 1.888 |
| Au Département bancaire | 24 | 23 | 20 | 29 | 44 | 23 | 25 | 42 |
| | 1.825 | 1.875 | 1.875 | 1.900 | 1.950 | 2.000 | 1.925 | 1.925 |

Département bancaire

ACTIF

| | | | | | | | | |
|----------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Fonds publics | 257 | 277 | 278 | 273 | 215 | 216 | 256 | 264 |
| Autres titres : | | | | | | | | |
| Escomptes et avances | 29 | 23 | 25 | 9 | 56 | 36 | 14 | 18 |
| Titres | 17 | 17 | 15 | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 |
| Billets | 24 | 23 | 20 | 29 | 44 | 23 | 25 | 42 |
| Monnaies | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| | 329 | 342 | 340 | 330 | 334 | 294 | 314 | 343 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|---|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Capital | 15 | 15 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 15 |
| Réserves | 4 | 4 | 3 | 3 | 4 | 4 | 4 | 3 |
| Dépôts publics : | | | | | | | | |
| Comptes publics (y compris Trésor, Banques d'épargne, commissaires de la Dette publique et comptes de dividendes) | 11 | 16 | 17 | 11 | 9 | — | — | — |
| Trésor, compte spécial | 3 | 3 | 3 | 1 | — | — | — | — |
| Autres dépôts : | | | | | | | | |
| Banquiers | 227 | 225 | 228 | 225 | 234 | 189 | 209 | 232 |
| Autres comptes | 69 | 79 | 75 | 76 | 73 | 70 | 69 | 74 |
| | 329 | 342 | 340 | 330 | 334 | 294 | 314 | 343 |

1 Y compris Trésor, Banques d'épargne, commissaires de la Dette publique et comptes de dividendes.

FEDERAL RESERVE BANKS ¹

86³

(millions de \$)

| Rubriques | 1956 7 mars | 1956 4 avril | 1956 9 mai | 1956 6 juin | 1956 4 juillet | 1956 8 août | 1956 5 septembre | 1956 10 octobre |
|---|----------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|--------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Certificats-or | 20.166 | 20.191 | 20.241 | 20.274 | 20.290 | 20.321 | 20.356 | 20.373 |
| Fonds de rachat des billets des F.R. | 848 | 845 | 841 | 831 | 843 | 853 | 846 | 850 |
| Total des réserves de certificats-or | 21.014 | 21.036 | 21.082 | 21.105 | 21.133 | 21.174 | 21.202 | 21.223 |
| Billets F.R. d'autres banques | 311 | 293 | 271 | 254 | 213 | 310 | 291 | 314 |
| Autres encaisses | 422 | 382 | 363 | 343 | 342 | 386 | 356 | 341 |
| Escompte et avances | 650 | 644 | 1.003 | 494 | 570 | 717 | 688 | 579 |
| Prêts à l'économie privée | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Acceptations achetées directement | 16 | 15 | 15 | 16 | 17 | 17 | 19 | 19 |
| Acceptations détenues en vertu d'une convention de rachat | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Fonds publics : | | | | | | | | |
| Achetés directement | | | | | | | | |
| Effets | 538 | 699 | 363 | 603 | 951 | 529 | 940 | 944 |
| Certificats | 5.920 | 10.932 | 10.933 | 10.933 | 10.932 | 10.933 | 10.933 | 10.933 |
| Billets | 14.166 | 9.154 | 9.154 | 9.154 | 9.154 | 9.154 | 9.154 | 9.154 |
| Obligations | 2.802 | 2.802 | 2.802 | 2.802 | 2.802 | 2.802 | 2.802 | 2.802 |
| Total achetés directement ... | 23.426 | 23.587 | 23.252 | 23.492 | 23.839 | 23.418 | 23.829 | 23.833 |
| Détenus en vertu d'une convention de rachat | 91 | 21 | 20 | 20 | 24 | — | 35 | 32 |
| Total des fonds publics | 23.517 | 23.608 | 23.272 | 23.512 | 23.863 | 23.418 | 23.864 | 23.865 |
| Total des prêts et des fonds publics | 24.184 | 24.268 | 24.291 | 24.023 | 24.451 | 24.153 | 24.572 | 24.464 |
| Avoirs sur banques étrangères | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Moyens de trésorerie non encaissés | 4.118 | 4.205 | 4.214 | 4.151 | 4.703 | 4.090 | 4.101 | 4.422 |
| Immeubles | 63 | 65 | 65 | 67 | 68 | 70 | 70 | 71 |
| Autres avoirs | 140 | 115 | 174 | 207 | 224 | 214 | 262 | 295 |
| Total actif ... | 50.247 | 50.364 | 50.460 | 50.150 | 51.134 | 50.397 | 50.854 | 51.132 |
| EXIGIBLE | | | | | | | | |
| Billets de la Federal Reserve | 26.044 | 26.046 | 26.032 | 26.165 | 26.486 | 26.401 | 26.595 | 26.632 |
| Dépôts : | | | | | | | | |
| Banques affiliées — compte de réserve | 18.518 | 18.586 | 18.617 | 18.469 | 18.930 | 18.243 | 18.641 | 18.588 |
| Trésor américain — compte général ... | 452 | 503 | 498 | 435 | 446 | 561 | 409 | 426 |
| Etrangers | 357 | 327 | 336 | 317 | 291 | 277 | 444 | 303 |
| Autres | 347 | 302 | 322 | 297 | 287 | 273 | 240 | 297 |
| Total dépôts | 19.674 | 19.718 | 19.773 | 19.518 | 19.954 | 19.354 | 19.734 | 19.614 |
| Moyens de trésor. avec disponib. différée | 3.305 | 3.339 | 3.436 | 3.211 | 3.412 | 3.411 | 3.249 | 3.562 |
| Autres engagements et dividendes courus | 16 | 18 | 19 | 22 | 15 | 14 | 20 | 20 |
| Total exigible ... | 49.039 | 49.121 | 49.260 | 48.916 | 49.867 | 49.180 | 49.598 | 49.828 |
| COMPTES DE CAPITAL | | | | | | | | |
| Capital libéré | 309 | 310 | 314 | 315 | 316 | 317 | 318 | 319 |
| Surplus (section 7) | 694 | 694 | 694 | 694 | 694 | 694 | 694 | 694 |
| Surplus (section 13b) | 27 | 27 | 27 | 28 | 27 | 28 | 28 | 28 |
| Autres comptes de capital | 178 | 212 | 165 | 197 | 230 | 178 | 216 | 263 |
| Total passif ... | 50.247 | 50.364 | 50.460 | 50.150 | 51.134 | 50.397 | 50.854 | 51.132 |
| Engagements éventuels sur acceptations achetées p ^r correspondants étrangers ... | 39 | 42 | 45 | 45 | 45 | 50 | 52 | 53 |
| Engagem. d'emprunts à l'économie privée | 2 | 2 | 2 | 3 | 3 | 2 | 2 | 2 |
| Coefficient des réserves de certificats-or par rapport aux dépôts et billets F.R. | 46,0 % | 46,0 % | 46,0 % | 46,2 % | 46,0 % | 46,3 % | 45,8 % | 45,9 % |

¹ Situation globale des douze banques de réserve fédérales.

NEDERLANDSCHE BANK
(millions de florins)

86⁴

| Rubriques | 1956 5 mars | 1956 9 avril | 1956 7 mai | 1956 4 juin | 1956 9 juillet | 1956 6 août | 1956 10 septembre | 1956 8 octobre |
|--|----------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|--------------------|----------------------|-------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Effets, promesses et obligat. escomptés ¹ | — | — | — | — | 22 | 12 | 11 | 158 |
| Effets, certificats du Trésor et obligations achetés par la Banque (art. 15, 4 ^o , de la loi bancaire de 1948) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Certif. du Trésor repris par la Banque à l'Etat en vertu de la conv. du 26-2-1947 | 217 | 240 | 240 | 240 | 460 | 460 | 460 | 460 |
| Avances en comptes courants nantis (y compris les prêts) ² | 27 | 173 | 63 | 49 | 68 | 73 | 119 | 252 |
| <i>sur titres, etc.</i> ² | 25 | 172 | 62 | 48 | 67 | 72 | 118 | 250 |
| <i>sur produits et cédules</i> | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 |
| Avances à l'Etat (art. 20 de la loi bancaire de 1948) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Créance comptable sur l'Etat en vertu de la convention du 26-2-47 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| Lingots et monnaies | 3.345 | 3.334 | 3.331 | 3.276 | 3.230 | 3.230 | 3.231 | 3.233 |
| <i>Monnaies et lingots d'or</i> | 3.315 | 3.315 | 3.322 | 3.271 | 3.226 | 3.227 | 3.227 | 3.230 |
| <i>Monnaies d'argent, etc.</i> | 30 | 19 | 9 | 5 | 4 | 3 | 4 | 3 |
| Créances et titres libellés en monnaies étrangères ³ | 1.458 | 1.414 | 1.444 | 1.357 | 1.213 | 1.231 ⁴ | 1.078 ⁴ | 985 ⁴ |
| Moyens de paiement étrangers ³ | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,5 | 0,5 | 0,4 |
| Créances en florins résultant d'accords de paiement ⁴ | 193 | 192 | 170 | 180 | 173 | 180 | 188 | 187 |
| Placement du capital, des réserves, du fonds des pensions et du fonds de prévision | 151 | 150 | 154 | 153 | 153 | 154 | 154 | 154 |
| Immeubles et inventaires | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Comptes divers | 71 | 73 | 53 | 55 | 35 | 31 | 39 | 40 |
| | 5.668 | 5.777 | 5.656 | 5.511 | 5.555 | 5.572 | 5.481 | 5.670 |
| PASSIF | | | | | | | | |
| Capital | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| Fonds de réserve | 26 | 26 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| Réserves spéciales | 103 | 103 | 108 | 108 | 107 | 108 | 108 | 108 |
| Fonds de prévis. du personnel temporaire | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Billets en circulation | 3.879 | 3.857 | 4.026 | 4.025 | 3.995 | 4.045 | 3.961 | 3.962 |
| Accréditifs en circulation | 1 | — | — | — | — | 4 | — | — |
| Comptes courants | 1.530 | 1.665 | 1.405 | 1.253 | 1.339 | 1.293 | 1.285 | 1.475 |
| <i>Trésor public</i> | 251 | 400 | 251 | 73 | 131 | 86 | 240 | 453 |
| <i>Trésor public, compte spécial</i> | 490 | 490 | 466 | 466 | 419 | 419 | 419 | 419 |
| <i>Avoirs des banques aux Pays-Bas</i> | 576 | 549 | 465 | 451 | 482 | 533 | 432 | 435 |
| <i>Engagements résultant d'accords de paiement</i> | 110 | 127 | 126 | 134 | 233 | 184 | 138 | 120 |
| <i>Autres avoirs de non-résidents</i> | 16 | 15 | 15 | 18 | 18 | 17 | 18 | 17 |
| <i>Autres engagements</i> | 87 | 84 | 82 | 111 | 56 | 54 | 38 | 31 |
| Engagements libellés en monnaies étrang. | 30 | 39 | 31 | 36 | 23 | 20 | 22 | 19 |
| Comptes divers | 72 | 65 | 40 | 43 | 45 | 56 | 59 | 60 |
| | 5.668 | 5.777 | 5.656 | 5.511 | 5.555 | 5.572 | 5.481 | 5.670 |
| ¹ Dont Certificats du Trésor (escomptés directement par la Banque) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| ² Dont à l'Indonésie (Loi du 15 mars 1933 — Staatsblad, n ^o 99) | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 |
| ³ Conformément aux dispositions de l'article 1 (e) et 3 (b) de l'arrêté royal du 27 juin 1956 (Stb. 887) le montant convertible de ces deux postes réunis s'élève à | — | — | — | — | 537 | 620 | 483 | 394 |
| ⁴ Dans ces postes sont comprises des créances consolidées pour un montant de | 24 | 23 | 22 | 21 | 19 | 95 | 96 | 95 |
| N. B. — Soldes en florins résultant d'accords de paiement et placés en bons du Trésor néerlandais | 43 | 65 | 161 | 136 | 62 | 52 | 36 | 39 |
| Billets mis en circulation par la Banque pour compte de l'Etat | 152 | 146 | 144 | 145 | 143 | 146 | 141 | 141 |

SVERIGES RIKSBANK

(millions de kr.)

86⁵

| Rubriques | 1956 29 mars | 1956 30 avril | 1956 31 mai | 1956 30 juin | 1956 31 juillet | 1956 31 août | 1956 29 septembre | 1956 31 octobre |
|--|-----------------|------------------|----------------|-----------------|--------------------|-----------------|----------------------|--------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Monnaies et lingots d'or | 601 | 593 | 585 | 566 | 574 | 579 | 579 | 583 |
| Surplus de valeur d'or | 810 | 798 | 788 | 762 | 773 | 779 | 780 | 786 |
| Fonds publics étrangers * | 624 | 618 | 627 | 615 | 648 | 660 | 678 | 731 |
| Effets sur l'étranger * | 65 | 72 | 69 | 70 | 74 | 75 | 64 | 65 |
| Créances nettes sur banques et banquiers étrangers * | 245 | 234 | 156 | 237 | 204 | 156 | 214 | 164 |
| Autres avoirs sur l'étranger | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Effets et obligations du Trésor suédois * | 3.603 | 3.791 | 3.591 | 3.787 | 3.971 | 3.944 | 3.759 | 3.959 |
| Effets payables en Suède * | 15 | 14 | 15 | 14 | 13 | 12 | 12 | 14 |
| Prêts nantis * | 29 | 9 | 162 | 193 | 8 | 8 | 95 | 8 |
| Avances en comptes courants * | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Prêts sur ventes à tempérament | 53 | 53 | 53 | 53 | 52 | 52 | 53 | 53 |
| Fonds de pensions déposés à l'administra- tion de la Dette publique | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| Monnaies (autres qu'en or) | 28 | 28 | 28 | 28 | 28 | 29 | 29 | 27 |
| Chèques et effets bancaires | 13 | 9 | 6 | 8 | 10 | 9 | 6 | 8 |
| Autres valeurs actives intérieures | 31 | 21 | 18 | 16 | 16 | 16 | 18 | 18 |
| Quota de la Suède au F.M.I. | 517 | 517 | 517 | 517 | 517 | 517 | 517 | 517 |
| Participation de la Suède au capital de la B.I.R.D. | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 |
| Total ... | 6.745 | 6.868 | 6.726 | 6.977 | 6.994 | 6.941 | 6.915 | 7.044 |
| PASSIF | | | | | | | | |
| Billets en circulation ¹ | 5.073 | 5.129 | 4.968 | 5.108 | 4.949 | 5.047 | 5.129 | 5.235 |
| Effets bancaires | 2 | 2 | 1 | 4 | 6 | 2 | 4 | 2 |
| Dépôts en comptes courants : | 325 | 370 | 312 | 323 | 499 | 356 | 234 | 247 |
| Institutions officielles | 213 | 202 | 231 | 207 | 210 | 105 | 164 | 85 |
| Banques commerciales | 108 | 165 | 79 | 112 | 287 | 245 | 67 | 159 |
| Autres déposants | 4 | 3 | 2 | 4 | 2 | 6 | 3 | 3 |
| Dépôts | 345 | 372 | 435 | 516 | 515 | 509 | 509 | 508 |
| Comptes d'ajustements de change | 341 | 354 | 354 | 354 | 354 | 354 | 354 | 354 |
| Autres engagements | 23 | 32 | 47 | 63 | 64 | 66 | 79 | 92 |
| Capital | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| Fonds de prêts sur ventes à tempérament | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 |
| Fonds de réserve | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| Fonds de pensions | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| Bénéfices reportés | 0,3 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Bénéfice pour 1955 | 28 | — | — | — | — | — | — | — |
| Fonds Monétaire International | 388 | 388 | 388 | 388 | 388 | 388 | 388 | 388 |
| Banque Internationale de Reconstruction et de Développement | 78 | 78 | 78 | 78 | 76 | 76 | 75 | 75 |
| Total ... | 6.745 | 6.868 | 6.726 | 6.977 | 6.994 | 6.941 | 6.915 | 7.044 |

N. B. La couverture supplémentaire des billets (art. 10 de la loi sur la Riksbank) comprend les rubriques actives marquées d'un astérisque.

¹ Le montant maximum de l'émission fiduciaire autorisée est de 6.000 millions de Kr. en vertu de la loi n° 240 du 1er juin 1956.

BANCA D'ITALIA
(milliards de lires)

86⁶

| Rubriques | 1956 31 janvier | 1956 29 février | 1956 31 mars | 1956 30 avril | 1956 31 mai | 1956 30 juin | 1956 31 juillet | 1956 31 août |
|---|--------------------|--------------------|-----------------|------------------|----------------|-----------------|--------------------|-----------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse en or | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| Or à l'étranger dû par l'Etat | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Caisse ¹ | 8 | 11 | 12 | 12 | 12 | 12 | 10 | 14 |
| Portefeuille d'escompte | 329 | 330 | 327 | 322 | 325 | 327 | 344 | 388 |
| Effets reçus à l'encaissement | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Avances sur titres et sur marchandises et comptes courants | 74 | 94 | 94 | 114 | 94 | 109 | 100 | 86 |
| Disponibilités en devises à l'étranger | 70 | 70 | 70 | 73 | 70 | 72 | 70 | 71 |
| Titres émis ou garantis par l'Etat | 58 | 58 | 58 | 58 | 60 | 60 | 57 | 57 |
| Immeubles | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Débiteurs divers | 774 | 775 | 786 | 779 | 794 | 805 | 843 | 874 |
| Créances diverses | 4 | 4 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Avances provisoires à l'Etat | 77 | 77 | 77 | 77 | 77 | 77 | 77 | 77 |
| Avances extraordinaires à l'Etat | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 |
| Emissions des autorités militaires alliées ou pour leur compte | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 |
| Compte courant du Trésor ² | 175 | 79 | 75 | 29 | 36 | — | 31 | — |
| Placements en titres pour le compte du Trésor | 360 | 350 | 360 | 350 | 350 | 327 | 327 | 320 |
| Services divers pour le compte de l'Etat .. | 13 | 16 | 14 | 13 | 13 | 6 | 10 | 13 |
| Dépenses diverses | 1 | 2 | 4 | 6 | 7 | 18 | 20 | 22 |
| Total de l'actif ... | 2.437 | 2.360 | 2.374 | 2.330 | 2.335 | 2.310 | 2.386 | 2.419 |
| PASSIF | | | | | | | | |
| Billets en circulation | 1.547 | 1.529 | 1.564 | 1.531 | 1.544 | 1.554 | 1.609 | 1.600 |
| Chèques et autres dettes à vue ³ | 13 | 13 | 14 | 13 | 14 | 13 | 15 | 14 |
| Comptes courants à vue | 71 | 68 | 69 | 66 | 69 | 85 | 78 | 79 |
| Comptes courants à terme et réserves obligatoires des banques | 645 | 586 | 566 | 551 | 545 | 476 | 511 | 519 |
| Créditeurs divers | 134 | 135 | 131 | 136 | 132 | 127 | 134 | 133 |
| Comptes courants du Trésor public : | | | | | | | | |
| ordinaire | — | — | — | — | — | 10 | — | 30 |
| spécial | — | — | — | — | — | 3 | — | 3 |
| Comptes courants des Accords de coopération économique | 23 | 25 | 23 | 25 | 22 | 21 | 16 | 16 |
| Capital | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Fonds de réserve ordinaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 | 2 |
| Fonds de réserve extraordinaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Bénéfices de l'exercice en cours | 2 | 2 | 5 | 6 | 7 | 19 | 20 | 22 |
| Total du passif et du patrimoine ... | 2.437 | 2.360 | 2.374 | 2.330 | 2.335 | 2.310 | 2.386 | 2.419 |
| Déposants de titres et valeurs (compte d'ordre) | 3.478 | 3.330 | 3.076 | 2.945 | 3.037 | 4.286 | 4.155 | 3.993 |
| Escomptes effectués | 41 | 40 | 116 | 135 | 47 | 44 | 133 | 197 |
| Avances effectuées | 287 | 350 | 367 | 380 | 325 | 426 | 395 | 446 |
| Opérations au comptant liquidées par les Chambres de compensation | 5.928 | 5.080 | 5.050 | 5.174 | 4.735 | 5.570 | 5.226 | 5.568 |
| ¹ Comprend les billets et monnaies pour compte du Trésor | 6 | 10 | 10 | 10 | 10 | 9 | 8 | 12 |
| ² Solde du fonds spécial | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | — | 2 | — |
| ³ Comprend valeurs et assignations | 11 | 11 | 10 | 11 | 11 | 11 | 13 | 13 |

BANK DEUTSCHER LÄNDER

(millions de D.M.)

86⁷

| Rubriques | 1956 7 mars | 1956 7 avril | 1956 7 mai | 1956 7 juin | 1956 7 juillet | 1956 7 août | 1956 7 septembre | 1956 6 octobre |
|---|----------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|-------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Or | 4.155 | 4.202 | 4.337 | 4.426 | 4.626 | 4.983 | 5.341 | 5.426 |
| Avoirs auprès de banques étrangères | 8.623 | 8.878 | 9.076 | 9.477 | 9.874 | 10.231 | 10.369 | 10.813 |
| Monnaies étrangères, lettres de change et chèques sur l'étranger | 695 | 703 | 700 | 722 | 783 | 785 | 693 | 722 |
| Avoirs en comptes chèques postaux | 77 | 94 | 89 | 96 | 75 | 89 | 75 | 76 |
| Effets sur l'intérieur | 2.885 | 2.708 | 2.496 | 2.113 | 1.693 | 1.272 | 1.169 | 1.133 |
| Effets du Trésor et bons du Trésor sans intérêt des administrations de l'Etat ... | 292 | 170 | 296 | 266 | 184 | 94 | 124 | 144 |
| Monnaies divisionnaires allemandes | 62 | 55 | 51 | 51 | 50 | 48 | 54 | 56 |
| Prêts sur créances de compensation | — | — | 18 | — | 4 | — | — | — |
| Avances et crédits à court terme | 115 | 122 | 107 | 91 | 69 | 97 | 79 | 61 |
| Titres | 19 | 21 | 20 | 37 | 36 | 52 | 51 | 68 |
| Créances sur les pouvoirs publics | 1.534 | 1.534 | 1.534 | 1.535 | 1.535 | 1.535 | 1.536 | 1.536 |
| a) <i>créances de compensation</i> | 912 | 912 | 912 | 913 | 913 | 913 | 914 | 914 |
| b) <i>titres d'obligations</i> | 622 | 622 | 622 | 622 | 622 | 622 | 622 | 622 |
| Crédit à l'Etat pour participation au Fonds Monétaire et à la Banque Mondiale | 391 | 391 | 391 | 391 | 391 | 391 | 391 | 391 |
| Autres valeurs actives | 60 | 78 | 91 | 95 | 80 | 81 | 84 | 102 |
| | 18.908 | 18.956 | 19.206 | 19.300 | 19.400 | 19.658 | 19.966 | 20.528 |

| | | | | | | | | |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PASSIF | | | | | | | | |
| Billets en circulation | 12.866 | 13.039 | 13.220 | 13.395 | 13.541 | 13.350 | 13.592 | 13.725 |
| Dépôts : | | | | | | | | |
| a) des banques centrales des Länder ... | 765 | 879 | 703 | 746 | 615 | 1.027 | 996 | 1.100 |
| b) des Administrations de l'Etat : ... | 4.061 | 3.835 | 4.119 | 4.115 | 4.223 | 4.115 | 4.197 | 4.471 |
| <i>comptes de contre-valeur de l'Etat</i> .. | 213 | 222 | 235 | 231 | 234 | 223 | 189 | 190 |
| <i>autres avoirs</i> | 3.848 | 3.613 | 3.884 | 3.884 | 3.989 | 3.892 | 4.008 | 4.281 |
| c) administrations alliées | 238 | 226 | 221 | 172 | 149 | 125 | 159 | 137 |
| d) autres | 43 | 44 | 107 | 52 | 31 | 130 | 94 | 88 |
| Engagements résultant des transactions avec l'étranger | 227 | 228 | 214 | 200 | 184 | 201 | 205 | 264 |
| Autres valeurs passives | 366 | 363 | 242 | 240 | 277 | 330 | 343 | 363 |
| a) <i>provisions</i> | 180 | 180 | 212 | 213 | 185 | 185 | 185 | 185 |
| b) <i>autres</i> | 186 | 183 | 30 | 27 | 92 | 145 | 158 | 178 |
| Capital social | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Réserves légales et autres | 242 | 242 | 280 | 280 | 280 | 280 | 280 | 280 |
| | 18.908 | 18.956 | 19.206 | 19.300 | 19.400 | 19.658 | 19.966 | 20.528 |

BANQUE NATIONALE SUISSE
86⁸

(millions de francs suisses)

| Rubriques | 1956 7 mars | 1956 7 avril | 1956 7 mai | 1956 7 juin | 1956 7 juillet | 1956 7 août | 1956 7 septembre | 1956 6 octobre |
|--|----------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|-------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse or | 6.729 | 6.753 | 6.755 | 6.684 | 6.649 | 6.825 | 6.891 | 6.921 |
| Disponibilités à l'étranger | 603 | 580 | 586 | 554 | 600 | 573 | 602 | 577 |
| <i>pouvant servir de couverture</i> | 603 | 580 | 586 | 554 | 600 | 573 | 602 | 577 |
| <i>autres</i> | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Portefeuille effets sur la Suisse | 98 | 91 | 94 | 99 | 108 | 108 | 99 | 106 |
| <i>Effets de change</i> | 98 | 91 | 93 | 98 | 105 | 105 | 99 | 106 |
| <i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i> | — | — | 1 | 1 | 3 | 3 | — | — |
| Avances sur nantissement | 27 | 34 | 42 | 49 | 45 | 41 | 40 | 57 |
| Titres | 46 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 46 |
| <i>pouvant servir de couverture</i> | 1 | — | — | — | — | — | — | — |
| <i>autres</i> | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 46 |
| Correspondants en Suisse | 12 | 11 | 12 | 11 | 14 | 11 | 9 | 11 |
| Autres postes de l'actif | 31 | 27 | 29 | 29 | 30 | 36 | 34 | 35 |
| Total ... | 7.546 | 7.541 | 7.563 | 7.471 | 7.491 | 7.639 | 7.720 | 7.753 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Fonds propres | 47 | 48 | 48 | 48 | 48 | 48 | 48 | 48 |
| Billets en circulation | 5.060 | 5.120 | 5.108 | 5.081 | 5.163 | 5.167 | 5.224 | 5.305 |
| Engagements à vue | 2.275 | 2.214 | 2.242 | 2.177 | 2.110 | 2.253 | 2.277 | 2.224 |
| <i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i> | 1.896 | 1.749 | 1.552 | 1.481 | 1.510 | 1.620 | 1.580 | 1.593 |
| <i>Autres engagements à vue</i> | 379 | 465 | 690 | 696 | 600 | 633 | 697 | 631 |
| Autres postes du passif | 164 | 159 | 165 | 165 | 170 | 171 | 171 | 176 |
| Total ... | 7.546 | 7.541 | 7.563 | 7.471 | 7.491 | 7.639 | 7.720 | 7.753 |

TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION
86⁹

(au 31 octobre 1956)

(en % depuis la date indiquée)

| | | | | | |
|------------------------------|------------------|-------------------|-----------------------|-----------------|-------------------|
| Allemagne | 6 septemb. 1956 | 5,— | Grande-Bretagne | 16 février 1956 | 5,50 |
| Autriche | 17 novemb. 1955 | 5,— | Grèce | 1 mai 1956 | 10,— |
| Belgique | 4 août 1955 | 3,— ¹ | Irlande | 26 mai 1956 | 5,— |
| Canada | 18 octobre 1956 | 3,50 ² | Italie | 6 avril 1950 | 4,— |
| Congo belge et Ruanda-Urundi | 6 avril 1953 | 3,50 ³ | Norvège | 14 février 1955 | 3,50 |
| Danemark | 25 mai 1955 | 5,50 | Pays-Bas | 22 octobre 1956 | 3,75 |
| Espagne | 10 septemb. 1956 | 4,25 | Portugal | 12 janvier 1944 | 2,50 |
| Etats-Unis (Federal Reserve | | | Suède | 19 avril 1955 | 3,75 ⁴ |
| Bank of New-York) | 24 août 1956 | 3,— | Suisse | 26 novemb. 1936 | 1,50 |
| Finlande | 19 avril 1956 | 6,50 | Turquie | 6 juin 1956 | 6,— |
| France | 2 décemb. 1954 | 3,— | | | |

¹ Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

² A partir du 1^{er} novembre 1956 : 3,50 %.

³ Taux de traites acceptées domiciliées en banque.

⁴ A partir du 22 novembre 1956 : 4 %.

III. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

87

Situations en milliers de francs suisses or
[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

| ACTIF | 81 juillet 1956 | | | 31 août 1956 | | | 30 septembre 1956 | | | PASSIF | 81 juillet 1956 | | | 31 août 1956 | | | 30 septembre 1956 | | |
|---|-----------------|-------|-----------|--------------|------------------------|-------|-------------------|---|--|-----------|-----------------|-----------|-------|--------------|-------|--|-------------------|--|--|
| | | % | | % | | % | | % | | | % | | % | | % | | % | | |
| I. Or en lingots et monnayé | 633.418 | 32,2 | 647.781 | 31,4 | 607.957 | 27,9 | | | I. Capital : | | | | | | | | | | |
| II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue | 56.973 | 2,9 | 46.331 | 2,2 | 71.236 | 3,3 | | | Actions libérées de 25 % | 125.000 | 6,4 | 125.000 | 6,1 | 125.000 | 5,7 | | | | |
| III. Portefeuille réescomptable : | 555.688 | | 606.110 | | 636.535 | | | | II. Réserves : | 21.252 | 1,1 | 21.252 | 1,0 | 21.252 | 1,0 | | | | |
| 1. Effets de commerce et acceptations de banque | 41.158 | 2,1 | 47.794 | 2,3 | 53.813 | 2,5 | | | 1. Fonds de Réserve légale | 7.909 | | 7.909 | | 7.909 | | | | | |
| 2. Bons du Trésor | 514.530 | 26,2 | 558.316 | 27,1 | 582.722 | 26,7 | | | 2. Fonds de Réserve générale | 13.343 | | 13.343 | | 13.343 | | | | | |
| IV. Effets divers remobilisabl. sur dem. | 166.457 | 8,5 | 171.240 | 8,3 | 171.611 | 7,9 | | | III. Dépôts (or) : | 692.491 | | 761.321 | | 758.955 | | | | | |
| V. Dépôts à terme et avances : | 119.801 | | 102.019 | | 104.157 | | | | Banques centrales : | | | | | | | | | | |
| 1. Or : | | | | | | | | | a) de 3 à 9 mois | 126.553 | 6,4 | 111.031 | 5,4 | 36.210 | 1,7 | | | | |
| a) à 3 mois au maximum | 3.415 | 0,2 | 7.659 | 0,4 | 29.383 | 1,3 | | | b) à 3 mois au maximum | 154.296 | 7,8 | 169.849 | 8,2 | 272.795 | 12,5 | | | | |
| b) de 3 à 6 mois | 26.000 | 1,3 | 21.759 | 1,1 | — | — | | | c) à vue | 286.012 | 14,6 | 341.353 | 16,6 | 310.836 | 14,3 | | | | |
| c) de 6 à 9 mois | — | — | — | — | 12.867 | 0,6 | | | 2. Autres déposants : | | | | | | | | | | |
| d) de 9 à 12 mois | 12.867 | 0,6 | 12.867 | 0,6 | — | — | | | a) de 3 à 6 mois | 92.240 | 4,7 | 61.249 | 3,0 | 30.630 | 1,4 | | | | |
| e) à plus d'un an | 12.850 | 0,6 | 12.850 | 0,6 | 12.849 | 0,6 | | | b) à 3 mois au maximum | 30.617 | 1,6 | 75.109 | 3,6 | 105.732 | 4,8 | | | | |
| 2. Monnaies : | | | | | | | | | c) à vue | 2.773 | 0,1 | 2.730 | 0,1 | 2.752 | 0,1 | | | | |
| a) à 3 mois au maximum | 28.980 | 1,5 | 32.552 | 1,6 | 49.058 | 2,2 | | | IV. Dépôts (monnaies) : | 976.732 | | 1.001.411 | | 1.124.221 | | | | | |
| b) de 3 à 6 mois | 14.290 | 0,7 | 14.332 | 0,7 | — | — | | | 1. Banques centrales : | | | | | | | | | | |
| c) à plus d'un an | 21.399 | 1,1 | — | — | — | — | | | a) à plus d'un an | 70.547 | 3,6 | 70.698 | 3,4 | 70.849 | 3,2 | | | | |
| VI. Autres effets et titres : | 362.394 | | 416.829 | | 519.059 | | | | b) de 9 à 12 mois | 13.273 | 0,7 | 13.298 | 0,7 | — | — | | | | |
| 1. Or : | | | | | | | | | c) de 6 à 9 mois | 1.434 | 0,1 | 1.436 | 0,1 | 28.665 | 1,3 | | | | |
| a) à 3 mois au maximum | 74.184 | 3,8 | 104.964 | 5,1 | 89.877 | 4,1 | | | d) de 3 à 6 mois | 61.568 | 3,1 | 30.936 | 1,5 | 12.159 | 0,6 | | | | |
| b) de 3 à 6 mois | 74.109 | 3,8 | 45.623 | 2,2 | 88.726 | 4,1 | | | e) à 3 mois au maximum | 741.664 | 37,8 | 754.259 | 36,6 | 893.500 | 41,0 | | | | |
| c) de 6 à 12 mois | 15.361 | 0,8 | 43.692 | 2,1 | 15.438 | 0,7 | | | f) à vue | 44.394 | 2,3 | 66.793 | 3,2 | 55.502 | 2,5 | | | | |
| d) à plus d'un an | 15.398 | 0,8 | 15.437 | 0,8 | 15.475 | 0,7 | | | 2. Autres déposants : | | | | | | | | | | |
| 2. Monnaies : | | | | | | | | | a) de 9 à 12 mois | 1.071 | 0,0 | 1.073 | 0,1 | — | — | | | | |
| a) à 3 mois au maximum | 84.383 | 4,3 | 84.765 | 4,1 | 220.903 | 10,1 | | | b) de 6 à 9 mois | — | — | — | — | 1.075 | 0,1 | | | | |
| b) de 3 à 6 mois | 81.684 | 4,1 | 83.580 | 4,1 | 80.279 | 3,7 | | | c) de 3 à 6 mois | 143 | 0,0 | 143 | 0,0 | — | — | | | | |
| c) à plus d'un an | 17.275 | 0,9 | 38.768 | 1,9 | (⁴) 8.361 | 0,4 | | | d) à 3 mois au maximum | 34.706 | 1,8 | 42.357 | 2,1 | 42.562 | 2,0 | | | | |
| VII. Actifs divers | 1.390 | 0,1 | 1.818 | 0,1 | 2.106 | 0,1 | | | e) à vue | 7.932 | 0,4 | 20.418 | 1,0 | 19.909 | 0,9 | | | | |
| VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne | 68.291 | 3,5 | 68.291 | 3,3 | 68.291 | 3,1 | | | V. Divers | 17.636 | 0,9 | 20.134 | 1,0 | 20.223 | 0,9 | | | | |
| Total actif ... | 1.964.412 | 100,0 | 2.060.419 | 100,0 | 2.180.952 | 100,0 | | | VI. Compte de profits et pertes : | 4.852 | 0,2 | 4.852 | 0,2 | 4.852 | 0,2 | | | | |
| | | | | | | | | | Report à nouveau | 4.852 | | 4.852 | | 4.852 | | | | | |
| | | | | | | | | | VII. Provision pour charges éventuelles | 126.449 | 6,4 | 126.449 | 6,1 | 126.449 | 5,8 | | | | |
| | | | | | | | | | Total passif ... | 1.964.412 | 100,0 | 2.060.419 | 100,0 | 2.180.952 | 100,0 | | | | |

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

| | | | | | | | | | |
|---|---------|--|---------|--|---------|--|---------|---------|---------|
| Fonds placés en Allemagne : (voir note 2) | | | | | | Dépôts à long terme : | 228.909 | 228.909 | 228.909 |
| 1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank, et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus) | 221.019 | | 221.019 | | 221.019 | 1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3) | 152.606 | 152.606 | 152.606 |
| 2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus) | 76.181 | | 76.181 | | 76.181 | 2. Dépôt du Gouvernem. allemand | 76.303 | 76.303 | 76.303 |
| Total ... | 297.200 | | 297.200 | | 297.200 | Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus) | 68.291 | 68.291 | 68.291 |
| | | | | | | Total ... | 297.200 | 297.200 | 297.200 |

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier et les valeurs détenues en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus les fonds et les valeurs détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Union Européenne de Paiements), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 149.920.880,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

Note 4. — D'autres effets et titres (monnaies) représentant francs suisses or 30.533.625,—, à échéance de plus d'un an, ont été vendus avec engagement de rachat par la Banque.

IV. — UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS

 88¹

 Tableau résumant la situation financière au début des opérations et à la fin de chaque période comptable
 en millions d'unités de compte — chaque unité équivalant à 0,88867088 gramme d'or fin

| ACTIF | Début des opérat. 1-7-1950 | A l'issue des opérations pour chaque période comptable | | | | | | | | |
|--|-------------------------------------|--|-------------|--------------|-------------|--------------|--------------------|--------------|-------------|---------------|
| | | Déc. 1952 | Jun 1953 | Déc. 1953 | Jun 1954 | Déc. 1954 | Jun 1955 | Déc. 1955 | Jun 1956 | Sept. 1956 |
| I. Disponibilités. | | | | | | | | | | |
| a) Montant de l'eng. du gouv. des E.U.A. (\$) | 350,0 | 123,3 | 123,5 | 123,5 | 123,5 | 123,5 | 123,5 | 123,5 | 123,5 | 123,5 |
| b) Or en lingots | — | 153,0 | 153,0 | 153,0 | 153,0 | 153,0 | 153,0 | 248,3 | 290,6 | 238,5 |
| c) Solde du compte courant (dollars) | — | 96,7 | 17,1 | 20,1 | 174,7 | 46,2 | 50,6 | 4,0 | 17,9 | 31,1 |
| d) Bons Trésor E.U.A. au prix d'achat | — | — | 142,6 | 177,9 | 92,4 | 100,2 | 72,3 | — | 5,9 | 32,9 |
| II. Soldes init. débit. attribués pr l'exercice finan. prenant fin le 30-6-1951 et non encore utilisés. | 350,0 | 373,0 | 436,2 | 474,5 | 543,6 | 422,9 | 399,4 | 375,8 | 437,9 | 426,0 |
| Union Economique Belgo-Luxembourgeoise | 44,1 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Suède | 21,2 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Royaume-Uni | 150,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 215,3 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| III. Versement d'or dû par le Danemark et différé par décision du 30-6-1952 | — | 2,6 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| IV. Crédit spécial ouvert à la Turquie (19-9-50) ... | — | 3,4 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| V. Prêts consentis à des Parties contract. (19-9-50) | | | | | | | | | | |
| Autriche | — | — | — | — | — | — | — | — | 0,7 | — |
| Danemark | — | 29,7 | 40,4 | 62,5 | 97,6 | 97,4 | 122,7 ³ | 106,0 | 100,4 | 96,7 |
| France | — | 312,0 | 312,0 | 312,0 | 312,0 | 241,4 | 148,9 | 86,6 | 74,6 | 140,4 |
| Islande | — | 1,6 | 1,8 | 3,4 | 5,6 | 4,5 | 4,6 | 5,2 | 5,2 | 5,4 |
| Italie ¹ | — | — | 12,0 | 83,9 | 122,3 | 116,9 | 182,7 | 179,0 | 162,0 | 149,3 |
| Norvège | — | 16,5 | 49,7 | 79,8 | 89,2 | 98,6 | 107,3 | 114,2 | 100,7 | 95,0 |
| Royaume-Uni | — | 589,6 | 530,3 | 559,4 | 485,4 | 343,4 | 275,9 | 344,3 | 323,6 | 330,5 |
| Turquie | — | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 |
| Portugal | — | — | — | — | — | — | 0,2 | 0,2 | — | — |
| | — | 979,4 | 976,2 | 1131,0 | 1142,1 | 932,2 | 872,3 | 865,5 | 797,2 | 847,3 |
| VI. Prêts consentis aux Parties contractantes au titre des sold. init. crédit. attribués à titre de prêt ² | | | | | | | | | | |
| Norvège | — | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 |
| Turquie | — | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 |
| | — | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 |
| VII. Divers | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 565,3 | 1393,4 | 1447,4 | 1640,5 | 1720,7 | 1390,1 | 1306,7 | 1276,3 | 1270,1 | 1308,3 |
| PASSIF | | | | | | | | | | |
| I. Fonds de roulement | 286,3 | 271,6 | 271,6 | 271,6 | 271,6 | 271,6 | 271,6 | 271,6 | 271,6 | 271,6 |
| II. Sold. init. crédit. attr. à titre de dons pr l'exerc. finan. prenant fin le 30-6-1951 et non encore util. | | | | | | | | | | |
| Autriche | 80,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Grèce | 115,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Islande | 4,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Pays-Bas | 30,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Norvège | 50,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 279,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| III. Crédits reçus de Parties contractantes (19-9-50). | | | | | | | | | | |
| Union Economique Belgo-Luxembourgeoise | — | 201,3 | 201,3 | 201,3 | 201,3 | 148,3 | 162,3 | 165,3 | 181,9 | 186,2 |
| Allemagne | — | 239,0 | 300,0 | 300,0 | 300,0 | 300,0 | 300,0 | 300,0 | 300,0 | 300,0 |
| Autriche | — | 15,1 | 19,8 | 42,0 | 42,0 | 42,0 | 1,0 | 1,0 | — | 5,3 |
| Italie | — | 94,2 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Norvège | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Pays-Bas | — | 183,7 | 213,0 | 213,0 | 206,7 | 181,2 | 182,8 | 171,4 | 125,2 | 115,3 |
| Portugal | — | 38,8 | 38,5 | 33,5 | 29,6 | 6,5 | — | — | — | — |
| Suède | — | 133,2 | 121,3 | 136,6 | 104,7 | 40,3 | 9,0 | 13,3 | 2,4 | 5,2 |
| Suisse | — | 117,8 | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 123,8 | 100,9 | 78,5 | 79,8 |
| | — | 1023,1 | 1043,4 | 1076,4 | 1034,3 | 868,3 | 778,9 | 751,9 | 688,0 | 691,8 |
| IV. Créd. reçus de Part. contr. (19-9-50) (hors quota) | | | | | | | | | | |
| Union Economique Belgo-Luxembourgeoise | — | 47,1 | 34,7 | 34,8 | 15,7 | — | — | — | — | — |
| Allemagne | — | — | 38,7 | 160,6 | 303,8 | 197,9 | 233,5 | 230,2 | 298,4 | 332,6 |
| Autriche | — | — | — | 13,6 | 30,8 | 2,0 | — | — | — | — |
| Italie | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Pays-Bas | — | — | — | 7,6 | — | — | — | — | — | — |
| Portugal | — | — | 11,5 | — | — | — | — | — | — | — |
| Suisse | — | — | 4,1 | 32,5 | 31,3 | 17,6 | — | — | — | — |
| | — | 47,1 | 89,0 | 249,1 | 381,6 | 217,5 | 233,5 | 230,2 | 298,4 | 332,6 |
| V. Crédit spécial accordé par l'U.E.B.L. (19-9-50) . | — | 50,0 | 40,0 | 40,0 | 30,0 | 30,0 | 20,0 | 20,0 | 10,0 | 10,0 |
| VI. Divers | — | 1,6 | 3,4 | 3,4 | 3,2 | 2,7 | 2,7 | 2,6 | 2,1 | 2,3 |
| | 565,3 | 1393,4 | 1447,4 | 1640,5 | 1720,7 | 1390,1 | 1306,7 | 1276,3 | 1270,1 | 1308,3 |

N. B. — Les intérêts des prêts accordés ou reçus figurent dans la situation ci-dessus. — ¹ Y compris un crédit de 59,7 millions d'unités de compte (juin 1955), 56,0 millions d'unités de compte (décembre 1955), 39,0 millions d'unités de compte (juin 1956) et 26,3 millions d'unités de compte (septembre 1956) accordé à l'Italie en vertu de l'article 13(a) en date du 19 septembre 1950. — ² Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a attribué à la Norvège un solde initial créditeur de 10 millions d'unités de compte et à la Turquie, un solde initial créditeur de 25 millions d'unités de compte à titre de prêts consentis par l'Union, en vertu de l'article 10 de l'accord en date du 19 septembre 1950. — ³ Y compris un crédit de 5,7 millions d'unités de compte accordé au Danemark en vertu de l'article 13(a) en date du 19 septembre 1950.

UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS — OPERATIONS POUR LE MOIS DE SEPTEMBRE 1956
(en millions d'unités de compte)

88²

| Pays Membres (et leurs zones monétaires) * | Excédent (+) ou déficit (-) net pour le mois | Régulé par 1 | | | | Crédit remboursé au cours du mois par le pays membre (+) ou au pays membre (-) en vertu d'accords bilatéraux d'amortissement | Position au 30 septembre 1956 Créance du pays membre (+) ou dette du pays membre (-) vis-à-vis de l'Union |
|---|--|--------------------------------------|-------------------|--|-----------------------|---|---|
| | | Versement (ou remboursement) d'or | | Octroi (ou remboursement) de crédit | | | |
| | | par le pays membre | au pays membre | au pays membre | par le pays membre | | |
| Autriche | + 0,6 | — | 0,4 | — | 0,1 | — | + 5,3 |
| Belgique-Luxembourg | - 4,0 | 3,0 | — | 1,0 | — | - 3,5 | + 186,2 ² |
| Danemark | - 0,2 | 0,1 | — | 0,0 | — | + 0,9 | - 96,7 |
| France | - 79,9 | 43,0 (a) | — | { 16,9 (a) 20,0 | — | + 2,0 | - 140,4 ³ |
| Allemagne | + 91,9 | — | 68,9 | — | 23,0 | - 4,4 | + 632,5 |
| Grèce | - 0,9 | 0,9 (b) | — | — | — | — | — |
| Islande | - 0,4 | 0,3 | — | 0,1 | — | + 0,1 | - 5,4 |
| Italie | + 10,8 | — | 8,1 | — | 2,7 | + 6,1 | - 149,3 |
| Pays-Bas | + 4,3 | — | 3,2 | — | 1,1 | - 2,6 | + 115,3 |
| Norvège | + 6,8 | — | 5,1 | — | 1,7 | + 1,1 | - 95,0 ² |
| Portugal | - 3,4 | 3,4 (c) | — | — | — | — | néant ³ |
| Suède | + 11,3 | — | 8,5 | — | 2,8 | - 0,7 | + 5,2 |
| Suisse | + 0,7 | — | 0,5 | — | 0,2 | - 2,0 | + 79,8 |
| Turquie | - 4,2 | 4,2 (d) | — | — | — | — | - 30,0 ² |
| Royaume-Uni | - 33,3 | 25,0 | — | 8,3 | — | + 3,0 | - 330,4 |
| Totaux ... | + 126,4 | 80,0 | 94,8 | 46,4 | 31,6 | + 13,2 | +1.024,4 - 847,2 |

* L'Irlande est comprise dans la zone monétaire du Royaume-Uni qui comprend également les territoires d'outre-mer du Royaume-Uni et les pays non participants de la zone sterling.

1 Les règlements sont effectués pour 75 % en or (ou en dollars) et pour 25 % en crédit, à l'exception des cas suivants :

- (a) France — Un montant de 16,9 millions d'u.c. sur les règlements temporaires en or (ou en dollars) effectués volontairement par la France au titre d'opérations antérieures conformément à l'article 11(d) lui a été remboursé et un crédit d'un même montant lui a été consenti par l'Union. Ce remboursement a été effectué par imputation sur le montant d'or de 59,9 millions d'u.c. que la France devait verser à l'Union au titre des opérations du mois; ce montant a été ainsi ramené à 43 millions d'u.c.
- (b) Grèce — Régulé intégralement par un versement d'or (ou de dollars) à l'Union, conformément à l'Article 10-bis.
- (c) Portugal — Le quart de ce montant correspond à la fraction de ses déficits dont le Portugal aurait eu le droit d'obtenir le règlement sous forme de crédit, mais qu'il a préféré régler temporairement en or (ou en dollars), conformément à l'Article 11(d).
- (d) Turquie — Régulé intégralement par un versement d'or (ou de dollars) à l'Union, conformément à l'article 13(a).

2 L'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise a en outre accordé à l'Union un crédit spécial de 50,0 millions d'u.c. dont 10 millions d'u.c. n'ont pas encore été remboursés. De même, les dettes vis-à-vis de l'Union indiquées ci-dessus ne comprennent pas les soldes initiaux attribués à titre de prêt à la Norvège et à la Turquie, soit 10 millions et 25 millions d'u.c. respectivement.

3 Ces chiffres ne comprennent pas les montants correspondant à la fraction de leurs déficits dont la France et le Portugal auraient eu le droit d'obtenir le règlement sous forme de crédit, mais qu'ils ont préféré régler temporairement en or (ou en dollars) conformément à l'article 11(d) et (e). Après exécution des opérations pour septembre, ces montants s'élevaient à 45,0 millions d'u.c. pour la France et 24,1 millions d'u.c. pour le Portugal.

A la suite des opérations relatives au mois de septembre 1956, les avoirs en or et les avoirs convertibles de l'Union, qui s'élevaient à 440,7 millions d'u.c. après les opérations pour août 1956, ont été ramenés à 426,0 millions d'u.c.

TABLE DES MATIERES

STATISTIQUES COURANTES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

| | | | |
|--|-----------------|---|------------------------------------|
| MARCHE DE L'ARGENT. | Tabl. | PRODUCTION. | Tabl. |
| Ia. — Taux officiels d'escompte et de prêts | 2 | I. — Combustibles et produits métallurgiques | 55 ¹ et 55 ² |
| Ib. — Taux du call et des certificats de trésorerie à très court terme | 2 | II. — Produits textiles | 56 ¹ |
| II. — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite | 4 | III. — Produits divers | 56 ² |
| III. — L'argent au jour le jour | 8 | IV. — Energie électrique | 58 |
| IV. — Taux d'escompte des principales banques d'émission | 86 ⁹ | V. — Gaz | 59 |
| METAUX PRECIEUX. | | CONSOMMATION. | |
| Cours des métaux précieux | 9 | I. — Indices des ventes à la consommation. | |
| MARCHE DES CHANGES. | | a) Indices des ventes mensuelles | |
| I. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles | 10 ¹ | base moyenne : 1936 à 1938 = 100 | 65 ¹ |
| II. — Cours officiels fixés par la Banque Nationale de Belgique | 10 ² | b) Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1953 = 100 | 65 ² et 65 ³ |
| MARCHE DES CAPITAUX. | | II. — Consommation de tabac | 66 |
| I. — Cours comparés de quelques fonds publics | 14 | III. — Abattages dans les 12 principaux abattoirs du pays | 67 |
| II. — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers | 15 ¹ | TRANSPORTS. | |
| III. — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles | 15 ² | I. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges : | |
| IV. — Rendement de titres à revenu fixe cotés à la Bourse de Bruxelles | 16 | a) recettes et dépenses d'exploitation | 70 ¹ |
| V. — Emissions de capitaux en Belgique et au Congo belge : | | b) wagons fournis à l'industrie | 70 ² |
| Tableau rétrospectif | 17 ¹ | c) trafic : | |
| Emissions des sociétés congolaises en juin 1956 : | | 1° trafic général | 70 ² |
| Détail des émissions | 17 ² | 2° grosses marchandises | 70 ³ |
| Groupement par importance du capital | 17 ² | A) ensemble du trafic | |
| Emissions des sociétés belges en juillet 1956 : | | B) service interne belge | |
| Détail des émissions | 17 ³ | II. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux | 70 ⁴ |
| Groupement par importance du capital | 17 ⁴ | III. — Mouvement des ports : | |
| VI. — Emprunts des pouvoirs publics | 18 | a) Port d'Anvers | 71 ¹ |
| VII. — Opérations bancaires du Crédit Communal | 19 | b) Port de Gand | 71 ² |
| VIII. — Inscriptions hypothécaires | 20 | IV. — Mouvement général de la navigation intérieure ... | 72 |
| FINANCES PUBLIQUES. | | COMMERCE EXTERIEUR. | |
| I. — Situation de la Dette publique | 25 ¹ | Nomenclature des sections d'après la classification type du commerce international (C.T.C.I.) | 75 |
| II. — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique | 25 ² | CHOMAGE. | |
| III. — Aperçu de l'exécution des budgets | 25 ³ | I. — Chômage complet et partiel | 81 ¹ |
| IV. — Rendement des impôts | 26 | II. — Répartition des chômeurs contrôlés par province ... | 81 ² |
| REVENUS ET EPARGNE. | | III. — Moyenne journalière des chômeurs contrôlés | 81 ³ |
| I. — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises : | | IV. — Répartition des chômeurs contrôlés par groupe de professions | 81 ⁴ |
| Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en mai 1956 | 30 ¹ | STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES. | |
| Tableau rétrospectif | 30 ² | I. — Belgique et Congo belge : | |
| II. — Caisse Générale d'Epargne et de Retraite | 31 | Situations globales des banques | 85 ¹ |
| a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne; | | Banque Nationale de Belgique : | |
| b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite. | | Situations hebdomadaires | 85 ² |
| III. — Indice trimestriel des salaires | 32 | Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi : | |
| MOUVEMENT DES AFFAIRES. | | Situations mensuelles | 85 ³ |
| I. — Activité des Chambres de Compensation | 35 | Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique | 85 ⁵ |
| II. — Mouvement des chèques postaux | 36 | Stock monétaire intérieur | 85 ⁴ |
| PRIX. | | Bilans intégrés des organismes monétaires | 85 ⁴ |
| a) Indices des prix de gros en Belgique | 45 ¹ | Origines des variations du stock monétaire | 85 ⁴ |
| b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger | 45 ² | II. — Banques d'émission étrangères. | |
| c) Indices des prix de détail en Belgique | 46 | Situations : | |
| | | Banque de France | 86 ¹ |
| | | Bank of England | 86 ² |
| | | Federal Reserve Banks | 86 ³ |
| | | Nederlandsche Bank | 86 ⁴ |
| | | Sveriges Riksbank | 86 ⁵ |
| | | Banca d'Italia | 86 ⁶ |
| | | Bank Deutscher Länder | 86 ⁷ |
| | | Banque Nationale Suisse | 86 ⁸ |
| | | Taux d'escompte | 86 ⁹ |
| | | III. — Banque des Règlements Internationaux, à Bâle ... | 87 |
| | | IV. — Union Européenne de Paiements : | |
| | | Résumé de la situation financière | 88 ¹ |
| | | Règlement de la position des pays membres | 88 ² |

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
